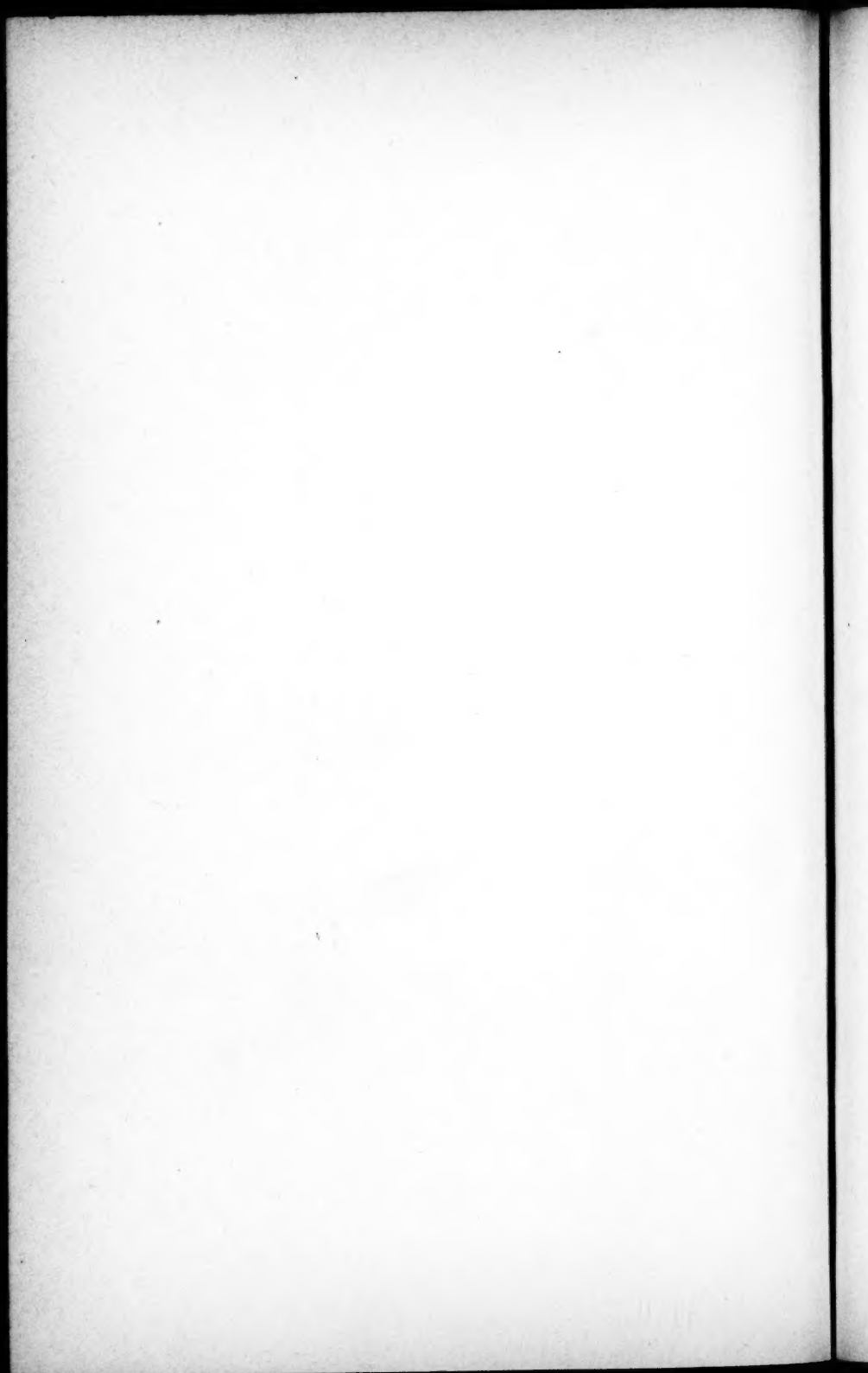


**REVUE**  
**HISTORIQUE**





117  
3420

# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*  
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

TRENTIÈME ANNÉE.

---

TOME QUATRE-VINGT-HUITIÈME

Mal-Août 1905.

---

PARIS  
FÉLIX ALCAN, Éditeur  
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN  
1905

112.386

~~H~~  
~~73282~~  
~~v. 88~~

D

1

.RG

t. 88

1905

# LE CONVENTIONNEL GOUJON

SA JEUNESSE ET SES DÉBUTS.

1766-1793.

---

## CHAPITRE PREMIER.

LES ANNÉES D'ENFANCE ET DE JEUNESSE.

*Enfance de Goujon. — Voyage à Saint-Domingue. — L'étude de M<sup>e</sup> Soutez, procureur au Châtelet. — Vie à Paris; premières vues politiques. — Le Père Mongez. L'ami Tissot. — Retraite à Meudon; la « Thébàïde ». Optimisme et enthousiasme. La Fédération. Discours « sur l'influence de la morale des gouvernements. »*

Jean-Marie-Claude-Alexandre Goujon est né à Bourg-en-Bresse le 13 avril 1766. Son père, Claude Goujon, Bressan d'origine, était alors directeur des droits réunis à la ferme des aides; il s'était marié en 1762 avec une toute jeune fille, Jeanne-Marguerite-Nicole Ricard, née en 1745, dont le père était secrétaire de l'intendance de Bourgogne<sup>1</sup>. Elle lui avait donné d'abord, en 1763, une fille, Sophie-Perrine. Jean-Marie et sa sœur étaient encore très jeunes quand le chef de famille fut nommé à Provins, petit chef-lieu d'élection qui faisait partie de la généralité de Paris, mais se rattachait, pour la perception des droits réunis, à la province de Champagne. La ferme des aides n'était pas une administration très importante : elle rapportait en tout à l'État cinquante et un millions par an, sur lesquels quinze millions à peine provenaient des droits réunis, impôts sur les cartes, des

1. Voir Jarrin, *Alexandre Goujon*, Bourg, 1886, broch. in-8°, publiée par la Société d'émulation de l'Ain.

et tarots, impôt sur les fers, droits de jauge, de courtage, d'annuel, etc. Encore, dans la hiérarchie des 278 bureaux répandus sur toute la France, celui de Provins occupait-il un rang médiocre; le revenu devait en être mince, et Claude Goujon n'avait accepté cette résidence que pour se rapprocher d'Auxerre, où sa femme avait quelque bien. Il rêvait pour son fils un état meilleur que le sien propre. Jean-Marie avait du goût pour les lettres; à douze ans, il était capable de rimer un compliment de fête dans le style « sensible » et correct des continuateurs de Jean-Baptiste Rousseau :

C'est demain, cher papa, qu'est le jour de ta fête;  
 Pour te faire un bouquet, la rose est toute prête,  
 Le voici : reçois-le d'un fils respectueux  
 Qui pour toi vers le ciel adresse tous ses vœux,  
 Et qui, pressant les dieux pour le bonheur d'un père,  
 Ne sent d'autre plaisir que celui de lui plaire, etc.<sup>1</sup>.

Claude Goujon ne resta pas longtemps à Provins. Un peu après 1777, il fut envoyé à Orléans, chef-lieu de généralité et siège d'une direction importante. Jean-Marie n'y suivit pas sa famille. Un parent très riche, planteur à Saint-Domingue, avait demandé qu'on envoyât l'enfant auprès de lui, offrant de l'associer plus tard à son entreprise. Claude Goujon consentit, non sans appréhensions. Son fils était bien jeune et d'une santé bien frêle pour supporter une traversée qui durait quarante jours en moyenne, sans préjudice des vents contraires, des tempêtes ou des calmes. Il le confia à un ami, officier de la marine royale, dont le vaisseau partait pour les Antilles. C'était un risque de plus, car on était en pleine guerre maritime. Jean-Marie vit de très près la flotte anglaise, peut-être même assista-t-il à la bataille d'Ouessant<sup>2</sup>. Il dut arriver dans l'automne de 1778 à Saint-Domingue. C'était le pays par excellence du « bétail noir », la terre longtemps classique de la souffrance et de l'esclavage. Il y resta huit ans,

1. Papiers conservés par la famille Goujon.

2. M. Jules Claretie (*les Derniers Montagnards*, p. 131) parle d'une lettre enthousiaste que l'enfant aurait écrite à son père après le combat, et dont Claude Goujon, de passage à Paris, aurait fait une lecture publique au Palais-Royal, sous l'arbre de Cracovie, aux applaudissements de la foule. Les héritiers de Goujon, qui ont gardé précieusement de lui jusqu'aux moindres écrits, ne possèdent pas cette lettre, et le souvenir même de cette anecdote légendaire n'a pas été conservé dans la famille.

toute son adolescence; plus tard, il n'en parlait que très rarement, en quelques mots amers : « J'ai vu bien des visages en peu d'années, et... bien rarement quelqu'un qui fût vrai, qui eût des mœurs et dans lequel la voix de l'humanité pût se faire entendre<sup>1</sup>. » Ce spectacle fut pour lui, dit Michelet<sup>2</sup>, « le charbon de feu dont parle la Bible », une vision d'épouvante qui ne le quitta jamais; il en demeura toute sa vie attristé, précocement grave en toutes choses, même en ses joies. Au reste, il lui fallut de bonne heure prendre la vie au sérieux, car elle ne lui souriait guère : parti pour faire fortune, il dut rentrer en France en 1786, pauvre comme devant, et désormais soutien unique, à vingt ans, d'une mère devenue veuve avec trois orphelins<sup>3</sup>. Nicole Goujon s'était retirée avec ses enfants à Auxerre, où elle avait une petite maison triste, malsaine et assez délabrée. La famille vivait péniblement de quelques fermages mal payés et d'une pension de 800 livres servie par la tante Cottin, sœur de Claude Goujon, qui était riche et habitait Paris. A Auxerre, Nicole Goujon avait retrouvé des amies d'enfance, M<sup>me</sup> Desfontaines et M<sup>me</sup> de la Poterie. Elles lui faisaient le meilleur accueil, l'aidaient de toutes manières, la recevaient avec ses enfants pendant les mois d'été, dans leur terre de Charmeaux ou sur le domaine de la Poterie, au bord de l'Yonne, près de Coulanges. Jean-Marie n'y demeura guère. Dès le printemps de 1786, il vint à Paris chercher fortune. Il n'avait pas fait d'études bien longues; pourtant il savait assez de latin, avait reçu quelques notions élémentaires de droit : cela suffit pour que sa mère voulût faire de lui un avocat ou un homme de loi; il entra comme clerc chez M<sup>e</sup> Soutez, procureur au Châtelet. Ce n'était pas une place avantageuse. Jean-Marie y était astreint à un travail pénible, fastidieux, à peine rétribué. De huit heures du matin à neuf heures et demie du soir, il lui fallait copier des requêtes sous la surveillance inlassable du procureur; point d'interruption que pour les repas.

Quelquefois cependant, écrivait-il<sup>4</sup>, la sécheresse de cette besogne, l'envie de m'instruire de quelque autre chose que je veux savoir,... ou de lire quelques livres que je n'ai que pour peu d'instant, font

1. A sa mère, 14 mars 1789.

2. *Origine des Bonaparte*, p. 238.

3. Depuis le départ de Jean-Marie, deux autres fils étaient nés, Alexandre et Antoine.

4. A sa sœur, 14 mars 1789.

succéder tour à tour dans mon âme l'ennui, le dépit, l'impatience, et je quitte, traîne ou sabre mes requêtes, suivant que l'un de ces trois sentiments m'anime; mais il faut toujours les faire. Quand neuf heures et demie arrivent, je quitte ma besogne; on attend le souper de minute en minute, on cause un peu, vingt affaires de chicane dont on s'est occupé toute la journée ont apporté de la confusion dans les idées, et il faut bien reprendre haleine avant de se remettre à une besogne d'une autre espèce. Après souper, quand je me porte bien, je veille ou je me lève le lendemain de bonne heure pour travailler à mon instruction particulière, et tu sais assez combien j'ai besoin de savoir quelque chose...

Il ne souhaitait quelque loisir que pour apprendre, n'aimait point le plaisir, et, quand même il en aurait eu le goût, n'avait point d'argent pour y satisfaire. Il n'aimait pas la danse et n'allait jamais au théâtre. Vertueux par tempérament, par conviction morale et peut-être un peu aussi par timidité, il s'ennuyait avec les autres jeunes gens, les trouvait frivoles: « Je perds mon temps avec eux », disait-il<sup>1</sup>. Il ne fréquentait que des vieillards ou des gens mûrs: un officier retraité, célibataire, misanthrope et fron-deur, M. de Lacour, un moine archéologue, le P. Mongez. A la table de sa tante Cottin, où il dinait et soupait régulièrement tous les dimanches, on ne rencontrait guère que de vieilles demoiselles médisantes et revêches ou des mères de famille trop prévenantes, qui avaient des filles à établir. Goujon s'armait contre elles d'indifférence et de froideur, parlait peu et n'écoutait pas toujours. « Depuis le temps que j'apprends la langue de ce pays, les paroles que l'on m'y donne font si peu d'impression sur moi que je ne crois pas qu'elles vailent la peine de les écrire... Je passe pour un bon jeune homme, bien honnête et incapable de tromper personne. Cela veut dire dans leur langage à peu près *une bête*. Dans le fait, ils ont bien raison de ne pas me craindre, car je serais désolé de me servir de leurs moyens; mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils ne me trompent pas<sup>2</sup>. » Ni lui ni sa famille ne considéraient son emploi chez M<sup>e</sup> Soutez que comme un pis aller provisoire. Sa mère, sa sœur, sa tante, ses amis l'engageaient à faire des démarches, à fréquenter le monde, à se faire connaître et distinguer, s'il le pouvait, par les gens en place ou en crédit.

1. A sa sœur, 14 mars 1789.

2. Lettre citée, 14 mars 1789.

Il ne s'y prêtait qu'à regret; non pas qu'il manquât d'ambition, lui-même confessait qu'il « en était dévoré », mais son ambition n'était pas « de la nature de celle de beaucoup d'autres ». « Si l'on m'offrait, écrivait-il à sa mère, d'accomplir mon premier souhait et que je vous susse heureuse, je demanderais d'être l'homme le plus vertueux de la terre<sup>1</sup>. » Sans vanité, mais n'ignorant point ce qu'il valait par l'intelligence et par les mœurs, il souffrait dans sa fierté de descendre à solliciter tels personnages puissants, mais corrompus, malhonnêtes et incapables, et qu'il connaissait pour tels. Il ne va pas, à l'exemple de Rousseau, jusqu'à rendre la civilisation, le luxe, la politesse et les « usages » responsables de tous les malheurs de l'humanité, mais il découvre que « les âmes sont tombées dans l'avilissement et que les sentiments les plus doux et les plus beaux sont regardés comme le lot des âmes faibles ou comme des vertus imaginaires dont nul homme n'est en possession<sup>2</sup> ». Pour réussir parmi cette société, « il faut montrer sa figure partout, aduler les gens avec lesquels on est, colorer leurs vices, leur prêter des vertus, applaudir à leurs sottises, les remercier d'obligations qu'on ne leur a pas; enfin, se rendre utile, amusant et par conséquent nécessaire. Je sais que cette manière mène quelquefois loin; mais le plus utile est précisément ce qui manque; je me tais lorsque je ne suis pas de l'avis des autres, et je n'ai pas l'art de contredire ceux dont je n'attends rien pour entretenir la conversation; je ne sais pas prendre le ton d'un milord quand je n'ai pas le sol dans ma poche, ni le ton suppliant quand j'avoue que je n'ai rien. Toutes ces choses sont des obstacles insurmontables... ». Et ainsi l'on arrive à la conclusion inévitable, qui est un peu celle des révolutionnaires de tous les temps : « Le peu d'étude que j'ai fait m'a convaincu que nos lois, notre morale et notre système politique mettaient un empêchement réel à ce qu'il se trouvât parmi nous des citoyens véritablement vertueux. » C'est le langage et l'accent de toute une génération qui avait lu l'*Encyclopédie*, les *Confessions* et le *Barbier de Séville*. Ils seront assez nombreux dans la Convention, ces jeunes gens de la petite bourgeoisie non privilégiée, instruits, intelligents, ambitieux à juste titre, écartés jusque-là des fonctions publiques par leur peu de fortune et par une sorte

1. 14 mars 1789.

2. A sa mère, 14 mars 1789.



de préjugé légal. Gens de robe ou clercs de basoche, ils ne pardonnent à la monarchie ni ses faveurs à la noblesse d'épée, ni ses attentats aux privilèges des parlements. Ils détestent l'ancien gouvernement parce qu'il était despotique et parce qu'ils n'y avaient point de part ; ils ont un idéal à réaliser, mais aussi des rancunes et des appétits à satisfaire ; à présent, ils parlent le même langage que Goujon ; ils le proscrireont en prairial<sup>1</sup>, et parmi ceux qui proclamaient l'injustice et l'immoralité du despotisme de Louis XVI, on comptera plus tard de bons serviteurs de l'Empire ou de fidèles soutiens du trône de Louis XVIII. Au reste, si Goujon accusait les lois et le système politique de le maintenir, quoi qu'il pût faire, dans une condition misérable, il était sans haine contre les personnes et sans colère contre les événements. Le coup d'état du 6 mai 1788 faillit lui faire perdre son gagne-pain, car les procureurs refusèrent le service aux nouveaux tribunaux établis par Brienne et menacèrent de fermer leurs études<sup>2</sup> ; il fut, comme toute la basoche, pour d'Espréménil et Montsabert, mais sans passion ni violence, car il se rangeait lui-même parmi « les gens sages qui ne disent rien et gémissent au fond du cœur de tous ces changements qui attaquent essentiellement notre constitution et notre liberté<sup>3</sup> ». Pacifique et volontiers silencieux, il rassurait les inquiétudes de sa mère en affirmant que, malgré sa jeunesse, « il ne se fourrait nulle part où il pouvait y avoir du bruit et ne disait sa façon de penser à personne ». Mais, rentré chez lui et sûr de n'être pas entendu, il ne craignait pas de condamner hautement l'abus que le gouvernement faisait de sa puissance. « C'est un mal, ajoutait-il, qu'il est, je crois, impossible d'éviter, parce que le Français a perdu son véritable ressort, l'honneur ; son principe est corrompu : il ne lui reste plus que la crainte, et la crainte est faite pour les esclaves. » On reconnaît à ce style que Goujon avait lu l'*Esprit des lois*. Il s'enthousiasma pour le *Contrat social* et l'*Histoire philosophique des Deux-Indes*. Ses lectures n'étaient pas faites au hasard ; il était conduit par un guide intelligent et sûr, le P. Mongez, dès longtemps son ami. C'était un savant presque illustre ; connu de bonne heure pour ses travaux archéo-

1. Par exemple, Vernier, Isnard, Henry Larivière, Delahaye.

2. H. Monin, *État de la ville de Paris en 1789*, p. 340, d'après le *Journal de Hardy*, t. VII, p. 466.

3. A sa sœur, s. d. (mai 1788).



logiques, il était entré à l'Académie des inscriptions à trente-huit ans, en 1785. Il vivait au couvent de son ordre, à Sainte-Geneviève, parmi les collections précieuses de la bibliothèque et du cabinet d'antiques dont il avait la garde. Goujon venait l'y voir au moins une fois par semaine. Mongez avait du goût pour les idées générales et se piquait de philosophie. Il était entré dans les ordres très jeune et sans vocation, comme tant d'autres à cette époque; il en sortit dès que la loi l'y autorisa<sup>1</sup>. Il aimait causer avec Goujon, l'encourageait au travail, lui prêtait des livres. Ils passaient souvent, le dimanche, des heures entières à discuter sur les principes du droit public et la philosophie de l'histoire. Goujon croyait l'homme naturellement bon, mais égaré, corrompu peut-être à jamais par l'ignorance et les préjugés où les gouvernements despotiques l'entretiennent pour assurer leur domination. Sans doute, si les peuples se rendent compte de leur abjection, s'ils font disparaître un régime ennemi par principe des talents et de la vertu, et régner à sa place la justice et les lois, le progrès redeviendra possible et le bonheur de tous sera garanti par la liberté de chacun. Mais l'échéance paraissait à Goujon bien lointaine et le mal bien enraciné. Mongez approuvait de tous points; souvent, après ces longues conversations, il conseillait à son jeune ami de les écrire et de les répandre; un jour, il lui présenta le texte du sujet mis au concours par l'Académie de Dijon pour le prix à décerner en 1790 : « Déterminer quelle est l'influence de la morale des gouvernements sur celle des peuples. » Goujon l'emporta chez lui, il voulait le montrer à un ami, devenu, depuis quelque temps, le confident de toutes ses pensées, Pierre-François Tissot. Goujon l'avait connu chez M<sup>e</sup> Soutez, où Tissot était son compagnon de travail. Né le 10 mars 1768, il était le plus jeune de deux ans. Ses parents, commerçants aisés qui habitaient Versailles, lui avaient fait faire des études très complètes, achevées à Paris, au collège Montaigu. Intelligent, d'extérieur agréable, d'une taille avantageuse et de

1. Il se maria en 1791 avec une jeune fille de seize ans, Angélique Levot, qui se fit connaître plus tard, sous la Restauration, en peignant des portraits officiels dans la manière compassée et froide des successeurs de David. Mongez devint en 1792 membre de la Commission des monnaies et fut un des promoteurs du système décimal. Louis XVIII raya son nom de la liste des membres de l'Institut, mais il fut réélu en 1818. Il avait écrit de nombreux ouvrages d'archéologie et d'histoire de l'art. Il mourut à Paris en 1835, à quatre-vingt-huit ans.

manières distinguées, il avait fréquenté le monde et paru même avec quelque succès aux fêtes de Trianon<sup>1</sup>. Entré chez le procureur pour apprendre la procédure, et sans appointements, il était tenu à moins d'assiduité que son ami et prenait quelquefois des vacances qu'il passait à Versailles. Goujon sentait alors plus que jamais « l'ennui de ce maudit griffonnage » auquel il ne pouvait se soustraire. « Je suis bien persuadé, écrivait-il<sup>2</sup>, qu'il y a peu de galériens qui trouvent leur chaîne plus pesante que la mienne...; lorsque j'ai bien écrit toute la journée, je ne trouve plus qu'un vide immense dans mes idées. » Mais quand Tissot revenait près de lui, il avait tôt fait de reprendre courage. Les deux amis ne se quittaient plus, lisaient, discutaient, écrivaient ensemble. Tissot composait des tragédies, en cinq actes et en vers naturellement; Goujon en écoutait la lecture sans impatience et donnait son avis sans ironie. Quant à lui, il voulait s'essayer dans le genre oratoire; il fit voir le programme que lui avait remis Mongez, dit qu'il avait l'intention de concourir, indiqua son plan, ses idées principales. Tissot trouva ce projet admirable, il supplia son ami d'y persister, de ne pas perdre une occasion, peut-être unique, de parvenir d'un coup, comme avait fait Jean-Jacques, à la célébrité. Quelques semaines d'efforts, et c'était le succès, la gloire, l'indépendance... Goujon entrevit tout cela comme dans un rêve : il avait vingt-trois ans, il était ardent, enthousiaste, et, pour comble, amoureux. Avec les quelques louis que lui rapporterait son prix, il allait pouvoir goûter toutes les joies : quitter son procureur, venir en aide à sa famille, mettre aux pieds de l'objet aimé ses lauriers et son cœur : « Si vous veniez, écrivait-il à Tissot, je vous parlerais de mes souhaits, de mes désirs, de mes projets, je partagerais les vôtres..., vous brûleriez aussi. Oh ! il faudrait bien que cela fût..., vous verriez ces deux âmes jeunes et ardentes s'élancer dans la carrière sans compter les obstacles, changer la face du monde et s'élever par la vertu au-dessus de tous les êtres<sup>3</sup>. »

1. Il avait obtenu, on ne sait comment, la permission d'entrer à toute heure dans le parc du château et s'y promenait à son gré. Les quinconces, pelouses et bosquets lui parurent un luxe inutile. Bien avant Anaxagoras Chaumette, il eut l'idée d'y substituer des champs, où l'on sèmerait du blé et qui seraient distribués en parts égales à tous les membres d'une espèce de phalanstère versaillais (Goujon à Tissot, 4 février 1789).

2. Même lettre.

3. 4 février 1789.

Tout ce beau feu ne dura guère. Le grand amour était contrarié; une correspondance romanesque, commencée selon les règles par une épître en vers, fut interrompue tout à coup par des parents impitoyables. Quant au discours, écrit par fragments, repris chaque soir après douze heures de travail chez le procureur, il n'avancait guère, et l'auteur n'en était pas satisfait : « Comment voulez-vous après cela que ce grand ouvrage s'achève? Les idées, brûlantes dans mon âme, se glacent sur le papier. Je sens que tout ce que j'écrirai ici se ressentira de l'ennui qui me dévore. Cela m'impatiente plus que je ne saurais vous dire, mais j'ai un projet au moyen duquel tout pourra s'arranger. » Ce projet, c'était de quitter Paris pour aller vivre à la campagne sans empêchement ni distraction d'aucune sorte. L'argent manquait; pendant un an, Goujon épargna sur ses appointements de clerc; Tissot obtint de sa famille quelques subsides. Aux premiers jours du printemps 1790, ils parcoururent la banlieue pour y chercher un lieu de retraite convenable; au commencement de mai, ils prenaient congé de leur procureur et quittaient Paris.

Ils n'étaient pas allés bien loin chercher leur « Thébàïde ». A Meudon, sur un coteau au bord de la Seine, à l'entrée des bois, ils louèrent une petite maison appartenant à la comtesse de Courbron. En deux heures au plus, à pied, Tissot pouvait se rendre à Versailles et Goujon chez Mongez, qui s'était chargé de recevoir ses lettres et de répondre aux questions des curieux. Jean-Marie n'avait donné son adresse à personne; il n'osait même pas annoncer son départ à la terrible tante Cottin. A la fin de mai seulement, il se décida à avertir sa mère, sans dire encore où il s'était retiré. M<sup>me</sup> Goujon accueillit la nouvelle avec surprise et sans plaisir; elle crut deviner une aventure suspecte et s'avisa que cet « ami intime » dont Jean-Marie parlait pour la première fois, sans le nommer, pourrait bien n'être qu'une *amie*; elle jugeait son fils d'après les jeunes gens du même âge, et en vérité c'était bien mal le connaître. Il protesta hautement : « Calmez toutes vos craintes, répondit-il, et, me jugeant comme ma conduite antérieure a dû le mériter, appréciez ma démarche actuelle comme elle doit l'être, c'est-à-dire comme le parti que la raison me dictait et non comme la folie d'un jeune homme livré aux écarts de son imagination. Je puis me tromper, mais si cela est, j'ai la consolation de sentir que je ne me le reprocherai jamais<sup>1</sup>. »

1. A sa mère, 5 juin 1790.

M<sup>me</sup> Goujon mit quelque temps à se résigner. Loin d'elle, Jean-Marie n'avait pu réussir à trouver une place avantageuse; dès lors, elle n'ambitionnait qu'une chose : le décider à revenir; une fois pourvu du titre d'avocat, il retournerait à Auxerre, s'y occuperait du commerce, ferait souche à son tour au pays de ses ancêtres, où elle-même était née, où elle était venue naguère abriter sa pauvreté et son deuil, où l'attachaient invinciblement la tradition et le souvenir. Son fils prétendait trouver en lui-même, sans souci des exemples du passé, le principe de son bonheur et de ses succès à venir; elle ne pouvait le comprendre, voyait là plus qu'une erreur, une ingratitude, presque une trahison. Goujon proclamait son désir de vivre auprès des siens, « ne pouvant être heureux ailleurs », mais il ne cédait pas : « Dans le cas où nous courons le risque de supporter beaucoup de peines, disait-il, c'est le sentiment de nos propres forces, que nous pouvons seuls connaître, qui doit déterminer nos décisions. » Au demeurant, il n'était, pour plaider sa cause, à court ni d'arguments ni d'éloquence. Il faisait valoir avec raison que l'ordre des avocats allait probablement disparaître<sup>1</sup> et que ce serait folie d'y entrer à présent; quant au commerce, il n'y entendait pas assez, disait-il, pour être assuré d'y réussir et pour y engager le peu de bien que sa famille possédait encore. A dire vrai, il n'y avait aucun goût. Commerce, barreau, magistrature, tout cela n'était que « les vieilles routes<sup>2</sup> ». Croyant sentir autour de lui comme une renaissance de toutes choses, insoucieux d'un passé qu'il détestait et tout entier porté vers l'avenir, il avait, comme tant d'autres de son état et de son âge, mis « dans la Révolution tout son espoir ». « Je ne respire que liberté », écrivait-il déjà en 1789, à la veille des élections, « et je ne me consolerais jamais si l'Assemblée ne faisait pas ce que l'on doit attendre d'elle<sup>3</sup> ». Rester maintenant chez le procureur, c'était « perdre son temps et devenir, *en vieillissant*, plus incapable de rien apprendre<sup>4</sup> ». Les événements avaient marché très vite en quelques mois, il ne

1. Le décret du 8 octobre 1789 sur la procédure criminelle n'exigeait plus aucun titre ni grade pour les défenseurs et conseils des prévenus et accusés. Le décret du 3 novembre annonçait une nouvelle organisation judiciaire dans laquelle il n'y aurait assurément plus de place pour aucun corps ou ordre privilégié.

2. Le mot est de Talleyrand (*Mémoires*, t. III, p. 481).

3. A sa mère, s. d. (fin avril 1789).

4. A la même, 31 mai 1790. A cette date, Goujon a vingt-quatre ans.

voulait pas demeurer en arrière : « Il n'y a plus de projet d'établissement raisonnable à faire dans ce moment ; on ne peut que se mettre en état de profiter des circonstances, et c'est ce que je veux. Je regarde la Révolution comme inévitable. Quand elle ne se ferait pas en totalité, il est toujours sûr que la liberté gagnera assez pour que les talents utiles à la prospérité des empires, et surtout ceux de la parole et du droit public et ceux qui y sont relatifs, soient les premiers moyens d'avancement<sup>1</sup>. » Au reste, ce qui l'avait décidé tout à fait n'était pas le souci d'une carrière à faire. Les ouvrages des philosophes, l'*Esprit des lois*, l'*Encyclopédie*, et par-dessus tout les harangues enflammées du citoyen de Genève l'avaient arraché pour toujours à l'inertie vaguement pessimiste et un peu dédaigneuse que sa mère et sa sœur lui reprochaient naguère. Il avait cru les hommes avilis pour longtemps, et peut-être à jamais, par l'arbitraire et le despotisme, corrompus par le règne des favoris et des maîtresses ; l'heure du réveil était venue, maintenant la liberté triomphante ramenait l'homme à la bonté, à la vertu primitives ; il ne fallait que l'éclairer, lui démontrer la vérité par la raison pour le rendre juste et heureux.

Goujon se sentait appelé vers cet apostolat civique par une vocation irrésistible : quel souci de plaisir, quel intérêt d'avancement ou de fortune mettre en balance avec cela ? Lui-même n'y songeait pas : « Je ne puis avoir de doute sur mon inclination. Tourmenté par l'amour du droit public et de toutes les connaissances relatives à l'homme, à sa conduite, à son bonheur, je me sens entraîné vers cet objet par une force irrésistible, qui quelquefois me séduit jusqu'à me montrer les hommes un peu plus heureux par les efforts que j'aurai faits pour trouver la vérité, la montrer et forcer à la reconnaître. Je sens que tout cela n'est peut-être que la chimère d'une âme simple, mais il est toujours vrai que, tant que cette idée me poursuivra, je ne serai guère capable d'autre chose<sup>2</sup>. »

Ce plaidoyer, au demeurant sincère et point déraisonnable, désolait la pauvre mère sans la convaincre. L'âge l'avait pourvue d'expérience, et elle, qui n'avait point lu Mably ni Rousseau, ne croyait pas qu'il fût si aisé d'éclairer les hommes. Mais Goujon

1. A sa mère, 31 mai 1790.

2. A sa mère, 5 juin 1790.

avait réponse à tout : « Je pense comme vous là-dessus, mais cela fâche sans arrêter. D'ailleurs, une considération me déterminera toujours, je crois aimer les hommes et désirer véritablement leur bien... Or, comment les hommes pourraient-ils haïr celui qui les aimera, les plaindra et cherchera leur bonheur? Je ne le conçois pas, mais, si cela arrivait, il y aurait bien de quoi se consoler de leurs injustices. Je persiste donc...<sup>1</sup>. » Il persistait en effet, et chaque jour davantage. Maintenant, il s'était jeté sans retour dans le mouvement révolutionnaire. Ni Tissot ni lui n'avaient encore les vingt-cinq ans requis pour être citoyens actifs, mais ils étaient inscrits au tableau civique et venaient à leur tour passer la nuit au corps de garde, vêtus de l'uniforme « bleu national » à collet blanc et parements écarlates. Ceux qu'ils y rencontraient, gens de tout âge et de tous états, campagnards, artisans, fonctionnaires et bourgeois, fraternisaient dans un même sentiment de zèle patriotique et de confiance en l'avenir. Parmi tant de bonnes volontés, comment ne pas croire au succès définitif de la Révolution, à la régénération de la France et du genre humain tout entier? Quand Goujon vit la Fédération, son enthousiasme ne connut plus de bornes. Dès le lendemain, il faisait à sa mère le récit de la fête, en raillant un peu l'inquiétude qu'elle avait montrée<sup>2</sup> :

Ma chère maman, j'ai vu cette Fédération, et je n'ai couru aucun risque, et je vis encore, et je n'ai pas aperçu le moindre signe de désordre, de mécontentement, ni le plus léger murmure de la part de ce peuple que l'on veut faire si méchant. J'ai vu cinq cent mille hommes rassemblés, les bras tendus vers l'Être suprême, élever enfin jusqu'à lui des âmes libres et dignes de la vertu! Je l'ai vu, je me suis joint à eux; mon cœur embrasé cherchait dans la nature un plus beau titre que celui de citoyen français, et je me sentais glorieux de ce qu'il m'était réservé. Je ne pouvais proférer un mot; mais les larmes qui s'échappaient de mes yeux attestaient ce qui se passait au fond de mon cœur... L'ivresse de la vertu semblait m'avoir transporté dans un nouvel univers; je me sentais digne d'être homme. Ah! je l'ai juré et je ne l'oublierai jamais. Je vivrai libre ou je mourrai! Je vous embrasse tous...

Au même moment, dans le même élan d'enthousiasme pour la

1. A sa mère, 19 juin 1790.

2. 15 juillet 1790.



vertu et la liberté, Goujon venait d'achever pour l'Académie de Dijon son discours sur l'influence de la morale des gouvernements<sup>1</sup>. Tissot l'a imprimé plus tard dans les *Souvenirs de la journée de prairial an III*<sup>2</sup>. « L'ouvrage, dit-il dans son *Avertissement*, tend à prouver que l'intérêt de la tyrannie est d'avilir l'homme pour le dominer, et l'homme est nécessairement malheureux et corrompu partout où, cédant à l'impulsion de son gouvernement, il se guide par une autre autorité que celle de la raison et de la loi. » Rien là certainement qui dût paraître bien neuf en 1790 et qui ne fût déjà dans l'*Esprit des lois*, l'*Histoire des Deux-Indes* et surtout dans le *Contrat social*. Le discours n'en méritait pas moins d'être soustrait à l'oubli ; on l'a très justement rapproché du *Contre-Un* de La Boétie<sup>3</sup>. La forme, certes, a ses défauts : aucun des ornements classiques empruntés au *Conciones* n'en est absent, pas même la prosopopée ; l'ombre de Scipion vient faire honte aux Romains qui adorent le divin Jules. Toute la première partie emprunte à Plutarque et à Tite-Live des exemples, qui ne nous touchent guère, de la corruption des peuples par leurs gouvernements. Mais un souffle de conviction sincère et enthousiaste anime tout l'ouvrage ; parmi les accessoires d'une antiquité conventionnelle, malgré le style noble et les métaphores venues en droite ligne du *Jeune Anacharsis*, on sent percer à chaque ligne la passion pour la liberté, la foi dans la raison, et, comme parle Goujon lui-même, l'ivresse de la vertu. « Je cherche le vrai et le bien, dit l'épigraphe, et je m'y donne tout entier<sup>4</sup>. »

Le point de départ est, comme chez Rousseau, l'originelle vertu de « l'homme de la nature ». Tous les hommes sont nés bons, simples et faits pour le bonheur. « L'ambition seule forma les empires » et pour les former corrompt les peuples<sup>5</sup>. A Rome,

1. Le 19 juin, il écrit à sa sœur : « Faites toutes deux une belle oraison pour que j'aie mon prix. »

2. Paris, Daunier, an VII, in-12. Bibl. nat., Lb<sup>41</sup> 1820b.

3. Claretie, *les Derniers Montagnards*. Paris, Librairie internationale, 1867, in-8°, p. 103.

4. *Quid verum atque decens curo et rogo, et omnis in hoc Sum* (Hor., *Ép.*, t. I, p. 1).

5. « Nos pères étaient barbares, dit-on. Ah ! puissions-nous encore être barbares comme eux ! Ils étaient vertueux, leurs âmes étaient pures, leurs cœurs francs et généreux étaient incapables de se courber sous le joug... Aujourd'hui, les maximes de la vertu volent de bouche en bouche et le vice règne dans tous les cœurs » (Tissot, p. 21).

l'aristocratie d'argent fit du pouvoir une marchandise, démoralisa les citoyens pour les asservir à l'hypocrite tyrannie des Césars. La guerre des Perses apprit aux Spartiates l'envie de dominer ». Lysandre leur enseigna la morale du succès, et, brisant le ressort de vertu et de patriotisme qui les avait rendus si forts, il les conduisit au désastre de Leuctres. Athènes même, au plus beau temps de son empire, s'abandonnait au despotisme d'un Périclès et d'un Alcibiade, qui conduisirent leur patrie « par la vénalité des âmes » au découragement, à l'impuissance et à la ruine. Les peuples « parvenus au despotisme le plus absolu » sont ceux où l'influence du gouvernement se fait sentir dans toute sa force. Tout l'effort du tyran s'applique à corrompre les âmes ; « ses premières armes sont les spectacles et les fêtes », c'est « le breuvage enchanté avec lequel Circé plongeait les compagnons d'Ulysse dans l'abrutissement dont ce prince fut seul préservé par la supériorité de ses lumières et de sa raison ». Quand la corruption est achevée, que le pouvoir n'est plus contesté de personne et que la théorie du droit divin « est venue couronner l'ouvrage », le gouvernement n'a plus besoin de séduire ; il lui suffit de vouloir et de frapper. Qu'on ne parle donc pas de despotisme éclairé, car il n'y en a point de possible : « Ces principes sont invariables ; le meilleur des rois veut pouvoir être méchant quand il lui plaît, a dit un grand génie, il veut être maître enfin et doit faire tout ce qui est nécessaire pour y parvenir. » S'il arrive qu'un roi « vertueux, juste et bienfaisant » sacrifie sa puissance au bonheur de son peuple, ce ne peut être qu'une exception, « un phénomène » ; un pareil état « rentre dans la classe des états libres, avec cette différence cependant qu'il est encore infecté de tous les vices de l'esclavage ». Approchant de la sorte aussi près que possible de la doctrine républicaine, Goujon n'osait aller encore, à cette date, jusqu'à s'y rallier expressément, mais l'éloquente péroraison de son discours, sans condamner en propres termes autre chose que le despotisme, atteignait déjà jusqu'au principe même de la monarchie :

O Dieu, qui as jeté sur ma patrie un regard favorable, daigne la préserver de cette influence funeste ! Chasse du monde entier ce fléau destructeur et avilissant [du despotisme] ! Que la vérité qui embrase mon âme se grave en traits de feu dans tous les cœurs ! Peuples de la terre, reprenez votre dignité ! Repoussez toute considération étran-



gère, que votre raison soit votre seul guide. Seule, elle peut vous dicter des lois; tout autre maître est indigne de vous. La méfiance qui règne parmi vous, l'égoïsme qui vous isole au milieu de la nature, ce sordide intérêt qui vous rend étrangers à vos parents, à vos amis, à tout ce que vous avez de plus cher; cette absence de sentiment qui fait de votre vie une mort anticipée, est-ce là le bonheur? Ames vertueuses qui m'entendez, déjà votre cœur a devancé ma question. Le bonheur est dans la vertu et notre raison seule peut nous conduire en nous préservant de la servitude. Consultons-la donc, et repoussons toute influence étrangère, nous serons libres, vertueux et heureux<sup>1</sup>.

L'Académie des arts, sciences et belles-lettres de Dijon s'effaroucha sans doute de ces hardiesses : seul parmi les mémoires envoyés, le discours de Goujon lui parut digne d'être retenu, mais elle ne décerna pas le prix et remit le sujet au concours, avec la précaution de prescrire elle-même « une nouvelle manière d'envisager la question<sup>2</sup> ».

## CHAPITRE II.

### PREMIERS SUCCÈS ORATOIRES.

*Vacances à Auxerre. — « Damon et Phintias ou le dévouement de l'amitié », tragédie. — Retour à Meudon. — Les Jacobins de Sèvres. — Fêtes funèbres en l'honneur de Mirabeau à Sèvres et à Meudon. Goujon fait une oraison funèbre patriotique. — Il répond à la lettre de Raynal à l'Assemblée nationale. — L'assemblée primaire et la fuite de Varennes. — Goujon nommé électeur.*

Le chagrin de l'insuccès, l'exaltation patriotique, l'excès de travail surtout avaient fini par ébranler la fragile santé de Goujon. Un médecin ami de Tissot, « l'honnête Giraudeau », lui conseilla le repos loin de Paris; il partit pour Auxerre. Tissot devait venir l'y rejoindre; il retarda de jour en jour et finalement ne vint pas. Un mot d'une lettre de Goujon nous en donne la raison :

1. Tissot, p. 45-46.

2. Programme imprimé (du concours de 1792) cité par Tissot (*Avertissement*, p. v).

Tissot, à son tour, avait « reçu le choc des passions ». Il avait vingt-deux ans et ne parlait que d'épouser « l'objet aimé, la charmante Rosette ». Goujon, qui aimait à jouer au grand frère avec son ami, lui donnait de sages conseils et s'excusait ensuite quand l'autre n'en voulait point recevoir : « Votre franchise mérite la mienne, disait-il, et je crois n'avoir plus besoin avec vous de tant de petits ménagements... C'est un ami, c'est un homme digne, capable de marcher seul que je veux. Si je meurs, il suivra la route que nous aurons tracée; si je suis accablé, il se placera avec moi sous le faix et affrontera, pour me sauver, le courroux du genre humain, comme je le ferais pour lui<sup>1</sup>. » Son amitié pour Tissot s'exaltait dans l'absence; leur affection n'avait d'égale à ses yeux que celle des héros de l'antiquité, et pour en retrouver de dignes exemples, il relisait Homère, Euripide ou le *Jeune Anacharsis*. Tissot et lui furent non seulement Achille et Patrocle, Oreste et Pylade, mais encore Damon et Phintias, ces « deux jeunes Syracusains, élevés dans les principes de Pythagore », dont le bon abbé Barthélemy racontait la touchante histoire : Phintias est condamné à mort par Denys le Tyran; il obtient un sursis pour « régler des affaires importantes » et laisse Damon en otage. Il n'est pas de retour au jour fixé et Damon va mourir à sa place, tout heureux de donner sa vie pour son ami. Il monte sur l'échafaud lorsque Phintias arrive; alors, « au milieu des embrassements et des pleurs », c'est à qui mourra l'un pour l'autre. Là-dessus, « tous les spectateurs fondent en larmes », y compris Denys, qui rend aux deux amis leur vie avec leur liberté. Ajoutez un traître qui s'efforcera, mais en vain, de tenter la vertu de Damon et de lui faire renier son amitié, voilà le scénario d'une tragédie édifiante et sensible que Goujon dédia à son ami. Titre : *Damon et Phintias ou le dévouement de l'amitié*<sup>2</sup>. Il n'y a que trois actes en prose; mais la chaleur des sentiments fait compensation. Presque à chaque réplique l'auteur nous en fait souvenir : Phintias ne parle jamais qu'*avec feu, avec enthousiasme, avec énergie*; quant à Damon, après qu'il vient d'entendre le traître Nicoclès, il est, ajoute le texte, *agité par mille passions diverses; sa figure a dû peindre successivement la crainte, l'horreur, l'intérêt et tout le*

1. A Tissot, 28 août 1790.

2. Reimprimé par Tissot, *Souvenirs de prairial*, p. 51 et suiv.

*désordre des passions. C'est au milieu de ce désordre qu'il s'écrie : « Où suis-je?... barbare!... non, jamais..., etc. »* Il y a vingt pages de ce style. La piété fraternelle de Tissot les a conservées ; on serait tenté d'en rire un peu si tout cela n'était que « littérature » et si l'on ne pensait qu'après tout le vrai Damon et le vrai Phintias montrèrent, à l'épreuve, une amitié rare et sans défaillance et qu'ils n'ont pas connu, dans le drame vrai qu'ils allaient vivre, le dernier acte où tout s'arrange et le bon tyran qui pardonne.

Goujon dut rester plusieurs mois à Auxerre, retenu par la maladie de ses deux frères, dont le plus jeune faillit mourir de la petite vérole. Pendant son séjour, il avait converti sa famille aux idées nouvelles et l'avait abonnée au *Moniteur*. Plus tard, il continuait à l'encourager de loin : « Je vous conseille, écrivait-il à sa mère<sup>1</sup>, de persister dans votre sentiment révolutionnaire, de laisser clabauder la racaille et de plaindre les errants de bonne foi, qui sont certainement en petit nombre. » A la fin d'octobre, il était de retour à Meudon et se remettait au travail avec Tissot.

Ils passèrent l'hiver dans l'étude, sortant rarement, sauf pour acheter des journaux, dont ils commentaient les nouvelles avec passion. Il fallait aller pour cela jusqu'au pont de Sèvres, où étaient le bureau du coche et la poste aux lettres. Là, Tissot et Goujon rencontraient les patriotes de marque des communes voisines. C'étaient tous des bourgeois, commerçants notables, fonctionnaires de l'ancien régime ou du nouveau : le directeur de la verrerie du Bas-Meudon, Saget, l'inspecteur général de la Manufacture de Sèvres, Hettlinger, le juge de paix Legry, le marchand de bois Coupin, président du district de Versailles, l'abbé Brun, curé de Saint-Cloud, le commandant de la garde nationale de Meudon, Dutrouy, d'autres encore. Dans les derniers mois de 1790, ils fondèrent à Sèvres une *Société des amis de la Constitution*. Goujon et Tissot s'y firent admettre.

Qu'était-ce au juste que cette Société de Sèvres ? Il est assez difficile de le préciser, le registre de ses séances ne nous étant pas parvenu. On y voyait figurer les gens les plus aisés du pays ; tous les membres de la municipalité y étaient inscrits. D'autre part, sur 225 adhérents que la Société comptait en janvier 1791, le plus grand nombre, au témoignage d'un jacobin de Paris qui les

1. Sans date (novembre 1790).

vit à cette date, étaient des cultivateurs<sup>1</sup>. Cela semble indiquer que les ouvriers de la manufacture royale et de la verrerie Saget n'y avaient pas été admis, sans doute parce qu'ils n'étaient pas citoyens actifs<sup>2</sup>. Le club de Sèvres était affilié à la Société de Paris; mais il paraît avoir eu, dès le début, un caractère assez différent qui le rapprochait déjà des *Sociétés populaires* de 1792 et 1793. Aux Jacobins Saint-Honoré, on discutait sur la politique présente, sur les principes constitutionnels, sur les votes de l'Assemblée; on y préparait déjà les séances de la Constituante. A Sèvres, on s'en tenait à la devise « surveiller et s'instruire » inscrite en exergue sur la carte que la Société avait fait graver pour ses membres. L'instruction devait être organisée plus tard. La surveillance s'exerça tout de suite.

Le 30 janvier, le bruit avait couru à Paris que le roi cherchait à s'enfuir et qu'on préparait des chevaux dans les écuries de Versailles. La Société de Paris, séante aux Jacobins, avait député son président Bonnacarrère et un autre commissaire pour s'assurer du fait; des sociétaires de Sèvres se joignirent à eux, visitèrent les écuries et jurèrent solennellement, avec les membres de la Société de Versailles, de faire sentinelle aux portes, jour et nuit, à tour de rôle, pour déjouer les projets contraires au bien public. Au retour, Bonnacarrère et son compagnon trouvèrent à leur passage les 225 frères et amis de Sèvres au grand complet, qui leur firent un discours, et, disaient les commissaires en rendant compte de leur mission, les édifièrent « par la ferveur de

1. Aulard, *Société des Jacobins*, t. II, p. 46.

2. Il y a aux Archives nationales (Div 60, 1767) une pétition de Saget à l'Assemblée nationale, au nom des trente ouvriers de sa verrerie, dans laquelle il demande que la municipalité de Meudon soit autorisée à les comprendre sur l'état des citoyens actifs. Ils ne paient pas de contribution directe individuellement, mais la fabrique est imposée collectivement à 2,000 livres pour les vingtièmes et 900 livres pour la taille d'industrie. Saget ajoute que même les plus gênés des ouvriers se sont fait faire des uniformes, et font le service de la garde nationale. Cette pétition, sans date, est du début de 1790. Le même carton contient (dossier 1785) une pétition analogue (reçue au Comité des rapports le 25 janvier 1790) des « 280 à 300 personnes composant la manufacture de porcelaines du roi », administration, artistes et ouvriers. Ils étaient exempts d'impôts par privilège et payaient la capitation par abonnement. Ils demandent à être imposés dès à présent pour pouvoir prendre part aux élections et font valoir qu'ils sont tous gardes nationaux. La pétition, qui se termine par des protestations de dévouement à l'Assemblée nationale et « au meilleur des rois, notre auguste monarque », ne porte pas de signatures.

leur civisme<sup>1</sup> ». Les plus marquants des Jacobins de Sèvres appartenait au parti révolutionnaire modéré et bourgeois. Ils étaient monarchistes, comme tout le monde alors ; mais assez peu attachés, semble-t-il, à la personne du roi, peut-être parce qu'ils avaient vu la cour de trop près. Dans l'Assemblée, c'est à Mirabeau qu'allait toute leur admiration ; quand il mourut, tous se sentirent frappés comme d'un deuil personnel, et il leur parut impossible de ne pas communiquer leur douleur à tout le canton et, au besoin, à la France entière.

La Société s'assembla d'urgence et proposa d'organiser une fête funèbre et un service religieux en l'honneur du grand citoyen défunt. On fit une députation à la garde nationale, qui accepta tout de suite, et les représentants des deux corps se rendirent à la municipalité pour lui faire part de leur projet. Le maire, Thurler, et les officiers municipaux étaient membres de la Société. Ils approuvèrent solennellement comme magistrats ce qu'ils venaient de proposer comme clubistes, et la municipalité, « voulant elle-même porter au ciel les élans de sa reconnaissance et de ses regrets, pour en même temps remercier l'Être suprême d'avoir créé pour l'ouvrage de la Constitution le génie sublime de cette âme immortelle, désirant, en outre, dans ce moment de deuil, verser des larmes sur le tombeau de cet homme célèbre », décida de se joindre aux Amis de la Constitution « avec toute la fraternité et l'union la plus intime<sup>2</sup> ». On écrivit à toutes les municipalités du canton, au juge de paix et à ses assesseurs, au commandant de la gendarmerie, aux gardes nationales, aux Invalides de Saint-Cloud, aux chasseurs à cheval du 9<sup>e</sup> régiment, en détachement à Saint-Germain, « pour les inviter à cette triste mais auguste cérémonie ». Les vétérans de la garde nationale de Paris avaient aussi demandé d'y venir avec 60 « jeunes enfants soldats citoyens de la section de Louis XIV ». On fixa la cérémonie au dimanche 8 mai. « Messieurs les artistes attachés à la manufacture de porcelaines du Roi » furent invités à « déployer l'énergie de leurs talents pour honorer le grand homme ». Sur le quinconce de la manufacture, ils élevèrent un monument devant lequel le service devait être célébré. On avait bien fait les choses :

1. *Chronique de Paris*, 1<sup>er</sup> février 1791, p. 127. *Révolutions de France et de Brabant*, de Desmoulins, n° 62. Cf. Aulard, *Société des Jacobins*, t. II, p. 46.

2. Tout ce récit d'après le procès-verbal (Arch. commun. de Sèvres, registre des délibérations de la municipalité, 8 mai 1791).

au premier plan, l'autel sur une estrade; en arrière, élevée sur un socle et surmontée d'un dais, une statue de la France éplorée tenant le portrait de Mirabeau. Derrière la statue, une pyramide de 33 pieds de haut, peinte en marbre, avec inscription votive, urne funéraire et guirlande de cyprès. Enfin, tout au fond, pour ménager la perspective, une abside en maçonnerie tendue de noir. On avait élevé des tribunes tout autour du monument pour les administrations, les membres du club, les délégations et le public. A l'heure fixée, les corps constitués se réunirent à la maison de ville, les troupes sur la place d'armes, le clergé au presbytère. Le président du club, Roquey, vint chercher le cortège officiel à la mairie et, après un discours « analogue à la circonstance », on se mit en route. Les gendarmes chevauchaient en tête, suivis des tambours et de la musique, et les chasseurs à cheval fermaient la marche. Le service fut précédé d'une oraison funèbre, composée par Roquey et lue par un autre ami de la Constitution, Saget, directeur de la verrerie de Meudon, qui était « doué d'un superbe organe », et qui termina par une « invocation à la divinité de recevoir dans son sein paternel l'âme de feu du grand citoyen ». La messe du curé constitutionnel, l'abbé Thuot, fut embellie d'un « superbe morceau exécuté au lever-Dieu par la musique et d'un *libéra* final avec chœurs ». On avait distribué aux autorités des branches de cyprès; on en mit aux piques des drapeaux, et quatre « jeunes citoyennes, menées chacune par un membre du club », firent la quête pour les pauvres.

De retour à l'hôtel de ville, les municipaux rédigèrent un procès-verbal de la cérémonie, dont le style porte la marque de leur enthousiasme. « Nous traçons, écrivaient-ils en terminant, l'historique de cet hommage rendu aux mânes de Mirabeau pour faire connaître à nos enfants et à nos derniers neveux combien ils doivent respecter et vénérer les cendres et la mémoire de ce grand législateur et pour bien leur apprendre les regrets de la France entière, et les nôtres en particulier, de la perte de ce grand et vaste génie. »

La magnificence des citoyens de Sèvres avait ébloui le canton tout entier et l'exemple de leur patriotisme suscitait l'émulation des autres communes. Le bourg de Meudon voulut montrer qu'il avait, lui aussi, un quinconce, des artistes décorateurs et un vif sentiment de la perte que l'empire français venait d'éprouver. Le 18 mai, la municipalité décida de donner à son tour un service



funèbre. Toutefois, Meudon ne prétendait pas jouer au chef-lieu ni rivaliser avec sa grande voisine; on n'invita que la municipalité de Sèvres, les Amis de la Constitution et la garde nationale. Les municipaux de Sèvres, pour donner à leurs collègues de Meudon « des marques de l'estime et de la fraternité qui les unit », acceptèrent l'invitation. Le 22 mai, à 10 heures du matin<sup>1</sup>, les gardes nationaux de Sèvres, drapeau et musique en tête, suivis des autorités et des Amis de la Constitution, se rendirent à Meudon par le « pavé du roi ». La garde nationale de l'endroit les reçut à l'entrée de la paroisse et les conduisit à la maison de ville. On fraternisa comme il convenait, et tout le cortège, encadré par la gendarmerie, se rendit devant l'église pour y prendre le curé La Perruque, son vicaire et ses enfants de chœur, qui attendaient sous le porche. De là, l'on s'achemina processionnellement, avec la lenteur qui sied à un cortège funèbre gravissant une côte ardue, jusqu'à l'esplanade du château. Le cadre était splendide : de la terrasse, alors plantée de grands arbres, on découvrait la vallée de la Seine et Paris tout entier, depuis le Champ-de-Mars, avec l'autel de la Patrie, jusqu'au donjon de Vincennes, où flottait le drapeau national. Meudon n'avait pas d'artistes dignes de rivaliser avec ceux de la manufacture, mais on avait fait pour le mieux. Un amateur, « bon citoyen que son amour et son respect pour les cendres de Mirabeau » avaient rendu habile autant qu'ingénieur, M. Le Comte, inspecteur des Bâtiments du roi, avait construit sur la terrasse un monument « vraiment rare et d'un prix inappréciable à cause de sa perfection ». C'était un « autel dressé et artistement décoré, au haut duquel on remarquait principalement un tableau représentant le *Temps* et la *France* ayant sous ses pieds le régime féodal expirant; au-dessus, le signe de la Surveillance, mêlé de différents vers à la gloire de Mirabeau ». A côté, s'élevait un tombeau en bois revêtu d'une toile peinte « d'une assez grande valeur à cause de sa quantité », fournie par « un officier municipal, que son patriotisme avait porté à en faire cadeau à la commune, M. Jean-Alexandre Delaunay ». L'abbé La Perruque dit la messe et chanta le *requiem*. Il avait commencé par « un petit discours plein de patriotisme et digne du plus respectable des pasteurs ». Après le service, on entendit un

1. Arch. mun. de Meudon, registre des délibérations de la municipalité, dimanche 22 mai 1791.

autre orateur, simple garde national, que le procès-verbal appelle, faute d'autre qualité, « un citoyen respectable, résidant en ce bourg, M. Goujon ». Cette fois, Meudon triompha. Le discours de Goujon, disent les membres de la municipalité, « nous a paru à nous et à tous les auditeurs si beau et rempli du plus chaud patriotisme que MM. les officiers municipaux, membres du club et quantité d'autres lui en ont prodigué des compliments et l'ont instamment prié, notamment les membres du club, de leur permettre de le faire imprimer, à laquelle prière sa modestie n'a pu se refuser<sup>1</sup> ». La cérémonie terminée, on revint à la maison de ville, et, les remerciements fraternels échangés, chacun s'en retourna chez soi.

En un jour, Goujon était devenu l'homme célèbre du canton. Ces premiers applaudissements lui donnèrent de l'assurance ; un nouveau succès du même genre allait décider de sa carrière. Le 2 juin, il lut dans les journaux la lettre adressée à l'Assemblée nationale par l'abbé Raynal<sup>2</sup>. L'auteur de l'*Histoire philosophique des Deux-Indes* y reprochait aux constituants d'avoir annulé le pouvoir royal, organisé le despotisme des clubs et favorisé l'anarchie politique et la persécution religieuse. Raynal avait toujours passé, parmi les jeunes gens de l'âge de Goujon, pour le défenseur le plus vigoureux des idées nouvelles et des principes de liberté politique contre les préjugés, l'arbitraire et le despotisme. Ce prêtre, qui avait fait amende honorable d'être prêtre, cet écrivain, qui avait paru prophétiser exactement la Révolution et les travaux de la Constituante, était vénéré jusque-là, parmi les patriotes, comme un précurseur et comme un maître, presque à l'égal de Rousseau, de Voltaire et de Mably. Une palinodie aussi complète, survenant à l'heure même où le décret de prise de corps rendu jadis contre Raynal venait d'être levé par l'Assemblée, parut une ingratitude et presque une trahison. Les députés avaient écouté, non sans impatience, la lecture de cette diatribe, puis ils avaient passé à l'ordre du jour après quelques mots dédaigneux de Robespierre. Mais bientôt d'innombrables réponses, ironiques ou indignées, affluèrent au bureau du président, au comité de correspondance, dans les journaux, aux Jacobins<sup>3</sup>. Goujon avait été, comme tant d'autres, l'admirateur sincère

1. Nous n'avons pu retrouver ce discours.

2. Voir *Moniteur* du 1<sup>er</sup> juin. Réimpr., t. VIII, p. 553.

3. Archives nationales, C. 126. *Moniteur*, réimpr., t. III, p. 580 (réponse



et passionné de l'*Histoire philosophique*. Il voulut, lui aussi, faire parvenir à l'Assemblée nationale l'écho de son indignation. Le 18 juin 1791, il envoyait au président Dauchy une longue *lettre en réponse de celle de Guillaume-Thomas Raynal*<sup>1</sup>. Certes, cette philippique de 23 pages n'est pas sans défaut. Le style, volontairement oratoire (il est bien probable que la lettre fut lue à la tribune des Jacobins de Sèvres), est trop chargé d'apostrophes, de prosopopées et de toute cette rhétorique de convention qui nous paraît aujourd'hui si fade, et dépare à nos yeux le plus impeccable raisonnement. Malgré tout, l'accent est sincère, entraînant même par endroits, et plus d'un passage, dont le style a vieilli ou dont l'emphase fait sourire, n'a rien perdu pourtant de sa force ni de sa justesse. Ainsi, après avoir reproché à Raynal d'oublier trop facilement « quelle indulgence est due à des hommes qui, après des siècles d'infamie, encore meurtris de leurs fers, encore échauffés de l'effort qui les a brisés, encore entachés des vices dans lesquels le despotisme les avait nourris, rencontrent sous leurs pas des traîtres... », il ajoutait : « Mais qu'importe ce cri de l'intrigue au milieu des acclamations des citoyens? Ne les entendez-vous pas qui vous crient chaque jour de toutes les parties de cet empire : « Législateurs bienfaisants et courageux, pour-  
« suivez la carrière que vous avez commencée; nous sommes  
« dignes du bonheur que vous nous destinez..., nous le paierons  
« de nos peines, de notre or, de notre sang, de notre vie. Que  
« rien ne vous détourne d'une si belle entreprise, suivez-la par-  
« tout, contre tous... »

Goujon avait voulu d'abord n'envoyer à l'Assemblée que « l'expression d'un vœu particulier » et signer sa lettre de son nom seul. Mais son ami Tissot, d'autres membres du club de Sèvres, des patriotes de Meudon tinrent à l'honneur d'y souscrire. L'adresse fut signée, disait l'auteur en la publiant six semaines plus tard, « de tous les citoyens qui en avaient eu connaissance, comme contenant l'exposé véritable de leurs sentiments ». Le manuscrit porte les noms de 67 personnes, parmi lesquelles

d'André Chénier, du 3 juin). Aulard, *Société des Jacobins*, t. II, p. 492 et 501.

1. Arch. nat., C. 126. Elle fut imprimée au mois d'août. Dans l'*Avertissement* placé en tête, Goujon indique que cette lettre, qui contient le vœu d'un assez grand nombre de citoyens, peut servir de réponse à la déclaration du roi et à son départ de Paris.

le maire de Meudon, Demarne, et le curé de Saint-Cloud, l'abbé Brun. De ces soixante-sept signatures, une seule est maladroite et trahit une main peu accoutumée à tenir la plume; évidemment, tous les autres signataires sont des « bourgeois ». La lettre contient du reste une adhésion sans réserve à « la plus belle des constitutions » et à tous les travaux de l'Assemblée nationale. Nulle tendance démocratique n'apparaît donc manifestement, à cette date, dans les idées de Goujon. Personnellement, il aime le peuple des campagnes, « le vertueux et simple cultivateur », qu'il a « senti quelquefois, les yeux mouillés des larmes de son patriotisme, serrer avec attendrissement les mains d'un ami de la liberté ». Mais il ne réclame rien de plus pour ce peuple que ce que la Constitution lui donne et il ne proteste contre aucune des restrictions apportées à la souveraineté nationale et à l'égalité politique par le maintien de la royauté héréditaire et l'établissement du cens électoral. Il est constitutionnel et loyaliste. S'il déclame contre les rois en général, il appelle Louis XVI « un roi chéri, respecté, adoré », en un mot « le meilleur des rois ». Pourtant, à travers certaines expressions, on sent percer une certaine méfiance, que justifiera la fuite de Varennes : « Si, après avoir appris par nos propres malheurs *que les rois ne peuvent se contenter d'un pouvoir légitime*, nous admettons les craintes que ces personnes qui se disent modérées veulent nous susciter, quelle conclusion ne nous faudrait-il pas tirer contre le meilleur des princes? »

C'était là, au surplus, l'état d'esprit du plus grand nombre des Français au moment où Goujon écrivait sa lettre. Ce moment était précisément celui que la loi avait fixé pour la convocation des assemblées primaires, qui devaient désigner les électeurs chargés par la Constitution d'élire à leur tour les membres de l'Assemblée législative. De cette première application du régime censitaire<sup>1</sup>,

1. On sait qu'aux termes du décret du 12 décembre 1789, il fallait : 1° pour être citoyen actif, membre de l'assemblée primaire, payer une contribution directe équivalente à trois journées de travail (de 1 livre 10 sous à 3 livres); 2° pour être électeur du second degré et pouvoir être désigné comme tel par l'assemblée primaire, payer une contribution directe de dix journées; 3° pour être éligible à l'Assemblée législative, avoir une propriété foncière quelconque et payer un marc d'argent (50 livres) d'impôts directs. Demeunier dira le 27 août 1791 (*Monteur*, réimpr., t. IX, p. 508) : « Nous avons disposé la loi constitutionnelle de manière que les électeurs fussent choisis entre l'extrême pauvreté et l'extrême opulence. »

du résultat qu'elle allait donner, dépendait le sort de la monarchie constitutionnelle, que les élus de 1789 avaient fondée en lui donnant pour appui la classe moyenne et possédante de la nation.

La réunion des assemblées primaires avait été fixée par un décret à la seconde quinzaine de juin<sup>1</sup>, c'est-à-dire, pour toute une partie de la France, aux temps des travaux de fenaison. Cela pouvait contraindre à l'abstention un assez grand nombre de citoyens; la majorité de la Constituante ne l'ignorait pas; elle ne semble pas y avoir vu d'inconvénients, au contraire<sup>2</sup>. Les procureurs généraux-syndics des départements étaient chargés de faire les convocations. Plusieurs attendirent à dessein jusqu'aux derniers jours du délai. Dans le département de Seine-et-Oise, on choisit la date du dimanche 19. A dix heures du matin, après la messe paroissiale, les citoyens actifs du canton de Sèvres devaient se réunir dans l'église du chef-lieu. Tout semblait présager que l'assemblée serait nombreuse. De Meudon, de Saint-Cloud ou de Ville-d'Avray, de Garches, de Vaucresson, de Chaville ou de Marnes, le chemin jusqu'à Sèvres, par un matin d'été, le long des grandes allées du parc ou des coteaux boisés qui bordent la Seine, n'est qu'une agréable promenade. C'étaient les meilleures conditions possibles pour que, selon le vœu de l'Assemblée constituante, les habitants des campagnes n'eussent pas « à regretter la peine légère d'un très petit déplacement, en considérant qu'ils acquéraient à ce prix une plus grande indépendance dans l'exercice de leur droit de voter<sup>3</sup> ». Et pourtant, sur les 1,444 citoyens inscrits aux tableaux civiques du canton, 235, un sixième à peine, s'étaient dérangés<sup>4</sup>. Les opérations étaient longues, surchargées de formalités qu'il avait fallu laborieusement expliquer aux assemblées, par des instructions minutieuses qui semblaient rédigées pour des enfants<sup>5</sup>. Cette réunion, il est vrai, était

1. Exactement du 12 au 19 (décret du 29 mai 1791).

2. Voir dans le *Moniteur*, réimpr., t. VIII, p. 517, la fin du rapport de Dèmeunier, qui propose, au nom du Comité de constitution, d'adopter, pour cette fois seulement, la date du 12 au 25 juin.

3. *Instructions sur la formation des assemblées représentatives*, à la suite du décret du 22 janvier 1790, § 2.

4. Procès-verbaux de l'assemblée primaire du canton de Sèvres (Arch. mun. de Sèvres, année 1791).

5. Id. (Ibid.) : « Ces autres expressions : de la valeur locale de trois journées de travail, signifient que la cote des contributions directes qu'il faut payer pour être citoyen actif... doit toujours se monter partout au triple de la valeur

la seconde déjà ; les citoyens actifs connaissaient mieux les décrets et ils avaient eu le temps d'acquérir quelque expérience des assemblées, plusieurs étaient membres des municipalités et un grand nombre faisait partie de la Société des Amis de la Constitution. On observa donc scrupuleusement toutes les prescriptions du décret : choix, parmi les doyens, de trois scrutateurs et d'un président provisoire, qui désignaient d'office un secrétaire ; appel nominal des citoyens ; constatation du nombre des présents ; élection d'un bureau définitif. Il fallait un scrutin pour chaque désignation, souvent plusieurs tours par scrutin, et ces opérations prenaient un temps considérable, car on votait à la tribune, par appel nominal, et les illettrés devaient faire écrire publiquement leur nom par les scrutateurs. Au second tour, pour l'élection du président, personne n'avait encore la majorité absolue, mais déjà les préférences se dessinaient : c'étaient les deux orateurs des cérémonies du mois précédent, celui de Sèvres et celui de Meudon, Saget et Goujon, qui venaient en tête. Au troisième tour, Goujon eut 90 voix sur 177 et fut proclamé président.

Les gens de Sèvres n'étaient pas satisfaits. Il y eut des protestations, le président avait l'air bien jeune, était-il même éligible ? Cela fit une contestation très grave, dit le procès-verbal. Goujon, le décret à la main, démontrait au milieu du bruit qu'il remplissait toutes les conditions requises et renvoyait les réclamants à la municipalité de Meudon, qui ne l'aurait pas mis sur son tableau s'il n'avait pas payé la contribution de dix journées de travail exigée par la loi <sup>1</sup>. Au reste, ayant peut-être prévu quelques contestations de ce genre, il avait apporté sa quittance d'impôts, de 60 livres, et un certificat de sa municipalité ; il les

d'une journée de travail, ou, ce qui revient au même, être égale à la valeur des salaires qu'un journalier gagne en trois jours. » Aux termes du décret du 22 janvier 1790, il aurait dû y avoir nécessairement deux assemblées primaires pour le canton de Sèvres, puisque le nombre des citoyens actifs y était supérieur à 900 (Sect. I, art. 12 du décret et § 2 de l'Instruction). Mais on savait si bien la faible proportion par rapport aux inscrits de ceux qui viendraient aux assemblées, que le Directoire de district n'avait pas jugé à propos d'en former une seconde.

1. Cette condition n'était pas nécessaire pour être président d'une assemblée primaire, mais il n'y a pour ainsi dire pas d'exemple qu'un président n'ait pas été nommé électeur, et on ne pourrait l'être sans payer le cens de dix journées. Il fallait en outre, comme pour être citoyen actif, un an de domicile et vingt-cinq ans d'âge.

produisit, et l'assemblée se déclara satisfaite. Goujon prit donc place au fauteuil, prêta le serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi et le fit prêter à tout le monde. On nomma les scrutateurs l'un après l'autre; déjà il n'y avait plus que 62 votants, il était une heure et demie du matin; Goujon leva la séance et la renvoya au 24 juin. Elle avait duré quinze heures et demie.

A la séance du 24 juin, bien que l'on fût au vendredi, jour ouvrable, l'assemblée était augmentée de près d'un quart. Au lieu de 255 membres, elle en comptait 285. C'est qu'un événement exceptionnellement grave, un des rares événements qui aient sûrement atteint et remué la nation tout entière, s'était produit dans l'intervalle : la fuite du roi. Quand la nouvelle se répandit que Louis XVI et sa famille avaient disparu des Tuileries et quitté Paris sous un déguisement, par la route de Metz, la nation « se sentit abandonnée, orpheline. Il lui parut que le roi avait emporté avec lui un talisman préservateur. De terribles dangers furent aperçus : la France se vit envahie et sans chef, perdue<sup>1</sup> ». Mais la stupeur et l'effroi, qui, dans le premier instant, terrassèrent le pays entier, n'avaient duré qu'un moment. L'exemple des citoyens du canton de Sèvres en fait foi ; à l'ouverture de leur séance, le président Goujon prit la parole, et ce fut pour dire seulement l'indignation de tous, la volonté de tous de faire tête au danger, et, puisque le roi trahissait la nation, « fuyait dans les pays étrangers pour chercher des ennemis qui trempaient leurs mains dans le sang des citoyens français », de se rallier autour de la loi, « de s'armer de zèle, d'union, de fermeté et de courage pour sauver la patrie et triompher de ses ennemis », en prêtant d'abord, tous ensemble, « le serment de vivre libres ou de mourir ». « Tous les citoyens », ajoute le procès-verbal, « l'ont prêté avec énergie et enthousiasme ». Après quoi, comme si rien ne s'était passé, comme si la France ne se trouvait pas, en fait, décapitée de son gouvernement, avec l'invasion à ses portes, on reprit tranquillement la suite régulière des opérations électorales et l'interminable série des scrutins par appel nominal.

Chaque citoyen venait à son tour au bureau et y lisait à haute voix un serment affiché en grosses lettres : « Je jure et promets de ne nommer que ceux que j'aurai choisis en mon âme et conscience comme les plus dignes de la confiance publique, sans avoir

1. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 118.

été déterminé par dons, promesses, sollicitations ou menaces. » Il écrivait ensuite son bulletin ou le faisait écrire et le mettait dans l'urne. On nommait les électeurs au scrutin de liste. Il y avait 285 votants au premier tour; deux électeurs seulement, sur 14 que l'on devait élire, eurent la majorité absolue. Le premier élu, Saget, avait eu 165 suffrages. Au troisième tour, il n'y avait plus que 49 votants. Goujon passa cinquième avec 24 voix. Le dernier n'en réunit que 13, moins de 1 pour 100 des inscrits. Ils prêtèrent serment encore et ne s'en allèrent qu'après avoir signé leur procès-verbal, à trois heures un quart du matin.

Dans presque tous les cantons de Seine-et-Oise, les électeurs avaient été nommés ainsi sous l'influence de l'indignation contre le roi et de la fièvre patriotique, qui furent la conséquence des événements du 20 juin 1791. Sans aucun doute, si les assemblées électorales s'étaient tenues dans la huitaine, comme la loi l'ordonnait, les élections à l'Assemblée législative et aux corps administratifs auraient été influencées dans le sens démocratique et même républicain. Très probablement aussi, la réunion des électeurs aurait provoqué des manifestations peut-être décisives en faveur de l'extension du droit de suffrage et contre le maintien de la royauté héréditaire. L'Assemblée constituante le comprit très bien. A l'heure même où l'assemblée primaire de Sèvres était en séance, le 24 juin, le Comité de constitution proposa d'ajourner jusqu'à nouvel ordre la réunion des électeurs. Un député modéré, un de ceux qui, au lendemain de l'affaire du Champ-de-Mars, devaient faire dans le club des Jacobins la fameuse scission inspirée par la crainte des « novateurs ardents et inquiets<sup>1</sup> », Reubell, exprima tout haut la pensée des monarchistes constitutionnels : « Il n'y a pas, déclarait-il, un seul homme qui ose garantir que les corps électoraux, une fois assemblés, ne s'occupent que de nominations; et, s'ils s'occupent d'autres choses, la monarchie est perdue. » A une très grande majorité, le décret d'ajournement fut adopté<sup>2</sup>.

1. Voir Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, ch. IV, et *Société des Jacobins*, t. III, p. 26 et suiv.

2. *Moniteur*, réimpr., t. VIII, p. 743.



## CHAPITRE III.

## LES INSTRUCTIONS FRATERNELLES.

*L'Assemblée nationale, les Jacobins et la propagande monarchique en juillet 1791. — « Instructions fraternelles » de Goujon à Sèvres. — Rationalisme et religion; droits politiques et devoir moral. — L'optimisme de Goujon.*

Si Goujon avait pu se flatter d'acquérir, dans l'assemblée électorale, assez d'autorité et d'influence pour être élu à quelque fonction administrative ou judiciaire, le décret du 24 juin l'aurait singulièrement déçu, car rien ne faisait prévoir désormais à quel moment les électeurs pourraient effectivement exercer leur mandat. Pour lui, n'ayant que le désir sincère d'être utile, il croyait pouvoir, autrement que dans une place, rendre service à la chose publique et à la cause de la Révolution.

On a souvent reproché aux législateurs de 1791 d'avoir donné tout d'un coup, à un peuple qui n'avait pris conscience que de sa force, des droits illimités et un pouvoir souverain, sans qu'aucune éducation l'eût préparé à connaître et à pratiquer ses devoirs<sup>1</sup>. On a souvent, et non peut-être sans justesse, montré jusqu'à quel point ces hommes de la petite bourgeoisie ou des classes rurales, qui devinrent du jour au lendemain membres des municipalités, chargés de faire la police, de répartir et de recouvrer les impôts, de pourvoir aux subsistances, étaient pour la plupart, malgré toute leur bonne volonté, incapables et ignorants, non seulement de la pratique des affaires, non seulement de la légalité et des principes élémentaires du droit public, mais du sens et du texte même des lois constitutionnelles qu'ils étaient chargés d'appliquer. La Constituante qui avait légiféré, à ce qu'elle put croire un moment, pour l'éternité, n'avait pas songé à faire l'éducation politique présente de la nation. Des hommes, presque tous obscurs, comprirent cela de bonne heure et voulurent y porter remède. Dès la fin de 1790, sur presque tous les

1. Le reproche date de la Révolution. Voir les discussions préliminaires sur la déclaration des droits et l'article de Rivarol du 2 août 1789, cités par M. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 41-42.

points du territoire, les Sociétés des Amis de la Constitution entreprirent cette besogne d'enseignement civique, qui leur semblait indispensable pour organiser la société nouvelle, en donnant comme appui au gouvernement qui venait de s'établir la confiance éclairée et universelle de la nation<sup>1</sup>.

Cela parut surtout nécessaire après Varennes, quand la colère du peuple contre le roi sembla devoir atteindre la royauté elle-même et que l'essai de monarchie constitutionnelle, tenté durant un an et demi, parut avoir échoué définitivement par la faute du monarque. La fusillade du Champ-de-Mars et la scission des Jacobins et des Feuillants consommèrent la rupture entre partisans et adversaires de la royauté; les constitutionnels monarchistes n'en furent que plus empressés à développer l'éducation politique de la nation, ou, pour mieux dire, des citoyens actifs, du « pays légal » d'alors. Seulement, au souci général d'instruire et de faire l'union, vint s'ajouter l'intérêt de parti. On voulait, à coup sûr, éclairer tous ceux que l'ignorance attachait encore à l'ancien régime, on ne voulait pas moins rallier à la Constitution monarchique d'alors ceux des « patriotes », amis de la Révolution, qui avaient paru pencher vers les doctrines républicaines. Les Jacobins donnèrent l'exemple. Accusés un moment d'avoir provoqué la pétition anti-monarchiste qui avait causé le sanglant conflit du Champ-de-Mars, ils voulurent se disculper en faisant leurs preuves de royalisme constitutionnel. Dès le 16 juillet, au lendemain même de la fusillade, la Société mère engageait par une circulaire toutes les sociétés affiliées à commencer dès à présent la propagande. « L'instruction et la publicité de tout ce qui importe à la chose publique, disait-elle, sont les vrais moyens de faire arriver l'organisme social à sa perfection<sup>2</sup>. » Et le 17 encore, en protestant par une adresse solennelle de son attachement à la Constitution et de sa soumission aux décrets de l'Assemblée, elle recommandait de commencer partout et sur l'heure « le travail d'instruction publique, plus que jamais instant et nécessaire pour préparer l'esprit public en vue des élections<sup>3</sup>. »

1. Voir le discours de Dumas, au nom de la Société de Corbeil, dans la séance du 12 décembre 1790, aux Jacobins, et la circulaire aux sociétés affiliées du 9 janvier 1791 (Aulard, *Société des Jacobins*, t. I, p. 406, et t. II, p. 3).

2. Aulard, *Société des Jacobins*, t. III, p. 22.

3. Aulard, *Ibid.*, p. 23.



La Société de Sèvres s'empresse de suivre ces indications. Elle chargea l'un de ses membres d'un rapport sur les conférences qu'elle se proposait d'organiser sous le nom de « séances fraternelles ». Un fragment de ce rapport, qui paraît de la main du président, Roquey, de Sèvres, indique l'objet et la méthode de cet enseignement : « La propagation de l'esprit public et la connaissance de la loi étant le principal objet, le but intéressant de nos sociétés patriotiques, nous devons apporter tous nos soins et notre zèle au développement des principes sacrés de la Constitution et de l'ordre social. Si tous les hommes ne pouvaient concevoir les vérités fondamentales de l'organisation et des devoirs du citoyen, si nous ne pouvions les exposer avec succès au public, ce ne seraient pas alors des vérités, car le caractère principal de la vérité est la simplicité et la clarté; tel est aussi ce qui distingue la construction ou l'organisation nouvelle de l'empire français. Mais telle est aussi la première condition exigée dans l'exposition de la vérité qu'il faut qu'elle soit faite avec ordre et méthode. Les vérités, dans tous les genres, s'enchaînent comme les opérations des calculs; les unes et les autres, dans leurs progressions, sont faciles à saisir, faciles à concevoir et ont encore cela de commun que la recherche et l'examen des vérités, en mathématiques comme en morale, nous mène à des découvertes non moins utiles qu'agréables et satisfaisantes... Il faut donc de la méthode à tout...<sup>1</sup>. »

Suivait un plan du *cours de constitution* proposé<sup>2</sup>. Goujon avait certainement collaboré à la rédaction de ce plan, car c'est lui que la Société chargea de l'appliquer. La première conférence eut lieu le 24 juillet. Goujon avait entrepris d'expliquer d'abord à ses auditeurs, article par article, la déclaration des droits de l'homme. Ces « instructions fraternelles », comme il les appelait, sont de véritables discours. Le programme de la Société de Sèvres avait en effet recommandé « l'exposé oratoire, avec un plan et des divisions bien marquées », comme étant « plus aisé à retenir qu'un ouvrage informe dans sa longueur et ses parties, écrit

1. Fragment conservé dans les papiers de Goujon et joint au manuscrit des *Instructions fraternelles*.

2. Nous n'avons pu retrouver ce plan. Le fragment dont il s'agit ici n'en donne que deux lignes : « Cours de constitution : 1<sup>re</sup> nouvelles résumées pour faire voir les progrès du patriotisme. Les nouvelles partielles n'instruisaient pas, il faut en faire la masse, pour juger par comparaison... »

sans alinéas et débité avec monotonie ». Des six instructions qui furent faites, les trois dernières seules nous sont parvenues<sup>1</sup>. Goujon les rédigea d'un bout à l'autre, au courant de la plume et presque sans ratures. On y découvre à chaque page l'effort constant de l'auteur pour faire comprendre à ceux qui l'écoutaient le sens de tant de mots aussi nouveaux pour eux qu'ils nous sont aujourd'hui familiers : utilité commune, distinctions sociales, droits imprescriptibles, séparation des pouvoirs. Goujon s'appliquait surtout à présenter le nouveau système politique comme une construction rationnelle, appuyée sur des vérités évidentes, un tout logique, menant à des conclusions nécessaires par des raisonnements rigoureux. Deux *postulats* sont admis ainsi sans discussion, parce qu'ils semblent indiscutables : les hommes sont par nature et demeurent libres et égaux en droits ; la société est fondée par eux comme garantie unique et nécessaire du maintien de ces droits. La souveraineté nationale, le règne de la loi, l'autorité, le droit de punir dérivent de ces deux principes. Rien là qui ne soit dans le texte même de la déclaration des droits, rien qui ne soit entièrement conforme à la pensée de ceux qui l'avaient rédigée. Mais il y a plus, dans les « instructions fraternelles », qu'un commentaire minutieux, qu'une explication rationnelle et démonstrative des principes de la déclaration. A côté de l'obligation sociale, fondée sur l'intérêt de tous, Goujon établissait le devoir moral. S'il faut se garder d'attenter à la liberté des autres, ce n'est pas seulement pour obéir à la loi, expression de la volonté générale, ce n'est pas seulement pour garantir sa propre liberté contre le danger d'une oppression semblable, c'est encore et surtout par respect pour la personne humaine. Cette justice individuelle, qui identifie le « citoyen » et le « prochain », Goujon en emprunte l'idée à la religion et l'expression même à l'Écriture. Celui qui a fixé ce devoir primitif de l'homme, antérieur au pacte social, comme le droit de l'homme est antérieur au droit du citoyen, c'est celui qui a dit : « Cessez de faire le mal, apprenez à faire le bien ; attachez-vous à la justice, prenez la défense de l'orphelin et de la veuve, déchargez de leur fardeau ceux qui en sont accablés, renvoyez libres ceux qui sont opprimés par la servitude, brisez le joug dont ils sont chargés, faites

1. Elles sont conservées en manuscrit dans les papiers de Goujon et forment trois cahiers in-4°.

part de votre pain à celui qui a faim, recevez dans votre maison les pauvres et ceux qui ne savent où se retirer ; lorsque vous verrez un homme nu, revêtez-le et ne méprisez point ceux qui sont vos frères. Alors vous invoquerez le Seigneur et il vous exaucera, vous crierez vers lui et il vous dira : me voici<sup>1</sup>. » Et de la sorte c'est à la fois la justice et l'intérêt commun qui nous imposent l'obéissance à la loi sociale : « Reconnaissez-le donc, vous surtout, hommes faibles et malheureux, vous ne pouvez vous soutenir que par la Société ; sans elle vous serez opprimés, sans elle il n'existera plus pour vous ni liberté ni bonheur sur la terre. Aimez-la donc, respectez ses lois, jouissez de la liberté, ne transgressez jamais ses justes bornes, ne faites rien qui puisse nuire à autrui, et tous, hommes, femmes, retenez bien dans vos cœurs, reportez à vos frères, à vos amis, à vos enfants ce précepte sublime : « O hommes, ce qui vous est bon et utile, ce que la « liberté exige, ce que le Dieu de l'univers vous dit, c'est que vous « agissiez selon la justice<sup>2</sup>. »

Sans doute, la thèse pouvait séduire, puisqu'elle mettait d'accord, au moins en apparence, l'intérêt avec le devoir ; mais faire intervenir ainsi, pour justifier l'autorité politique nouvelle, la morale religieuse et la révélation, n'était-ce pas restaurer en quelque sorte un droit divin au profit de la nation souveraine ? Tout délit contre la Société se compliquait et s'aggravait désormais d'un crime contre le devoir. Cela conduisait en droite ligne à un dogmatisme d'état, politique et moral, qui devait avoir son heure de triomphe. C'est au nom de la vertu que Robespierre prétendait gouverner ; il traitera ses adversaires de conspirateurs corrompus : pour lui, incivisme et immoralité, c'est tout un<sup>3</sup>. Goujon aperçut peut-être ces conséquences, il ne semble pas les avoir redoutées. Vertueux, « sensible », optimiste à la façon du siècle<sup>4</sup>, et plus sincèrement encore, il compte sur la bonté, la générosité du peuple. S'il est des citoyens égarés qui n'ont pas

1. Cinquième instruction. Cf. Isale, t. I, p. 16 ; t. LVIII, p. 7, 8, 9, et Ézéchiél, t. XVIII, p. 16.

2. Cinquième instruction, *in fine*.

3. Voir par exemple dans le *Moniteur* (réimpr., t. XIX, p. 401), son discours du 17 pluviôse an II à la Convention sur les *Principes de morale à appliquer à l'administration intérieure de la République*.

4. Déjà le 14 mars 1789, il écrivait à sa mère : « Je suis persuadé que l'indulgence est la première des vertus et que les hommes vicieux sont plus à plaindre qu'à blâmer. »

connu la vérité, que la raison n'a pas convaincus, le peuple ne voudra pas les condamner, mais les instruire : « Pressez-le contre votre sein, ce citoyen aveuglé ! Que votre cœur parle au sien ; qu'il apprenne de vous qu'il est le soutien de la loi et non son destructeur, qu'en la renversant il se prive de son unique appui, qu'il viole sa foi, qu'il opprime son frère et son égal... Parlez avec courage, que la bienfaisante humanité vous inspire, et vous serez entendus de ces hommes égarés ; l'accent de la vérité les touchera, car les despotes seuls sont méchants, le peuple est bon et il ne commet que rarement et par erreur les crimes auxquels les autres se livrent par plaisir, par habitude et par iniquité<sup>1</sup>. » Belle illusion, pourra-t-on dire, enthousiasme de jeune homme, que l'épreuve de la vie éteindra bientôt. Cela pourtant n'est pas vrai pour Goujon, son optimisme peut-être ingénu, son espoir d'éclairer les hommes, de les rendre meilleurs quand même, de ramener les égarés par la douceur et par l'amour, survécurent à l'expérience politique, au spectacle des proscriptions, des émeutes, de la guerre. C'est peut-être cela qui lui a coûté la vie, mais il pouvait du moins, au moment de mourir, se rendre le témoignage d'être demeuré fidèle à sa croyance et de n'avoir jamais, lorsqu'il avait en mains l'autorité, fait arrêter, ni accuser, ni condamner personne<sup>2</sup>. A l'heure même où la haine et la vengeance des partis l'enverront à la mort, il gardera toujours intacte la foi qui lui dictait trois ans auparavant ces derniers mots de la sixième instruction fraternelle, ardents comme une prière et sonores comme un cantique :

O liberté sainte, nous ne voulons plus vivre que pour toi ! Nous savons que tu n'existes que par la loi, eh bien ! nous lui obéirons et nous ne souffrirons pas qu'un autre nous domine. Nous savons que la loi prend pour règle la justice ; eh bien ! nous ferons ce qui est juste, nous ne désirons rien qui ne soit selon l'équité et nous ne souffrirons rien qui la blesse. Nous savons que la bienfaisance est le plus bel attribut de la liberté ; nous savons que l'humanité est sa base la plus solide ; nous savons que tout ce qui attente à la loi renverse notre appui, que tout ce qui nuit à un autre citoyen nous blesse ; eh bien ! dès ce moment, nous nous portons les défenseurs de

1. Sixième instruction.

2. Dans *l'Aperçu de défense* qu'il avait écrit pour la commission de prairial an III.

la loi ; dans quelque lieu qu'elle soit attaquée, nous nous portons les dénonciateurs de tous ceux qui s'élèveront contre elle, quels que soient leur titre et leur puissance. De ce moment, nous écartons toute espèce d'intérêt particulier pour nous confondre avec nos frères. Là où nous verrons un citoyen opprimé, nous dirons : c'est nous que l'on opprime ; là où nous verrons un citoyen attaqué, nous dirons : c'est nous que l'on attaque ; et nous nous rangerons près de lui, et nous parlerons pour la justice, et le faible sera soutenu, et le méchant sera puni. Puissé-je, frères et amis, vous avoir inspiré ces nobles sentiments ! Mon cœur serait bien satisfait. Car son vœu le plus ardent est de vous voir heureux, et il sait qu'on ne peut l'être qu'en pratiquant l'humanité, qu'en agissant selon la justice !

R. GUYOT et F. THÉNARD.

(*Sera continué.*)

N. B. — Les papiers de Goujon, conservés par ses héritiers et demeurés inédits depuis près d'un siècle, avaient été communiqués en 1890 à M. Thénard, alors professeur au lycée de Versailles, et, au témoignage de M. Aulard, « l'un des hommes qui connaissaient le mieux l'histoire de la Révolution en Seine-et-Oise. » M. Thénard entreprit alors des recherches actives dans les différents dépôts d'archives du département, avec l'intention de publier un recueil des écrits de Goujon, précédé d'une étude biographique. Il n'eut pas le temps d'en commencer la rédaction ; mais il avait rassemblé des notes et des copies très nombreuses, prises directement d'après les documents, et réuni tout ce qui subsiste aujourd'hui des écrits politiques ou privés du conventionnel. Ce précieux recueil nous a été transmis et nous a fourni presque exclusivement la matière du présent article. M. Thénard avait consacré à Goujon une notice biographique dans la *Grande Encyclopédie* et une courte étude parue dans la *Révolution française* du 14 novembre 1890.

R. G.

---

# NAPOLÉON I<sup>ER</sup> ET L'ITALIE<sup>1</sup>

---

## PREMIÈRE PARTIE

### BONAPARTE ET LA RÉPUBLIQUE CISALPINE

---

#### I. — MARENGO.

Le 20 mai 1800, Bonaparte franchit le col du Grand-Saint-Bernard et coucha à Étroubles, dans la vallée d'Aoste<sup>2</sup>. Il avait avec lui la Légion italique, sous le général Lecchi, composée de réfugiés de toutes les provinces de l'Italie septentrionale qui avaient fui la vengeance des Autrichiens. Tous les cols des Alpes étaient occupés par les troupes françaises, du Saint-Gothard au Mont-Genèvre, de l'aile gauche de Moncey à l'aile droite de Thureau. Au pied des Alpes s'étendait, à perte de vue vers le soleil levant, l'immense et riche plaine lombarde, et la pensée de Bonaparte en reprenait possession.

Pendant qu'il était en Égypte, les Autrichiens et les Russes avaient refoulé devant eux les Français; Souvarov était allé perdre son armée parmi les précipices de la Suisse; mais le général autrichien Mélas demeurait le maître de toute la vallée du Pô; il tenait Masséna enfermé dans Gênes et poussait Suchet sur le Var, menaçait Nice et la Provence. Mais il s'attardait : il ignorait la proximité de l'armée de Berthier et de Bonaparte; il ne se gardait point contre elle. Le premier Consul le guettait et pressait le mouvement des troupes françaises; il les portait à marches forcées sur Pavie et Milan, enfermait les Autrichiens dans leur conquête, les enveloppait dans le petit bassin d'Alexan-

1. Le présent mémoire comprendra trois parties : 1° Bonaparte et la République cisalpine; 2° Bonaparte et la République italienne; 3° Napoléon roi d'Italie.

2. *Corr. Nap.*, t. VI, n° 4828.



drie. C'était comme la descente de Charlemagne dans le royaume des Lombards, au commencement de son règne; c'était le chemin de Rome, le premier trait de la restauration de l'empire d'Occident.

Le 2 juin, Murat occupa Milan et fit cerner la citadelle; le même jour, à trois heures de l'après-midi, le premier Consul y fit son entrée avec son état-major, « au milieu d'un peuple animé du plus grand enthousiasme<sup>1</sup>. » Cette apparition soudaine de Bonaparte sur les derrières de l'armée autrichienne, au cœur de la Lombardie, paraissait tenir du miracle et renouvelait dans l'esprit des habitants le souvenir de ses victoires de 1796. Quelques-uns d'ailleurs refusaient d'y croire, affirmaient qu'il s'était noyé dans la mer Rouge<sup>2</sup>, que c'était un autre Bonaparte, un frère du vainqueur de Rivoli, car on savait que la Corse avait donné à la France toute une tribu de Bonaparte. On fut bientôt obligé de reconnaître le fondateur de la Cisalpine, et on fut généralement satisfait de son retour, car la victoire récente des Autrichiens n'avait pas été légère aux populations.

La République cisalpine n'avait pas été heureuse depuis 1797. Après avoir subi toutes les charges de l'occupation militaire, elle avait été rançonnée par les commissaires du Directoire, troublée par les querelles intestines qu'ils y entretenaient pour assurer l'influence française. Elle n'avait pas été mécontente d'abord du retour des Autrichiens; elle avait éprouvé la joie d'être délivrée de la chaîne française. La joie avait été courte; depuis Magnano, les Autrichiens faisaient régner la terreur sur tout le pays, persécutaient, chassaient, emprisonnaient ceux qui avaient de près ou de loin servi la France, tenaient les Milanais sous le bâton. Le gouvernement de la République cisalpine avait été dispersé; Milan n'était plus une capitale; elle était redevenue le chef-lieu d'une province autrichienne; elle sentait cette disgrâce et regret-tait les Français.

Le premier Consul rétablit aussitôt une administration provisoire de la République cisalpine : « Pourriez-vous être insensibles », disait-il dans une proclamation aux habitants de Milan<sup>3</sup>, « à l'orgueil de former une nation indépendante? » Il avait indi-

1. *Corr. Nap.*, VI, 4864.

2. *Ibid.*, VI, 4855, 4865.

3. *Ibid.*, VI, 4885.

rectement la légitimité des plaintes dirigées dans les années précédentes contre le régime français : « La naissance des États est sujette aux orages, aux vicissitudes; les malheurs que vous avez éprouvés ne seront pas inutiles pour vous. » Mais il flétrissait les attentats commis par les Autrichiens contre les amis de la liberté et de l'égalité, le sénateur Caprara, le mathématicien Fontana, dans les fers pour avoir occupé des places dans la République, tous ceux qui avaient fait partie des municipalités, administrations départementales, corps législatif, ministère, arrêtés et enfermés dans des cachots. « Les horreurs qui ont été commises par les agents de l'Empereur à Milan sont sans exemple<sup>1</sup>. » Aussi le peuple cisalpin ne devait-il avoir que « de la reconnaissance pour la bravoure des phalanges républicaines qui assure à jamais le triomphe de l'égalité et de toutes les idées libérales. » Ainsi Bonaparte représentait de nouveau la cause de la Révolution et de l'affranchissement des peuples opprimés : c'était un des éléments essentiels de sa force, comme jadis de celle des soldats de l'an II.

Mais il ne lui plaisait pas de retomber dans les fautes précédentes. Le Directoire avait eu contre lui l'opposition constante, acharnée, des prêtres catholiques, appuyés sur le caractère croyant et même superstitieux de la plus grande partie de la population italienne. M<sup>me</sup> de Staël se désolait alors de l'ignorance des Italiens, qui se font bénir par un prêtre pour guérir de la rage et mènent leurs bêtes malades à saint Antoine; elle ne voit partout que prêtres et que mendiants; elle éclate en indignation contre ce « misérable ordre social<sup>2</sup>. » Il est certain que la religion avait conservé en Italie toute sa puissance; Bonaparte s'en était rendu compte dès 1796; il avait dès lors songé à un concordat avec le pape; il s'était convaincu de l'impossibilité de fonder un régime politique durable sans le concours de l'Église. Il serait curieux de rechercher comment les deux campagnes d'Italie ont peu à peu transformé cet athée jacobin en un restaurateur de la religion catholique.

Du moins, dès son retour à Milan, en juin 1800, il prit nettement parti en faveur de l'Église. Le 4 juin, il fit célébrer un *Te Deum* à la métropole de Milan « pour l'heureuse délivrance de l'Italie des hérétiques et des infidèles. » Il s'agit des hérè-

1. *Corr. Nap.*, VI, 4864.

2. Lettres à Monti, citées par P. Gautier, *M<sup>me</sup> de Staël et Napoléon*, p. 173.

tiques anglais et des infidèles musulmans avec lesquels la catholique Autriche n'avait pas eu honte de s'allier et auxquels elle avait criminellement permis « de profaner le territoire de la sainte Italie<sup>1</sup>. » Le même jour, l'administration provisoire de la République cisalpine, composée des délégués Marliani, Sacchi et Goffredo, annonçait à la population la réorganisation de la Cisalpine en une « nation libre et indépendante; » mais surtout elle donnait des assurances formelles au sujet de la religion : « Le libre et public exercice de la religion catholique sera conservé dans le même état qu'à l'époque de la première conquête de l'Italie. En conséquence, toute espèce d'outrage ou d'insulte contre la dite religion, ses ministres, ses rites et ses symboles, est défendue, ainsi que tout acte qui tendrait à en empêcher ou troubler en aucune façon quelconque le plein et entier exercice. Les infractions à la présente défense seront punies des peines les plus rigoureuses, même de la peine capitale, sur le jugement des autorités compétentes<sup>2</sup>. »

Le lendemain, Bonaparte réunissait les curés de Milan et leur adressait une longue allocution. Il y rappelait la cruelle politique du Directoire, et que lui-même en 1796, simple agent d'un gouvernement qui ne se souciait en aucune sorte de la religion catholique, il n'avait pas pu empêcher les désordres qui avaient été commis; mais il annonçait que la France, elle-même instruite par ses malheurs, avait enfin ouvert les yeux, qu'elle avait reconnu que « la religion catholique était comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agitations et la sauver des efforts de la tempête, » que lui-même il était philosophe et savait que « dans une société, quelle qu'elle soit, nul homme ne saurait passer pour vertueux et juste s'il ne sait d'où il vient et où il va, » et que la religion catholique est « la seule qui donne à l'homme des lumières certaines et infaillibles sur son principe et sa fin dernière. » — « Vous, les ministres de cette religion, qui certes est aussi la mienne, je vous regarde comme mes plus chers amis; je vous déclare que j'envisagerai comme perturbateur du repos public et ennemi du bien commun, et que je saurai punir comme tel, de la manière la plus rigoureuse et la plus éclatante, et même, s'il le faut, de la peine de mort, quiconque

1. *Corr. Nap.*, VI, 4882.

2. *Moniteur* du 21 prairial an VIII (10 juin 1800).

fera la moindre insulte à notre commune religion ou qui osera se permettre le plus léger outrage envers vos personnes sacrées. » Il ajoutait : « De toutes les religions, il n'y en a pas qui s'adapte comme la catholique aux diverses formes de gouvernement, qui favorise davantage en particulier le gouvernement démocratique républicain, en établisse mieux les droits et jette plus de jour sur ses principes. » Aussi proclamait-il son intention de « s'aboucher avec le nouveau pape pour lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer encore à l'entière réconciliation de la France avec le chef de l'Eglise. » Et il consentait, il demandait plutôt que ces déclarations fussent imprimées et publiées afin que ces intentions fussent connues « non seulement en Italie et en France, mais encore dans toute l'Europe<sup>1</sup>. »

Quelques semaines après, un agent consulaire en Cisalpine, Charles Rulhière, constatait les premiers résultats de cette politique : « Le peuple attribue nos succès à la bénédiction de Dieu ; les habitants des campagnes, ainsi que la dernière classe du peuple de la ville, s'abandonnent à la Providence. Peu leur importe la forme du gouvernement ; ils aimeront celui qui leur donnera du travail et ne les troublera pas dans l'exercice de leur religion. L'un des curés de Milan qui a le plus d'empire sur les esprits et qui avait plus d'une fois montré publiquement de la haine contre les Français a dit en chaire, le premier dimanche après leur entrée à Milan, que, lorsqu'il priait le ciel de les éloigner de l'Italie, il redoutait en eux les ennemis de la religion, mais que, puisqu'ils avaient déclaré qu'ils la respecteraient, il fallait être sans inquiétude et remercier encore la Providence. »

C'était la première épreuve du concordat et des avantages que Bonaparte en espérait<sup>2</sup>.

Après avoir pris ces soins urgents, Bonaparte acheva la campagne contre Mélas. Le 10 juin, Lannes coupa la retraite aux Autrichiens par la victoire de Montebello. Le 14 juin, la bataille décisive s'engagea à Marengo ; elle fut difficile à gagner ; elle fut même un moment perdue. Il fallut l'intervention soudaine et résolue de Desaix pour arracher aux Autrichiens la victoire qu'ils

1. *Corr. Nap.*, VI, 4884.

2. Arch. nat., AF IV, 1684. — Les principaux cartons que nous avons dépouillés pour ce travail aux Archives nationales sont, dans AF IV, les n° 1684, 1707, 1708 et 1709.

tenaient déjà. Elle eut pourtant des conséquences considérables et confirma le régime politique que le premier Consul commençait à fonder à Milan. Par la convention d'Alexandrie, du 15 juin 1800, l'armée autrichienne se retira jusqu'au Mincio et laissa toute la Lombardie aux Français.

Il fut donc possible d'organiser le gouvernement provisoire de la République cisalpine.

Le 18 juin, malgré ce qu'en pouvaient dire les athées de Paris<sup>1</sup>, le premier Consul assista au *Te Deum* que la ville de Milan fit chanter dans la métropole en l'honneur de la délivrance de la République et de la gloire des armes françaises. Il fut reçu à la porte par tout le clergé, conduit dans le chœur sur une estrade préparée à cet effet et celle sur laquelle on avait coutume de recevoir les consuls et premiers magistrats de l'empire d'Occident : ainsi s'exprime déjà le bulletin de l'armée<sup>2</sup>. La cérémonie fut imposante et superbe. Ce respect pour l'autel était « une époque mémorable, destinée à faire impression sur les peuples d'Italie et plus d'amis à la République. » L'allégresse était partout à son comble. Les Italiens disaient : « Si l'on fait ainsi de tous les pays, nous sommes tous républicains et prêts à nous armer pour la défense du peuple dont les mœurs, la langue et les habitudes ont le plus d'analogie avec les nôtres<sup>3</sup>. »

Bonaparte profita de ces dispositions dont ses bulletins pourtant exagéraient l'excellence. Une contribution extraordinaire de deux millions fut levée dans l'étendue de la République cisalpine. Elle devait être payée par les individus qui avaient occupé des places à la nomination du gouvernement autrichien ou qui s'étaient notoirement montrés les partisans de ce gouvernement ; elle était destinée à payer, à titre de gratification, un mois de solde aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée française<sup>4</sup>.

Le 17 juin, le gouvernement de la République fut confié provisoirement à une commission extraordinaire de neuf membres, représentée dans chaque département par un commissaire chargé de tous les détails de l'administration. Le même jour, un autre arrêté consulaire annonça la réunion à Milan d'une consulte

1. *Corr. Nap.*, VI, 4911.

2. *Ibid.*, VI, 4923.

3. *Ibid.*, VI, 4927.

4. *Ibid.*, VI, 4945. Arrêté consulaire, de Milan, 23 juin 1800.

de cinquante membres chargée de préparer l'organisation de la République<sup>1</sup>.

Mais Bonaparte n'avait pas hâte de donner à la Cisalpine une organisation définitive; en septembre suivant, il invitait Talleyrand « à faire traîner en longueur, l'intention du gouvernement étant de ne pas donner à ce pays une organisation définitive avant la paix<sup>2</sup>. » Lorsque les hostilités recommencèrent en décembre 1800, la consulte fut mise en vacances avant d'avoir travaillé, « l'intention du gouvernement étant de n'avoir aucune espèce d'assemblée pendant la guerre<sup>3</sup>. » Il plaisait à Bonaparte de garder le plus longtemps possible toute autorité sur la Cisalpine; l'appui du clergé assurait la résignation du pays. Masséna fut nommé commandant en chef de l'armée d'Italie. Un ministre extraordinaire du gouvernement français fut établi à Milan et reçut tous les pouvoirs politiques et administratifs; il fut chargé de présider la consulte et d'approuver toutes les mesures prises par la commission provisoire de gouvernement. Cette mission fut confiée au citoyen Petiet, conseiller d'État, ancien ministre de la Guerre du Directoire, qui avait suivi l'armée depuis Dijon comme intendant général. Sous la haute autorité du premier Consul, il gouverna la Cisalpine, qui ne fut pas tout de suite une nation libre et indépendante<sup>4</sup>.

L'armistice d'Alexandrie dura jusqu'à la fin de novembre 1800. Les négociations engagées pour la signature de la paix définitive entre la France et l'Autriche n'aboutirent point. La Cisalpine demeura donc sous la charge de l'occupation militaire, dans l'anxiété du lendemain. La guerre demeurerait-elle favorable à la France? Les Autrichiens n'allaient-ils pas revenir victorieux et prêts à se venger? Bonaparte avait frappé deux fois les amis de l'Autriche; l'Autriche n'allait-elle pas frapper une seconde fois les amis de la France? La Cisalpine allait-elle cesser d'être le jouet des armées et des gouvernements étrangers?

En attendant, il lui fallait nourrir les troupes françaises, et elles coûtaient cher sous le commandement de Masséna. Le

1. *Corr. Nap.*, VI, 4918-4919.

2. *Ibid.*, VI, 5080.

3. *Ibid.*, VI, 5217. A Talleyrand.

4. *Ibid.*, VI, 4917; Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 180.



25 juin, en lui confiant le commandement de l'armée d'Italie, Bonaparte lui avait recommandé une « sévère probité<sup>1</sup>. » Dès le 13 août, Brune, chargé de le remplacer, recevait cette confiance du premier Consul : « Vous trouverez l'armée d'Italie dans une assez bonne situation ; mais la dilapidation y est à son comble, et les individus qui approchent le plus Masséna se trouvent les plus accusés. » Masséna était en même temps invité à venir directement à Paris ou à se retirer quelque temps chez lui pour jouir du repos qui lui était nécessaire ; on lui disait l'intention où l'on était d'employer son zèle et ses talents d'une manière différente et également utile à la République. On fut quelque temps avant de réaliser cette intention<sup>2</sup>.

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de Masséna ; mais il était inévitable que le pays cisalpin souffrit de la mauvaise administration de l'armée d'occupation. Il devait fournir aux troupes françaises deux millions de francs par mois et tous les approvisionnements qui leur étaient nécessaires, même des voitures, des vêtements, des souliers. Or, l'année fut mauvaise ; les récoltes furent en grande partie compromises par des inondations ; les champs, d'ailleurs, étaient en grande partie ruinés par deux années de guerre, la campagne de 1799 et celle de 1800, sans compter toutes les charges qu'il avait fallu, pendant trois ans, acquitter à l'égard des commissaires du Directoire. Beaucoup de paysans n'avaient pas de pain pour eux-mêmes et devaient fournir aux rations des soldats français. Les officiers ne se mettaient en peine que de la subsistance et du bien-être de leurs troupes ; ils avaient le souvenir de la fameuse proclamation de Bonaparte en 1796 : « Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesses<sup>3</sup>. » Ils continuaient à mettre l'Italie en coupe réglée ; ils la traitaient, le plus consciencieusement du monde, en pays conquis. Souvent les villes et les villages étaient dans l'impossibilité matérielle de suffire à leurs exigences ; les commissaires du gouvernement cisalpin en étaient rendus responsables, accusés de mauvaise volonté, arrêtés, maltraités, emprisonnés<sup>4</sup>. Il n'y a pas de différence entre

1. *Corr. Nap.*, VI, 4951.

2. *Ibid.*, VI, 5062-5063.

3. *Ibid.*, I, 91.

4. Melzi, II, 244 et suiv., 533 (lettre de Marescalchi à Bonaparte). — Francesco

cette administration du Consulat et l'administration précédente du Directoire; elle excita les mêmes plaintes; Petiet y demeura sourd comme ses prédécesseurs de 1797 et 1798; il eut l'opinion que l'obéissance des populations pouvait être le mieux assurée par la terreur; il traita les plaignants comme des rebelles et les fit passer pour tels aux yeux du premier Consul, qui, lui-même, n'admettait que la soumission sans phrase et sans réserve. Le 8 octobre 1800, il reçut dans son cabinet des députés cisalpins qui, très humblement, voulurent lui dire le dénuement de leurs concitoyens et solliciter un traitement plus généreux. Il se mit en colère, éclata aussitôt en paroles violentes qu'on entendait de l'antichambre, les accusa de mentir, de n'avoir que de mauvaises intentions, de ne chercher qu'à causer du désordre, leur déclara qu'il ne le permettrait pas, qu'il supprimerait tous les pouvoirs civils en Cisalpine, qu'il les mettrait sous la férule d'un rude général, que le peuple n'avait pas le droit de se plaindre, qu'il ne devait se mêler que de faire des souliers<sup>1</sup>.

Et même c'était des souliers pour les Français.

Selon lui, la Cisalpine devait s'estimer très heureuse d'avoir été délivrée de la domination autrichienne; elle en devait de la reconnaissance à la France et les souffrances qu'elle endurait en étaient l'expression.

Du moins, les opérations militaires, après six mois d'armistice, achevèrent en peu de temps la « délivrance » de l'Italie. Pendant que Murat occupait la Toscane et chassait les Napolitains des États pontificaux, Brune franchissait le Mincio le 25 décembre et pénétrait au centre du quadrilatère. Il pouvait y être retenu longtemps. Mais, à sa gauche, Macdonald accomplit,

Melzi d'Eril, *Memorie, documenti e lettere inedite di Napoleone I° e Beauharnais, raccolta e ordinate per cura di Giovanni Melzi*. Milan, 2 vol., 1865. — La première moitié du premier volume est un récit de la vie de F. Melzi par son petit-fils G. Melzi, qui renvoie d'ailleurs souvent aux documents et lettres reproduits ensuite. La deuxième moitié du premier volume et tout le second volume sont constitués par des documents, italiens ou français, extraits d'archives privées ou publiques de Milan, notamment les lettres de Napoléon à Melzi, dont la plupart sont dans la Correspondance officielle; les lettres de Melzi à Napoléon, dont beaucoup, non pas toutes, sont aux Archives nationales de Paris; la correspondance de Melzi et Beauharnais, surtout à partir de 1812; la correspondance de Melzi et Marescalchi, et bon nombre de lettres diverses et rapports, secrets ou autres, italiens surtout. C'est une source qui nous a été très précieuse.

1. Melzi, I, 541.

malgré les neiges, une admirable traversée des Alpes centrales par les cols fort pénibles du Splügen et du Stelvio; il tomba dans la haute vallée de l'Adige, coupa aux Autrichiens la route du Tyrol, menaça de les envelopper par derrière et les obligea d'abandonner sans se battre la ligne de l'Adige. Le 15 janvier 1801, ils signaient l'armistice de Trévise, et, inquiétés par Moreau dans Vienne même, ils se montraient enfin mieux disposés à traiter. La condition de l'Italie du Nord allait être sans doute réglée; les Cisalpins espérèrent la fin de leurs inquiétudes et de leurs misères.

Le 3 décembre 1800, en effet, Moreau avait remporté la brillante victoire de Hohenlinden et, lentement, irrésistiblement, il approchait de jour en jour de la capitale autrichienne. Il fut arrêté par l'armistice de Steyer, et l'Empereur consentit à traiter sans l'Angleterre.

La question italienne devait être une des principales à résoudre et les Cisalpins espérèrent qu'ils y seraient consultés; leur seule présence au congrès de la paix serait le signe de leur indépendance. Dès qu'ils connurent l'ouverture des négociations à Lunéville, entre Joseph Bonaparte et Louis de Cobenzl, ils s'agitèrent fort pour y être représentés. Depuis Marengo, il y avait à Paris, auprès du premier Consul, des députés cisalpins, qu'il consultait parfois sur les intérêts de leur pays, ou plutôt qu'il étudiait dans leurs passions et leurs rêves politiques pour préciser lui-même en son esprit ses propres desseins et la politique la plus efficace. Parmi eux, Marescalchi allait être attaché peu à peu, très étroitement, à la personne de Bonaparte, comme l'intermédiaire ordinaire de ses relations avec Milan. Lorsque les Cisalpins tentèrent de se faire admettre aux conférences de Lunéville, ils mirent leur confiance en Francesco Melzi, qui devait être, en effet, le principal champion de la liberté italienne contre l'absorbante ambition de Bonaparte : ces deux adversaires n'étaient pas d'égale force.

Francesco Melzi d'Eril était né à Milan le 6 mars 1753. Il appartenait à une famille considérable de cette ville, et l'impératrice Marie-Thérèse, qui cherchait à gagner l'affection de ses sujets italiens, l'avait admis, en 1776, au rang de ses chambellans d'honneur. L'empereur Joseph II n'avait pas les mêmes scrupules de libéralisme; il n'avait aucune considération pour

les libertés provinciales ; il prétendait unifier toutes ses possessions dans une sorte de pangermanisme où il n'y avait pas de place pour aucune autonomie. Melzi d'Eril ne put pas être le serviteur de ce régime ; il n'était pas, d'ailleurs, d'un tempérament à y faire de l'opposition ; il voyagea en France, en Angleterre, en Portugal, en Espagne. Il aima particulièrement l'Espagne ; il acheta d'importants domaines à Saragosse et il y demeura souvent, au milieu d'amitiés très chères.

Il adopta les principes de la Révolution française, où il vit la promesse de la liberté de sa patrie. Il retourna à Milan lors de la campagne de 1796 ; il accueillit Bonaparte comme le libérateur attendu ; il fut parmi les fondateurs de la République cisalpine et il la représenta au congrès de Rastadt, de 1797 à 1799. La défaite des Français en 1799 et le retour des Autrichiens en Lombardie l'obligèrent à se retirer à Saragosse. Marengo, comme autrefois Rivoli, lui permettait de revenir à Milan, et, dès le 23 juin, Petiet, au nom du premier Consul, le nommait membre de la commission extraordinaire chargée du gouvernement provisoire de la République cisalpine<sup>1</sup>. Deux mois après, Melzi donnait sa démission pour raisons de santé et allait passer l'été aux eaux de Barèges. Il est tout à fait incontestable qu'il avait une mauvaise santé ; il est possible aussi qu'il ne lui plût point de paraître approuver tout ce que faisait l'administration française.

Il était donc désigné, par ses antécédents et par son caractère, pour représenter l'indépendance de la République cisalpine aux négociations de Lunéville, et ses concitoyens firent effort pour l'y décider. Le 8 octobre 1800, le citoyen Pancaldi, qui était chargé à Milan de la gestion des affaires étrangères de la République, — ce qui était bien une sinécure, — pria Melzi d'accepter d'être député auprès du gouvernement français, en remplacement de Paolo Greppi, qui venait de mourir<sup>2</sup>. Marescalchi, un mois après, 4 novembre 1800, s'impatiait de ne pas avoir encore l'acceptation de « notre Melzi ; » en attendant, il faisait des démarches pour obtenir du premier Consul l'admission d'un représentant de la Cisalpine aux négociations ; il cherchait à voir le plénipotentiaire français, Joseph Bonaparte ; il n'y réussissait

1. Melzi, I, 528.

2. Melzi, I, 529.

point : Joseph était invisible<sup>1</sup> et se disait malade. Il n'était malade que pour recevoir cette visite importune.

Melzi n'avait pas ces illusions. Ses amis, pour le décider, lui disaient les intrigues des Génois pour se faire admettre aussi à Lunéville, pour obtenir la faveur du premier Consul, pour agrandir leur territoire au nord des montagnes, dans la direction de Tortone et d'Alexandrie<sup>2</sup>. Il refusait, de Saragosse, la mission qu'on lui offrait ; il s'excusait sur son état de santé ; il savait bien que ni les Génois ni les Cisalpins ne seraient représentés au congrès de la paix et que Bonaparte se réservait, par son frère Joseph, de traiter pour eux, peut-être de disposer d'eux, à son gré.

Au traité de Lunéville, le 9 février 1801, il ne fut question de la République cisalpine que sous la forme suivante :

« Article 11. — Le présent traité de paix est déclaré commun aux Républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne ; les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites Républiques et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

« Article 12. — Sa Majesté Impériale et Royale renonce, pour Elle et ses successeurs, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits que Sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'Elle possédait avant la guerre et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété avec les biens territoriaux qui en dépendent<sup>3</sup>. »

Les Cisalpins pouvaient encore espérer garder quelque indépendance dans la forme de gouvernement qu'ils jugeraient convenable. Mais quelle pouvait être cette forme de leur indépendance ?

Melzi se rendit à Paris, après le traité de Lunéville, pour présenter son concours à ses collègues.

Il écrivait alors à son neveu Joseph Palafox, de Saragosse, une lettre des plus curieuses<sup>4</sup> ; jamais peut-être il n'exprima plus

1. Melzi, I, 530. Marescalchi à Pancaldi.

2. Melzi, I, 531.

3. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, I, 424.

4. Melzi, I, 236.

nettement ses idées ; car, de plus en plus, à partir de ce moment, il fut obligé de faire plier ses convictions devant la volonté de Bonaparte. Il voulait que l'Italie fût assez forte pour garantir son indépendance aussi bien contre la France que contre l'Autriche. Il était nécessaire pour cela qu'elle fût organisée en États monarchiques fortement associés, au besoin par les liens du sang. C'est pourquoi il disait à Palafox ses préférences pour la maison de Bourbon, puissante à Naples, établie à Parme, appuyée sur sa parenté avec le gouvernement de Madrid. Un royaume de l'Italie du Nord eût été de force, sans doute, à organiser la liberté nouvelle et à garantir son indépendance contre de puissants voisins.

Il n'y avait rien dans ce projet qui pût séduire Bonaparte : au contraire. En apparence, c'eût été la suite logique des traditions de la politique française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Depuis l'avènement de Philippe V au trône d'Espagne, le gouvernement français avait toujours poursuivi la politique de l'Italie libre par la maison de Bourbon, et il avait réussi à l'établir à Naples et à Parme. Mais c'était un pacte entre les membres d'une famille à laquelle Bonaparte n'appartenait pas et qu'il avait peut-être déjà le secret dessein de remplacer partout par l'organisation d'un autre pacte de famille. Il était mal disposé à fortifier la puissance des Bourbons en Italie : il n'avait pas à se louer de la politique du gouvernement napolitain ; un roi de l'Italie du Nord, quel qu'il fût, ne pouvait être que l'allié naturel des rois de l'Europe, même s'il devait sa couronne à la France. Bonaparte n'était pas disposé à commettre de ces imprudences.

Il ne se croyait point lié par les traditions politiques de l'ancienne monarchie ; il se persuadait bien plutôt qu'il y avait tout à renouveler en Europe, et les Bourbons, plus que toute autre famille royale, lui paraissaient destinés à une ruine prochaine. Il eût pu sans doute, s'il avait voulu consacrer la liberté de l'Italie, créer dans le bassin du Pô un grand État en faveur du roi de Piémont, devancer l'histoire d'un demi-siècle ; c'eût été la suite de la politique de Chauvelin en 1733. Mais il n'avait pas une confiance absolue dans la maison de Savoie, qu'il avait dépouillée et reléguée en Sardaigne. Enfin et surtout, il ne voulait pas se fermer l'avenir : l'Italie libre et forte, c'était la France enfermée dans sa frontière des Alpes ; Bonaparte ne voulait point s'en contenter : outre qu'il ne voulait pas permettre le retour de l'in-



fluence autrichienne en Italie, il avait d'ambitieux desseins; dès 1797, il s'était ouvert, par-dessus l'Italie, des horizons sur l'Orient.

C'est pourquoi Bonaparte ne se hâta point de fonder en Cisalpine un régime définitif. La situation provisoire qu'il y maintint pendant encore près d'un an lui permettait d'étudier le pays, les dispositions des habitants, le personnel politique. Cela avait l'inconvénient de favoriser les rivalités locales et le désordre; mais cet inconvénient même était un avantage, en ce sens que, las de ce désordre, les Cisalpins en viendraient sans doute à demander, du moins à accepter un maître.

Il eût été facile au premier Consul de donner une constitution à la Cisalpine dès le lendemain du traité de Lunéville; il lui avait fallu moins de temps pour en donner une à la France; il avait auprès de lui des députés italiens, Melzi, Marescalchi, Aldini, avec lesquels la besogne pouvait être vite faite. Mais elle ne l'eût peut-être pas été dès lors à son gré; il préféra laisser mûrir l'occasion.

Cependant, Petiet avait toujours la haute main sur la direction des affaires à Milan. La commission extraordinaire de gouvernement était composée de Giovanni-Battista Sommariva, de Francesco-Ajmi Visconti et de Sigismondo Ruga. Ils ne paraissent pas avoir été des hommes de grande valeur politique ou morale; Melzi avait des mots sévères à leur égard; il les traitait de Jacobins, et ce n'était pas chez lui un terme d'estime<sup>1</sup>. Les circonstances aussi rendaient l'administration difficile, et il plaisait à Bonaparte que la responsabilité du désordre fût attribuée au gouvernement provisoire, afin de paraître ensuite le seul capable d'y porter remède.

La seule mesure importante qui fut prise fut la division de la Cisalpine en douze départements par le décret du 13 mai 1801 (23 floréal an IX). Ce furent les départements de l'Agogna (chef-lieu Novare), du Lario (Côme), de l'Olon (Milan), du Serio (Bergame), de la Mella (Brescia), de l'Alto-Pô (Crémone), du Mincio (Mantoue), du Crostolo (Reggio), du Panaro (Modène), du Basso-Pô (Ferrare), du Reno (Bologne) et du Rubicone (Cesena). Ils furent administrés par des préfets; ils offraient ainsi une

1. Melzi, I, 236.

grande ressemblance avec la France et paraissaient en être une annexe<sup>1</sup>. Aussi bien toute l'Europe, alors, admirait-elle l'ordre absolu et la rigoureuse hiérarchie que Bonaparte avait établis dans l'administration française, et il ne semblait pas qu'il pût y avoir un régime plus parfait.

Cela n'empêcha point le désordre, auquel contribuèrent comme à l'envi les gouvernants cisalpins et les généraux français. Visconti se tenait généralement à l'écart des affaires et se contentait de donner à la commission extraordinaire un peu du prestige de son nom. Mais Sommariva et Ruga profitaient de la situation pour piller le trésor; ils entretenaient des intrigues à Paris, dans l'espérance d'être bien placés lors de l'organisation définitive de la République; ils répandaient l'or jusque dans l'entourage du Consul, et Joséphine, qui ne détestait pas les cadeaux et préférerait les plus beaux, eut avec eux une affaire de collier qui ne fut jamais bien élucidée<sup>2</sup>. Les agents subalternes ne manquaient pas de suivre l'exemple qui leur venait d'en haut. Dans ces conditions, il restait peu de ressources pour suffire aux exigences des troupes françaises de l'armée d'occupation; elles se payaient elles-mêmes et vivaient largement sur le pays.

La paix signée, la Cisalpine avait espéré être délivrée, au moins en partie, de cette occupation militaire très lourde, et ses députés à Paris en sollicitaient fréquemment l'ordre du premier Consul. Le 4 mai 1801, Melzi écrivait à Pancaldi : « Depuis trois semaines, le premier Consul promet de rappeler l'armée; depuis trois jours, le général Berthier annonce que tous les ordres sont donnés pour ne laisser que trois divisions en Cisalpine, Piémont et Ligurie. Quant à l'exécution de ces promesses et de ces ordres, c'est une autre affaire<sup>3</sup>. »

Le contingent de l'armée française, en effet, ne fut pas diminué, ni les charges qu'elle faisait peser sur le pays, alourdies par les exactions de quelques généraux. Pancaldi s'en plaignait à Marescalchi et lui disait, entre autres choses : « Le département du Bas-Pô, qui a eu la disgrâce d'être occupé par l'ennemi neuf mois de plus que le reste de la Cisalpine, qui a été inondé par le fleuve, qui n'a pas eu des récoltes proportionnées à sa fer-

1. Arch. nat., AF iv, 1707.

2. Melzi, I, 263, 582.

3. Melzi, I, 531.

tilité naturelle et à ses besoins, qui aurait pour tout cela mérité quelques égards au moment de l'occupation française, a été le plus maltraité... Le commandant de la place de Ferrare, général Varrin, a imposé une réquisition de 500 paires de bottes, 6,000 chemises, 6,000 paires de souliers, 6,000 chapeaux, outre les approvisionnements de dix-huit jours pour 8,000 hommes, quoique la force qu'il commande ne s'élève pas à la moitié de ce chiffre. Le président de l'administration départementale lui montra la convention signée entre les deux gouvernements relativement aux subsistances; le général la déchira, lui en jeta les morceaux à la figure, le chassa et exigea le paiement immédiat. Il ordonna encore un prêt forcé de 250,000 francs et envoya ses soldats dans les maisons pour en assurer la levée; la misère est telle et le dénûment si général que, même par la violence, ils n'ont pas pu en obtenir tout le montant. Il oblige la municipalité à traiter pour les subsistances avec un certain Finzi, fournisseur de sa division, malgré les conditions très dures du marché qu'impose ce personnage. Ses troupes vont à travers la campagne, lèvent partout des contributions arbitraires en argent, dépouillent les habitants des quelques vivres qu'ils ont et ne leur laissent que la faculté de se plaindre. La municipalité de Ferrare doit fournir chaque jour 440 francs pour le dîner du général Varrin et 280 pour celui du général Fresciné, et encore ces chiffres sont le résultat d'une transaction; ils étaient d'abord bien supérieurs. » Et Pancaldi conclut qu'il pourrait donner beaucoup d'autres détails du même genre et que, cependant, il ne faut pas se plaindre, car une dénonciation serait sans doute beaucoup plus funeste qu'utile<sup>1</sup>.

Il convient de ne pas généraliser cette situation; il est possible que les villes de la Cisalpine n'aient pas été toutes traitées de la sorte. Pourtant, ces plaintes sont générales; il en vint de tous les points de la République<sup>2</sup>, et l'on est disposé à admettre qu'elles n'étaient pas exagérées, puisqu'elles n'étaient pas destinées à aller jusqu'au gouvernement français : elles devaient seulement servir d'arguments aux députés cisalpins à Paris pour obtenir le retrait de ces troupes.

1. Melzi, I, 536.

2. Botta, IV, 416. — C. Botta, *Histoire d'Italie, de 1789 à 1814*. Paris, 5 vol. in-8, 1824.

Marescalchi, Aldini et Serbelloni furent, en effet, reçus en audience à la Malmaison le 14 juillet 1801. Ce fut un entretien très animé d'environ une heure. Avant de les laisser parler, Bonaparte leur dit combien il s'intéressait à la condition de l'Italie, qu'il en était très préoccupé, mais qu'il était extrêmement difficile de lui donner une constitution; cela demanderait encore quelque temps de réflexion. Alors, ils se décidèrent à parler de la situation militaire, non certes pour se plaindre, mais pour dire l'insuffisance de leurs ressources. Le premier Consul les arrêta, leur déclara que l'occupation française était indispensable à leur sécurité, que, sans elle, ils seraient aussitôt la proie de l'étranger et qu'il fallait bien payer cet inappréciable service; que pourtant, la paix étant assurée, on pourrait ne laisser en Italie qu'une armée de 30,000 hommes, que l'on diminuerait à mesure que l'armée de la Cisalpine serait organisée. Il fut impossible aux députés de savoir à quelle date commencerait cette réduction, car Bonaparte parla d'autre chose, éclata tout à coup en reproches violents contre le gouvernement de Milan : « Il ne commet que des sottises; il fait la guerre aux prêtres; il chasse de toutes les fonctions les gens sages pour mettre à leur place la canaille; mais je connais ces coquinerie et j'y mettrai de l'ordre. » L'audience fut brisée là et la Cisalpine n'en eut pas un grand soulagement<sup>1</sup>.

La persistance indéfinie du provisoire ne disait rien de bon aux Italiens; ils s'efforçaient de comprendre pourquoi Bonaparte se refusait à organiser enfin la Cisalpine en État indépendant et ils étaient partagés entre deux sortes d'inquiétudes : ou bien Bonaparte gardait la Cisalpine comme un élément d'échange territorial lors de la signature de la paix générale, tout prêt sans doute à la rendre à l'Autriche s'il y avait intérêt, comme il lui avait jadis livré la Vénétie; ou bien il voulait annexer la Cisalpine à la France, et il attendait la signature de la paix générale pour le proclamer sans risques. De toute façon, durement traités par l'armée d'occupation, les Cisalpins devaient se résigner peu à peu à demeurer esclaves.

Étaient-ils prêts, d'ailleurs, à former une nation indépendante? — Grave question, qu'il est nécessaire de discuter avant

1. Melzi, I, 522-524.

d'expliquer la politique à laquelle Bonaparte peu à peu se fixait à leur égard.

La République cisalpine s'étendait des Alpes centrales au Pô, de Novare à Bologne, ou du Tessin à l'Adige et à l'Adriatique. Elle était faite de provinces qui, pendant longtemps, avaient été séparées, les unes ayant appartenu à Venise, les autres au pape, les plus nombreuses, avec Milan, à l'Autriche; depuis des siècles, elles avaient eu des destinées diverses et elles étaient demeurées très distinctes. Au lendemain de Marengo, en messidor an VIII, Bonaparte y avait envoyé un agent spécial, Charles Rulhière, avec mission d'étudier le pays et le caractère des habitants, et il en avait reçu une série de lettres intéressantes<sup>1</sup> : « Le Brescian, » écrivait Rulhière, « est ardent, inquiet; il aime les armes; il sera propre aux vertus républicaines lorsqu'un bon gouvernement lui aura fait oublier qu'il fut sujet des Vénitiens. — Le Bolonais est éclairé, ami de l'indépendance et peut-être de la domination, parce qu'il sent la supériorité que lui donnent ses lumières sur les autres peuples de l'Italie; il n'est point étranger à la République; les mots *libertad*, *libertad* étaient gravés dans son cœur comme sur ses monnaies, qu'il avait conservé le droit de battre à son nom. — Le Milanais est paisible; il aime le plaisir; il est sans énergie pour le bien comme pour le mal; il cherche le repos; il fuit l'embarras des affaires; il craint l'agitation d'une République et ne dissimule pas qu'il a besoin d'être gouverné. Dans toute la région de Milan, la masse du peuple préfère les Français aux Autrichiens, parce que les premiers sont généreux et dépensent davantage, parce que le Français a plus de rapports avec le Milanais par ses manières et son langage que n'en ont les Autrichiens. Le soldat français plaît à tous les peuples par son extrême facilité à se faire comprendre; le soldat allemand trouve plus expéditif de le faire avec le bâton. — Mais Pavie regrette les Autrichiens; elle était alors le siège des administrations militaires, des magasins du quartier général, et elle est jalouse de Milan. Elle n'oublie pas qu'elle fut pillée deux fois par les Français; le fanatisme religieux entretient cette haine; on ne se contient que par le souvenir du mauvais succès de la révolte de 1796. Les prêtres sont obstinés, intolérants, implacables; ils n'ont cessé, pendant le séjour des Autrichiens, de prêcher contre

1. Arch. nat., AF IV, 1684. Voir plus haut, p. 40.

les Français et les patriotes italiens; ils poussaient alors les populations des campagnes à donner la chasse aux Français et aux Jacobins pour les assassiner. S'ils ne le font plus aujourd'hui, on assure qu'ils n'en agissent pas moins par les moyens secrets dont ils disposent. »

Mais Rulhière est un étranger à l'Italie qui, dans un voyage de quelques jours, n'a pas pu pénétrer très profondément dans la conscience des populations; aussi bien les différences qu'il note sont-elles pour la plupart superficielles; on en pourrait sans doute observer d'analogues entre les diverses populations de la France même. Melzi, écrivant dans le même temps à Talleyrand, faisait dans le même sens des observations plus compétentes et singulièrement plus instructives. Lui aussi, il relevait les différences entre les peuples de l'Italie du Nord : « Leurs humeurs, leurs intérêts, leurs opinions ne sont pas les mêmes; Vénitiens, Modénais, Bolognais, Milanais n'ont pas les mêmes vœux, ne veulent pas les mêmes choses; ils ont conservé toutes leurs anciennes jalousies; ce sont des provinces séparées et qui ne consentent pas à être unies : on n'en pourra pas composer un corps compact et fort, si un gouvernement solide, si une main énergique ne les y force pas. » Portant plus loin l'effort de cette clairvoyante analyse, Melzi disait encore dans la même lettre : « La France a trouvé son salut dans ce vivace et vaillant patriotisme qui a soulevé tous les cœurs à la seule menace de l'intervention étrangère; la Cisalpine n'a pas, pour le moment, de tels sentiments; elle est incapable de constituer une nation prospère et vraiment heureuse. Car il y a une grande différence entre la France et la Cisalpine : en France, la Révolution a été accomplie par la volonté de toute la nation; l'agglomération de toutes les provinces y a été sentie comme un besoin, comme une nécessité inéluctable. Chez nous, au contraire, la Révolution ne fut pas spontanée, mais importée du dehors, la grande majorité de la nation ne s'y est point mêlée. » Et il en concluait que la Cisalpine n'avait jamais éprouvé l'unité morale, qui est la condition de l'unité nationale<sup>1</sup>. C'est pourquoi sans doute, dans sa lettre précédente à Palafox, il ne voyait la solution de la question italienne que dans la formation d'un puissant royaume de l'Italie du Nord où s'achèverait avec le temps la fusion des cœurs.

1. Melzi, I, 265-282.



En vérité, il semble bien que les Cisalpins n'avaient alors qu'un sentiment commun, la haine de l'étranger, les uns de l'Autriche, les autres de la France, ou les uns et les autres de l'Autriche et de la France successivement, selon le sort des combats. C'était toujours le « fuori i barbari ! » que la malheureuse Italie cria vainement pendant des siècles. C'était d'ailleurs le premier élément nécessaire à la formation du sentiment national.

En dehors de ces différences réelles, de ces jalousies toujours vivaces et stériles, il faut noter aussi les différences entre les classes sociales : les prêtres, mal disposés à se rallier à la France révolutionnaire et puissants sur l'esprit des populations ; les nobles, qui préféraient généralement la domination autrichienne parce qu'elle ne menaçait point leurs privilèges traditionnels ; les « Jacobins » ou les patriotes qui, à l'avant-garde du parti national, concevaient déjà l'idée de l'unité de toute l'Italie en une grande République démocratique, précurseurs des compagnons de Garibaldi et des soldats de Victor-Emmanuel II.

Enfin, il faut généraliser et considérer que, si les différences étaient grandes entre les diverses populations de la Cisalpine, elles l'étaient bien plus entre les divers peuples de l'Italie ; il faut rappeler que, depuis les temps carolingiens, l'Italie fut toujours divisée, émietlée en une poussière de petits États rivaux, qu'elle fut ainsi pendant des siècles la proie des « barbares, » qu'au commencement du xix<sup>e</sup> siècle elle comprenait encore un grand nombre d'États : Piémont, Milanais, Vénétie au nord ; Gènes, Parme et Plaisance, Toscane, États du pape au centre ; royaume de Naples au sud ; que tous ces États avaient eu à travers les siècles des destins divers, qu'ils n'avaient qu'une très vague idée de leur parenté de race et de langue, que l'Italie n'était alors vraiment qu'une expression géographique, qu'il n'y avait pas encore, au point de vue politique, une Italie, mais des États italiques, et que ce serait un anachronisme grave que d'imaginer déjà le sentiment national vivant et conscient dans les cœurs ou les cerveaux des Italiens. Il s'exprimait sur la scène dans les vigoureuses tragédies d'Alfieri, mort en 1803 ; il s'éveillait chez quelques-uns depuis l'invasion française ; mais il faut plus de temps pour qu'il se développe et s'épanouisse victorieusement.

Ainsi l'Italie pouvait difficilement être abandonnée à elle-même ; elle eût été ainsi livrée aux rivalités locales, aux dissen-

sions intestines dont elle avait été déchirée toujours et que les principes révolutionnaires ne pouvaient qu'augmenter encore; elle eût comme toujours excité les convoitises des puissances voisines; elle fût restée le champ de bataille de la France et de l'Autriche qui y avaient l'une et l'autre des partisans. Il y a du vrai dans l'observation d'un historien français contemporain, que l'Italie n'avait alors à choisir qu'entre la dépendance de la France et celle de l'Autriche<sup>1</sup>.

Bonaparte ne voulait pas sacrifier ses propres avantages assurés par deux campagnes glorieuses. Son ambition trouvait sa force et une sorte de raison d'être dans les circonstances, en Italie comme en Allemagne. En Allemagne, il trouvait le saint-empire en décomposition, et il allait le transformer et le renverser parce qu'il n'avait plus de vie dans sa forme ancienne. Général de la Révolution, il suscitait le sentiment national italien, assez pour en profiter, pas assez pour en être gêné. Aussi bien les incommensurables triomphes de sa politique à travers l'Europe furent-ils le fruit des circonstances, et notamment de l'action révolutionnaire, au moins autant que de son génie.

Mais dès lors, son action politique dépassait singulièrement les frontières naturelles de la France; elle était entraînée par son ambition personnelle et par la contagion des principes révolutionnaires au delà des Alpes comme au delà du Rhin, dans les voies jadis indiquées par Charlemagne. Ce n'était plus une politique française, c'était une politique impériale. Bonaparte allait en avoir une conception de plus en plus nette, et l'étude de sa politique italienne est un élément essentiel de l'analyse de son caractère et de son rôle historique.

E. DRIAULT.

(Sera continué.)

---

1. Bignon, *Histoire de France sous le Consulat et l'Empire, jusqu'à la paix de Tilsit*, III, 301.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LA DATE DU CONCILE DE TURIN

ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTORITÉ PONTIFICALE AU V<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

*Réponse à Mgr Duchesne et à M. Pfister.*

Quand parut mon livre sur le *Concile de Turin*, Mgr Duchesne voulut bien me communiquer les raisons qu'il pensait avoir d'en rejeter toutes les conclusions. Les arguments que je lui ai opposés par lettre n'ont pas suffi à le convaincre. Je lui sais beaucoup de gré d'avoir cherché dans le public érudit les juges d'une controverse qui n'eût rien gagné à se poursuivre dans une correspondance privée. Je le remercie aussi de m'avoir fait mieux comprendre, par ce qu'il dit de l'attitude « schismatique » du concile de Turin, de « l'insolence » des pères du concile, du caractère « monstrueux » de leurs décisions, la nouveauté et l'importance des faits que j'ai établis.

Tous ceux qui ont pu connaître Mgr Duchesne ont admiré l'étendue singulière de son savoir; tous ceux qui étudient l'ancienne histoire de l'Église doivent recourir sans cesse à ses ouvrages, riches en démonstrations excellentes, et sont ainsi ses obligés de tous les jours; je lui dois moi-même plus que personne. Je vais essayer de prouver une seconde fois que l'interprétation que donnent les *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule* de certains documents très précieux doit être entièrement abandonnée. Mais la science et l'habileté critique de Mgr Duchesne ne seront aucunement en cause dans le débat : il est honorable de s'être trompé dans la compagnie de Baluze, de Coustant et de Tillemont. Je prie donc Mgr Duchesne de ne prendre aucun ombrage de ma réponse à son article; si quelqu'une de mes phrases lui paraît un peu catégorique, il voudra bien y sous-entendre le *Pace tua dixerim* que je n'aurai pas manqué d'y ajouter mentalement.

## I.

La date du concile de Turin peut être établie avec certitude. Il est vrai que la lettre synodale qui nous a conservé ses décisions ne porte qu'une date de jour (celle du 22 septembre<sup>1</sup>), et point de date d'année; mais la date d'année nous est fournie par une lettre exactement contemporaine du concile, la lettre *Multa contra* du pape Zosime (29 septembre 417). Je reprends ici, avec un développement qui m'avait semblé superflu, la démonstration que j'ai fournie sur ce problème de chronologie, dont la solution importe grandement à l'histoire des progrès de l'autorité pontificale au v<sup>e</sup> siècle.

Il faut d'abord rappeler les circonstances où la lettre *Multa* fut écrite. Élu pape le 18 mars 417, Zosime, quatre jours après son avènement, publiait la lettre *Placuit apostolicae*, par laquelle il déclarait les trois évêques métropolitains de Narbonne, de Vienne et de Marseille déchus de leur juridiction, et réunissait leurs trois provinces en une province nouvelle, ayant sa métropole à Arles. Cet acte extraordinaire ne bouleversait pas seulement l'organisation ecclésiastique de la Gaule du Sud-Est; il intéressait l'Église entière, et Zosime, en le publiant, avait fait comme un coup d'état. Si Zosime eût été obéi, une révolution était faite dans la constitution de l'église latine, et les volontés de l'évêque de Rome, même arbitraires et tyranniques, même directement contraires aux canons les plus vénérés, devenaient pour l'épiscopat d'Occident autant de lois souveraines.

1. Mgr Duchesne me reproche (p. 293 de son article) d'avoir, dans le texte de la lettre synodale, rétabli après *die X kalendas octobris* la date consulaire : *Honorio* etc. Il a trouvé dans un concile du III<sup>e</sup> siècle, le concile de Carthage du 1<sup>er</sup> sept. 256 (conservé parmi les lettres de saint Cyprien), la même omission de la date d'année. L'intitulé primitif du concile de 256 ne donnait-il pas la date d'année? Je n'ose me prononcer. Ce qui est sûr, c'est qu'au IV<sup>e</sup> s. l'église est devenue comme une grande administration et a adopté des usages administratifs réguliers. Les lois d'église furent datées comme les lois civiles. Nous avons plusieurs documents synodaux des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, où figurent date de jour et date d'année, aucune qui ait conservé l'une sans l'autre : en Occident seulement, outre la série complète des synodes africains depuis 390, voir les synodes de Nîmes 396 (*Hefele*, t. II, 2<sup>e</sup> éd., p. 61), Angers 453, Tours 461. (L'adresse de la lettre synodale de Nîmes avait exactement la forme de celle de Turin.) Pour d'autres conciles (Orange 441, Vaison 442), dont nous n'avons que les canons et non la lettre synodale primitive, certaines collections canoniques nous en ont conservé la date exacte et complète; le collecteur l'a évidemment tirée de l'intitulé, qu'il s'est dispensé de reproduire. Il me semble certain que la lettre synodale de Turin a porté à l'origine sa date consulaire et l'a perdue par accident.

La correspondance du pape nous renseigne quelque peu sur l'attitude des trois métropolitains lésés. L'évêque de Narbonne Hilaire défendit ses droits dans un mémoire qu'il envoya à Rome; Zosime lui répondit par des injures et des menaces (lettre *Mirati admodum*, 26 septembre 447). Pour l'évêque de Marseille, qui s'appelait Proculus, il ne tint compte du décret du 22 mars que pour le braver avec éclat; il se hâta d'exercer les pouvoirs que Zosime lui avait retirés et donna l'ordination à deux évêques. Comme pour défier le siège apostolique, il choisit pour les faire évêques deux clercs notoirement suspects à Rome, Ursus et Tuentius, et il leur donna pour évêchés deux petites villes que le pape avait, par décret, détachées de l'évêché de Marseille et réunies à l'évêché d'Arles. Zosime répondit à cet acte de rébellion par la lettre *Cum adversus*, du 22 septembre 447 : un jugement du concile romain avait cassé la double ordination et excommunié les deux nouveaux évêques. Quant à Proculus, il est traité, dans la lettre *Cum adversus*, d'imprudent et de révolté; mais on n'y voit pas que le concile romain eût prononcé contre lui aucune sentence.

La lettre *Multa*, du 29 septembre 447, a été écrite sept jours après la lettre *Cum adversus*. Comme la question ici débattue dépend tout entière de l'interprétation de ce document, on m'excusera d'en citer la plus grande partie, puis de traduire le texte et de le commenter phrase après phrase.

*Zosimus episcopis provinciae Viennensis et Narbonensis secundae,  
a pari :*

*a).* Multa contra veterem formam Proculus usurpasse detectus est in ordinationibus nonnullorum indebite celebrandis, quas proxime numerosa cognitione discussimus : licet ipse diu exspectatus, fastidiose ferens sibi inducias adtributas, convenire dissimulet. — *b).* Attamen illa praesumptio nos admodum movit, quod in synodo Taurinensi, cum longe aliud ageretur, in apostolicae sedis injuriam subripiendum putavit, ut sibi concilii illius emendicata praestaret obreptio ordinandorum sacerdotum veluti metropolitano in Narbonensi provincia potestatem. Et ne solus, impudenter indebita postulando, huic sedi videretur intulisse convicium, socium sibi Simplicium Viennensis civitatis episcopum adscivit, qui non dissimili impudentia postularet ut sibi quoque in Viennensium provincia creandorum sacerdotum permetteretur arbitrium. — *c).* Indecens ausus, et in ipso vestibulo resecandus, hoc ab episcopis ob certas causas concilium agitantibus extorquere, quod etc.

*a).* Il nous a déjà été révélé que Proculus avait commis de graves usurpations et attenté à la tradition antique, en procédant indûment à

l'ordination épiscopale de certains personnages. Sur cette affaire, nous avons fait la lumière par une procédure toute récente, siégeant en nombreux conseil; encore que Proculus lui-même, s'étant déjà longtemps fait attendre, allègue avec hauteur<sup>1</sup> le sursis qui lui a été accordé et tarde toujours à comparaître.

Ces premières lignes de la lettre rappellent et résument la lettre *Cum adversus*, du 22 septembre; la *cognitio* mentionnée ici est évidemment le procès en concile romain dont la lettre *Cum adversus* a notifié le résultat à tous les évêques d'Occident.

Quelle est, à la date du 29 septembre, la situation juridique de l'évêque de Marseille? Il a été l'objet, dans la lettre du 22, d'une censure très sévère, et on l'y voit traité aussi rudement que ses deux complices Ursus et Tuentius. Mais si les considérants du jugement le déclaraient coupable (et l'évêque ordonnateur était évidemment l'auteur principal du délit), le dispositif ne frappait que les deux complices, qui étaient les deux évêques ordonnés. Supposera-t-on que « le passage relatif à Proculus a disparu de cette lettre, » ou peut-être qu'il y avait eu une lettre de même destination, traitant spécialement de Proculus<sup>2</sup>? Ce sont là des hypothèses inutiles, et la première phrase de la lettre *Multa* nous oblige à les rejeter. Proculus ne peut pas avoir été condamné à la date du 22, puisque le 29 Zosime nous dit qu'un sursis lui a été accordé et qu'il tarde à comparaître. La *cognitio* antérieure au 22 septembre n'a donc abouti, comme on le voyait dans la lettre *Cum adversus*, qu'à la condamnation d'Ursus et de Tuentius<sup>3</sup>.

Toute notre lettre *Multa* confirme cette première conclusion. Zosime y parle de Proculus comme d'un évêque indigne et rebelle, mais comme d'un évêque. Son cas est exactement assimilé à celui de l'évêque de Vienne Simplicius, contre lequel aucune procédure n'a encore été faite. Plus tard, quand Proculus aura véritablement

1. *Fastidiose ferens* peut vouloir dire, ou bien : « alléguant avec hauteur, » ou bien : « supportant avec hauteur; » le premier sens m'a paru plus indiqué. Il n'y a pas de doute sur le sens de : *induciae*, qui signifie proprement « suspension d'armes, » et par extension (Ammien, Cassiodore) « répit, » « délai accordé pour le paiement des impôts. »

2. Article de Mgr Duchesne, p. 285. On voit que Mgr Duchesne, qui suppose une lacune dans la lettre synodale (le canon relatif à Bricius de Tours), suppose aussi une lacune dans la lettre *Cum adversus*, ou même imagine ici une lettre perdue.

3. Ursus et Tuentius étaient d'assez minces personnages, d'une orthodoxie suspecte. Mais Proculus était un vieil évêque vénéré, et l'on comprend très bien que Rome ait hésité à le frapper.



été condamné, c'est-à-dire déposé au concile romain<sup>1</sup>, Zosime spécifiera bien qu'il ne le regarde plus comme un évêque<sup>2</sup>.

b). Mais voici un acte d'audace qui achève de nous émouvoir<sup>3</sup>; au concile de Turin, qui s'était réuni pour traiter de tout autres objets, cet intrigant a cru devoir faire injure au siège apostolique. Il a supplié basement ce concile de commettre pour lui un abus de pouvoir et de lui conférer le droit de faire, en qualité de métropolitain, les ordinations dans la Narbonnaise seconde. Et pour n'être pas seul, par ses sollicitations abusives et impudentes, à outrager le siège romain, il s'est assuré la complicité de Simplicius de Vienne; il l'a fait solliciter du concile, avec une égale impudence, le pouvoir irrégulier (*arbitrium*) de créer des évêques en Viennoise.

Chaque mot de ce texte est à retenir. Le *Attamen illa praesumptio*, « Mais voici que... » indique ici qu'à tous les griefs que le siège romain a déjà accumulés contre l'évêque de Marseille, et dont Zosime a fourni la liste copieuse dans sa lettre du 22, un grief de plus est à joindre, assavoir le recours au concile. Le plus simple est peut-être de penser que ce grief nouveau résulte d'un fait nouveau, lequel n'a été connu du pape qu'après la lettre du 22. Mgr Duchesne (p. 287) aime mieux croire que ce grief surrogatoire avait été soit oublié soit volontairement négligé dans le réquisitoire du 22; ainsi l'objet de la lettre *Multa* serait d'ajouter, à tous les chefs d'accusation déjà produits et qui ont trait à des faits tout récents (été de 417), un chef d'accusation passé sous silence, et qui résulte d'un vieux méfait commis par l'évêque de Marseille aux environs de 400 ou 404. Voyons si cette interprétation peut se concilier avec l'ensemble du texte.

1. Je ne vois aucune ambiguïté (Duchesne, article, p. 284) dans le sens de *damnatio*. Il s'agit de savoir si Proculus a été l'objet d'une sentence de condamnation rendue par le tribunal pontifical. Au reste, Mgr Duchesne est d'accord avec moi pour reconnaître que cette sentence ne pourrait être qu'une déposition.

2. J'ai tiré un argument supplémentaire, pour établir qu'à la date du 29 septembre 417 Proculus n'était encore qu'un accusé, de la lettre *Licet proxime* de Zosime, datée du 3 octobre 417. On lit dans cette lettre (Duchesne, *Fastes*, t. I, p. 99) : *eas de quibus quereris ecclesias per Proculum et Dominum ceterosque detineri*. Le pape nommerait-il Proculus comme évêque, parmi d'autres évêques, si, à la date du 3 octobre, Proculus était condamné? Je persiste à penser que non, bien que Mgr Duchesne objecte (p. 285) que Zosime vise ici « une situation de fait. » Viser ainsi une situation de fait, c'était, en quelque manière, la reconnaître.

3. *Admodum movi* a bien, conformément à l'usage épistolaire des Romains, le sens d'un présent. On peut en rapprocher le mot de la lettre *Magnum pondus* : *Unum sane movit nos* (Guenther, *Coll. Avell.*, p. 103), qui se rapporte à un fait tout récent.

Les mots *Attamen... admodum* signifient évidemment que Zosime a été encore plus ému par le recours de Proculus au concile de Turin que par l'ordination d'Ursus et de Tuentius. L'acte de rébellion de Proculus et le défi public qu'il a jeté au Saint-Siège ont moins profondément blessé le pape que la démarche qu'il a faite auprès du concile de Turin. Cela se concilie-t-il avec l'hypothèse de la réunion du concile en 400 ou 404 ?

Il faut s'arrêter un moment sur le membre de phrase *cum longe aliud ageretur*. Zosime attribue beaucoup d'importance au fait que le recours de Proculus et de Simplicius au concile n'avait pas été annoncé avant la réunion de l'assemblée; il redit un peu plus loin (*ab episcopis ob certas causas concilium agitantibus*) que la requête des deux évêques ne figurait pas au programme, d'avance rendu public, des délibérations du concile. Il est clair que pour Zosime il y a là une circonstance aggravante de l'acte délictueux de Proculus et de Simplicius. Si le concile s'est tenu en 400, il importe très peu, en 417, que le débat sur l'affaire des métropoles ait été inscrit d'avance à son ordre du jour ou qu'il ait été introduit incidemment. D'où vient que le pape insiste ainsi sur ce détail, qu'il devrait avoir oublié? Où est la circonstance aggravante? — Si au contraire le concile s'est assemblé en septembre 417, et si Zosime, le 29 septembre, vient de recevoir la nouvelle que Proculus et Simplicius ont recouru au concile, le *cum longe aliud...* et les mots *ab episcopis... agitantibus* prennent une valeur singulière, et Mgr Duchesne doit bien reconnaître que toute la lettre s'anime. Zosime écrit, il l'a dit, dans un état de vive émotion; c'est que la nouvelle du recours des deux évêques au concile ne fait que de lui parvenir, et lui parvient à l'improviste; et il en a deux fois exprimé sa surprise douloureuse. On voit parfaitement, aussi, où est la circonstance aggravante : Proculus et Simplicius ont agi secrètement; ils ont laissé ignorer au pape, pour qu'il ne pût parer d'avance au coup qui lui était destiné, qu'ils allaient attaquer son décret devant le concile de Turin. Bien plus, Zosime doit déjà se rendre compte que la ruse des deux évêques gaulois n'a pu réussir que grâce à la complicité de l'évêque de Milan, président et convocateur du concile : il y a eu un complot formé contre Rome entre Marseille, Vienne et Milan.

Zosime dit que Proculus a « fait injure au siège de l'apôtre, » et il va reparler tout à l'heure de « l'outrage jeté à son siège » par Proculus et Simplicius. Si l'on admet mon interprétation, l'outrage est certes manifeste. Proculus, qui a déjà hautement proclamé qu'il tenait pour rien le décret apostolique, vient de demander au concile de prononcer que le décret était nul. Nulle injure plus grave ne pou-

vait être faite au siège romain. Et j'ajoute qu'après l'acte de rébellion ouverte qu'il avait déjà commis, l'évêque de Marseille n'avait vraiment qu'un moyen d'aggraver encore son cas, qui était justement de solliciter l'appui du concile. Mais que devient l'outrage fait au siège romain si le concile de Turin s'est tenu en 400? Mgr Duchesne va nous le dire. Sans doute, accorde-t-il, le Saint-Siège n'a pu être offensé gravement par la démarche des évêques de Marseille et de Vienne que si, antérieurement à leur démarche, il avait condamné leurs prétentions, et il n'a certainement pas existé d'autre décrétale donnant raison à Arles contre Marseille et Vienne que la décrétale *Placuit* (22 mars 417); mais « pour Zosime, endoctriné par Patrocle, le Saint-Siège était engagé en faveur d'Arles depuis les origines les plus lointaines » (p. 288)<sup>1</sup>. Admettons que Zosime ait cru de bonne foi à la légende de saint Trophime, premier missionnaire de Rome en Gaule et premier évêque d'Arles. Cette antique tradition, que ne confirmait aucun texte écrit, engageait-elle Rome d'une manière assez positive pour que Marseille et Vienne, en maintenant contre Arles leurs prétentions, fissent injure au siège romain? — Accordons encore qu'il y ait eu, de la part de Proculus et de Simplicius, quelque irrévérence envers Rome à recourir au concile en 400; une incorrection si vénielle, commise dix-sept ans plus tôt<sup>2</sup>, et ainsi depuis longtemps prescrite, explique-t-elle la grande colère du pape? Et pouvait-elle être jugée plus grave, plus offensante pour le siège apostolique, que la révolte scandaleuse et toute récente de Proculus? Le langage que le pape tient à Proculus, dans le système de Mgr Duchesne, est exactement celui-ci : « Vous avez, il y a moins de quatre mois, violé mes décrets solennels avec intention et avec publicité; vous venez de braver effrontément l'autorité apostolique (cela serait pardonnable, et ne m'a ému qu'à moitié). Mais ce qui m'émeut tout à fait, c'est que vous ayez osé, il y a dix-sept ans, plaider en concile contre un compétiteur qui passait, bien que ne pouvant produire aucune déclaration formelle d'aucun pape, pour le protégé de Rome. » Comment peut-il être plus grave d'avoir désobéi dix-sept ans avant le décret qu'au lendemain du décret? Je n'arrive pas à l'imaginer.

1. Mgr Duchesne accorde ici qu'au concile de Turin le compétiteur qui disputait à Proculus la juridiction métropolitaine en Narbonnaise II était l'évêque d'Arles. Dans ses *Fastes* (t. I, p. 102), il supposait que c'était l'évêque d'Aix. (Où serait alors l'offense faite par Proculus au Saint-Siège?)

2. Dans ses *Fastes* (t. I, p. 89), Mgr Duchesne place en effet le concile vers 400. Il est juste d'ajouter qu'ailleurs (*Comptes-rendus de l'Académie des Ins-*

Il faut examiner particulièrement le cas de l'évêque de Vienne Simplicius. On voit sans peine, dans mon interprétation, pourquoi Zosime le maltraite : Simplicius vient, d'accord avec Proculus, de demander au concile la confirmation des pouvoirs que le pape lui avait retirés. Mais quel est, suivant Mgr Duchesne, son crime unique ? C'est de n'avoir pas, dix-sept ans auparavant, fait attention que le Saint-Siège « était engagé en faveur d'Arles dès les origines les plus lointaines, » encore qu'aucune pièce n'attestât cet engagement, et d'avoir tenté de défendre les privilèges de son église contre les ambitions arlésiennes. Pourtant il est bien clair qu'en tranchant le différend par une décision souveraine où il n'est fait aucune mention des débats qui ont précédé, le pape a comme annulé la procédure antérieure, et qu'il ne peut dès ce moment exiger qu'une chose, c'est qu'on se soumette à sa décision. Ce Simplicius est bien malheureux ; la décrétale *Placuit* ayant disposé, le 22 mars 447, qu'il céderait ses pouvoirs à l'évêque d'Arles, il s'est laissé dépouiller. Ses droits devaient lui être fort chers, puisqu'il les avait soutenus devant le concile de 400 ; mais, dès que le pape eut parlé, il a cédé et s'est tu. Une telle conduite valait bien un mot d'éloge ; on s'attend à voir le pape opposer la docilité méritoire de l'évêque de Vienne à la révolte de l'évêque de Marseille ? Or Zosime n'a pour l'évêque de Vienne que des invectives ; il lui reproche avec amertume de n'avoir pas, dès 400, prévu le décret de mars 447. Il ne suffit pas que Simplicius ait obéi à un ordre reçu (et quel ordre !) : il aurait dû obéir dix-sept ans à l'avance. Ce prélat soumis est déclaré « aussi effronté » (*non dissimili impudentia*) que le rebelle Proculus.

Le Zosime que j'ai présenté est un personnage fort original ; il a l'humeur violente et despotique, il est inconsidéré, menteur, impatient, excessif en toutes choses ; pourtant, la raison de tous ses actes s'aperçoit parfaitement<sup>1</sup>. Le Zosime de Mgr Duchesne est un aliéné. Il n'y a pas d'explication possible de sa conduite envers Simplicius.

c). Vouloir arracher à des évêques, assemblés en concile pour traiter d'autres affaires connues d'avance, de pareilles concessions, c'est un coup d'insolente audace, auquel nous devons couper court dès le commencement d'exécution...

*criptions*, 4<sup>e</sup> sér., t. XIX, p. 369) il le place entre 398 et 407. Il n'y aurait rien de changé, quand l'intervalle supposé serait réduit de dix-sept ans à dix ans.

1. Ce que je dis ici du caractère de Zosime, d'après nos documents sur l'affaire des métropoles provençales, serait confirmé de tous points par l'étude de sa correspondance avec les églises d'Afrique.

*Indecens ausus, et in ipso vestibulo resecandus* : voici enfin le texte positif qui nous manquait encore. Il ne s'agit plus maintenant d'impossibilité morale. Nous avons de Zosime, écrite le 29 septembre 447, l'attestation claire et certaine que le concile de Turin, à cette date, vient seulement de se réunir. La démarche des deux évêques en est encore aux premiers pas, et le pape estime qu'il y doit tout de suite couper court.

Cette interprétation du texte n'est que littérale. Mgr Duchesne (p. 283, note) la trouve « bien subtile. » Le *vestibulum* dont il s'agit ici est, pense-t-il, le *vestibulum causae*. « L'audacieuse prétention d'en appeler aux conciles aurait dû être écartée par la question préalable. » Le sens du mot *vestibulum* qu'adopte ici Mgr Duchesne, désireux de fuir la subtilité, me paraît vraiment un peu détourné. Dans la phrase de Zosime, *vestibulum* paraît bien se rapporter étroitement à *ausus*<sup>1</sup>. Mais la traduction qu'on nous propose pour le mot *resecandus* est décidément inadmissible. Il y a ici une véritable violence faite au texte. Si Zosime avait voulu dire que le concile *aurait dû* couper court à la démarche des deux évêques, il aurait écrit : *et qui in ipso vestibulo resecandus fuit*, ou *erat*. Le participe en *-dus*, quand il n'est pas accompagné de l'auxiliaire à un temps passé, indique toujours une obligation présente<sup>2</sup>. Ainsi la phrase que j'examine achève de condamner le système de Mgr Duchesne. Il n'y a qu'une façon d'entendre le texte : la démarche de Proculus et de Simplicius, au moment où Zosime écrit, en est encore au *vestibulum*, et Zosime croit être à temps d'y couper court. A la date du 29 septembre 447, le pape Zosime vient à peine d'apprendre la réunion du concile de Turin.

Comprendre un texte n'est pas seulement donner un équivalent approximatif de chacune des expressions qui s'y trouvent ; c'est faire la synthèse de toutes ces données particulières, c'est reconstituer en soi l'état d'esprit et de sentiment où l'auteur du texte s'est trouvé quand il écrivit. Comprendre la lettre *Multa contra*, c'est éprouver

1. Mgr Duchesne connaît certainement des exemples de l'emploi du terme juridique *vestibulum causae*, équivalant à notre expression : question préalable ou préjudicielle. Je n'en ai su trouver aucun ; Forcellini n'en donne pas.

2. J'ai consulté sur ce point de grammaire mon maître M. Max Bonnet, de Montpellier. Il me répond : « *Resecandus*, signifiant *qui resecandus fuit*, serait une incorrection qu'on ne pourrait raisonnablement attribuer à un auteur écrivant comme celui-ci que si les faits, parfaitement établis par ailleurs, ne permettraient pas de l'entendre autrement. » — Il faudrait, pour confirmer son interprétation, que Mgr Duchesne citât des exemples d'un pareil emploi du participe en *-dus*.

la surprise, la colère passionnée où le recours de Proculus et de Simplicius au concile de Turin jeta l'évêque de Rome Zosime, le 29 septembre de l'année 417. Pour qui a compris la lettre, il est, — non pas plausible ou probable, — mais sûr de toute certitude que la réunion du concile n'est antérieure que de peu de jours, le temps d'un trajet de poste de Turin à Rome, au 29 septembre 417. A vrai dire, nous avons affaire ici à un texte si clair, et la signification des expressions que j'y ai relevées est si manifeste, que l'on se demande seulement comment Baronius, Sirmond, Baluze, Quesnel, Tillemont, Coustant, les Ballerini, Loening, M. Gundlach, enfin Mgr Duchesne ont pu le lire et le relire sans en apercevoir le sens. Il y a là un exemple remarquable de la vitalité de l'erreur. Un historien devrait toujours lire une pièce comme s'il était le premier à la connaître. Si Baluze eût découvert la lettre *Multa* dans un manuscrit unique et ignoré, il est probable qu'il l'aurait comprise, qu'il aurait tressailli de la surprise douloureuse du pape Zosime, et qu'il eût mis aussitôt le concile de Turin à sa place véritable. Mais il connut d'abord la lettre par Baronius ou Sirmond, et dès la deuxième phrase une note le renvoya au *Concilium taurinense* de 397; il accepta la date admise avant lui, et le sens de la lettre lui échappa; quand il la lut une deuxième et une troisième fois, il n'avait plus aucune chance de la comprendre.

## II.

Faut-il des confirmations? J'en ai donné une qui a son prix, et que Mgr Duchesne a négligé de relever. Si nous n'avions d'indication sur la date du concile que par la lettre *Multa*, nous estimerions que le concile s'est réuni de six à dix jours avant le 29 septembre 417, pour que la nouvelle de sa première délibération pût être portée à Rome le 28 ou plutôt le 29<sup>1</sup>; nous placerions l'ouverture de l'assemblée entre le 20 et le 24 septembre. Or la lettre synodale de Turin, à défaut de date d'année, nous donne la date de jour de l'ouverture, et c'est celle du 22 septembre : *Sancta synodus, quae convenit in urbe Taurinantium die X kalendas octobris*.

Simple rencontre, doit penser Mgr Duchesne. Le hasard a-t-il fait aussi que Zosime, parlant d'un fait ancien de dix-sept ans, en ait parlé comme d'un fait de la veille, et qu'au souvenir d'un manque

1. Zosime n'a pas attendu pour écrire sa lettre, puisqu'il voulait arrêter les évêques *in ipso vestibulo*.



d'égard dont son avant-prédécesseur avait été l'objet en 400, il ait bondi de colère comme sous une injure personnelle et présente? Une telle coïncidence de rencontres serait prodigieuse.

Mais voici une confirmation nouvelle. Le deuxième canon de Turin, qui régla le différend de Vienne et d'Arles au sujet des pouvoirs métropolitains en Viennoise, porte la trace manifeste de deux délibérations successives. Le concile donna d'abord pleinement raison à l'évêque de Vienne et le reconnut métropolitain de la province entière. Ensuite, revenant sur la question, il adopta une solution transactionnelle et décida de partager la province entre les deux compétiteurs.

Comment expliquer, me demandai-je au cours de mon travail, que le concile, corrigeant sa première décision, ait ainsi retiré à l'évêque de Vienne la moitié de ce qu'il lui avait accordé? Il faut que l'évêque de Vienne, au cours de la session synodale, ait transigé avec l'évêque d'Arles et consenti à céder à Arles la moitié de sa province, à condition de n'être pas inquiété dans l'exercice des droits qu'il se réservait. Les deux évêques auront ensuite demandé au concile de sanctionner la convention de partage qu'ils avaient passée.

L'étude des lettres de Zosime me prouva que la transaction avait certainement eu lieu et que Patrocle d'Arles en avait obtenu du pape la confirmation. En effet, tandis que dans sa lettre du 29 septembre Zosime invectivait également les deux évêques de Marseille et de Vienne, on voit que dans ses lettres postérieures, poursuivant les hostilités contre l'évêque de Marseille, il laisse l'évêque de Vienne en paix. Il y a plus; dans ses quatre lettres antérieures au 30 septembre<sup>1</sup>, Zosime déclare formellement, et sans craindre de se répéter, que Patrocle est seul métropolitain de la Viennoise, de la première Narbonnaise et de la deuxième Narbonnaise; or cette énumération des trois provinces de Patrocle ne se trouve plus dans les quatre lettres écrites après le 30 septembre. Zosime, par la suite, répète encore trois fois que Patrocle est métropolitain, et l'objet unique d'une de ces lettres, datée du 5 mars 448, est de confirmer Patrocle dans sa juridiction; mais il ne dit plus jamais qu'Arles doit être la métropole de la Viennoise et des deux Narbonnaises. C'est donc que Zosime a renoncé à maintenir dans leur intégrité les dispositions de son décret du 22 mars 447 en faveur de l'évêché

1. Non compris la lettre *Quid de Proculi*, dont il va être prouvé qu'elle est certainement postérieure. Pour les références qui justifient toute cette déduction, voir mon *Concile de Turin*, p. 107, p. 243 et suiv.

d'Arles. Et comme nous savons par ailleurs qu'il n'avait distraît de la province d'Arles ni la Narbonnaise de Narbonne ni la Narbonnaise de Marseille, la restriction qu'il a apportée à son décret primitif ne peut avoir porté que sur la Viennoise du nord, en conformité avec la deuxième décision du concile. Conclusion : le pape Zosime, après le concile, a consenti à homologuer la transaction passée à Turin entre les évêques d'Arles et de Vienne.

Pour établir le raisonnement que l'on vient de suivre, je n'avais tenu aucun compte des lettres de la collection canonique de Vienne, universellement regardées comme apocryphes, et que je tenais pour telles. Quant au document par lequel Zosime avait homologué le contrat d'Arles et de Vienne, je le supposais disparu. Or j'eus la surprise de le découvrir, mon travail étant achevé, dans la collection viennoise; c'est la lettre *Revelatum nobis*, adressée par Zosime à Simplicius le 4<sup>er</sup> octobre 417. Coustant avait remarqué le bon style et l'air d'antiquité de cette lettre, à laquelle on ne peut reprocher, dans la forme, que le titre d'*archiepiscopus*<sup>1</sup> attribué dans l'adresse à Simplicius. S'il la rejetait comme apocryphe, c'est, nous dit-il, qu'elle lui paraissait inconciliable avec les données des documents authentiques. Or la prétendue incompatibilité signalée par Coustant se change, quand on a remis le concile de Turin à sa place, en un accord étroit qui est à lui seul la preuve sans réplique de l'authenticité de la pièce.

Pour que le faussaire viennois l'eût fabriquée, il faudrait qu'il eût reconnu la date du concile de Turin, et qu'il eût fait lui-même, sur la lettre synodale et les lettres authentiques de Zosime, toutes les déductions que l'on vient de suivre<sup>2</sup>. J'avais donc eu la bonne fortune de retrouver un document dont j'avais pu, sans le connaître, reconstituer le sens. La lettre *Revelatum* mettait tout ensemble hors de doute et la ratification par le pape de l'accord passé entre Arles et Vienne, et la réunion du concile en 417.

1. Il est bien clair que le collecteur viennois, qui, dans ses faux, donnait à un évêque de Vienne le titre d'*archiepiscopus* dès le III<sup>e</sup> siècle, devait le leur donner aussi dans un document authentique du V<sup>e</sup>. Un de mes juges, à la soutenance de ma thèse, m'a reproché très justement de n'avoir pas signalé le fait que les deux lettres *Revelatum*, de Zosime, et *Quali pertinacia*, de Léon I<sup>er</sup>, sont rythmées, alors que les faux de la collection viennoise ne le sont pas.

2. J'ai montré, au reste, que la lettre *Revelatum*, loin de cadrer avec tout le système des faux viennois, le contredit et suffirait à le renverser. M. Pfister a-t-il, après m'avoir lu, ouvert les *Epistolae viennenses*? A côté des faux vraiment faux, la lettre *Revelatum* fait une tache aussi vive que ferait une fleur naturelle dans un bouquet de fleurs de papier. J'ai peine à croire qu'un critique hésite à le reconnaître.

Pures coïncidences, pense encore Mgr Duchesne. Le collecteur viennois aura forgé cette lettre au petit bonheur, sans prendre garde qu'elle jurait avec ses faux voisins; c'est par hasard qu'il l'aura datée du 4<sup>er</sup> octobre 417; c'est sans le vouloir qu'il l'aura rythmée, alors qu'il ignorait les règles du *cursus*. Tout cela est fort naturel. — Et comme il interpolait la lettre synodale pour y ajouter l'absolution de Bricius, comme il interpolait la lettre *Cum adversus* pour y ajouter la condamnation de Proculus, comme il se refusait à prendre à la lettre les termes de la lettre *Multa contra*, Mgr Duchesne rejette la lettre *Revelatum* « dans le panier aux apocryphes. » Quand les textes condamnent un système et qu'on n'est pas prêt à changer de système, que faire, sinon changer les textes, ou les tourner, ou les écarter?

Mais Mgr Duchesne invoque ici un argument de vraisemblance : « Le 29 septembre, dans la lettre authentique *Multa*, Simplicius est pour Zosime un impudent, qui outrage le siège apostolique, en prétendant au droit d'ordonner des évêques dans sa province. Le surlendemain, dans la lettre *Revelatum*, le lion est changé en agneau. Le concile de Turin est devenu pour lui une autorité aussi compétente que respectable... Non, c'est trop invraisemblable. » — Le revirement est soudain, mais il est très bien expliqué. Zosime a changé d'attitude envers l'évêque de Vienne du jour au surlendemain; c'est qu'entre-temps il avait appris que l'évêque de Vienne avait fait la paix avec Arles, c'est-à-dire avec Rome<sup>1</sup>. Ainsi la volte-face du pape répond exactement au changement de décision du concile, et les deux faits ont eu la même cause, qui fut la transaction convenue entre Simplicius et Patrocle. Où l'on nous signale le désaccord et l'incohérence, nous ne trouvons que cette correspondance délicate qui est le plus sûr indice de la vérité.

Eh! quoi, tant de précipitation? insistera Mgr Duchesne<sup>2</sup>. Zosime ne devait-il pas attendre quelque peu et laisser oublier ses violences avant de tendre la main? Je réponds que Zosime ne pouvait pas attendre. Dans sa lettre *Multa*, écrite et expédiée le 29 septembre, il avait traité l'évêque de Vienne en ennemi, sans savoir qu'à ce moment déjà la paix avait été conclue avec lui à Turin. La bonne

1. Mgr Duchesne convient lui-même (*Fastes*, t. I, p. 96) que Patrocle d'Arles disposa à son gré, pendant le règne de Zosime, de l'autorité du Saint-Siège.

2. Si l'on prétendait qu'un pape tel que Zosime ne pouvait se déjuger, je répondrais que, dans l'affaire de Pélage et Célestius, il a fait une volte-face probablement moins soudaine, mais aussi complète. — Zosime et Patrocle, à vrai dire, ne sont guère gens de bonne foi. Mais l'engagement pris par Patrocle à Turin, et connu de tous les membres du concile, ne pouvait pas être éludé.

foi exigeait que le pape retirât immédiatement les expressions offensantes de sa lettre du 29<sup>1</sup>. Au surplus, la précipitation est le trait le mieux attesté du caractère de Zosime : le 22 mars 417, quatre jours après son élection, il publie le décret *Placuit*, qui doit faire une révolution dans l'Église; le 29 septembre, avisé que le concile de Turin délibère sur son décret, il lance aussitôt la lettre *Multa*, sans attendre la décision du concile; le 1<sup>er</sup> octobre, informé par Patrocle de l'accord passé entre Arles et Vienne, il adresse immédiatement à Simplicius la lettre *Revelatum*. Par ses prétentions à l'absolue souveraineté sur l'Église entière, Zosime est un vrai pape du moyen âge, comme un premier Boniface VIII. Mais le pape, au v<sup>e</sup> siècle, n'a pas encore de cardinaux-conseillers pour ralentir ses résolutions, de bureaux de chancellerie pour retarder l'envoi de ses décrets. L'impatience de Zosime et sa promptitude à décréter et à notifier sont un cas unique dans l'histoire des papes.

Une troisième confirmation va nous être fournie par la lettre *Valentinae nos* du pape Boniface, datée du 13 juin 419<sup>2</sup>. Observons d'abord que dans le système de Mgr Duchesne, comme le concile de Turin est antérieur au décret *Placuit* de Zosime et que l'évêque de Vienne s'est soumis à la décision pontificale qui le privait de sa juridiction, la Viennoise tout entière, y compris Vienne et Valence, a fait partie entre 417 et 443 de la province ecclésiastique d'Arles. Dans mon système, au contraire, il y a eu, en septembre 417, un partage de la Viennoise entre les métropoles de Vienne et d'Arles, et Vienne a été de 417 à 443 la métropole des évêchés du nord de la province, particulièrement de Valence.

L'adresse de la lettre est la suivante :

BONIFACIUS *episcopus* PATROCLO (Arles), REMIGIO, MAXIMO, HILARIO (Narbonne), SEVERO (Vence?), VALERIO, JULIANO, CASTORIO (Apt), LEONTIO, CONSTANTINO, JOANNI, MONTANO, MARINO, MAURICIO, et *caeteris episcopis per Gallias et septem provincias constitutis*.

Suit une longue diatribe contre l'évêque de Valence Maximus,

1. A la date du 1<sup>er</sup> octobre, en même temps que le *legatus* de Simplicius, Zosime avait reçu un message de Patrocle, à moins même (ce qui expliquerait encore mieux les choses) que Patrocle ne fût déjà arrivé de Turin à Rome. C'est ce qu'attestent les mots : *Revelatum nobis est*. On sait, par la lettre *Quid de Proculi*, de date incertaine, que Patrocle, quelque temps après le concile, fit un séjour à Rome.

2. Migne, t. XX, col. 756. J'ai étudié ce document à la p. 118 de mon livre, n. 1. Je ne note ici que les identifications de sièges admises par Mgr Duchesne.

manichéen, homicide, obstiné procédurier qui, par des subterfuges ou par la contumace, élude depuis des années la justice synodale. C'est en vain que les papes ont plusieurs fois délégué pour le juger des conciles provinciaux. La lettre s'achève par l'ordre donné aux évêques de la province de juger enfin l'indigne : *Et decrevimus vestrum debere intra provinciam esse iudicium, et congregari synodum ante diem Kalendarum Novembrium... Nos autem per omnes provincias epistolas dirigimus, ne excusationem sibi ignorationis obtendat, ut ad provinciam venire cogatur, et illic se constituto praesentare iudicio. Quidquid autem vestra charitas de hac causa duxerit decernendum, cum ad nos relatum fuerit, nostra, ut condecet, necesse est auctoritate firmetur.*

Quelle est la province (ecclésiastique, à coup sûr) où Maxime doit se rendre, où doit avoir lieu le procès, où le concile doit se réunir avant le 4<sup>er</sup> septembre? Évidemment la province de Patrocle, nommé en tête de la liste des quatorze évêques, et les treize évêques nommés après lui sont tous ses suffragants<sup>1</sup>. Si Boniface se dispense de nommer la province qu'il vise, c'est qu'elle est suffisamment désignée par cette série de noms propres. Aussi bien les quatre évêques de la liste des treize qui nous sont connus étaient-ils certainement les suffragants de Patrocle.

Mais, dira Mgr Duchesne, Boniface a ajouté : *et caeteris etc.*; les *caeteri* ne sont pas les suffragants de Patrocle. Sans doute; adressée en première ligne aux évêques d'une province, la lettre est destinée à être lue par les évêques des autres provinces gauloises. Nous savons par le contexte que Boniface écrit à une province; il faut de nécessité que les *caeteri* soient en dehors de cette province.

Or l'évêque de Vienne Simplicius (ou peut-être son successeur Paschasius) ne figure pas dans la liste des suffragants d'Arles; c'est donc que Vienne, en 449, ne faisait pas partie de la province arlésienne.

D'autre part, Maxime de Valence n'appartient pas davantage à la province d'Arles; en effet, si Maxime était suffragant d'Arles, le

1. Quand un pape écrit aux évêques d'une province (c'est évidemment le cas ici) ou à un groupe d'évêques formant concile, comme les évêques des provinces africaines ou encore ceux de l'*Illyricum*, il nomme toujours le métropolitain ou le président du concile (je pense aux évêques de Carthage et de Thessalonique) le premier, avant les suffragants ou assistants. Cf. Innocent, ép. XVII (*Magna me*, Migne, t. XX, p. 527), ép. XXIX (*Inquirendis*, p. 582); Célestin, ép. XXI (*Apostolici verba*, a. 431, Migne, t. I, p. 528), etc. Ailleurs, écrivant à trois provinces, le pape ne nomme que les trois métropolitains : Léon I<sup>er</sup>, ép. CIII, *Impletis* (452); Migne, t. LIX, col. 988.

concile arlésien aurait, en vertu des canons, pleins pouvoirs pour le condamner; il ne le jugerait pas en vertu d'un décret spécial du pape. Le pape pourrait écrire aux évêques de la province d'Arles : « Jugez-le, » ou même plutôt : « Comment ne l'avez-vous pas encore jugé? » Il ne leur écrirait pas : « Nous décidons qu'il sera jugé par vous, dans votre province. » Enfin la sentence rendue, suivant la procédure ordinaire, par le concile provincial, serait exécutoire par elle-même, sans avoir à être confirmée par le pape. C'est donc en vertu d'une *delegatio cognitionis* (comme dans les cas antérieurs trois fois visés dans la lettre), que le concile de Patrocle doit juger Maxime, et Valence, en 449, ne fait pas partie de la province d'Arles. Tout se passe comme si, après le décret *Placuit* du 22 mars 447, la Viennoise avait été partagée entre Arles et Vienne, ou, en d'autres termes, comme si le concile de Turin était postérieur au décret *Placuit*<sup>1</sup>.

Dernière remarque. Les trois premières suscriptions du concile d'Orange de 444 sont celles des évêques : 1<sup>o</sup> d'Arles, 2<sup>o</sup> de Vienne, 3<sup>o</sup> de Lyon; suivent quatorze signatures de simples évêques de cités. Au concile de Vaison de 442, après la suscription de l'évêque du lieu, qui est la première, viennent celles de l'évêque d'Arles, puis de l'évêque de Vienne, puis de vingt simples évêques<sup>2</sup>. N'est-il pas évident que, dans les deux cas, les métropolitains signèrent avant les simples évêques, et que Vienne, en 441-442, était métropole comme Arles et comme Lyon? C'est donc qu'il y avait eu partage de la Viennoise, puisqu'il est certain qu'une partie de cette province relevait d'Arles.

Enfin, nous voyons ici que Vienne, à la différence de Marseille, entretenait de bonnes relations avec Arles<sup>3</sup>. Nous en savons la rai-

1. Mgr Duchesne remarque, à propos de la lettre *Valentinae* (*Fastes*, t. I, p. 108) : « Patrocle est nommé le premier, mais c'est tout ce qu'on lui accorde. Dans le texte, il n'est pas question de lui. Le pape ne dit pas qu'il doit convoquer ou présider le concile, ni que celui-ci doit se tenir à Arles... » Mais : 1<sup>o</sup> le pape dit clairement que le concile dont il ordonne la réunion sera un concile provincial (*vestrum intra provinciam*); 2<sup>o</sup> si le pape ne nomme pas la province (ce point ne peut avoir été laissé dans le vague), c'est évidemment qu'elle était suffisamment désignée par la liste des noms propres, et, d'après l'usage, nommer Patrocle en tête d'une série d'évêques de la même province, c'était le reconnaître leur métropolitain. Donc Patrocle convoquera et présidera. Lœning, que Mgr Duchesne combat ici, a parfaitement raison d'admettre que, dans ses premières années (417-422), Boniface a continué à l'égard d'Arles la politique de Patrocle.

2. Duchesne, *Fastes*, t. I, p. 347-349.

3. Les évêques de Marseille et leurs suffragants ne paraissent dans aucun des trois grands conciles arlésiens de 439 (Riez), 441 et 442.



son : lors du conflit de 447, Arles avait fait sa paix avec Vienne, mais non avec Marseille. L'interprétation que j'ai donnée des documents de 447 se trouve ainsi confirmée une fois de plus.

### III.

Pour ceux qui, n'ayant pas à l'avance pris leur parti sur la question, auront suivi toute l'argumentation qui précède en se reportant aux textes, je ne crois pas qu'il puisse subsister de doute sur la date du concile. Mais il faut examiner les deux objections principales de Mgr Duchesne<sup>1</sup>.

La première est tirée de la lettre *Quid de Proculi*, du pape Zosime, datée du 26 septembre 447. On trouve dans cette lettre la mention d'un concile qui est certainement le nôtre (*in quem furtive locum per indebitam synodum Proculus usurpatum inreperat*). Or, dans mon système, les nouvelles du concile de Turin ne sont parvenues à Rome que le 29 septembre.

Je maintiens que la date du 26 septembre que porte la lettre est certainement fausse. La date, d'abord, peut être fausse, car le document nous est parvenu par une traduction manuscrite unique; tous nos manuscrits procèdent de l'exemplaire primitif des privilèges arlésiens. D'autre part, il y a des raisons externes de tenir la lettre pour suspecte. La date du 26 septembre 447 est commune, dans la collection arlésienne, à la lettre *Quid de Proculi* et à la lettre *Mirati admodum*, qui la précède immédiatement dans le recueil. Il est à craindre qu'il n'y ait eu doublement de date; cette crainte est d'autant plus fondée qu'il y a dans la même collection deux autres couples de lettres de même date, et j'ai fait voir que dans l'un et l'autre cas il était très difficile d'admettre que les deux documents accouplés fussent exactement contemporains<sup>2</sup>. Le collecteur arlésien semble avoir été dans l'usage, quand il avait une lettre de pape privée de sa date, de la mettre à sa place présumée dans la série chronologique approximative de ses documents, et de lui attribuer ensuite arbitrairement la date de la lettre précédente. Enfin la lettre *Quid de Proculi* n'a pas pu être écrite le 26 septembre, car la condamnation de Proculus y est donnée comme un fait accompli<sup>3</sup>.

1. Article, p. 283. La solution des deux difficultés se trouve déjà indiquée, un peu plus brièvement, dans mon *Introduction*, p. xviii et suiv.

2. *Le Concile de Turin*, p. 115, n. 1, et p. 196, n. 1.

3. Dans la lettre *Cum et in*, du 5 mars 448, nouvelle allusion à cette condamnation, qui apparaît alors comme datant de quelques mois.

Or nous avons vu par les lettres *Cum adversus* (22 septembre) et *Multa contra* (29 septembre) que Proculus, en fin septembre, n'était pas encore condamné. A la date du 29, fort du « sursis » qu'il avait obtenu, il tardait encore à comparaître. Nous avons d'une part un système de quatre documents dont les dates s'accordent d'une façon rigoureuse et se confirment mutuellement : 1<sup>o</sup> lettre *Cum adversus*, du 22 septembre 447; 2<sup>o</sup> lettre synodale, où l'on apprend que le concile de Turin s'est réuni le 22 septembre; 3<sup>o</sup> lettre *Multa contra*, du 29 septembre 447, où l'on voit que le pape est informé des premières délibérations du concile, sans connaître encore ses décisions; 4<sup>o</sup> lettre *Revelatum*, du 4<sup>or</sup> octobre 447, écrite après que le pape eut reçu la décision définitive du concile, — et d'autre part un document isolé dont la date, par ailleurs suspecte, est inconciliable avec tout le système des quatre documents. En bonne méthode, c'est la date isolée et suspecte qu'il faut rejeter, et non pas le système des quatre dates. Observons au reste que la nécessité de renvoyer la *Quid de* à une date postérieure s'impose à Mgr Duchesne aussi bien qu'à moi. Il n'a pu l'éluder qu'en conjecturant que la lettre *Cum adversus* présentait une lacune à l'endroit de la condamnation de Proculus<sup>1</sup>, et en négligeant de tenir compte des mots *indutias adtributas* de la lettre *Multa*<sup>2</sup>.

Deuxième objection. Il me faut encore « dédoubler » le concile de Turin. Car il est bien sûr qu'il y a eu un concile de Turin avant le pontificat de Zosime, et celui-ci le mentionne en plusieurs de ses lettres. C'est le concile où Lazare, plus tard évêque d'Aix, attaqua la réputation de saint Brice. Que ce synode soit différent de celui auquel furent adressées les revendications de Proculus et de Simplicius, Zosime ne semble pas en avoir la moindre idée. Il ne numérote pas; il ne dit pas que celui dont il aurait appréhendé ou blâmé l'intervention soit le deuxième... »

Il est vrai que Zosime ne numérote pas; mais il n'avait pas à

1. Ou bien, hypothèse singulière, que Zosime, donnant dans la lettre *Cum adversus* les considérants de la condamnation de Proculus, en aurait donné le dispositif dans une autre lettre, que nous aurions perdue (article, p. 285-286).

2. Mgr Duchesne, défenseur du système de Tillemont, ne convient pas qu'il lui soit nécessaire de rejeter la lettre *Quid de* à une date postérieure. Mais Tillemont lui-même est bien près d'avoir aperçu cette nécessité, encore que dans son édition des lettres de Zosime la lettre *Quid de* fût datée incorrectement du 29 septembre au lieu du 26. Il écrit (*Mémoires*, t. XII, p. 697) : « Ce qu'il dit dans cette lettre (*Quid de*), qu'il avait déjà condamné Procule, nous porterait à croire qu'il l'avait déjà déposé de l'épiscopat. [Mais il y a plus d'apparence qu'il ne le fit que depuis, puisqu'il n'en parle point dans l'autre lettre écrite le même jour » (*Multa contra*).]

numéroter. Il n'a pas écrit un recueil de lettres; il a écrit des lettres, et chacune était, quand il l'écrivit, entièrement indépendante des lettres qui avaient précédé. Jusqu'au 22 septembre 447, il n'y avait pour le pape qu'un concile de Turin intéressant l'affaire des métropoles<sup>1</sup>, c'était le concile de 397-407 : il l'appelle *concilium taurinense*. A partir du 29 septembre, le pape connaît un autre concile de Turin, dont les décisions le touchent de beaucoup plus près : il l'appelle encore *concilium taurinense* tout court, sans numéroter. Devait-il prévenir une confusion entre le concile de Turin dont il parlait comme d'une assemblée réunie la veille, et le concile de Turin dont il avait parlé dans des lettres précédentes comme d'un fait ancien de plusieurs années, antérieur à l'usurpation de Constantin? Aucun contemporain ne pouvait s'y méprendre. Quant aux historiens modernes, à eux de se garder des identifications hypothétiques, ou tout au moins de ne pas prendre des hypothèses, même traditionnelles, pour des faits établis<sup>2</sup>.

« Le concile de Turin n'était pas une institution, » insiste Mgr Duchesne. Sans doute. Mais le recours au concile milanais était en Gaule un usage, et il y avait des raisons pour que l'évêque de Milan, voulant statuer sur les requêtes gauloises, convoquât son concile à Turin. Il n'est pas très surprenant qu'on ait tenu concile à Turin d'abord vers 405, puis en 447. Et quand la chose paraîtrait incroyable, il faudrait l'admettre tout de même, puisque deux pièces authentiques de 447 nous parlent d'un *concilium taurinense* ancien, et une troisième d'un *concilium taurinense* présent<sup>3</sup>.

1. Ce concile en effet avait débouté de sa plainte Lazare, ancien évêque d'Aix, ami de Proculus, et peut-être même l'avait déclaré calomniateur. C'est à propos de Lazare que Zosime cite deux fois cet ancien concile de Turin (ép. *Post-equam*, 21 sept. 417, § 3, et *Cum adversus*, 22 sept. 417, § 2; Migne, t. XX, col. 656 et 662). Il n'y a, dans la lettre synodale du seul concile de Turin dont nous ayons les actes, aucun canon relatif à Lazare et à Bricius.

2. L'identification était contre-indiquée. En effet, notre concile de Turin eut à s'occuper (voir les canons iv-v) d'affaires toutes semblables à l'accusation d'adultère intentée par Lazare contre Bricius de Tours. Les accusés, qui furent reconnus innocents, étaient l'évêque Triférius et le prêtre Spanus. Ces personnages obscurs étaient bien oubliés à la fin du v<sup>e</sup> siècle. Au contraire Bricius, réconcilié avec son ennemi saint Martin par la légende dévote, était devenu lui-même un saint très connu. Peut-on croire qu'au vi<sup>e</sup> siècle, lorsque la lettre synodale de Turin fut insérée dans la collection canonique primitive d'où nos collections subsistantes la tiennent, le collecteur ait conservé les canons iv-v relatifs à Triférius et à Spanus, et omis le canon qui vengeait saint Brice? Il aurait plutôt fait le contraire.

3. Comme on a identifié les deux conciles de Turin, on a identifié deux conciles de Saragosse qui sont sûrement distincts : celui de 380, dont nous

## IV.

Mgr Duchesne m'oppose enfin un dernier ordre des raisons. « Que le métropolitain de Milan et ses collègues se soient ingérés de juger ce conflit après le pape<sup>1</sup>; qu'ils se soient réunis en concile pour casser un décret du siège apostolique, c'est ce qui est monstrueux et sans exemple. Une pareille attitude eût été simplement schismatique. Et ce qui ajoute encore à l'invraisemblance, c'est que ce concile italien, qui s'ingérerait à reviser des décisions du siège apostolique, aurait poussé l'insolence jusqu'à affecter de les ignorer. Sa lettre synodale ne contient pas la moindre trace de l'intervention, je ne dis pas de Zosime, mais d'un pape quelconque dans les affaires de Provence. Les litiges portés devant l'assemblée ne sont nullement présentés comme ayant été examinés ailleurs, comme étant préjugés par une décision quelconque. Et l'on voudrait que, six mois auparavant, ils eussent été tranchés à Rome! Si cela était, la prétérition serait vraiment trop forte. Ce concile de révoltés eût été une assemblée de gens mal élevés. »

La prétérition dont Mgr Duchesne se plaint est très explicable; très instructive aussi, et on m'a reproché avec raison de n'avoir pas attiré l'attention sur un trait si remarquable de cette histoire. Les membres du concile de Turin se trouvèrent, comme un peu plus tard les évêques d'Afrique, dans une situation singulière, et terriblement embarrassante. Ils avaient pour le siège de l'Apôtre une grande déférence, et le malheur voulait que le nouveau successeur de l'Apôtre déchainât un « cyclone » dans l'Église; qu'il ne respectât aucune tradition; qu'il affirmât effrontément ce que tout le monde savait faux; qu'il eût en particulier entrepris de bouleverser l'organisation ecclésiastique de la Gaule et ordonné, de son bon plaisir, que trois évêques de métropoles perdraient leurs pouvoirs métropolitains et remettraient leur juridiction à un évêque particulier. Saisi de l'affaire par deux des métropolitains lésés, quel parti le concile devait-il prendre? S'il eût débouté les plaignants, qui invoquaient tout ensemble une loi organique de l'Église et un état de possession tra-

avons les actes avec la suscription de Symposius d'Astorga, et un autre tenu vers 396, qui est mentionné dans les actes du concile de Tolède de 400, et d'où Symposius d'Astorga, accusé de priscillianisme, se retira après un jour de séance. (Cette identification hypothétique, que personne n'a mise en doute, a gêné plusieurs commentateurs.) Pourtant le concile de Saragosse n'était pas une institution.

1. Pour moi, c'est le pape qui a créé le conflit.

ditionnel, il eût renoncé à défendre ces traditions et ces lois canoniques qu'il avait pour raison d'être de maintenir; il eût abdiqué devant les prétentions nouvelles du pape à l'absolue souveraineté sur toute l'Église, et consenti à la ruine du régime conciliaire, c'est-à-dire de la constitution même de l'Église. Dès lors la grande province de Milan aurait dû se préparer à disparaître, comme les provinces de Vienne et de Marseille, sur un simple décret de Rome<sup>1</sup>. — Le concile pouvait-il d'autre part prononcer la nullité du décret romain? Rome était le centre de l'unité catholique. Casser le décret du pape, c'était sans doute rompre avec Rome, se séparer du cœur de l'Église, ouvrir le schisme dans l'épiscopat latin. Il est possible que ces deux solutions extrêmes aient été proposées<sup>2</sup>. Le concile les écarta l'une et l'autre, et il adopta une solution moyenne, qui sauvegardait le droit des évêques sans mettre directement en cause l'autorité apostolique. Il ne voulut pas voir le litige unique existant entre les évêques de Vienne et de Marseille d'une part, et d'autre part le pape, patron de l'église d'Arles. Il affecta d'être en présence de deux litiges distincts entre évêques, et il examina séparément l'affaire Marseille contre Arles<sup>3</sup>, puis l'affaire Vienne contre Arles. Dans la lettre synodale, le pape ne fut pas nommé. Certes, la décision rendue portait une atteinte grave au prestige du siège romain. Pourtant Zosime avait pu craindre pire. Loin d'aggraver l'offense, la prétérition l'avait sensiblement atténuée.

Les membres du concile de Turin ont donc tâché de ne pas mériter le reproche d'insolence. Est-il vrai de dire qu'ils aient été des révoltés ou des schismatiques, que leur attitude semble monstrueuse? Ces expressions violentes sont peut-être un peu modernes. Elles me semblent supposer, sur l'état de l'église latine au début du v<sup>e</sup> siècle et sur le degré d'avancement de la politique romaine à ce moment de l'histoire, un sentiment que les textes autorisent mal. La doctrine de la monarchie pontificale s'est, il est vrai, constituée de bonne heure à l'évêché romain; à l'époque de Zosime, elle a atteint sa forme parfaite. Mais les évêques des provinces latines, à la fin du

1. Comment Mgr Duchesne peut-il dire (p. 292, note) que la querelle des évêques provençaux n'intéressait guère les évêques italiens du nord?

2. Il l'est surtout que Marolus de Milan ait pris d'avance le parti qui prévalut.

3. A proprement parler, Arles ne se porta pas partie contre Marseille. Patrocle mit habilement en avant les suffragants de Proculus qui voulaient se séparer de Marseille (Triférius, Rémigius, Octavius et Ursio); ceux-ci pouvaient se réclamer du principe : métropole civile, métropole ecclésiastique. C'est un point que j'aurais dû signaler.

iv<sup>e</sup> siècle et au commencement du v<sup>e</sup>, étaient-ils aussi soumis à Rome que le ferait croire le ton d'autorité que les papes prenaient alors en leur écrivant? La question, que Mgr Duchesne tranche d'un mot quand il parle de la révolte du concile de Turin, était jusqu'à présent très douteuse.

Les textes gaulois, naguère encore, nous manquaient un peu pour la résoudre. On peut signaler pourtant un mot significatif de Sulpice Sévère; il parle, en 403, d'Ambroise de Milan et du pape Damase comme des « deux évêques qui avaient (vers 380) le plus d'autorité dans l'Église<sup>1</sup>. » Ainsi Sulpice estime que l'autorité de Milan était, un peu avant son temps, comparable à celle de Rome : est-il très surprenant qu'en 417 l'évêque de Milan, assisté de son concile et avec les précautions que l'on sait, ait tenté de faire échouer le coup d'état de l'évêque de Rome? Que Mgr Duchesne fasse attention encore à ceux des événements de 417-418 sur lesquels il est d'accord avec moi : l'évêque de Marseille Proculus, prélat hautement considéré, après que Zosime lui eut enjoint d'abandonner sa province, puis son évêché, crut pouvoir faire bon marché des décrets formels et réitérés du pape. Même excommunié par Rome, il ne fut pas abandonné par son église, et une partie de ses suffragants lui restèrent fidèles<sup>2</sup>. Ce seul fait atteste que Zosime s'abusa grandement sur le degré d'autorité que les Gaulois reconnaissaient alors au pape, et que la doctrine romaine sur les pouvoirs du siège apostolique ne répondait pas à la réalité.

Nous sommes bien mieux renseignés sur les sentiments des églises d'Afrique. On y avait conservé à l'égard de Rome, depuis le temps de saint Cyprien, un mélange de grand respect et d'indépendance ombrageuse. Lorsque le pape Zosime, en 417, reçut dans sa communion Pélage et Célestius et prétendit contraindre les Africains à se conformer à sa décision, le concile de Carthage s'indigna, se « révolta, » exigea et obtint du pape la condamnation nouvelle des deux hérétiques. Deuxième révolte l'année suivante, sur une deuxième entreprise du pape. Pour obliger l'épiscopat d'Afrique à reconnaître au Saint-Siège une juridiction d'appel sur les prêtres africains condamnés par leur concile, le pape avait fait produire au concile de Carthage par ses deux légats de faux canons de Nicée; le concile

1. Sulpice Sévère, *Chron.*, II, 48, 5.

2. Il faut que Proculus ait eu pour lui une partie notable du haut clergé gaulois pour que la patrice Constantius, protecteur de Patrocle, n'ait pas cru pouvoir le chasser de son siège. A mon sens, un des effets du concile de Turin a été justement de rendre impossible l'intervention du pouvoir civil sur laquelle Patrocle et Zosime avaient compté.



refusa avec autant de fermeté que le concile de Turin de se plier aux prétentions romaines<sup>1</sup>. Il eut même moins de ménagements dans la forme, et osa condamner expressément la doctrine affirmée par le pape; il prononça que « tout clerc africain qui porterait appel du jugement d'un concile d'Afrique au siège de Rome (*ad transmarina judicia*) serait excommunié. » Pourtant il était plus facile d'accorder au pape une juridiction d'appel sur les clercs que de lui reconnaître le droit de faire et de défaire les provinces ecclésiastiques, de déposer les évêques; il est un peu inexact de dire que Zosime eût « mis en question toute l'organisation de l'église africaine. » Comment Mgr Duchesne ne déclare-t-il pas le concile de Carthage de 418 inauthentique?

Les faits qu'un hasard m'a fait découvrir enrichissent d'une manière inespérée notre connaissance des progrès de la politique pontificale au <sup>v</sup>e siècle et des résistances qu'elle eut à vaincre. Mais les documents nouveaux ne font ici que compléter les anciens et ne les contredisent nullement. Le concile de Turin de 417 n'est pas un fait isolé; dans la prochaine collection des conciles, il précédera tout naturellement les deux conciles de Carthage de 417 et 418. On a vu plus haut que nous possédions ces témoignages « clairs et inéluctables » contre lesquels des arguments de vraisemblance ne sauraient prévaloir; on voit maintenant que, pris en eux-mêmes, les arguments de vraisemblance invoqués par Mgr Duchesne paraissent fragiles.

Mgr Duchesne estime-t-il encore qu'il n'y a rien, rien? Si mes raisons ne lui ont pas semblé décisives, je ne lui demanderai qu'une chose : d'oublier pour une demi-journée tout ce qu'il sait et tout ce qu'il a lui-même écrit sur l'histoire des métropoles provençales, de se dégager entièrement des répugnances personnelles qu'il paraît avoir à accepter pour vrais les faits que j'ai racontés, et de lire la correspondance du pape Zosime comme s'il l'abordait pour la première fois, en cherchant, non pas à trouver pour chaque expression une signification qui se laisse concilier avec l'interprétation traditionnelle des textes, mais à donner à chaque mot son sens naturel et direct. J'ai assez de confiance dans sa curiosité désintéressée pour être assuré qu'il fera cet effort, bien digne d'un véritable savant.

Il m'est impossible de refaire un livre en un article, et de reprendre

1. Les légats soutenaient que le texte romain de Nicée (très différent du texte conservé à Carthage) devait seul faire autorité et se refusaient à toute vérification. Le concile de Carthage n'en envoya pas moins une mission à Alexandrie et à Constantinople pour y chercher des copies authentiques des canons de Nicée.

ici avec des développements nouveaux toutes les démonstrations que j'ai fournies. Il a fallu me borner à répondre à Mgr Duchesne sur le point principal du débat. Sur les questions secondaires qu'il a touchées en passant, comme le siège de Rémigius<sup>1</sup>, la chronique de Villicaire<sup>2</sup>, l'authenticité d'une lettre de Léon le Grand, il faut m'en remettre aux arguments que j'ai présentés. Quant à la constitution *Certum est* de Valentinien III, j'ai soutenu que ce texte prenait un sens et une importance nouvelle quand on rapprochait les événements de 447 de ceux de 445, et que Léon le Grand avait demandé au pouvoir civil de venger le siège de Rome du coup porté vingt-huit ans plus tôt à son autorité par le concile de Turin. C'est sur ce point, me semble-t-il, que les critiques de Mgr Duchesne auraient pu se porter le plus utilement. Mais il n'y aurait lieu d'engager la discussion que si Mgr Duchesne était d'accord avec moi sur les événements de 447.

M. Pfister oppose à mon argumentation sur la date du concile deux difficultés que j'aurais dû prévoir et résoudre<sup>3</sup>.

Dans l'adresse de la lettre synodale, les mots : *V provincias*, désignant le diocèse du midi de la Gaule, paraissent, dit M. Pfister, « nous reporter à une date antérieure à 447. » Le diocèse des Cinq-Provinces (Viennoise, Narbonnaise, Alpes-Maritimes, Aquitaine, Novempopulanie) devint le diocèse des Sept-Provinces quand furent créées les provinces d'Aquitaine II et de Narbonnaise II. Or l'Aquitaine II existait avant 369 et la Narbonnaise II avant 384<sup>4</sup>. L'usage n'en subsiste pas moins, bien après 384, de dire : diocèse des Cinq-

1. Lazare n'était pas un *intrus* à Aix, puisque son prédécesseur Rémigius avait été régulièrement condamné par le synode provincial sous la présidence de Proculus. Voir aussi l'opposition : *umbra sacerdotii, imago imperii*. Il est bien clair que lorsque Lazare s'établit sur le siège d'Aix, son prédécesseur était encore vivant.

2. Sur ce point, j'ai plaisir à reconnaître que Mgr Duchesne m'oppose (p. 301) une difficulté très sérieuse, tirée de la lettre 16<sup>e</sup>, *Humanæ substantiæ*, de la collection Viennoise. A vrai dire, l'identification qu'il établit entre la lettre (attestée) d'Étienne II *ad principem Francorum* et la lettre (conservée) de Paul I<sup>er</sup> à Charlemagne est conjecturale, mais la conjecture est probable. Je ne suis pas en état de donner la solution de ce petit problème, que j'examinerai en reprenant l'étude de toute la collection. Quoi qu'il en soit, les raisons que j'ai données de marquer, dans la « Chronique de Léger » de Mgr Duchesne, une coupure après Villicaire me paraissent ne pas laisser de place au doute. Mgr Duchesne, qui me reproche de n'avoir pas étudié le rapport de ce texte à celui d'Adon, les a-t-il examinées de près ?

3. *Revue historique*, mars-avril 1904, p. 314.

4. Bloch, *la Gaule romaine*, p. 277 (d'après Kuhn). Pour la Narbonnaise II, le texte visé est celui du concile d'Aquilée de 381.

Provinces. Il est attesté par un texte de Filastre de 383, une lettre de l'empereur Maxime de 385, une loi d'Honorius de 399<sup>1</sup>. Si le nom des Cinq-Provinces s'est maintenu dans la langue officielle dix-huit ans et peut-être davantage après la création de la sixième et de la septième provinces, il n'y a pas de difficulté à admettre qu'il ait pu être employé dans la langue ecclésiastique pendant dix-huit ans encore, bien que vers 417 on dit plus ordinairement : les Sept-Provinces.

La seconde objection de M. Pfister est tirée d'un mot du vi<sup>e</sup> canon du concile : *qui Felicis communicant*. On ne pouvait communier avec Félix de Trèves, au moment où se tint le concile, que si Félix de Trèves était vivant. Or, une vie de Félix (écrite au plus tôt au x<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>) nous affirme qu'après sa douzième année d'épiscopat il abandonna le gouvernement de son église, et qu'il ne vécut après avoir pris sa retraite que fort peu de temps. Créé évêque en 385 ou 386, au lendemain de la condamnation de Priscillien, Félix, qui a son obituaire au 26 mars, serait donc mort le 26 mars 398 ou plutôt 399<sup>3</sup>.

S'il était certain que notre concile de Turin se fût tenu pendant la vie de Félix, il faudrait choisir entre l'attestation, exactement contemporaine et pour moi irréfragable, du pape Zozime sur la date du concile, — et le témoignage, postérieur de six siècles, de l'hagiographe sur la mort de saint Félix<sup>4</sup>. Personne n'hésiterait à rejeter l'assertion de l'hagiographe.

Mais il y a moyen de sauver cette indication des années de Félix,

1. Filastrii *Haereseon liber*, LXI (= XXXIII); Maxime, lettre à Sirice, § 2 (Migne, t. XIII, col. 591-592); *Cod. Theod.*, XVI, 10, 15, loi du 29 janvier 399. Quant au nom de Sept-Provinces, le plus ancien exemple que j'en aie est dans la lettre synodale de Nîmes de 396 (voir Hefele, t. II, 2<sup>e</sup> éd., p. 61); mais il doit en exister d'antérieurs; je ne puis les chercher, faute d'une bibliothèque où recourir. Ce qui est certain, c'est que pendant un temps on a dit indifféremment les Cinq ou les Sept-Provinces.

2. *Acta sanct. Mart.*, III, p. 624. Voir mon livre, p. 103, n. 2.

3. Dans le système de Mgr Duchesne, il n'est pas très facile de s'accommoder de ces données. Saint Martin est mort en 397 (non en 401); ce n'est qu'après sa mort que son successeur Bricius fut accusé d'adultère par Lazare; l'affaire, avant de venir au concile de Turin, passa devant un ou deux conciles gaulois (Zosime, ép. *Posteaquam*, § 3). L'accusation se serait donc produite dès le lendemain de la mort du saint et aurait été jugée par un concile gaulois au début de 398, à Turin le 22 sept. 398; voilà une précipitation inusitée. Sur tout, comment n'y a-t-il pas trace de ces événements, soit dans les lettres de Paulin à Sulpice, soit dans les *Dialogues* de Sulpice (404)? Et peut-on croire, à la façon dont Sulpice parle dans les *Dialogues* des mœurs de Bricius (III, 15, 2 : *illo tempore*), que Bricius eût été accusé d'adultère devant plusieurs conciles? Il est presque nécessaire d'admettre que les accusations de Lazare se sont produites après la publication des *Dialogues*.

4. Sulpice Sèvre dit en 404 de Félix : *Sanctissimi sane viri et vere digni*,

qui doit provenir d'un catalogue épiscopal de Trèves et qu'il y a lieu de croire sérieuse. Notre plus ancien manuscrit du concile, un manuscrit de Cologne du VII<sup>e</sup> siècle, donne au mot *communicant* la variante *communicare*<sup>1</sup>. Le plus ancien manuscrit n'est pas pour cela le plus exact, mais c'est celui qui a le plus de chances de n'avoir pas été corrigé. La variante *communicare* m'avait surpris; je l'ai rejetée en raison du classement généalogique des manuscrits. Il me semble, à la réflexion, que j'ai obéi trop étroitement aux indications de la table généalogique. Le manuscrit de Cologne ne représente pas une tradition distincte du texte; mais il n'est pas très étonnant que trois copistes aient corrigé *qui communicare*, qu'ils n'aient pas compris, en *qui communicant*; il serait, au contraire, étrange que *qui communicant*, qui était clair, eût été corrigé même une seule fois en *qui communicare*. Si mon édition de la lettre synodale était encore à publier, j'adopterais la *leçon difficile* du manuscrit de Cologne. Les critiques de M. Pfister m'auront fourni l'occasion de compléter mon travail sur un point et de le corriger sur un autre.

E.-Ch. BABUT.

*qui meliore tempore sacerdos feret* (*Dial.*, III, 13, 2). Je croirais bien qu'à cette date Félix était mort.

1. Les manuscrits, sauf le *Colontensis*, ont été beaucoup corrigés, ce qui m'a rendu le travail de classement assez difficile. — Un mot sur le *non* que j'ai inséré entre *qui* et *communicant*, bien que cette correction n'intéresse pas directement la date du concile. Il m'a paru presque incroyable que la réconciliation des antiféliciens ait été réclamée par les féliciens. Or, à la fin de ce VI<sup>e</sup> canon, le *si qui voluerit* veut sûrement dire : tous ceux qui ont voulu (c'est là le sens propre de *si quis*; pour que le sens que Mgr Duchesne préfère fût acceptable, il faudrait qu'il y eût : *si qui se eorum*); ainsi ce sont bien les antiféliciens que le concile a réconciliés avec Milan. Mgr Duchesne affirme (p. 293) que le concile a réconcilié les féliciens et que Milan, depuis 386 jusqu'au concile de Turin, avait tenu contre Félix. Je réponds : 1<sup>o</sup> que, dans toute l'affaire du priscillianisme, Milan et Rome ont marché d'accord (outre le texte même du VI<sup>e</sup> canon, voir le texte que j'ai cité à la p. 234); or, les antiféliciens étaient ici les martinien (Sulpice, *Dial.*, III, 13, 5), notamment Lazare et Héros, que Rome poursuivait de sa haine; 2<sup>o</sup> que pour ceux qui ont compris Sulpice Sévère (il n'y a guère jusqu'ici que M. Lavertujon), sans parler de Paulin de Nole, il est de toute évidence que les martinien (qui sont antiféliciens) formaient un petit groupe persécuté. Si Rome était, dans l'affaire, du même côté que les martinien, pourquoi le pape Sirice et son clergé, en 395, ne voulaient-ils pas communier avec Paulin de Nole? Pourquoi Victricius de Rouen, autre ami de saint Martin, fut-il mandé à Rome en 403 et dut-il se justifier du soupçon d'hérésie? Au reste, que l'on veuille bien, sur cette question particulière, me faire crédit jusqu'à la publication de mon livre sur Martin de Tours.

UNE NOUVELLE ÉDITION  
DES MÉMOIRES DE CHOISEUL.

---

La publication récente, après cent ans d'attente, des Mémoires de Choiseul, est dans l'historiographie française un événement trop important pour que je ne me croie pas obligé d'informer le public de la déception que lui réserve le livre *composé* et publié chez Plon et Nourrit par M. Fernand Calmettes<sup>1</sup>.

Ce livre de 367 pages, somme toute, n'apporte à l'histoire que quatorze lettres inédites de Choiseul, des fragments assez courts, 90 pages en tout, d'une autobiographie du célèbre ministre, présentée par lui-même sous la forme plus agréable et moins banale de lettres à un ami. Malgré l'importance de ces fragments, l'éditeur a certainement par son titre promis plus qu'il ne devait tenir.

Je vais le prouver. Une revue des œuvres de Choiseul publiées jusqu'à ce jour, ou des manuscrits qui nous en sont parvenus, est pour cela nécessaire.

Je ne parlerai pas des opuscules tirés à un petit nombre d'exemplaires, sous les yeux de Choiseul même, à Chanteloup, après 1778, et distribués par l'ancien ministre à ses intimes. Leur rareté en interdit à peu près l'usage.

En 1790, le libraire Buisson prétendit avoir pu s'en procurer une collection complète et la donna au public sous le titre de : *Mémoires du duc de Choiseul écrits par lui-même et imprimés sous ses yeux dans son cabinet à Chanteloup*, 2 vol. in-8°. Comme le second volume avait paru trop maigre à l'éditeur, il y ajouta une comédie de Choiseul dans le genre héroïque : *le Royaume d'Arlequinerie*<sup>2</sup>. Quand le public se trouva ainsi en possession de quelques écrits de l'ancien ministre, Choiseul était mort depuis cinq ans déjà<sup>3</sup>. C'était l'époque

1. *Mémoires du duc de Choiseul* (1719-1785). Plon-Nourrit, in-8°, 467 p.

2. *Mémoires du duc de Choiseul*, ancien ministre, écrits par lui-même et imprimés sous ses yeux, etc. Paris et Chanteloup, Buisson, 1790, 2 vol. in-8°.

3. C'est sans doute par inadvertance que M. Calmettes fait mourir Choiseul le 8 mai 1775 (édition, p. 368).

où, chez Buisson justement, paraissait toute une série de Mémoires suspects. On eut beaucoup de doutes sur l'authenticité de ceux-ci. Et bientôt l'opinion s'établit qu'ils étaient l'œuvre d'un écrivain plus habile que scrupuleux, de Soulavie, fournisseur principal de l'éditeur Buisson à cette époque. Lorsque la famille et particulièrement, en 1829, Gabriel de Choiseul, neveu du ministre, désavouèrent cette publication, personne ne lui attribua plus d'autre valeur que celle d'un ouvrage apocryphe composé par Soulavie, comme les *Mémoires* de Richelieu ou de Massillon, productions de la même fabrique.

Depuis, une œuvre très importante, un Mémoire de Choiseul à Louis XV, fut publiée en 1848 dans les *Mémoires* de l'Académie des sciences morales par M. Giraud, qui malheureusement négligea d'indiquer où il l'avait puisée<sup>1</sup>. En 1872, M. Filon communiqua à son tour à l'Académie des sciences morales des fragments d'un recueil de lettres formé par Choiseul pendant son ambassade de Vienne, que la Bibliothèque nationale a conservé<sup>2</sup>. Enfin, plus récemment, M. Pierre Calmettes, en 1902, donna des lettres inédites de Choiseul à Voltaire, dont l'authenticité n'était pas douteuse<sup>3</sup>.

Tel était à peu près le bilan des écrits authentiques de Choiseul livrés en un siècle au public si on en excluait, comme on l'avait fait jusque-là, l'édition de 1790, si on persistait à attribuer cette première édition à Soulavie.

En réalité, l'histoire était plus riche qu'elle ne croyait être. M. Flammermont, dont les lecteurs de cette *Revue* n'ont pu oublier ni le nom ni la part importante à la critique méthodique du XVIII<sup>e</sup> siècle, avait fait remarquer ici même<sup>4</sup> que la première édition des Mémoires de Choiseul ne pouvait être de Soulavie. Soulavie était, quand elle parut, brouillé avec son éditeur, auquel il avait fait encore donner, au début de l'année 1790, les Mémoires du duc de Richelieu. Aux éditions de Buisson, il opposait, en 1790 justement, celles d'une Société qu'il avait formée pour publier une collection historique des Mémoires du règne de Louis XV, à partir de septembre 1790. Dans la seizième livraison, parue le 16 février 1794, il critiquait avec vigueur « ces deux volumes de fragments que le public a déjà jugés. » Il les criti-

1. *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales*, 1848, 2<sup>e</sup> série, t. III, p. 299 et 394. — *Journal des Savants*, mars-avril 1881.

2. *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales*, 27 janvier et 3 février 1872.

3. P. Calmettes, *Choiseul et Voltaire, d'après des lettres inédites du duc à Voltaire*. Paris, 1902, in-8°.

4. Flammermont, *les Papiers de Soulavie* (*Rev. hist.*, t. XXV (1884), p. 113).



quait encore en 1793. Voilà plus de vingt ans qu'on ne devrait plus attribuer la publication de Buisson à Soulavie<sup>1</sup>. M. Calmettes, qui invoque dans sa préface le souvenir et les méthodes de Flammermont, a cru devoir maintenir cette attribution<sup>2</sup>. Il a eu sans doute ses raisons. Il est inutile de les chercher ; celles de Flammermont ne me paraissent pas pouvoir être discutées.

L'érudit ne concluait pas alors que le recueil édité par Buisson fût composé de pièces authentiques pour la seule raison qu'il n'était pas sorti de l'usine de Soulavie<sup>3</sup>. Mais nous avons aujourd'hui la preuve qu'on eut le tort en revanche, le croyant de cette origine suspecte, de le négliger si longtemps. Pour la clarté de cette preuve, il faut maintenant parler des manuscrits de Choiseul.

Les papiers du ministre n'ont pas été versés aux Affaires étrangères. Ils demeurèrent après sa mort en la possession de sa veuve, puis de ses neveux, puis de sa petite-nièce, la duchesse de Marmier. Ils sont aujourd'hui la propriété indivise des héritiers de cette dame. Dans ces conditions, il y avait peu d'espoir pour le public de les connaître, lorsqu'il y a quelques années les éditeurs Plon et Nourrit reçurent une proposition d'achat pour un recueil en deux tomes de la main d'un copiste, et d'une reliure ancienne, intitulé : *Manuscrits de Choiseul*. Cette proposition ne venait pas de la famille. Les éditeurs n'ont pas dit quelle était l'histoire de ces documents. Ceux du moins à qui ils les ont fait voir, Charavay et Flammermont, morts aujourd'hui, et M. Calmettes les ont décrits<sup>4</sup>. Ce sont des fragments d'histoire, lettres en partie, récits ou mémoires de Choiseul. Il se trouva que tous les morceaux publiés en 1770 par l'éditeur Buisson se rencontraient dans ce recueil : *Anecdote particulière de la cour de Louis XV. Intrigue de Terray, madame du Barry et d'Aiguillon pour me faire renvoyer du ministère. Compte-rendu au roi de mon administration de 1757 à 1770* (annexe au mémoire précédent). *Réflexion sur les États provinciaux (1778). Intrigues de la cour pour me faire ôter la charge de colonel général des Suisses*, et

1. C'est, d'après les mêmes textes, l'avis de Mazon, *Histoire de Soulavie*, Paris, 1893, et de M. Pierre Muret dans son étude critique toute récente sur les *Mémoires de Choiseul* (*Revue d'histoire moderne*, 15 janvier 1905).

2. Édition Calmettes, préface, p. III, « l'ancien secrétaire (?) du duc de Choiseul, Soulavie, avait eu la pensée, d'ailleurs intéressée, de les rendre publics cinq ans après la mort du duc en les faisant paraître en deux tomes chez l'éditeur Buisson. »

3. Article cité de la *Revue historique*, p. 113.

4. Édition Calmettes, Préface, p. v et suiv.

pièces annexes. Il y avait dans ce recueil beaucoup d'autres choses encore. Ce qui importait, c'était la présence à la fois des mêmes documents dans ce recueil et dans l'édition de 1790, dont l'origine était assurément différente. On acquérait ainsi la preuve que l'auteur de la collection livrée en 1790 au public avait bien réellement copié, et non forgé, ce que d'autres que lui avaient également copié. Dans les copies différentes, on retrouvait le modèle authentique, la certitude de textes composés, établis par Choiseul lui-même<sup>1</sup>. L'héritage que nous a laissé le ministre de sa pensée et de son histoire s'est accru après cet inventaire.

En 1897 enfin, un autre éditeur, Charavay, acquit de la famille Feuillet de Conches un manuscrit des Mémoires de Choiseul, rédigés de sa main en forme de lettres. Cette autobiographie, où la main et l'esprit de Choiseul se reconnaissaient à coup sûr, fut alors confiée par l'acquéreur à son ami Flammermont, qui publia les morceaux principaux dans la *Revue de Paris* en 1899 avec des notes critiques excellentes<sup>2</sup>. Ce fut une moisson nouvelle, et peut-être les meilleures gerbes.

Qu'est-ce que M. Calmettes a, depuis, ajouté dans l'édition qu'il nous présente à cet ensemble de documents authentiques? Tout simplement ce qui restait à publier, après l'édition de Flammermont, du manuscrit Feuillet de Conches, demeuré la propriété de la famille Charavay. Je précise : une lettre, formant introduction, de quelques lignes; une autre, qui est le récit de l'enfance et des débuts de Choiseul à l'armée; une troisième, brève histoire de la campagne de Dettingen; une quatrième, très courte aussi, qui sert d'introduction au récit des campagnes de Choiseul en Italie (lettres cinquième et sixième). Les lettres VIII et IX, X et XI, récit de ses campagnes de Flandre, entrecoupé de détails sur la cour de Louis XV; une douzième lettre de considérations sur la guerre de Succession d'Autriche et la paix d'Aix-la-Chapelle. Le dernier morceau enfin, le treizième, est un recueil curieux d'anecdotes sur les relations de Choiseul avec la cour, de 1748 à 1752<sup>3</sup>.

1. C'était l'avis de Flammermont que nous a conservé à peu près M. Calmettes, Préface, p. VII : « Il y trouva la preuve que Soult, plus fidèle qu'il ne l'imaginait, n'avait point fait œuvre de faussaire dans l'édition de Chanteloup. » Flammermont, qui n'attribuait pas l'édition de 1790 à Soult, n'a pu formuler ainsi son avis : il a dit simplement que l'édition de 1790 n'était pas apocryphe.

2. *Revue de Paris*, 15 mai, 15 juillet et 15 septembre 1899. Voir au début de l'article du 15 mai la note de Flammermont sur l'histoire de ce manuscrit.

3. Édition Calmettes, p. 1 à 68.

Point d'autre nouveauté jusque-là en ce volume que ce récit, par fragments, de la carrière militaire du ministre, sans doute la moins connue, mais aussi pour l'histoire la moins importante. Tout le récit que Choiseul nous a laissé de sa vie, de ses relations avec M<sup>me</sup> de Pompadour, qui lui ouvrit l'accès de la carrière diplomatique, a déjà été publié dans la *Revue de Paris*. Et le manuscrit dont disposait M. Calmettes se termine par la lettre XX, *Réflexions de Choiseul sur l'alliance de Louis XV avec l'Autriche*, qui devait faire sa fortune et le fondement de sa diplomatie. Pour nous mener plus loin, au cœur même du sujet, le manuscrit des Mémoires lui faisant défaut, M. Calmettes a fait une chose très simple : il a donné les morceaux qui se trouvaient à la fois dans l'édition de Buisson et dans le recueil, propriété de MM. Plon et Nourrit, morceaux déjà édités et connus. Le petit tableau suivant donnera l'idée de ce travail, qui est surtout une réimpression :

Lettre I à XIII.	Mémoires de Choiseul, 1 <sup>re</sup> partie, inédit. 68 pages.
Lettre XIII à XIX.	Mémoires de Choiseul, 2 <sup>e</sup> partie ( <i>Revue de Paris</i> , 4 <sup>er</sup> mai, 4 <sup>er</sup> septembre 1899. 78 pages).
Lettre XX.	Mémoires de Choiseul (fin), inédit. 42 pages.
Lettre XXI.	Édition Buisson, 25 pages.
Lettre XXII.	Fragment sur M <sup>me</sup> du Barry, édité déjà par Vatel. 22 pages.
Lettre XXIII.	Édition Buisson. 34 pages.
Lettre XXIV à XXVI.	Édition Buisson. 96 pages.

Pour être juste, il faut dire cependant qu'aux morceaux déjà publiés M. Calmettes a bien ajouté quelque chose, un titre. Ces fragments, dans son édition, sont devenus des lettres, au même titre que les premiers chapitres des Mémoires. « Simple artifice typographique, » dit-il dans sa préface<sup>1</sup>. Artifice très regrettable, parce qu'il est pour le lecteur, malgré l'avis de l'éditeur, une source d'erreur et qu'il tend à lui laisser ignorer la distinction essentielle entre les deux parties de l'œuvre offerte à sa curiosité, entre le texte autographe, mais incomplet, des Mémoires de Choiseul, et les textes des

1. Préface, p. XIII, n. 1.

documents émanés de Choiseul peut-être, mais composés à d'autres dates et pour d'autres objets.

Outre la déception dont j'ai parlé, c'est le second reproche, plus grave, que je fais à l'éditeur. L'artifice de son recueil n'est point dans la typographie seulement, mais dans la composition même de l'œuvre. Pourquoi cette apparence d'unité, où il n'y en a pas? En quoi les morceaux sur les intrigues de la du Barry, de l'abbé Terray ou du duc d'Aiguillon pour faire retirer à Choiseul la charge de colonel général sont-ils la suite de l'ouvrage qu'on pourrait seulement appeler les *Mémoires de Choiseul*? Parce qu'ils se rapportent à des événements postérieurs à ceux dont nous avons conservé le récit? L'argument ne saurait suffire, ni valoir. Voilà par exemple un morceau, le récit de la disgrâce, écrit, dit l'auteur, « dans la chaleur de l'événement, » donc en 1774. Comment le donner pour une suite des vingt lettres précédentes, écrites aux environs de 1774? M. Calmettes nous représente Choiseul dans sa disgrâce comme un auteur nerveux, spirituel, incapable d'une œuvre de longue haleine : il a entrepris ses *Mémoires*, ne les achève pas; puis il reprend la plume et continue par fragments son autobiographie. C'est une simple hypothèse de l'éditeur<sup>2</sup>. Les archives de la famille pourraient seules nous apprendre si les *Mémoires*, entrepris en 1774, furent ou non achevés. En tout cas, c'est tromper le lecteur que de lui présenter, à titre de suite, des morceaux distincts qui ont pu être rédigés antérieurement. Entre deux morceaux de ce genre, une transition comme celle-ci : « Encore une fois, Choiseul s'arrête d'écrire, en dépit du mouvement d'indignation qui lui a mis la plume à la main<sup>3</sup>, » est tout à fait inadmissible. Il n'y a qu'un point sur lequel je suis presque d'accord avec M. Calmettes : « C'est une voie qu'assurément Étienne Charavay et Jules Flammermont n'auraient *peut-être* pas voulu voir suivie<sup>4</sup>. » A un mot près, c'est mon avis.

Une méthode plus rigoureuse eût épargné au public des erreurs possibles. Elle en eût épargné même à M. Calmettes. Il s'est trop aisément persuadé que toutes les pièces contenues dans le recueil, dit *Manuscrits de Choiseul*, devenu la propriété des éditeurs Plon et Nourrit, étaient, quoique de la main d'un copiste, bel et bien et authentiquement des écrits du ministre<sup>5</sup>. Il y a de fortes raisons, je l'ai dit,

1. Édition Calmettes, p. 204 et suiv.

2. Édition Calmettes, p. 159-161.

3. Édition Calmettes, p. 226.

4. Édition Calmettes, préface, p. XII.

5. Les arguments de M. Calmettes sont fort discutables. « La présence dans

de croire que les documents conservés à la fois par ce recueil et par l'édition de 1790 doivent être attribués à Choiseul. Mais le reste du recueil manuscrit n'est point dans le même cas. Le titre général qu'il a reçu du copiste ne peut suffire à établir l'authenticité de toutes les parties. M. Calmettes ne s'est pas assez préoccupé de l'origine ni de la valeur de ce manuscrit, auquel il a emprunté en somme les éléments principaux de ses additions aux Mémoires.

Parmi ces éléments, il en est un pourtant qui aurait dû fixer son attention et l'éclaircir sur ce point essentiel. C'est le récit de la disgrâce de Choiseul, précédé de la mention : *facit indignatio versum*, lettre XXII de l'édition<sup>1</sup>. Ce morceau n'a point figuré dans l'édition de 1790. La première fois qu'on l'a connu, c'est par une analyse de Jobez dans son histoire de Louis XV<sup>2</sup>, puis, pas mal plus tard, par la publication de Vatel, à qui Jobez l'avait communiqué<sup>3</sup>. Or, Flammermont savait et disait dès 1884, dans cette *Revue* même, de quelle manière Jobez s'était procuré ce fragment. C'était dans un manuscrit alors conservé, avant 1848, aux archives du ministère des Affaires étrangères<sup>4</sup>.

Avec un peu d'effort, M. Calmettes eût précisé la nature de ce manuscrit des Affaires étrangères, où avait été pris le morceau conservé également par le recueil qu'il employait. Flammermont, qui avait vu les copies faites par Jobez, avait remarqué et cité la préface qu'il attribuait à la personne chargée du travail aux archives : « L'idée qui déterminait Choiseul à écrire se marque dans les premières lignes; quand cette idée est remplie, sa plume languit et souvent lui tombe des mains... Ses fragments ne sont donc pas finis;... le plus grand nombre est informe<sup>5</sup>. » Or, voici ce que M. Calmettes, à son tour, a relevé, en tête de la copie sur laquelle il a travaillé<sup>6</sup> : « L'idée qui le déterminait à écrire se marque dans les premières lignes; quand cette idée est remplie, sa plume languit et souvent elle lui tombe des mains. Les fragments ne sont donc pas finis. » Le doute n'est plus possible; le manuscrit, devenu depuis peu la

le recueil des lettres authentiques de Choiseul à Voltaire dénotait pour le recueil une origine échappant à toute discussion » (Préface, p. vi). M. Muret a montré le vice et la faiblesse de cette argumentation (article cité, p. 234-235).

1. Édition Calmettes, p. 204.

2. Jobez, *la France sous Louis XV*. Paris, 6 vol., 1864-1873.

3. Vatel, *Histoire de M<sup>me</sup> du Barry*. Versailles, 1883, t. I, pièces, p. 483.

4. *Revue historique*, vol. cité, p. 114.

5. *Revue historique*, *ibid.*

6. Édition Calmettes, p. 160 et 161.

propriété de MM. Plon et Nourrit, est un recueil dérobé aux archives des Affaires étrangères, dont il faisait partie avant 1848.

C'est un recueil, une compilation de Soulavie, dont les papiers originaux, copies ou manuscrits, sont en partie rentrés après sa mort aux Affaires étrangères<sup>1</sup>. Puisque le manuscrit qui a servi à M. Jobez et celui dont se sert M. Calmettes ne sont qu'un seul et même recueil, l'hypothèse que formait Flammermont en 1884 sur l'un est pour l'autre également très vraisemblable. Aux arguments fournis par Flammermont, je joindrai ceux-ci : dans le morceau sur M<sup>me</sup> du Barry se trouve un portrait de Louis XV, d'un ton excessif et grossier. Ce portrait ne s'accorde pas avec un fragment publié en appendice par M. Calmettes, qui rappelle l'introduction des *Mémoires* et en paraît la première esquisse<sup>2</sup>. Le fragment, tiré du recueil et intitulé : *Mémoires de la cour de France de 1756 à 1780*<sup>3</sup>, diffère absolument de la lettre XX, consacrée par Choiseul au même sujet<sup>4</sup>. Le morceau publié en appendice sur un *Projet d'États provinciaux*<sup>5</sup> diffère tout autant des *Réflexions sur l'établissement d'États provinciaux* qui se trouvaient dans l'édition de 1790<sup>6</sup>. Je ne conclus pas de ces remarques que toutes les pièces contenues dans le manuscrit de Soulavie fussent de sa main ou apocryphes : le contraire est prouvé par l'authenticité des lettres de Choiseul à Voltaire et par les documents déjà publiés d'autre part dans l'édition de 1790. Ce recueil est un mélange de documents originaux de Choiseul, ou même d'autres, et d'additions, de remaniements de Soulavie, peut-être le manuscrit que Soulavie offrait à l'éditeur Buisson de publier, après réconciliation, en 1793<sup>7</sup>. En tout cas, c'est un mélange suspect. Il ne suffit pas qu'un document s'y trouve pour être légitimement et pour cette seule raison attribué à Choiseul. Et cela me paraît le cas de la lettre XXII, dont l'authenticité n'est pas autrement établie.

C'est également le cas d'un morceau très curieux que M. Calmettes cite à l'appendice : « Instructions rédigées au nom de M<sup>me</sup> de Pompadour pour vaincre l'opposition des confesseurs » (1752)<sup>8</sup>. M. de Nolhac, qui avait vu ce morceau, avait cru y reconnaître une confi-

1. Flammermont, *les Papiers de Soulavie* (*Rev. hist.*, 1884, t. II).

2. Édition Calmettes, p. 214-217, et, d'autre part, p. 373.

3. Édition Calmettes, p. 369.

4. P. 147 et suiv.

5. Édition Calmettes, p. 436.

6. Édition de 1790, t. I, p. 201.

7. Sur cette conjecture, voir Flammermont (*Rev. hist.*, 1884, p. 114).

8. Édition Calmettes, p. 376.



dence de M<sup>me</sup> de Pompadour elle-même<sup>1</sup>. M. Calmettes, en général plutôt sévère aux lettrés élégants, quoiqu'il ne craigne pas à l'occasion un air de bravoure<sup>2</sup>, lui a donné une leçon d'exactitude en attribuant le morceau à Choiseul sans hésiter<sup>3</sup>. Comme il n'en avait aucune preuve, la leçon risque fort de se retourner contre lui.

Il est regrettable, en résumé, que, sous les apparences de *Mémoires de Choiseul*, un recueil de Soulavie, dont la publication jusqu'ici nous avait été épargnée, ait paru ainsi au début du xx<sup>e</sup> siècle. Cette édition, par son ensemble, fait tort à la seule publication qui eût pu servir l'histoire, celle de fragments authentiques des Mémoires de Choiseul. Elle nous fait seulement désirer plus vivement, après cent ans d'attente, coupée de satisfactions incomplètes et de déceptions, comme celle-ci, la levée des scellés mis depuis trop longtemps sur les papiers de Choiseul conservés par ses héritiers et toujours refusés à l'histoire.

Émile BOURGEOIS.

1. P. de Nolhac, *Louis XV et M<sup>me</sup> de Pompadour*, Paris, 1904, p. 339. — M. de Nolhac a répondu à ces critiques en faisant observer que la pièce se compose de deux parties, l'une au style direct, la plus longue, dont il maintient l'attribution à M<sup>me</sup> de Pompadour, l'autre donnant les ordres propres du roi (*Revue d'histoire et de littérature religieuses*, t. X, 1905, n° 1).

2. Édition Calmettes, Préface, p. vi.

3. Notamment les pages xvi à xviii de la Préface.

## LES COMTESSES DE LA MARCK ET DE BOUFFLERS ET GUSTAVE III

D'APRÈS LES CORRESPONDANCES CONSERVÉES A UPSAL.

(Suite et fin <sup>1</sup>.)

---

M<sup>me</sup> de Boufflers, au rebours de M<sup>me</sup> de la Marck, a laissé une réputation qui s'est perpétuée au XIX<sup>e</sup> siècle; Sainte-Beuve, en un portrait célèbre, s'est plu à faire transparaître sous le masque un peu hautain de « l'idole » le rayonnement d'une forte intelligence; il l'a peinte dans cette petite cour du Temple où elle règne par l'esprit, alors même que d'autres, plus jeunes, triomphent par la beauté; il l'a suivie dans ses rapports avec Hume, avec Rousseau; il a noté la dignité de cette vie manquée, les « nobles qualités » de la « grande dame déclassée, » sa « virilité d'âme; » « il y avoit quelque chose de mâle dans son amitié; » il a vu sous les brillantes apparences la blessure secrète, blessure d'orgueil, lorsque Conti refuse d'épouser sa vieille amie. Des documents inconnus de Sainte-Beuve permettraient aujourd'hui d'ajouter quelques traits à ce portrait; son exactitude psychologique demeure inattaquable. Telle Sainte-Beuve la « retrouvait » dans les mémoires, dans les lettres à Rousseau, telle il la reconnaît dans les lettres à Gustave III dont, sans les connaître, il souhaitait la publication : passionnée, romanesque, ambitieuse, éprise de nobles actions et de haute politique, mais réfléchie, volontaire, tenace, experte aux prudents calculs, habile à composer avec la réalité. Elle félicite Gustave III de son voyage à Saint-Petersbourg, « qui joint à l'éclat des actions romanesques tous les avantages des projets les mieux concertés. » Elle pleure en Conti « le héros...; la perte que j'ai faite, sire, est une perte nationale. » A lire d'affilée ses lettres et les réponses de Gustave III, il semble qu'elle soit l'homme, et l'homme d'État, tant il y a dans ces lettres de fermeté réfléchie, tant le langage en est mesuré dans sa force, égal dans sa vigueur,

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVII, p. 302.

sobrement et hautainement philosophique. Elle écrit : « Vous êtes, sire, mon roi d'adoption. » Croyez qu'elle est sincère; le dieu des philosophes a mis sur son chemin un roi jeune et vertueux; elle assume une tutelle; elle s'acquittera en conscience des devoirs qu'elle s'arroge. Gustave III lui envoie le texte de sa constitution de 1772; elle répond par une consultation en règle, un commentaire, article par article; elle écrit : « Parvenu, sire, au point de gloire où vous êtes, j'ose vous avertir que toutes lectures ne sont pas bonnes pour vous maintenant. » Elle ose, elle avertit, elle conseille, et même elle critique si Gustave III laisse paraître des goûts de monarque absolu. Elle juge des choses de France sans indulgence. Elle disserte des choses de Suède, mais alors la base solide de l'expérience lui fait défaut : elle philosophe et théorise, elle oublie d'être spirituelle, il lui arrive d'être pédante.

Gustave III, dont le caractère présente plus d'un trait féminin, a pu être séduit par la « virilité d'âme » de M<sup>me</sup> de Boufflers; il eut en M<sup>me</sup> de la Marck une amie de dévouement égal, une admiratrice ardente et humble, délicate, désarmée, féminine et presque maternelle.

M<sup>me</sup> de Boufflers, M<sup>me</sup> de la Marck ! parfait contraste ! Ce n'est point qu'on ne puisse discerner en elles certaines aspirations communes ni assigner le même point de départ à leur attachement pour Gustave III; toutes deux s'étonnent avec la même sincérité naïve d'aimer un roi; entendez qu'elles vivent en un temps qui désespère de la royauté : Louis XV, cynique et méchant, leur inspire un immense dégoût, une haine vivace. Gustave III les traite de républicaines; il a tort; elles l'aiment de toute la puissance de leur instinct royaliste, parce qu'à leurs yeux il réhabilite la monarchie. M<sup>me</sup> de Boufflers, qui raisonne sa gratitude, aime en lui quelques idées, M<sup>me</sup> de la Marck, moins « savante, » aime en lui le souverain « vertueux. »

Et donc, parce que Gustave III, philosophe vertueux et roi des heureux Suédois, consent à être le modèle des souverains, M<sup>me</sup> de Boufflers lui prodigue les avis d'une sollicitude toujours en éveil, M<sup>me</sup> de la Marck ces cadeaux menus qui entretiennent l'amitié; d'un coup, et avant le départ de Paris, « six flacons d'eau de fleur d'oranger de Malthe... pour l'estomac ou les nerfs de Sa Majesté en cas qu'Elle en souffre, » par la suite des caisses de confiture, — et il faut que Sa Majesté dise si les confitures lui agréent, — du « sirop de vinaigre... fort et rafraichissant, » un « sultan de Montpellier qui sent très bon, » une foule de « petits ouvrages de religieuses, » car M<sup>me</sup> de la Marck a ses « nonnes » qu'elle initie au culte de Gustave III tout en collaborant à la confection de bourses, de nœuds d'épée pour le roi de Suède

et son frère le prince Frédéric, de sacs à ouvrage pour la princesse Albertine, — et il faut que Gustave III accuse réception de tout ce « chiffon de couvent, » — son portrait au pastel, des médaillons en terre cuite, un cabaret de porcelaine, des flambeaux ; mais elle préfère ce qui lui coûte quelque travail, elle brode à son ami un habit. Gustave semble être un fils chéri qui vit en exil, mieux, un petit-fils, car seule une aïeule a de ces prévenances câlines qui font sourire et qui émeuvent. Et quelles inquiétudes ! quel besoin de nouvelles ! On lit « les gazettes avec avidité, mais seulement l'article de la Suède ; » on interroge passionnément les Suédois à l'arrivée de Stockholm, on les embrasse à l'occasion « comme une folle » pour l'amour de leur maître ; on implore des réponses : ce n'est point pour y chercher de spécieuses théories politiques, mais l'assurance sans cesse attendue, désirée, que l'exilé possède ce bien essentiel, la santé, et les satisfactions immédiates qu'elle emporte ; et l'on répète à Sa Majesté, encore que l'on sente l'expression « trop familière, » qu'on « l'aime de tout son cœur, » et on la supplie de brûler les lettres qu'Elle reçoit, car ces lettres « coulent de source, le sentiment seul les écrit ; c'est à lui seul aussi qu'il est permis de les lire ; les gens froids me trouveroient bien beste. » Les bonnes, les braves lettres ! Et comme l'on comprend que Gustave III se soit plu à répondre simultanément à M<sup>me</sup> de la Marck et à M<sup>me</sup> de Boufflers, à l'amie, pourrait-on dire, en même temps qu'à l'ami.

Les lettres de l'amie sont plus « amusantes. » Elle ne se passionne guère que pour ou contre les personnes ; les détails de la vie quotidienne absorbent son attention ; ses observations se traduisent en brèves et spirituelles notations ; son expérience ne déborde jamais en généralisations, tient toute en quelques « mots ; » et l'on sait gré à cette malice de son ingéniosité, à cette verve de sa franchise ; on admire M<sup>me</sup> de la Marck de ne point se contraindre pour paraître sans esprit.

A l'en croire, elle vit assez retirée ; elle aime à prendre quelque repos en un couvent de province, « pendant que M. de la Marck va régner chez lui en Allemagne sur douze rustres ; » elle vit alors en « recluse... dans le calme et la fraîcheur d'une forêt..., dans le tronc d'un vieux chêne, comme un hibou..., les impôts dont nous sommes surchargés et les denrées qui augmentent chaque jour m'ont forcée à cette solitude économique. » Elle est, en réalité, mêlée de fort près au monde, qu'elle habite aux Tuileries ou dans sa propriété du Val, à l'extrémité de la terrasse de Saint-Germain. Elle connaît ses contemporains. Elle égratigne avec sûreté ; la dévotion aiguisé parfois de jolis ongles : « Monsieur est bien paresseux et bien gras..., il veut faire le petit

émoustillé, cela ne lui va point... Monsieur boit et mange à faire peur, engraisse tous les jours et s'appesantit à proportion, voilà tout ce qu'on en peut dire... Le comte de Provence est doux, a de l'esprit, assez d'acquis, mais est glorieux, et je ne dirai pas le reste pour ne pas déplaire à Votre Majesté... M. le dauphin montre quelques vertus sauvages, mais sans esprit, sans connaissances, sans lecture, n'en ayant pas même le goût, et dur dans ses principes comme brute dans ses actions... »

Elle est mécontente; son temps en porte la peine, et tous et toutes; les ministres de Louis XV sont « imbéciles ou deshonorés, » ceux de Louis XVI sont « des chirurgiens qui coupent bras et jambes... »

M. de Saint-Germain est une espèce de pourfendeur qui va d'estoc et de taille sur tout le monde; depuis Roland on n'avoit rien vu de plus intrépide... Nous sommes dans l'attente de six ou sept édits de M. Turgot et d'une douzaine d'ordonnances de M. de Saint-Germain; il faut espérer qu'après tant d'évacuations nous nous porterons bien; ce qui est de certain, c'est que nous serons plus légers... Nos jeunes femmes crèvent d'esprit; elles sont toutes initiées dans les secrets de l'État, elles se mêlent de tout, font l'amour par passe-temps... Nos jeunes princesses ne sont pas encore dans le cas de nous donner de rejetons, on prétend qu'elles sont encore telles que lorsqu'elles sont parties de leur pays, cet excès de sagesse fait trembler (28 janvier 1777)... La reine va sans cesse à Paris, à l'Opéra, à la comédie, fait des ducs, sollicite des procès, s'affuble de plumes et de pompons et se moque de tout... L'esprit et les plumes, voilà quels sont nos guides... Des systèmes absurdes, une liberté effrénée de tout dire, de tout écrire, une haine marquée pour tout ce qui est sage et sensé, voilà ce qui caractérise notre malheureux siècle... L'esprit de ce siècle-cy gaste tout; nous avons échangé notre raison, notre bon sens contre du clinquant; aussi sommes-nous pauvres, faibles, misérables...

#### Conclusion :

La philosophie et le bel esprit ont tout gasté.

Pessimisme d'ateule qui boude à la jeunesse, sévérité maussade de sexagénaire louangeuse du passé! Tant qu'on voudra. Encore cette ateule n'est-elle point si vieille qu'elle ait perdu tout sens de la vie; sa maussaderie, en vérité, est fort allègre et clairvoyante; son sourire n'est point méchant; il n'exclut pas la pitié : « Je fus hier à Marly..., on jouoit au lansquenet; une seule réjouissance fut de douze cents louis, et tout le monde meurt de faim; cet esprit de vertige me rendit triste et rêveuse le reste de la soirée... Le peuple de ce pays meurt de faim : je souffre de ne pouvoir les secourir,

presque autant que si je manquois comme eux. » Car elle a de ces mots, et c'est bien une Française qui conte à Gustave III les tristesses nombreuses et les rares joies du temps, la fin de Louis XV, la du Barry et ses folies, la cour, les petites intrigues, les grandes misères, la guerre d'Amérique, qui lui prend ses neveux, le duc d'Ayen et le « petit de la Fayette, » dont elle est fort inquiète et bien fière.

Qui l'eût dit que, des amitiés vouées par M<sup>mes</sup> de la Marck et de Boufflers à Gustave III, la plus fragile dût être précisément la plus naïvement passionnée? A partir de 1780, les lettres de M<sup>me</sup> de la Marck sont moins nombreuses; leur série se clôt en 1784. Son nom figure jusque-là dans toutes les lettres adressées par les Suédois de Paris à Gustave III; il en est ensuite rigoureusement banni. La rupture est complète; elle est définitive.

Cet événement, certes, ne fut point voulu ni désiré par M<sup>me</sup> de la Marck; elle le redouta; les soins qu'elle se donna pour le prévenir hâtèrent le dénouement.

L'amitié de M<sup>me</sup> de la Marck a de l'amour l'élan désintéressé, la candeur, l'exaltation aveugle; cette amitié est exclusive, elle est jalouse; de là tous les orages. Jalousie avouée, hélas! et presque dès le premier jour : Gustave III écrit-il à d'autres femmes? M<sup>me</sup> de la Marck veut le savoir; elle l'interroge, — M<sup>me</sup> de Boufflers écrit, reçoit des réponses! — C'est l'ennemie (1772). M<sup>me</sup> de la Marck redouble d'attentions; elle se fait humble; sa flatterie s'ingénie, a des grâces caressantes pour définir les bienfaits d'une amitié royale : « L'amitié entre égaux a moins de relief et moins de piquant; on trouve si simple qu'on vous rende ce que vous prestez que le prix de la réciprocité en diminue. » Son dévouement s'enquiert de services à rendre; le comte de Provence, Marie-Antoinette liront certaines des lettres qu'elle reçoit, les loueront; elle est la confidente des mutuelles admirations, l'officieuse intermédiaire entre le roi de Suède et les princes français; son manège aboutit. Gustave III doit la suivre, car elle n'est pas une « affronteuse; » il entre en correspondance avec la famille royale. Le comte de Provence s'affirmera ami, épanchera en lourdes et flasques missives ses rancunes, dévoilera ses ambitions, toute la misère d'une intelligence vacillante et d'une âme sans orgueil. Il sera peu utile, au dire de Creutz. M<sup>me</sup> de la Marck est ravie : « Il peut être avantageux, sire, que Votre Majesté ait dans la famille royale un ami qui puisse parler si l'occasion le requéroit... Votre correspondance, sire, avec Monsieur, est mon ouvrage. » Voilà qui est entendu, constaté. Et que Gustave III ne redoute aucune lassitude : « Je vous supplie, sire, de m'adresser tous les Suédois, sans craindre jamais qu'ils puissent m'être à charge... Je n'épargne ni



attention, ni coquetterie lorsqu'il est question d'un Suédois; Votre Majesté en devine aisément la raison. » Et l'on dispute à M<sup>me</sup> de Boufflers « le petit Staël..., mon ami M. de Stedinck..., le petit Peyron, » etc., et l'on se fait auprès de Gustave III l'avocate de ces jeunes gens! En tout on prétend surpasser la « rivale. » Et jusqu'à ces présents innocents dont on se fait une spécialité, les confitures, les sirops de vinaigre, les chiffons de couvent, les portraits, les nœuds d'épée... Ah! jalousie! mystères du cœur féminin! Gustave III comprend-il? « M<sup>me</sup> de Boufflers a beaucoup d'esprit, j'en ai très peu, mais je sais aimer, et je ne sais pas si à cet égard je ne pourrais pas lui disputer la supériorité. »

Neuf ans la « rivalité » dura sans autres conséquences; on en suit les progrès dans la correspondance des Suédois qui séjournent à Paris, de préférence celle de Creutz. Creutz contemple les événements avec placidité; il dispose des courriers; les lettres des « deux comtesses, » celles de Gustave III passent presque toutes par ses mains; il retient ou dispense les unes et les autres selon les circonstances, ingénieusement; il provoque des impatiences, des colères, des « haines, » toujours passagères; il est indispensable et il a une grâce bien à lui pour persuader à toutes les femmes qu'elles sont des « anches. » Il a en Staël une utile auxiliaire. Staël écrit à Gustave III (1779) :

M<sup>me</sup> de Boufflers a reçu le portrait du prince royal avec une joie qu'il est difficile à dépeindre, mais M<sup>me</sup> de la Marck sera au désespoir quand elle saura la préférence que V. M. vient de donner à sa rivale, car c'est ainsi qu'elle appelle M<sup>me</sup> de Boufflers. Je tâcherai de le lui cacher le plus longtemps qu'il me soit possible, et j'espère que V. M. lui donnera en attendant la même marque d'amitié et de bonté qu'elle a donnée à M<sup>me</sup> de Boufflers. Madame de la Marck étoit bien jalouse l'été dernier quand elle apprit que V. M. avoit donné de ses cheveux à sa rivale; nous eûmes une grande dispute là-dessus; elle soutint qu'on est toujours jaloux quand on aime et que V. M. lui donnoit dans ce moment-là beaucoup de sujet de l'être...

Et quand M<sup>me</sup> de la Marck « sait » (29 novembre 1779) :

Je suis très inquiet jusqu'à ce que je sache que V. M. ait eu la grâce d'accorder à M<sup>me</sup> de la Marck le témoignage de bonté dont j'ai pris la liberté de la supplier dans ma dernière lettre... Il ne s'agit de rien moins que de « rétablir le crédit de l'ambassadeur de V. M. auprès de cette dame. »

Tels sont les échos qui parviennent à Gustave III, échos plutôt flatteurs; ainsi secondé, il ne s'inquiète pas encore : il rassure

M<sup>me</sup> de la Marck, il lui expédie des fourrures d'hermine, des vues de ses châteaux, des portraits, du thé, directement importé d'Asie, et ses lettres sont « admirables..., un chef-d'œuvre d'esprit, de raison, de bonté, de philosophie..., un chef-d'œuvre de sentiment, de raison et d'esprit... Quelle grâce de style!... vous ne vous bornez pas, sire, à penser plus profondément et à mieux juger que personne, mais vous y joignez aussi un tour de plaisanterie charmante et qu'on ne se lasse point de relire... La postérité, sire, vous mettra au-dessus d'Alexandre... » Creutz renchérit : « La dernière (lettre)... à M<sup>me</sup> de la Marck étoit vraiment charmante; elle étoit remplie de plaisanteries d'une grâce infinie; tout le monde se l'arrachoit » (25 juin 1775).

Ainsi s'attarde l'exposition. C'est à Spa que se noua ce petit drame à trois personnages. Dès l'automne 1779, M<sup>me</sup> de la Marck et de Boufflers savent que Gustave III médite un voyage sur le continent, leur impatiente curiosité accueille le camarade d'enfance, devenu l'intime ami de Gustave III, le comte Evert W. Taube, envoyé en fourrier à Paris. Taube est flatté, conquis et bientôt aux abois; sa mission est secrète; la jalousie des « deux comtesses » s'exaspère de son demi-mutisme; il demande conseil (lettres à Gustave III). Au fond, il penche en faveur de la comtesse de la Marck, de même, semble-t-il, que la plupart de ses compatriotes; rompues les glaces de l'abord, le tempérament suédois est enclin aux chaleureuses démonstrations, s'accommode d'une intimité simple; quelque familiarité ne l'effraie point. M<sup>me</sup> de Boufflers est trop hautaine, de supériorité déconcertante; M<sup>me</sup> de la Marck, aussi fière, est moins guindée; d'un mot bien suédois, elle est « sans prétention » (anspråkslös). Taube les juge : M<sup>me</sup> de Boufflers témoigne d'un grand intérêt pour Sa Majesté, « mais cet intérêt me paroît beaucoup plus approcher de la curiosité que du sentiment... M<sup>me</sup> de la Marck ne veut rien savoir que de vous seul, sire; elle veut savoir si on vous aime, si votre santé est bonne, si vous la ménagez, si votre fils promet de devenir ce que vous êtes... » (16 décembre 1779). Ce brave homme serait mauvais courtisan s'il n'égayait d'un sourire ses démêlés avec les deux femmes; M<sup>me</sup> de la Marck se lamente sur son âge, Taube la réconforte : le roi aime beaucoup les vieilles femmes, « enfin, je répétais tant de fois vieille qu'elle m'interrompit pour me dire un peu froidement : vous m'avez entièrement rassurée, Monsieur! M<sup>me</sup> de la Marck vous dira, sire, dans sa lettre, apparemment qu'elle me trouve l'âme très sensible, mais que, quand je suis attendri, je ne sais plus ce que je dis » (20 janvier 1780). En mars, Taube écrit à Spa pour arrêter le logement royal; mais c'est seulement un

mois plus tard qu'il donne des informations précises à M<sup>mes</sup> de la Marck et de Boufflers. Il se charge de leur procurer des appartements près du roi, mais loin l'une de l'autre, car elles ne se voient pas à Paris : « Votre embarras sera extrême de les accorder ensemble. » M<sup>me</sup> de la Marck fait de beaux projets; elle demandera à ne voir Gustave III que les matins, et surtout en l'absence de toute autre femme que la comtesse Auguste de la Marck; aux autres elle abandonne le reste du jour : « Pour une dévote, elle n'a pas mal choisi, le matin on est beaucoup plus frais et dispos aux impressions des sentiments du cœur qu'on ne l'est après-dîner. » En somme, « ces dames sont charmantes..., mais elles me tourmentent impitoyablement pour savoir quelle sera la plus aimée; » même réponse à toutes deux : « La plus aimable! Ce sera sans doute vous, Madame. Je tâche de faire mon rôle d'Osmin à merveille, mais je prévois d'avance qu'il viendra quelque Roxelane à Spa qui l'emportera sur les deux respectables sultanes, et Osmin, qui est actuellement caressé, sera détesté d'elles » (14 mai 1780).

Ainsi arriva-t-il. M<sup>mes</sup> de la Marck et de Boufflers allèrent à Spa; elles en revinrent mortellement ennemies, humiliées l'une et l'autre par le succès de Roxelane, M<sup>me</sup> de la Marck surtout fort marrie; il y avait eu des bouderies, des brouilleries et des raccommodements, des « scènes, » dont le souvenir ne s'effaça jamais de la mémoire de Gustave III. Le médecin Dalberg<sup>1</sup> juge M<sup>me</sup> de la Marck aussi aimable que M<sup>me</sup> de Boufflers est impérieuse, mais M<sup>me</sup> de la Marck est capricieuse, sa franchise déplait; elle a de trop bonnes raisons pour dissuader le roi de tenter un voyage à Versailles. Gustave III se plaît surtout dans la société de la duchesse d'AreMBERG et de la princesse de Croy, qui, elles-mêmes, s'entourent volontiers de la maréchale du Muy et de la comtesse Ramel. M<sup>me</sup> de Boufflers obtient toutefois de décisives faveurs; pour plaire, il n'est point de sacrifice qu'elle ne consente; ne délaisse-t-elle pas sa belle-fille, cette jolie et fantasque comtesse Amélie, éternelle malade qui requiert et obtient son affection, ses soins de tous les instants? Témoin ce billet, très probablement destiné par Gustave III à la comtesse Amélie (sans date ni adresse) :

J'ai bien du pardon à vous demander, Madame la comtesse, c'est moi qui retiens Madame de Boufflers et vous prive du plaisir de la voir. Je crains que vous ne m'en vouliez du mal, Madame la comtesse, et qu'il y ait quelque changement dans les sentiments que vous avez bien voulu me témoigner jusqu'ici. J'en serois au désespoir, mais il

1. Ahnfelt, del IV; v. Fersens *Hist. skr.*, IV, 384.

faut être juste. Vous possédez Madame de Boufflers toujours, vous avez eu le bonheur de ne point la quitter, et moi, qui ne l'ai point vue depuis neuf ans, qui viens de six cents lieues pour la voir, et qui ne la verrai peut-être plus de ma vie, il est naturel que j'emploie tous les moments pour jouir de sa société. J'en appelle donc à la justice dont les dames françaises se piquent et dont votre famille fait une profession particulière. Je n'ose point appeler à mon aide l'amitié que vous avez bien voulu me témoigner, et je sais que vous me pardonnerez le petit déplaisir que je vous cause dans ce moment. J'espère samedi venir moi-même vous fléchir et vous témoigner tous les sentiments avec lesquels je suis <sup>1</sup>.

M<sup>me</sup> de Boufflers suit Gustave III à Bruxelles, d'où il fait une visite à la nouvelle favorite M<sup>me</sup> de Croy en son château. Elle parvient à se loger dans le même hôtel que le roi; elle projette un voyage en Suède, qui fait prévoir au bon Dalberg l'éclosion d'une infinité d'anecdotes! — Et M<sup>me</sup> de la Marck? Elle aussi va à Bruxelles; quel sincère désespoir dans ces quelques lignes qu'elle adresse à Gustave III au départ :

Je n'ai pu me résoudre à prendre congé de M. le comte de Haga<sup>2</sup>; cet adieu, qui me paroît pour moi éternel, me cause une douleur que je n'aurois pas été la maîtresse de dissimuler; je le supplie d'excuser en faveur du motif la précipitation avec laquelle je me retirai hier et d'agréer avec sa bonté ordinaire l'hommage de mon attachement, celui de mon respect et celui du dévouement que je lui ai voué pour le reste de sa vie. — A Bruxelles, à huit heures et demie du matin, ce jeudi 27 septembre.

Les larmes séchées, la crise apaisée, le dépit l'emporta; Gustave III lui écrit, elle répond brièvement : « J'ai reçu d'elle une petite lettre, mais si froide et si respectueuse que je n'en augure rien de bon » (Gustave III à Creutz, 22 novembre 1780). Elle reviendra; son ami, M. de Castries, à peine de retour de Spa, est nommé ministre de la Marine, Gustave III saisit l'occasion : « M<sup>me</sup> de la Marck sera dans les nuées, je vois sa joie et son ivresse (3 novembre)... J'ai écrit à M<sup>me</sup> de la Marck et j'ai mis sous son enveloppe une lettre pour M. de Castries; mandez-moi, je vous prie, si son humeur de Spa et de Bruxelles continue encore (22 novembre)... » et Creutz de répondre : « M<sup>me</sup> de la Marck voit vraiment tous ses vœux remplis par l'élévation du marquis de Castries au ministère. Son humeur de Spa est un peu changée, elle est devenue plus rai-

1. *Gust. papper*, F 418.

2. Nom que porte Gustave III pendant son voyage.

sonnable » (14 décembre). Et la correspondance reprend entre le roi et la comtesse, et presque aussitôt l'échange des petits cadeaux et des témoignages de grande reconnaissance. Creutz est reconquis : « M<sup>me</sup> de la Marck est entièrement revenue à V. M., elle m'en a fait la déclaration l'autre jour, elle prend à présent le parti de V. M. dans toutes les occasions (18 avril 1784)... M<sup>me</sup> de la Marck a repris son ancien enthousiasme pour V. M.; ses caprices et ses ombrages sont dissipés; elle a été infiniment flattée du souvenir de V. M. et de la manière pleine de grâce dont elle lui en a donné des marques; elle a demandé tout de suite à M. de Peyron si V. M. n'avoit rien envoyé à M<sup>me</sup> de Croy; il n'a eu garde d'en souffler mot. J'ai été moi-même avec lui à Saint-Germain » (4 mai 1784). Peyron est à bonne école; la même lettre s'achève sur l'éloge d'un magnifique portrait offert par Gustave III à M<sup>me</sup> de Croy. Quelques jours plus tard, Creutz annonce que M<sup>me</sup> de la Marck brode un habit pour Sa Majesté, grand secret! Il ajoute (en suédois) : « Il règne toujours un froid secret entre M<sup>mes</sup> de la Marck et de Boufflers, mais ce n'est pas la faute de la seconde » (11 mai).

Certes, l'habileté n'a pas tort. A Spa, M<sup>me</sup> de Boufflers a resserré son amitié avec Creutz, elle en tire avantage. Creutz écrit encore (14 décembre 1780) : « L'attachement de M<sup>me</sup> de Boufflers pour V. M. est augmenté s'il est possible : c'est une femme essentielle dans son amitié. Sa considération augmente tous les jours; c'est la raison, la douceur et la bonté même. Jamais personne n'a mis autant de délicatesse dans ses procédés et d'activité dans son amitié » (14 décembre 1780). La douceur et la bonté même! Ce poète exagère. Ou peut-être ces vertus sont-elles de difficile pratique entre femmes. En vérité, on a pu observer quelques signes de trêve apparente, l'ancienne émulation s'est aggravée; il ne s'agit plus de courtoise rivalité; entre les deux comtesses, c'est la guerre, sourde, implacable. Lutte inégale : M<sup>me</sup> de la Marck garde ses positions, M<sup>me</sup> de Boufflers mène le combat, suivant une progression savante.

D'abord les insinuations :

Vous avez dû trouver rarement autant d'attachement, autant de respect, autant d'enthousiasme de vos rares qualités avec autant d'indépendance, de liberté et si peu d'exigence, et si, comme vous me l'avez dit souvent, vous êtes accoutumé à être vexé par vos amis, je serai du moins l'exception de cette règle (15 octobre 1780).

M. de Castries est nommé ministre :

J'ai été à Saint-Germain faire mes compliments à M<sup>me</sup> de la Marck, que la nouvelle du jour rendait d'assez bonne humeur. La reine m'a

parlé de celle, fort contraire, qu'elle avait eue à Spa et de toutes les scènes qui s'étoient passées; je ne me suis pas autant prestée qu'une autre auroit fait à l'en amuser, ne voulant pas dire du mal de M<sup>me</sup> de la Marck à cause de vos bontés pour elle et des liaisons de société que j'ai eues avec elle. Je suis persuadée pourtant que, malgré sa dévotion, elle n'aura pas cette retenue à mon égard, et, qu'à tort ou raison, elle se plaindra de moi; mais, si l'on voulait toujours user de représailles, on prendroit tour à tour les défauts de chacun, et ce seroit un mauvais marché à faire (octobre 1780).

De Gustave III à M<sup>me</sup> de Boufflers :

Je tâcherai dorénavant de lui donner plus d'activité (à sa correspondance), quoiqu'elle soit en tiers avec les rois de Prusse, de France et d'Angleterre et avec l'impératrice-reine, car tous ces bonnes gens-là auront la bonté de me lire avant que vous n'ayez reçu ce griffonnage..., vous vous rappelez que M<sup>me</sup> de la Marck trouvoit qu'un tiers (la princesse de Croy) étoit de trop dans la conversation; en voilà quatre bien comptés, sans tous les petits princes d'Allemagne, les Villes libres..., qui me feront le même honneur (17 novembre 1780).

Les mesures de prudence avant l'attaque :

Puisque V. M. me parle de M<sup>me</sup> de la Marck, y auroit-il de l'indiscrétion de vous demander, sire, si vous en avez reçu des lettres et si elles sont sur l'ancien ou le nouveau ton qu'elle avoit pris dernièrement. J'ai vu M<sup>me</sup> de Croy, nous sommes très bien ensemble; S. M. peut juger quel a été le sujet de notre entretien; j'ai pris beaucoup d'amitié pour elle et pour la maréchale du Muy, à cause de l'analogie de nos sentiments (4 décembre 1780).

L'attaque, un chef-d'œuvre :

Je n'ai vu M<sup>me</sup> de la Marck qu'une seule fois depuis Spa. On m'a dit qu'elle étoit de meilleure humeur et que la lettre que V. M. a écrite à M. de Castries vous avoit rendu ses bonnes grâces; j'ai su aussi qu'elle avoit rencontré la reine chez M<sup>me</sup> de Polignac, qu'elle l'avoit amusée par beaucoup de facéties, qu'elle avoit conté les querelles qu'elle s'étoit faite à Spa avec des détails fort étranges et fort ridicules. V. M. la connoît à présent et sait de quoi elle est capable; c'est une personne passionnée et toujours hors de mesure, qui n'a nulle tenue et qui aime et hait en un même jour à la fureur, qui, d'ailleurs, ne peut se soumettre à vieillir et voudroit dominer et occuper d'elle comme dans l'âge de la galanterie. Ce sont des vérités que je savais qui ne seroient pas longtemps à se découvrir et que je n'aurois jamais fait connoître si elles avoient pu se cacher, mais ce seroit une bonté qui tiendrait de la sottise ou de l'hypocrisie de ménager une personne qui ne se ménage pas elle-même et qui s'est déclarée en propos très déplacés selon ce qu'on m'a dit (17 avril 1781).



Qu'on cherche le nom de M<sup>me</sup> de Boufflers dans la correspondance de M<sup>me</sup> de la Marck après 1780, on ne l'y trouvera pas; peu à peu ses lettres ont repris le ton de l'ancienne intimité; c'est le même culte, ardent et naïf, aveugle et touchant, uniquement préoccupé de son objet. Elle écrit plus rarement, c'est qu'elle est gravement malade. En a-t-elle jamais voulu à Gustave III? Elle compte l'année 1780 parmi les plus heureuses de sa vie, le séjour de Spa lui a procuré un « grand bonheur. » En vérité, si elle « hait » jamais quelqu'un « à la fureur, » ce ne put être que M<sup>me</sup> de Boufflers, qui le lui rendit bien.

M<sup>me</sup> de la Marck croyait avoir prononcé à Bruxelles un adieu éternel; trois ans s'écoulaient; Gustave III est repris de son humeur voyageuse; il parcourt l'Italie; en juin 1784, il est à Paris, ce fut le dénouement.

Arrivé à Versailles le 7, le 10 il écrit à Creutz, rappelé à Stockholm et président de la chancellerie royale : « J'ai retrouvé mes anciennes amies et je les ai revues avec un plaisir infini. Vous pouvez bien juger que je n'ai pas encore fait le tour entier. J'ai vu M<sup>mes</sup> de Boufflers, de la Marck, de Luxembourg, de Croÿ, de Mouchy, d'Usson, de Beauvau... » Il a retrouvé ses amies, les salons, les théâtres, les fêtes, Versailles, dont il n'a point cessé d'admirer l'élégance et l'esprit, Paris, qu'il aime, le sachant prompt à l'enthousiasme et prodigue de retentissantes louanges; à treize années de distance, il veut recommencer l'entreprise glorieuse et vaine, il veut conquérir Paris, il le veut ardemment, témoigne d'un zèle presque frénétique; son endurance étonne, son omniprésence déconcerte. Fut-il en 1771 plus aisément spirituel, plus chaleureusement éloquent, galant avec une plus flatteuse réserve? Fut-il jamais plus français, plus séduisant, plus jeune? Il est armé d'expérience, la nécessité le presse. Pourtant il échoue. On le loue certes, on l'encense, il est populaire, il est chansonné. Qu'importe! le souverain en exercice ne retrouvera jamais cette unanimité d'enthousiasme qui accueillit le prince. Il ne peut faire qu'il n'ait vécu, régné; ses chagrins domestiques, ses succès politiques l'ont atteint dans son orgueil et dans sa vanité; son humeur à changé; il a chassé les conseillers, des favoris l'entourent; il est despotique, irritable, inquiet; il rêve de chimériques ambitions, et sa dissipation est sans remède. Cessera-t-il en voyage d'être lui-même? Ses amis de France sont surpris; il est blessant, il froisse la reine; il n'est plus le héros idéal; surtout il n'est pas le docile pupille que pense M<sup>me</sup> de Boufflers, et il n'est pas le roi « sensible », d'une sentimentalité un peu bourgeoise qu' imagine M<sup>me</sup> de la Marck.

Tandis que Gustave III s'agite, M<sup>me</sup> de la Marck risque d'être délaissée, tort peut-être réparable; une malheureuse affaire où elle se trouve mêlée malgré elle gâte tout. Parmi les favoris dont l'intimité avec Gustave III fait jaser les méchantes langues de Paris, l'un des plus en vue est Peyron<sup>1</sup>. On sait sa rapide fortune, son passage au régiment de la Marck<sup>2</sup>; son refus de s'embarquer pour les Indes, son exclusion de l'armée française. Pendant son séjour à Paris, M<sup>me</sup> de Boufflers et de la Marck l'ont particulièrement choyé; M<sup>me</sup> de la Marck l'a logé; elle a excusé le coup de tête; elle a imploré le pardon de Gustave III: « Ce jeune homme a été plus malheureux que coupable; sa faible constitution ne lui permettoit pas de supporter la mer; les mauvais conseils de gens sur lesquels il comptoit l'ont entraîné et lui ont fait quitter notre service pour ainsi dire malgré lui; les seules bontés de V. M. peuvent le consoler » (30 mars 1782). Gustave III a accueilli Peyron, l'a « consolé. » Les anciens chefs n'ont point pardonné; de retour des Indes, le colonel de la Marck s'exprime en termes fort vifs: le hasard l'a mis en possession de documents désobligeants pour Peyron. Sa dureté peut-être a causé l'insubordination de Peyron et de quatorze autres officiers, il crie son ressentiment et son mépris. M<sup>me</sup> de la Marck prend peur; peut-elle d'ailleurs soutenir l'officier indiscipliné, repousser le témoignage même de l'écriture de Peyron? Elle lui écrit en Italie; elle écrit à Taube, supplie qu'on n'amène point en France l'imprudent dont elle paraît ignorer la faveur. Mais Gustave III s'est mis en tête de faire réintégrer dans le régiment de la Marck son favori, victime, assure-t-il, d'une persécution. Peyron viendra à Paris tête haute et suffisamment protégé contre le colonel, contre la famille de la Marck. Une lettre à Creutz révèle l'état d'esprit du roi de Suède :

Rome, 27 mars 1784.

M<sup>me</sup> de la Marck a écrit une lettre de cheval au pauvre petit Peyron, tout prouve que c'est à la sollicitation du comte de la Marck. Elle est terrible avec ses inconséquences. Elle a antidaté sa lettre, ce qui fait qu'il en a d'elle de dates antérieures (?), où elle le traite parfaitement bien, où elle l'invite de demeurer chez elle pendant mon séjour en France. Aujourd'hui, c'est autre chose. Je suis persuadé qu'elle me fera encore quelque scène, et je suis très résolu de ne point les souffrir, ni pour moi ni pour les personnes qui m'accompagneront. Ce sont ces sortes de choses qui me font redouter un voyage dans son pays (en suédois). Ceci ne me rassure pas.

1. Karl Peyron, 1757-1784; v. Fersens *Hist. skr.*, V.

2. Commandé par le prince d'Aremberg, comte de la Marck, déjà cité. Voir plus haut.

La « lettre de cheval » était probablement la suivante (sans adresse) :

Paris, 6 février 1784.

L'amitié que j'ai eu pour vous, Monsieur, m'engage à vous donner un conseil que vous suivrez si vous êtes raisonnable : le comte de la Marck est de retour. Je sais qu'il a trouvé dans les papiers des Suédois qui sont morts des lettres de vous qui ne sont pas à votre avantage. Ne vous exposez pas à venir dans un pays où vous seriez mal reçu et où je ne pourrais vous voir. Le roi de Suède s'apercevrait aisément du froid qu'on a pour vous, et cette impression pourroit vous faire un tort irréparable. Trouvez quelque prétexte pour retourner dans vos pays et évitez par cette sage conduite les désagréments que vous pourriez rencontrer icy. Une fausse démarche entraîne toujours bien des chagrins après elle; le plus grand de tous seroit de perdre votre état et les bontés du roy; il faut éviter ce malheur par une conduite sage. Ne doutez jamais, Monsieur, des sentiments avec lesquels je suis votre très humble et très obéissante servante. — Je ne sais par quel hasard mes armes se trouvent dans votre écusson; comme nous ne sommes point parents, je vous prie de vouloir bien les retrancher des vôtres<sup>1</sup>.

Question de dates à part, les « inconsequences » de M<sup>me</sup> de la Marck étaient fort raisonnables, fort prudentes ses oburgations, prévoyants ses conseils, délicatement courtoise sa lettre de congé. Dès l'arrivée de Gustave III, elle a avec lui une explication... insuffisante. Gustave III soutient Peyron obstinément et fort imprudemment l'impose. Invité chez la marquise de Polignac, l'amie de Marie-Antoinette, il prétend que la marquise retire une invitation adressée au comte de la Marck. Staël, chargé de transmettre les *ordres* de son maître, est fort empêché, il obtient à grand'peine d'en être dispensé. Gustave III va chez la marquise, fait un affront au colonel. Peyron essuie des avanies : pendant une fête donnée par le duc de Brissac, il quitte le bras de Gustave III et provoque la Marck; il reste le lendemain matin (25 juin) sur le champ du combat, au bois de Boulogne, tué net, le cerveau perforé d'un coup d'épée.

Un autre favori, G.-M. Armfelt<sup>2</sup>, a noté dans son journal la colère et la violente douleur de Gustave III lorsqu'il apprend cette mort, au retour d'une visite à Saint-Denis. Gustave III aurait alors déclaré avoir conseillé à Peyron de se battre. Le même jour, il va chez la maréchale du Muy, qui ne sait rien encore, puis à la représenta-

1. *Gust. papper*, Lettres de M<sup>me</sup> de la Marck.

2. G. M. Armfelt... af Elof Tegner, I, 127; cf. *Journal...* (Ups. Handl., F 616 a).

tion du *Mariage de Figaro*, et, en « passant » (en français), chez M<sup>me</sup> de la Marek, *pour savoir comment elle se porte*. Il soupe chez M<sup>me</sup> de la Vallière; il rentre tard, il passe une nuit agitée.

Est-ce bien une visite de courtoisie que fait ce jour-là Gustave III à sa vieille amie, à la parente du colonel, lui-même grièvement blessé? Que put-il bien lui dire, puisqu'il ne fit point amende honorable? Banalités mondaines, phrases négligentes, d'où se détache le mot cruel qui met fin « en passant » à une longue amitié! Fût-ce leur dernière entrevue? Le nom de M<sup>me</sup> de la Marek n'est point sur la liste de personnes qui reçurent le roi de Suède pendant son séjour à Paris (7 juin-20 juillet).

Et, deux mois plus tard, Gustave III, rentré en Suède, écrit à M<sup>me</sup> de Boufflers :

Je vous prie de distribuer mes compliments à toutes les dames qui se souviendront de moi, et surtout à mes vieilles connoissances de treize ans (une cependant exceptée, que je souhaite qui m'oublie, vous m'entendez bien), M<sup>mes</sup> de Luxembourg, de Beauvau, de Mirepoix, de Boisgelin, de la Vrillière, la princesse de Croy, la maréchale de Mouchy... (6 septembre 1784).

Ces noms reviennent comme un refrain sous la plume de Gustave III; ces amitiés féminines le justifient à ses propres yeux, elles le rassurent, elles lui suffisent; amitiés lointaines, liens légers que nouèrent le caprice et la vanité, si légers, si ténus que personne ne songe à les rompre! Gustave III désormais n'en supporte point d'autres; ambitieux déçu, affolé d'orgueil, il n'a que faire de grandes affections, le vrai dévouement l'importune; il n'a pas un mot de regret pour la vieille amie, si droite, si sincère! Et s'il est las d'un attachement imprudemment passionné, quel grief a-t-il contre l'enthousiasme avisé de M<sup>me</sup> de Boufflers? Il la « blesse dans la partie la plus sensible; » elle se plaint en des lettres empreintes d'une dignité triste et fière et bientôt s'oublie elle-même pour donner les plus viriles conseils :

Vous avouerai-je, avec la liberté d'une amie fidèle, que je me suis aperçue de quelque altération dans votre caractère, imperceptible à d'autres yeux, mais qui, bien que légère, n'a pas moins excité mes alarmes. Je n'ai point voulu troubler le plaisir de votre voyage par des représentations, ces petits excès pouvoient être excusés par une curiosité qui n'auroit bientôt plus l'occasion de se satisfaire et ne peuvent pas laisser de traces; c'est le principe que je combats et que je crains. Je sais par expérience qu'on ne reprend pas les occupations sérieuses quand on le veut, et d'ailleurs quand, par une supériorité que vous

possédez bien réellement en tout genre, vous pourriez éviter cet inconvénient, il faut encore observer les bienséances qui ne permettent à aucun homme raisonnable une dissipation continuelle et qui ordonne particulièrement à un grand homme la modération en toutes choses (3 août 1784).

Tel est, dans le silence des courtisans de Drottningholm, le langage de la frivolité française ! Inefficace, il fait honneur à M<sup>me</sup> de Boufflers ; mais sauve-t-on par des paroles un homme à la dérive ?

M<sup>me</sup> de Boufflers n'écrit plus qu'une seule fois le nom de la « rivale. » Staël, après le départ de son maître, avait marqué quelque promptitude à se dégager vis-à-vis de M<sup>me</sup> de la Marck ; M<sup>me</sup> de Boufflers s'en offense ; elle pratique la générosité des convenances : « A moins que ce ne soit par votre ordre, je ne crois pas qu'il doive rompre avec elle en la négligeant à ce point. Quelques visites de civilité comme particulier me paraissent convenables. »

M<sup>me</sup> de Boufflers continua à correspondre avec Gustave III jusqu'à la fin du règne ; émigrée en Angleterre dès le 14 juillet 1789, elle reçut de son ami royal des secours qui ne garantirent point les dernières années de sa vie contre un demi-dénuement<sup>1</sup>.

Plus heureuse, M<sup>me</sup> de la Marck ne devait point connaître les longues humiliations d'une vieillesse errante et dépossédée ; elle eut de courts démêlés avec les autorités révolutionnaires ; inscrite sur la liste des émigrés au cours d'un voyage à Bruxelles en 1791, ses biens furent mis sous sequestre<sup>2</sup> ; elle mourut au moment d'en recouvrer la jouissance à la Montagne du Bon-Air (Saint-Germain), le 29 juin 1793.

LUCIEN MAURY.

1. Morellet, *Mém.*, t. II, chap. xxvi. Lettres de M<sup>me</sup> de Boufflers à Rosenstein (Ups., 8306). Elle mourut le 4 décembre 1800. Voir acte de décès et inventaires reproduits dans Vivie, *op. cit.*

2. *La comtesse de la Marck et l'Assemblée nationale*, broch., s. d. Bibl. nat., Ln<sup>27</sup> 11158. Cf. réimpr. de l'ancien *Moniteur*, séance de l'Assemblée nationale du 25 juillet 1790. Voir aussi aux Archives nationales, sequestre des particuliers, T 769, O<sup>1</sup> 1681, O<sup>1</sup> 1682, F 75697.

## APPENDICE.

Nous reproduisons les deux lettres ci-dessous pour servir de complément à la publication de M. Vivie. La première (sans date ni adresse) était évidemment destinée à la comtesse de Boufflers, en réponse au « songe » que M. Vivie a inséré en guise de « prologue. » La seconde est une lettre de M<sup>me</sup> de Boufflers, dont l'original appartient à la Bibliothèque royale de Stockholm.

Que vous dirai-je, Madame la Comtesse, et comment exprimer tous les sentimens que m'a fait éprouver votre songe ? Les sentimens n'ont point de langage, les paroles dont se servent le commun des hommes sont toujours trop faibles pour bien exprimer ce que peut un cœur délicat, tendre et susceptible des plus vives impressions. Oui, vous m'avez fait goûter les momens les plus doux qu'une âme sensible peut éprouver ; j'ai cru être aimé pour moi-même, et vous voulez bien me conserver cette agréable illusion ; j'ai cru être aimé pour moi-même déjà, et cela par les personnes dont j'étois le plus jaloux de mériter l'amitié. Vous voulez bien me confirmer cet espoir de la manière la plus délicate et la plus agréable. Jugez de combien de sentimens divers je dois être agité, la joie et la reconnaissance se mêlent aux regrets, et je sens combien est grand l'engagement qu'un suffrage tel que le vôtre me fait contracter. Si vous pouviez connoître toute l'étendue des désagrémens que j'éprouve, vous me trouveriez bien à plaindre ; je paye bien cher ces agréables momens que j'ai passés près de vous et dans le pais le plus agréable de la terre ; mais, quelque peine que j'éprouve, je ne trouve pas qu'ils sont à comparer avec le plaisir (quoique mêlé de regrets) que je goûte en pensant que j'ai des amis qui sentent mes peines et les partagent, et je me forme souvent d'agréables illusions en me flattant de l'espoir de recevoir un jour ces mêmes amis dont les sentimens sont si chers et dont le suffrage me payeroit amplement des caprices d'un peuple bizarre, aveugle et malheureusement souvent trompé. Si vous exécutez jamais le projet dont vous m'avez flatté, vous seriez en effet pour moi une de ces fées favorables dont les douces influences consolent les mortels et qui ne paroissent que pour affermir leur constance et les soutenir par l'espoir de leur suffrage<sup>1</sup>.

1. Brouillons de Gustave III, *Gust. papper*, F 418.



Sire,

Je vois partir M. l'ambassadeur<sup>1</sup> avec bien du chagrin; il laisse icy beaucoup de regrets à tous ceux qui l'ont connu particulièrement. L'aménité de son caractère, sa politesse, sa complaisance, les grâces de son esprit sont des qualités qui ne peuvent manquer leur effet et qui sont assurées de plaire aux plus difficiles. Il ne m'appartient pas de rendre justice à sa capacité dans les affaires, mais il est impossible de n'en pas former la plus haute idée d'après le choix glorieux que Votre Majesté a fait de luy et la place<sup>2</sup> qu'elle lui destine. Ce que je puis dire, du moins à l'égard de celle qu'il a occupée en France, c'est qu'il a rempli d'une manière distinguée tout ce qui en constitue les devoirs extérieurs par une dignité sans orgueil et jamais embarrassante, une prudence impenétrable, qui n'a rien d'affecté ni de suspect, par la générosité de ses manières, la noblesse de sa représentation et sa bonté paternelle envers ses compatriotes, qui ne sera jamais surpassée et qui leur a été fort utile. Mais, ce qui m'afflige le plus dans cet événement, c'est que j'appréhende, sire, que, par le rappel du comte de Creutz, nous ne le perdions et que vous ne le conserviez pas; un si grand changement de température, de manière de vivre et d'occupations, avec ce qui luy en coûte pour le charger d'un si pesant fardeau, et le mauvais état de sa santé, tout cela me fait craindre infiniment pour luy. Je sais que l'attachement sincère et tendre qu'il a pour Votre Majesté, ses bontés, dont il recevra des témoignages journaliers, et le touchant intérêt qu'il doit trouver à vivre sous ses yeux, et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans votre société intime, doit adoucir ses peines, effacer des souvenirs pénibles et le dédommager de tout ce que l'habitude luy a rendu nécessaire, mais je crains toujours l'effet des premiers efforts qu'il a fallu se faire et ce que la solitude, dans un si long voyage, peut opérer sur luy; pour moy, je suis désespérée et d'avoir ignoré les projets de Votre Majesté et d'être restée dans l'incertitude sur tous les éclaircissemens que j'avois désirés et demandés, qui sont toujours restés sans réponse; si j'avois pu prévoir d'être accompagnée de M. le comte de Creutz, mes inquiétudes auroient été moindres, et la plupart des difficultés qui m'arrêtoient auroient pu disparaître. Par le moyen de M. de Vergennes, j'aurois peut-être obtenu l'avance des fonds qui m'appartiennent, votre recommandation, prétextée du voyage que je devois entreprendre, auroit pu me servir à cet effet; pour lors, assurée d'une escorte aussi sûre qu'agréable, assurée des payemens que je dois faire d'icy au mois de septembre, les principaux obstacles étoient levés. Je ne me résoudrai jamais à renoncer à l'espoir d'aller en Suède, je renoncerois plutôt à vivre, mais, cette occasion perdue, qui peut prévoir ce qui

1. Creutz rentre à Stockholm le 7 juin 1783.

2. La présidence de la chancellerie royale.

arrivera par la suite? puisque la seule année où je suis libre par ma santé et par les circonstances je suis retenue par mes affaires. Je n'ay point eu l'honneur de voir la Reine depuis la réponse que je luy ai rendue de la part de Votre Majesté, parce que je garde une personne qui est inoculée, mais j'en ai receu une lettre où elle témoigne qu'elle sent avec reconnaissance ce que vous avez fait pour elle et paroît très sensible au chagrin que la perte du jeune prince cause à Votre Majesté.

Je n'ay rien d'intéressant à luy mander que M. l'ambassadeur ne puisse avoir l'honneur de vous dire, et je me bornerai, sire, aux assurances respectueuses d'un attachement aussi long que mes jours, et qui en feroit le bonheur si je n'étois pas destinée à les passer loin de votre présence. Votre Majesté me feroit une grande grâce si elle daignoit m'instruire de sa santé et de la situation de son âme et m'apprendre si la douleur de la Reine commence à se calmer et si sa grossesse se confirme. Indépendamment des sentimens de Votre Majesté, qui régleront toujours les miens, sa sensibilité et ses vertus ont des droits sur tous les cœurs.

Ce 12 may 1783.

---

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

#### ÉPOQUE MODERNE.

GÉNÉRALITÉS. — Commençons ce Bulletin par une bonne nouvelle, celle de l'apparition de la cinquième année du *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France*<sup>1</sup>. C'est surtout maintenant que l'on peut mesurer le service que nous rend cet inestimable instrument de travail. Le nouveau fascicule, consacré aux publications de l'année 1902, ne contient plus, il est vrai, les sections Histoire des sciences, des lettres, de l'art. Mais, grâce à la libéralité de la Société d'histoire moderne, MM. G. BRIÈRE, P. CARON, H. MAISTRE pourront, dans le prochain fascicule qu'ils nous promettent pour la fin du printemps, combler cette lacune. — On notera cette année une amélioration très sérieuse apportée au classement des comptes-rendus : les ouvrages publiés en 1902 sont accompagnés de la mention des comptes-rendus parus, non seulement en 1902, mais encore en 1903. On pourra ainsi se rendre bien plus complètement et plus vite compte de la valeur d'un livre nouveau.

XVI<sup>e</sup> SIÈCLE. — L'historiographie du XVI<sup>e</sup> siècle français s'est enrichie de trois ou quatre œuvres de valeur, dont une a pour auteur un étranger.

La place nous manque pour rendre compte comme il conviendrait des trois volumes de l'*Histoire de France* de M. E. LAVISSE, qui sont consacrés au XVI<sup>e</sup> siècle. Mais la *Revue* ne saurait les laisser passer sans les signaler. Les deux premiers sont l'œuvre de M. H. LEMONNIER<sup>2</sup>, le troisième celle de M. J.-H. MARIÉJOL<sup>3</sup>.

Les deux demi-tomes de M. Lemonnier embrassent les guerres

1. Société nouvelle de librairie et d'édition, 1904, in-8°, x-255 p.

2. T. V : I. *Les guerres d'Italie. La France sous Charles VIII, Louis XII et François I<sup>er</sup> (1429-1547)*. Hachette, 1903, 394 p. — II. *La lutte contre la maison d'Autriche. La France sous Henri II (1519-1529)*. 1904, 380 p.

3. T. VI : I. *La Réforme et la Ligue. L'Édit de Nantes (1559-1598)*. 1904, 429 p. Le second demi-tome de M. Mariéjol, *Henri IV et Louis XIII*, est en cours de publication. (Il vient d'être achevé à l'heure où je corrige ces épreuves.)

d'Italie et la lutte contre la maison d'Autriche. Tous deux se présentent comme des compositions harmonieusement équilibrées; la moitié environ de chaque volume est consacrée au récit des faits (récit remarquable, surtout dans l'exposé des négociations diplomatiques, par sa netteté), la seconde moitié de chacun est un « tableau » de la civilisation, des idées, des mœurs, des arts, de l'organisation sociale, bref, une véritable histoire « de la France » pendant soixante-cinq ans. Je ne vois pas qu'on en puisse trouver ailleurs l'équivalent.

Ce procédé de composition permet de dégager les événements essentiels. Les États de Tours de 1506 acquièrent ici toute leur signification, rien que d'être encadrés dans un chapitre (livre II, ch. 1) sur « la France pendant les guerres d'Italie ». L'histoire de la Réforme française est prise, comme il fallait, dès ses débuts; et j'espère que, grâce à la diffusion de cette collection, nos livres scolaires et notre enseignement vont enfin être débarrassés de cette ânerie qui consistait à ne faire intervenir le protestantisme comme facteur de l'histoire de France qu'à dater de 1559-1564. M. Lemonnier a tenté une synthèse de tous les travaux de détail publiés sur les divers courants qui se sont mêlés pour faire la réforme précalvinienne, sur les classes et les provinces<sup>1</sup> dans lesquelles la doctrine s'est répandue. Peut-être n'a-t-il pas suffisamment insisté sur l'influence exercée par les pays voisins de langue française, Metz avant 1552, la Savoie avant 1536, la Lorraine, les Flandres et le pays wallon, la Comté. De même, s'il donne de Calvin une intéressante caractéristique<sup>2</sup>, très exacte dans l'ensemble, il n'est pas juste de réduire sa lutte contre les « libertins » à une question purement religieuse; elle impliquait une question de moralité. Il n'est pas non plus d'une stricte logique de tirer de la mort de Servet cette conclusion que les protestants français auraient sans hésitation brûlé les catholiques (p. 184); Servet n'était pas un hérétique comme les autres; et, s'il ne nous paraît pas aujourd'hui plus coupable de nier la Trinité que de croire à la transsubstantiation, ces deux « erreurs » ne pouvaient être équivalentes pour un cerveau du xvi<sup>e</sup> siècle.

On attendait avec une certaine curiosité les chapitres de M. Lemonnier sur les beaux-arts. Dirai-je que, sans m'avoir causé précisément une déception, ils ne m'ont point semblé supérieurs à ceux qui

1. Un singulier oubli, p. 195 : après avoir annoncé une étude sur le ressort de chaque parlement, M. Lemonnier omet celui de Dijon.

2. P. 230, cette fine observation : l'orthodoxie de Calvin est du même ordre que l'orthodoxie littéraire des humanistes; pour eux comme pour lui, c'est le livre, c'est « l'écriture », c'est le passé antique qui est la vérité.

traitent de l'évolution politique, sociale ou religieuse? Je crois bien qu'ici le spécialiste a été quelque peu étouffé sous l'amas de ses propres richesses. A force de vouloir tout dire, et trop dire, l'historien risque parfois d'abuser des détails sur la biographie des artistes, des descriptions minutieuses des œuvres. Les chapitres d'histoire littéraire souffrent de la même pléthore; et, comme l'espace est mesuré à l'auteur, cette pléthore devient sécheresse. Nous avons souvent des résumés d'une bonne histoire de la littérature française<sup>1</sup>, plutôt que l'analyse des grands courants historiques tels qu'ils s'affirment dans la littérature du temps.

En politique, en littérature, en art, M. Lemonnier n'appartient pas à cette école qui, sur les pas du duc de Chaulnes, de Müntz, de Delaborde, faisait des guerres d'Italie le point lumineux de notre histoire, l'aboutissant nécessaire de notre tradition nationale. Contre cette légende, qui paraît bien avoir assez longtemps régné, l'élève de Courajod dirige des coups redoutables, et parfois même d'une violence excessive<sup>2</sup>.

Très différente est la manière de M. Mariéjol. A la précision un peu sèche de M. Lemonnier, celui-ci oppose une verve entraînante, une ironie volontiers irrespectueuse des grands noms du passé. Il se plaît visiblement à démêler le fonctionnement des institutions, les luttes d'influence, le jeu des forces antagonistes. Il les voit un peu du dehors, et l'on ne peut dire de lui qu'il se soit fait une âme du xvi<sup>e</sup> siècle pour les décrire. Mais comme il les fait bien comprendre! Sa connaissance profonde, qu'on sent ancienne, journalière et familière, de toute la littérature de ce temps lui permet d'émailler à tout instant son texte de phrases topiques, révélatrices, qu'il emprunte aux correspondances, aux harangues, à ces innombrables pamphlets dont la pluie s'abattait sur les partis. D'un crayon ferme, sûr, pointu et malicieux, il dessine les portraits des principaux acteurs, les Lorrains, Montmorency, les Châtillon, Antoine, L'Hôpital, — « cet honnête homme était un habile homme », — Henri III, « un intellectuel qui a le dégoût de l'action », surtout Catherine<sup>3</sup>. Il ne

1. Résumés forcément incomplets. C'est ainsi que je n'y trouve pas (sauf erreur) La Popelinière, dont les idées en matière d'histoire et aussi sur « la querelle des anciens et des modernes » sont si curieuses et si originales.

2. P. 12, il rabaisse décidément trop le rôle de l'Italie comme école de la politique et de la diplomatie européennes.

3. P. 30 : « Malgré neuf grossesses, l'âge mûr et l'embonpoint, elle était restée très alerte, grande chevaucheuse, grande marcheuse et grande mangeuse... » Voy. aussi p. 42.

flatte pas ses modèles, mais il nous procure le sentiment aigu de la ressemblance, de la réalité concrète enfin saisie.

La tâche de M. Mariéjol était particulièrement difficile. Rien n'est compliqué comme cette histoire des guerres civiles, avec leurs recommencements perpétuels. M. Mariéjol y apporte une extraordinaire clarté, et l'on est tout étonné de se reconnaître si aisément dans ce dédale. Il note dès le début la transformation qui se produit vers 1560 dans le sein du protestantisme et qui, d'une religion de penseurs, de bourgeois, de petites gens et de martyrs, fait un parti de gentilshommes et de politiques prêts à l'action et à la révolte. Il a cherché à tenir la balance égale entre papistes et huguenots. Je crois bien qu'il y a presque réussi, puisqu'il s'est vu attaquer à la fois par la *Revue des Questions historiques*, pour avoir jugé avec trop d'indulgence le traité de Hamptoncourt, et par le *Bulletin du protestantisme*, pour avoir trop facilement accueilli, contre le baron des Adrets, les accusations postérieures des jésuites.

L'*Histoire de France* dirigée par M. LAVISSE a, dès à présent, sur la plupart des entreprises collectives du même genre, une supériorité incontestable : elle marche; pas très vite, mais elle marche. Elle en est à son douzième demi-tome, et ni le zèle des auteurs, ni la valeur de l'œuvre, ni l'intérêt des lecteurs n'ont fléchi. Malgré la variété inhérente à toute collaboration, elle conserve une réelle unité; on n'y relève pas, entre les diverses parties, ces différences et ces inégalités qui nous ont trop souvent affligés ailleurs. Les noms inscrits sur le programme des trois derniers tomes nous sont un sûr garant qu'elle gardera jusqu'au bout cette belle tenue. Elle constituera, d'ici un ou deux quarts de siècle, l'indispensable lecture préparatoire à toute recherche spéciale sur l'histoire de France. Et, ce qui n'a jamais rien gâté, elle se lira non sans plaisir. — Libre maintenant aux rêveurs d'impossible de reprocher à ces auteurs d'une histoire en neuf tomes d'avoir réduit à l'essentiel l'apparat critique du bas des pages!

Après vingt ans de travail préalable, M. Arthur TILLEY nous donne *The literature of the French Renaissance*<sup>1</sup>. Non seulement ses deux volumes feront excellemment connaître au public anglais une des périodes les plus intéressantes de notre histoire littéraire, mais j'ose dire que, traduite presque telle quelle en notre langue, l'œuvre de M. Tilley y ferait encore fort bonne figure, même, — et nous n'écrivons pas ces mots à la légère, — à côté des travaux français les plus récents. M. Tilley possède une connaissance très pré-

1. Cambridge, University press, 1904, 2 vol., xxiii-355, xv-360 p., 1 index. La coupure entre les deux volumes est à 1580.



cise, très sûre, rare chez un étranger, de notre vieille langue<sup>1</sup> et de nos écrivains; un sentiment généralement juste de leurs mérites et de leurs défauts<sup>2</sup>. Non seulement il a étudié tous les textes avec une remarquable conscience, mais il est rare qu'un livre important, qu'un article de valeur lui ait échappé<sup>3</sup>. Les notices qui terminent chaque chapitre seraient utiles à nos propres étudiants.

M. Tilley a fait un réel effort pour ne pas réduire l'histoire littéraire à celle de cinq ou six génies. Il n'oublie pas les *Di minores*<sup>4</sup>, et il cherche vraiment à rendre une évolution. On le chicanera (M. Lemonnier le chicanerait avec raison) sur le début qu'il fixe à cette évolution : l'avènement de François I<sup>er</sup>, et aussi sur le terme : Régnier<sup>5</sup>. Mais ce que je dois noter ici, c'est la solidité avec laquelle sont traitées les parties du sujet qui intéressent l'histoire pure, à savoir l'influence de François I<sup>er</sup>, l'Humanisme, Rabelais (60 pages), Calvin, l'italianisme des Valois, les mémoires des guerres de religion.

Le tome second du monumental ouvrage consacré par M. E. DOUMERGUE à Jean Calvin, *les hommes et les choses de son temps*<sup>6</sup> a pour sujet spécial « les premiers essais » du réformateur, et va de son séjour à Ferrare, en 1536, à sa seconde entrée à Genève, en 1544. Premier séjour à Genève, séjour à Strasbourg, conférences de Francfort, rappel à Genève, ce sont des années qui comptent dans l'histoire de la Réforme française.

On sait quel est le procédé de composition de M. Doumergue. Fidèle à son titre, il nous donne moins une simple biographie qu'une *Cyclopaedia calviniana*. Calvin arrive-t-il à Ferrare? Description de Ferrare, ou plutôt notes de voyage de l'auteur, entremêlées de souvenirs et de rêveries historiques. Voit-il Renée? On nous exposera les relations de cette princesse avec Calvin jusqu'en 1564. Va-t-il à Francfort? « Nous allons le suivre pour jeter un coup d'œil sur la vieille ville allemande et impériale... » Et ainsi toute

1. Les fautes matérielles sont très rares. T. I, p. 67, erreur de ponctuation : « Que devant toy on a batu Finablement. » T. II, p. 168 : « Some lives of Virgil, » lire « lines ».

2. Le cant britannique l'a rendu peut-être un peu plus sévère que de raison pour les gauloiseries de Rabelais. Un peu trop le désir de donner des « places ».

3. Je crois, cependant, n'y avoir pas relevé Bourciez, *Littérature de cour sous Henri II*.

4. Par exemple (t. I, p. 242) Jeanne de Jussie.

5. Une certaine disproportion également entre les deux volumes, quoique le dernier contienne Montaigne.

6. Lausanne, Bridel; Paris, Fischbacher; Amsterdam, Feikema, Caarelsen et C<sup>ie</sup>, 1902, in-4°, xii-815 p., 75 reproductions d'estampes, etc., 75 dessins originaux de H. Armand-Delille, 14 appendices, index.

ville où Calvin a passé, fût-ce un jour (même des villes, comme Lyon, où l'on n'est pas très sûr qu'il soit venu), tout homme avec qui il a été en relation a ici son chapitre ou son paragraphe. Ajoutons que, le plus souvent, ce chapitre ou ce paragraphe est substantiel et plein, écrit d'après les documents les plus solides et d'une manière vivante. On ne pourra que goûter, par exemple, la peinture du milieu strasbourgeois, si pur, si large, si tolérant, si libre, oscillant entre la France, la Suisse et l'Allemagne, entre le luthéranisme, les premières formes de la rénovation religieuse suisse ou française et le calvinisme naissant, entre l'humanisme et la Réforme<sup>1</sup>.

C'est dire le travail colossal que s'est imposé l'auteur. A-t-il été aussi heureux dans les efforts qu'il a faits pour parler de Calvin en toute impartialité?

Contre Kampschulte et contre Cornelius, l'historien protestant a parfois raison, plus souvent peut-être qu'on ne serait tout d'abord tenté de le croire, par exemple au sujet de Renée de Ferrare<sup>2</sup>. Il a raison aussi lorsqu'il nous fait pénétrer dans l'intimité du réformateur, lorsque, s'appuyant sur des textes indiscutables, il nous révèle chez cet homme, que l'on peint si dur, les tendresses du mari, du père, de l'ami, le sourire de cette figure austère et tendue, un stoïcisme chrétien qui n'est pas indigne d'évoquer le souvenir de Marc-Aurèle. Sur Calvin et les arts, je crois aussi que ce livre modifiera quelque peu l'opinion courante.

M. Doumergue n'accepte pas toutes les légendes calviniennes<sup>3</sup>. Il admet que le réformateur fut un homme et qu'il eut les défauts des hommes. Il a le courage de diagnostiquer en lui une « épouvantable infirmité », celle de « l'homme qui est l'instrument de Dieu, et fait de Dieu son instrument à lui ». Mais que Calvin soit « l'instrument de Dieu », M. Doumergue n'en doute pas une seconde. Pour lui, comme pour les croyants du XVI<sup>e</sup> siècle, c'est à un miracle, à une intervention spéciale de la Providence qu'est due (p. 477-478) la rencontre de Farel et de Calvin : « La Providence calcule juste...<sup>4</sup>. » Aussi n'ose-t-il guère porter la main sur l'élu de Dieu. Il ne va pas

1. Sur Renée, en 1554 (p. 71), il est fâcheux que M. Doumergue n'ait pu connaître la *Correspondance de Dominique du Gabre*, publiée par M. Alexandre Vitalis en 1903, donc postérieurement au t. II du *Calvin*. Les lettres (p. 96 et 97) de du Gabre à Tournon et au duc de Ferrare, particulièrement le passage sur les coffres de la duchesse, achèvent d'éclaircir cet épisode.

2. Voy. l'appendice : « De quelques historiens de Calvin. »

3. Sur le prétendu séjour de Calvin au Val-d'Aoste, il se contente de prouver que la tradition n'est pas impossible a priori.

4. *Ibid.*, p. 711.

jusqu'à dire, à son propos (p. 246), que « la fin justifie les moyens » ; mais il n'est pas très éloigné de croire qu'il y a dans cette formule une part de vérité, et son plaidoyer pour la théocratie calvinienne servirait tout aussi bien à faire l'apologie de l'Inquisition ou des dragonnades. Même les personnes qui touchent de près à Calvin bénéficient de ce caractère à demi sacré : trop probe pour taire leurs faiblesses, M. Doumergue regrette de ne pouvoir les ignorer<sup>1</sup>. — On comprendra qu'une pareille disposition d'esprit ne soit pas la meilleure qu'on puisse rêver à un biographe de Calvin. Mais, plus dégagé de toute passion, plus indifférent aux questions qui se débattaient entre le réformateur picard et les *libertins* de Genève, M. Doumergue n'aurait sans doute trouvé nulle part la force d'entreprendre et de poursuivre cette œuvre colossale, et c'eût été grand dommage.

Prenons-la donc telle qu'elle est. Et souhaitons que, plus heureux qu'Herminjard, M. Doumergue puisse rapidement mener ce beau travail vers sa conclusion dernière<sup>2</sup>.

Guillaume du Bellay est un des types les plus achevés de ces gentilshommes français du xvi<sup>e</sup> siècle qui savaient joindre à la vaillance guerrière l'habileté politique et le goût des arts. Capitaine, le sire de Langey a fait ses preuves sur les champs de bataille ; il a été gouverneur de Turin, puis lieutenant général en Piémont. Diplomate, il a joué un rôle capital dans les affaires les plus délicates, la négociation du divorce et les négociations avec les princes et les réformés allemands ; il a tenu en main les clefs de la politique de François I<sup>er</sup> ; il en a été l'instrument le plus actif et (avec son frère Jean) le plus intelligent ; il en a été l'apologiste ; il a dirigé une sorte de « bureau de presse » chargé de plaider la cause du roi devant l'opinion européenne. Humaniste, il a groupé autour de lui une « clientèle littéraire », et il est mort, peut-on dire, entre les bras de son médecin, Rabelais.

Cette figure originale et multiple revit-elle avec un relief suffisam-

1. P. 469 : « On a *malheureusement* quelques renseignements de plus sur la fille d'Idélette, Judith... » Comme cette belle-fille de Calvin a mal tourné, M. Doumergue aimerait mieux ne rien en savoir.

2. L'illustration est en grande partie fondée sur des documents. Signalons le joli portrait de Hanau : Calvin à l'époque de son voyage d'Italie. C'est un jeune homme sérieux, sans rien de dur, presque un étudiant, mais en qui l'on pressent déjà un maître. Éviter de nous donner (p. 12) un plan de Ferrare en 1597 où se lisent les noms du *Corso Vittorio-Emmanuele* et de la *Via Palestro*. — Si joliment exécutés que soient les dessins de M. H. Armand-Delille, notre amour du document nous ferait parfois préférer des photographies. — L'impression est très soignée. — P. 656, « *cytharedi* (mot dérivé de Cythère)... » Non, mais, suivant l'expression de Viret, « ménestriers ».

ment puissant dans le travail, si richement et si consciencieusement documenté, de M. V.-L. BOURRILLY<sup>1</sup>? Ce qui gêne, semble-t-il, quelque peu l'auteur, c'est que le personnage peut difficilement se séparer de son frère le cardinal. M. Bourrilly, qui prépare une publication relative à Jean du Bellay<sup>2</sup>, a craint sans doute de la déflorer d'avance; de là, dans quelques parties de son *Guillaume*, quelque chose d'incertain et comme d'inachevé<sup>3</sup>.

Mais, si le 1<sup>er</sup> livre (1404-1528) est une histoire diplomatique d'une concision un peu sèche, l'intérêt se réveille avec l'affaire du divorce, avec les excellentes pages consacrées à « Langey et l'humanisme ». Quant au livre III (*Missions en Allemagne*), il est à peu près ce qu'on pouvait attendre de M. Bourrilly : c'est l'exposé le plus complet, le plus critique, le plus intelligible aussi qui ait été donné de la politique allemande de François 1<sup>er</sup>, de ses fluctuations, des rapports que sa politique allemande soutient avec sa politique religieuse<sup>4</sup>. On y souhaiterait seulement plus de vie, un style plus alerte, une allure moins languissante. Dans le livre IV, consacré au Piémont, on notera l'étude sur l'affaire Frégose et Rincon<sup>5</sup>.

Du Bellay n'a pas été seulement un homme d'action, il a été un historien. Le polémiste officiel se doublait d'un historiographe. Avec une incontestable sûreté de main, M. Bourrilly a débrouillé la question passablement obscure des rapports entre les *Ogdoades* de Guillaume et les *Mémoires* de Martin. Il a choisi, comme sujet de sa « petite thèse », la publication de la première *Ogdoade* latine<sup>6</sup>,

1. *Guillaume du Bellay, seigneur de Langey (1491-1543)*. Paris, Soc. nouv. de libr. et d'éd., 1905, in-8°, xvi-449 p., index, 3 pl. (Thèse de la Faculté des lettres de Paris.)

2. P. 1, n. 2 : « Une biographie de Jean du Bellay sortira de la publication de la *Correspondance politique* de ce personnage, entreprise sous les auspices de la *Société des Archives de l'histoire religieuse de la France*. »

3. Sur certains points, la thèse de M. Bourrilly satisfait moins complètement l'esprit que tel des articles donnés par lui au *Bulletin du Protestantisme français* et à la *Revue historique*, où il n'avait pas cette préoccupation de distinguer entre l'œuvre des deux frères.

4. Très bonne étude des nombreuses plaquettes, latines et françaises (souvent traduites en allemand), rédigées ou inspirées par Jean du Bellay pour réfuter les arguments des Impériaux. — Je me permets de rappeler que j'avais signalé l'importance de ces plaquettes dans la *Revue des cours*, 1900.

5. La documentation de M. Bourrilly sort de : Bibl. nat. (F. fr., Dupuy, Moreau; Pièces orig., Clairambault), Arch. nat., arch. des Affaires étrangères, Institut, Record Office, Marbourg, Turin. Il y a donc des chances pour qu'il ait à peu près épuisé son sujet.

6. *Fragments de la première « Ogdoade » de Guillaume du Bellay*... Paris, Soc. nouv. de libr. et d'éd., 1905, in-8°, xviii-172 p., 1 index. L'annotation

rédigée entre 1523 et 1524, et qui contient le récit de l'année 1524. Il a démontré que cette *Ogdoade* avait été utilisée par Martin, quoique celui-ci n'avoue d'autres emprunts à son frère que le texte des trois livres V, VI, VII des *Mémoires* (1536). En réalité, Martin s'est aussi servi des fragments en français<sup>1</sup> relatifs aux années 1534-1533 (fragments encore inédits, et que M. Bourrilly nous doit). Il a fait son livre VIII (1537) avec le dossier de correspondances officielles que Guillaume avait préparé sur les affaires du Piémont.

M. Bourrilly a donc fait faire un pas considérable à la critique des *Mémoires* des du Bellay; à la lumière de ses recherches, les *Mémoires* prennent une valeur nouvelle, puisque le travail de Martin, rédigé beaucoup plus tard, s'y mêle en réalité avec celui de Guillaume, dont la première partie est de 1523-1524 et dont le reste avait été esquissé entre 1536 et 1542. Les *Mémoires* sont en partie l'œuvre d'un des principaux agents du roi; malgré leur partialité, ils restent donc un des documents capitaux pour l'histoire de François I<sup>er</sup>.

M. André LEBEY dépense beaucoup de travail et quelque talent à réhabiliter Charles de Bourbon<sup>2</sup>. Le malheur est qu'il n'apporte aucun texte vraiment nouveau et qu'il suive trop aveuglément le récit de Marillac. En matière de critique des textes, M. Lebey se montre d'ailleurs peu exigeant. La moindre affirmation de Macquériau, ou même de Varillas, pourvu qu'elle soit favorable à son héros, lui apparaît comme « d'une singulière vraisemblance »; de la vraisemblance, il passe sans peine à la conjecture, de la conjecture à la quasi-certitude. Il va sans dire que Louise de Savoie, pour lui comme pour feu R. de Maulde, est une vieille femme amoureuse qui ne pardonne pas à Bourbon ses froideurs. Sur la foi d'un roman paru en 1696, M. Lebey admet également la fable des amours du

est très précise. Une très lucide introduction critique. On a, paraît-il, reproché à M. Bourrilly le choix d'un texte qui apporte peu de nouveau. Mais c'est son principal mérite, s'agissant de démontrer que le rédacteur des *Mémoires* a eu ce texte sous les yeux.

1. Arch. des Affaires étrangères, *Mémoires*, France 752. Les exemples cités p. 388, n. 1, ne laissent aucun doute sur l'usage que Martin a fait de ces fragments. — M. Bourrilly ne croit pas à l'affirmation de Martin, à savoir que son frère aurait composé en latin, puis traduit en français, sept « ogdoades », qui auraient disparu dans le pillage de 1543. D'après une lettre contemporaine de Jean, il ne devait y avoir de complet que le plan, avec des ébauches, des indications de lacunes à combler. On n'aurait pillé que les « papiers » proprement dits. — C'était d'abord Jean qui devait parfaire l'œuvre historique du seigneur de Langey.

2. *Le Connétable de Bourbon (1490-1527)*. Paris, Perrin, 1904, in-8°, 448 p., 2 portr.

connétable et de Marguerite d'Angoulême : les deux jeunes gens, veufs tous deux, échangent leurs serments à Madrid, sous l'œil fraternel de François I<sup>er</sup> ! Qu'après cela le patriotisme n'ait pas eu, en 1523, les mêmes exigences que de nos jours, c'est ce que l'on accordera très facilement à M. Lebey. Mais on n'ira sans doute pas, avec lui, jusqu'à voir en Bourbon l'un des plus beaux types d'homme du XVI<sup>e</sup> siècle.

Louis de Saint-Gelais, seigneur de Lanssac, gentilhomme de la chambre de Henri II, gouverneur de ses deux fils aînés, conseiller du roi, fut employé à de nombreuses missions diplomatiques, en Angleterre (1534) et en Écosse, auprès de Maurice de Saxe (1552) et d'Albert de Brandebourg, et surtout à Rome (1552, 1553, 1555, 1556), plus tard auprès du concile de Trente. M. Ch. SAUZÉ publie sa correspondance politique<sup>1</sup> pour les années 1548-1557 et nous promet un second recueil pour les années postérieures à 1558. Ces lettres, qui proviennent de la Nationale, des archives des Affaires étrangères, du Cher, de Modène, de Florence, sont importantes pour les affaires d'Italie<sup>2</sup>.

On sait de quelle façon clandestine Henri de Valois quitta, en juin 1574, son royaume de Pologne et quelle colère éprouvèrent les Polonais à se voir ainsi abandonnés. Une étude de M. DE PERSAN, préparée au cabinet des manuscrits, fait revivre les événements qui suivirent<sup>3</sup>. Une mission plus officieuse qu'officielle fut confiée à d'Espeisses, renforcé dans les derniers jours seulement par un ambassadeur en titre, le sire de Pibrac. D'Espeisses sut tenir tête aux colères et aux exigences polonaises, déjouer les menées allemandes, enfin retarder d'une bonne année l'élection du successeur d'Henri III. Le récit de cette triste fin de règne n'est pas dépourvu d'intérêt.

Je me demande comment la critique devrait s'y prendre pour décourager les historiens d'écrire des livres inutiles, j'entends par là des livres qui ne nous apportent aucun fait nouveau ou qui ne projettent point sur des faits connus une nouvelle lumière. La *Reine Margot*<sup>4</sup>, de M. MERKI, est, du moins jusqu'en 1582, un simple découpage des *Mémoires* de la reine, sans que la critique de ce texte

1. *Correspondance politique de M. de Lanssac* (Arch. hist. du Poitou, XXIII, 1904, XIV-628 p., index).

2. Quelques-unes déjà imprimées dans les *Mémoires-Journaux* de Guise et dans Ribier.

3. Paris, Plon-Nourrit, 1904, 72 p. (Extr. de la *Revue d'hist. diplom.*)

4. *La Reine Margot et la fin des Valois (1553-1615) d'après les mémoires et les documents*. Paris, Plon, 1905, in-8°, 448 p., 1 héliogr.



ait été même tentée par l'auteur<sup>1</sup>. On y a seulement entremêlé les correspondances les plus connues de cette époque. Pas de documents inédits, sauf, pour les dernières années de Henri III, un très petit nombre de pièces tirées du fonds Simancas; une connaissance très insuffisante des textes déjà publiés et des travaux de seconde main<sup>2</sup>; des anecdotes citées sans choix et parfois sans ordre<sup>3</sup>. Le tout, au reste, se lit agréablement et s'achève par un plaidoyer, en somme assez discret, en faveur de la reine Margot<sup>4</sup>.

Le tome III de l'*Histoire municipale de Paris*<sup>5</sup>, de M. Paul Robiquet, paraît plus d'un quart de siècle après le second, plus de trente ans après le premier<sup>6</sup>. Il est consacré au règne de Henri IV. Comme les précédents, il est surtout établi d'après les registres du bureau de ville. C'est une source excellente, et, comme la publication de ces registres s'arrête actuellement à 1598, le dépouillement de M. Robiquet présente pour nous un véritable intérêt. Mais ce n'est pas une source unique, et, faute d'avoir étendu ailleurs ses recherches, l'auteur n'est complet ni sur l'histoire économique et industrielle de Paris<sup>7</sup>, ni sur l'application de l'édit de Nantes, ni même sur les embellissements de la capitale.

Comme travaux modernes, M. Robiquet en est presque resté à Poirson, et il dépense contre cet auteur estimable, mais vieilli, une vigueur qu'il aurait pu mieux employer.

Cette pauvreté bibliographique est d'autant plus inquiétante que l'histoire de M. Robiquet est loin d'être exclusivement « municipale ». L'histoire de la cour, l'histoire générale y occupent une grande place, une trop grande place. Cependant, l'histoire même du corps municipal, — élections, administration financière, conflits avec

1. Trois lignes insignifiantes, p. 267, n. 1.

2. Les *Annales d'Issoire* données à tort (p. 347, n. 2, et ailleurs) comme inédites. Elles ont été publiées (fort mal, j'en conviens) par Bouillet.

3. La « Légende de la reine Margot » s'intercale bizarrement entre le séjour de la reine à Usson et l'avènement de Henri IV.

4. Plaidoyer un peu trop bienveillant tout de même. Est-ce parce que ses tendances sont très catholiques que M. Merki traite Jeanne d'Albret, à quarante-quatre ans, de « vieille protestante » ? — P. 133, « Chambourg » est connu aujourd'hui sous la forme « Chambord ». — P. 346, « Cavrina » pour « Cavarina ». — A diverses reprises, « Préfixe » pour « Péréfixe ». — Où peut-on lire ce « mot » de François I<sup>er</sup>, cité p. 79 : « La méchante et acerbe secte du protestantisme » ?

5. Paris, Hachette, 1904, in-8°, VIII-532 p.

6. En même temps que le t. III paraît une réédition des deux premiers.

7. Par exemple (p. 358) sur la consultation des communautés de métiers en 1598.

le roi, — y est faite d'une façon très intéressante. M. Robiquet, qui épouse volontiers les passions de ses aïeux les bourgeois parisiens d'il y a trois cents ans, n'est pas tendre pour celui dont Voltaire, dans l'intérêt de sa polémique antireligieuse, a voulu faire le modèle des rois. Le portrait qu'il trace du Béarnais ne manque point, somme toute, de vérité; mais il manque de justice, parce que l'auteur ne tient pas assez compte du milieu dans lequel agissait le premier roi Bourbon. Ce fut un « despote », et pas toujours « éclairé ». Mais pouvait-il, véritablement, comme l'auteur le lui demande, « fonder une monarchie tempérée et laïque » ?

Les travaux accomplis sous Henri IV pour le dessèchement des marais vendéens ont rejeté dans l'oubli le patient labeur des générations antérieures. Les premières tentatives d'exploitation des *colli-berts* du XI<sup>e</sup> siècle, les opérations de dessèchement entreprises par les abbayes dès le XII<sup>e</sup> préludent aux grands dessèchements du XIII<sup>e</sup>, à la construction des *bots* et au creusement des *achenaux*. Ruinés par la guerre de Cent ans, ces belles œuvres ne furent jamais complètement réparées, et les guerres de religion leur portèrent un nouveau coup. Henri IV et ses ingénieurs hollandais apparaissent donc moins comme des créateurs que comme des restaurateurs.

M. Clouzot ne s'est pas contenté, dans *les Marais de la Sèvre-Niortaise et du Lay du X<sup>e</sup> à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>, de retracer ces faits intéressants et peu connus. En s'appuyant sur les aveux, les procès-verbaux de visite, sur la *Chronique de Langon*, sur la Popelinière et la *Guide des chemins de France*, il retrace avec beaucoup de bonheur les procédés de dessèchement, la vie du maraîchin, les productions du marais « mouillé » et du marais « desséché », — rose-raies et bois, blés, fèves et vignes, pâture, pêche et chasse, — le régime de la propriété, les conflits entre le droit du roi et celui du seigneur justicier, les coutumes des usagers; il reconstitue les voies de communication par eau et par terre. Son excellent travail est tout à fait digne de prendre place à côté de celui de M. Boyé sur *les Hautes chaumes des Vosges*. Ces savoureux ouvrages aideront à constituer une science nouvelle : la géographie de l'histoire sociale<sup>2</sup>.

C'est pour fournir d'eau les oliviers de Salon et pour faire marcher dans cette ville des moulins à farine et à huile et autres « engins »<sup>3</sup>, — usines de soieries, « paroïrs » à draps, — que l'ingénieur Crap-

1. Paris, Champion; Niort, L. Clouzot, 1904, in-8°, 282 p., pièces justificatives (p. 182-246), glossaire, index, 6 cartes.

2. A noter le très judicieux emploi que fait M. Clouzot de la carte au 1/200 000.

3. Et non, comme on l'a dit, pour colmater la Crau.

ponne, en 1539, détourna au travers de la Crau les eaux de la Durance. Un Salonais, M. J.-B. BERTIN, a recueilli dans les minutes des notaires une foule de renseignements sur le canal et son auteur. Un autre Salonais, M. V. AUDIER, les a mis en œuvre, avec cette exubérance de détails qui trouve son excuse dans le patriotisme local<sup>1</sup>. Monnaies du xvi<sup>e</sup> siècle, commerce salonais, écoles de Salon au xvi<sup>e</sup> siècle, protestantisme à Salon (ce chapitre traité avec un réel effort d'impartialité), tous ces sujets sont exposés dans ce petit volume, que parsèment des attaques innocentes autant qu'inutiles contre les lois de « M. Jules Ferry » et qu'inspire une admiration naïve, inspirée par les écrits de Ch. de Ribbe, pour les mœurs familiales et communales de la vieille Provence. Mais l'histoire même du canal est faite avec le plus grand soin, et aussi celle des autres œuvres accomplies ou simplement conçues par de Crapponne, en particulier un projet de dessèchement du lac de Grand-Lieu. Des pièces justificatives et des planches complètent cette modeste, mais utile et intéressante contribution à cette même science dont nous saluons une maîtresse œuvre dans le livre de M. Clouzot.

XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES. — Lorsque MM. Alfred CAUCHIE et René MAERE avaient annoncé la publication prochaine du *Recueil des instructions générales aux nonces de Flandre (1596-1635)*<sup>2</sup>, nous avions signalé l'importance de ces documents au point de vue de la politique européenne<sup>3</sup>. Il est plus facile, maintenant que ce recueil a paru dans la série in-8° de la *Commission royale d'histoire*, de mesurer ce que ces textes apportent à l'histoire de France. Sur les troubles de la régence, sur la guerre de la Mère et du fils, on consultera les instructions de 1615, 1617, 1619, 1621. Mais c'est surtout lorsque la France est engagée, plus ou moins directement d'abord, dans la guerre de Trente ans que la nonciature de Bruxelles devient un poste de premier ordre. Dès 1627 (instructions de Lagonissa), la curie voudrait entraîner Richelieu dans une alliance avec l'Espagne contre les hérétiques. En 1635, Falconieri n'a plus que la mission d'éviter, si possible, la rupture entre les deux couronnes, et le cardinal Barberini lui trace d'avance le plan d'un congrès en partie double : d'un côté, les puissances catholiques avec le pape pour

1. *Adam de Crapponne et son canal d'après de nombreux documents inédits*, par J.-B. Bertin et V. Audier. Paris, Champion; Salon, Eyriez, 1904, in-8°, 346 p., 8 pl. et cartes.

2. Bruxelles, 1904, in-8°, XLIV-283 p., index. La date de 1596 est celle de la création d'une nonciature autonome (dont le ressort comprenait le comté de Bourgogne). En 1635, les nonces sont remplacés par de simples internonces.

3. *Revue historique*, t. LXXXV, p. 209.

médiateur; de l'autre, un congrès, que le pape feindra d'ignorer, où figureront les hérétiques. Aux Espagnols, qui réclament des censures contre la France peu fidèle, Rome oppose l'inefficacité des foudres ecclésiastiques<sup>1</sup>, les dangers de l'agitation gallicane, les menaces de schisme. Bref, elle le dit en propres termes, elle ne veut pas recommencer avec Louis XIII l'aventure, qui tourna si mal, de Clément VII avec Henri VIII. L'intérêt que présentent ces textes, — éclairés par une copieuse introduction, des sommaires, des « gloses » marginales, des notes souvent prises aux relations des nonces, — indique suffisamment le service que nous rendrait notre école de Rome si elle entreprenait de publier ne fût-ce que les *Instructions générales* des nonces de France au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècle.

M. Ch. TERLINDEN a puisé dans ces mêmes archives vaticanes (nunciatures de France, d'Espagne, de Venise) et dans les papiers Rospigliosi la documentation de son étude sur *le Pape Clément IX et la guerre de Candie (1667-1669)*<sup>2</sup>. Il est regrettable qu'il n'ait eu, pour ainsi dire, aucune connaissance des sources orientales, ni même de certains travaux relatifs à l'Orient<sup>3</sup>. Il expose avec soin l'histoire du dernier épisode de la « dernière croisade », de cette guerre de vingt-quatre ans qui se termina par la ruine de la domination vénitienne dans l'Archipel. Malheureusement, l'impartialité de M. Terlinden n'est pas absolue. Son livre s'ouvre par un résumé où il est question (p. xvi) de « l'union sacrilège du lis et du Croissant », mais où l'on omet de rappeler les négociations antérieures d'Alexandre VI avec Bayezid II. Ce Flamand, qui n'a pas encore pardonné à

1. P. 236 : « ... che li scommunicati, quando son potenti, si difendono con mostrar che chi ha fulminato contro loro la scommunicata non habbia autorità, e così perdono il rispetto al papa e diventano nemici. » Cite, outre l'exemple d'Henri VIII, ceux d'Élisabeth, d'Henri de Navarre, des Vénitiens.

2. 13<sup>e</sup> fascicule du *Recueil des travaux de l'Université de Louvain*. Louvain, Peeters, et Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, xxxii-360 p., 2 portr., 1 plan, 1 index. Pour nos archives des Affaires étrangères, l'auteur utilise les dépouillements de Gérin : *Louis XIV et le Saint-Siège*, 1894.

3. Par exemple, M. Brosch, *Aus dem Leben dreier Grosswesire* (Gotha, 1904), où il est question de Mohammed Kœprülü (p. 73-96) et d'Ahmed (p. 96 et la fin), et qui a utilisé les dépêches de Ballarino, de Giavarina et de Molino. Vandal, *le Marquis de Nointel* (Paris, 1900), aurait fourni des détails sur le réveil de l'esprit de croisade (p. 7) et peut-être (p. 22-31) rectifié quelques appréciations de M. Terlinden sur l'audience de l'envoyé turc du 5 décembre 1669. Sur le commerce du Levant (p. 107), il faudrait connaître les travaux de M. Masson; sur le cardinal de Bouillon (p. 164), le livre de M. Reyssié. — Chose étrange, Terlinden ne cite pas le recueil de Barozzi et Berchet, quoique la relation de Quirini eût pu lui être utile.

Louis XIV la « guerre du droit de la reine », dénonce (p. 43) l'égoïsme antichrétien du grand roi et (p. 72-73) « le particularisme politique de la France<sup>1</sup> ». Je ne vois pas, en vérité, que les autres puissances aient montré plus de désintéressement. L'Espagne (p. 182), après avoir obtenu la promesse de neutralité de la France, ne tient pas ses engagements. Venise, *primo veneziana, poi cristiana*, est décidée à traiter avec le Grand Turc au moment même où les flottes de S. M. T. C. cinglent vers Candie. Et la diplomatie pontificale elle-même, si, d'un côté (p. 87), elle excite le roi à former une ligue à la fois contre les infidèles et contre les hérétiques (c'est-à-dire contre les marchands d'Amsterdam), de l'autre, paraît disposée à ouvrir aux Anglais, aux Suédois, aux Hollandais l'entrée de l'alliance antiottomane. Hugues de Lyonne, qui devait avant tout songer aux intérêts politiques et — pourquoi pas? — commerciaux de la France, n'a donc pas mérité, aux yeux d'un juge équitable, les anathèmes de M. Terlinden. On pourrait plutôt l'accuser d'avoir été quelque peu la dupe du sentimentalisme chrétien et d'avoir employé les forces de la France à une entreprise qui ne pouvait lui être d'aucun profit.

Ce qu'on peut et doit reprocher à la politique de Hugues de Lyonne, comme d'ailleurs à toute la politique levantine de la France depuis le xvi<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime, c'est son inconséquence, ce sont ses contradictions. Le roi très chrétien n'ose jamais être ni l'ami du Turc ni son ennemi; il ne recueille le bénéfice complet ni des « capitulations » ni de la « croisade ». A Candie, ajoutez que la folle témérité et l'inconstance de la noblesse française, enfin l'étrange conduite de Navailles portèrent une rude atteinte au prestige de la France.

Un seul homme, — et c'est à peu près la conclusion de M. Terlinden, — paraît avoir sérieusement, constamment, et dans une pensée désintéressée, voulu la croisade : à savoir le pape Clément IX, Rospigliosi, lui-même<sup>2</sup>.

1. M. Terlinden veut opposer (p. 101) à cet égoïsme du gouvernement un « grandiose réveil de l'esprit des croisades en France ». Ce réveil se borne, en somme, à ceci : un beau discours de Bossuet; l'action des religieux de la Merci et de la Trinité; un bref du pape aux évêques pour leur assurer qu'il n'accordera point au roi, sous couleur de croisade, le tiers du revenu des bénéfices; la formation de corps de volontaires dans les rangs inoccupés de la noblesse.

2. Signalons une dépêche sur Montespan (p. 100) qui ne semble pas d'accord avec la thèse de MM. Lemoine et Lichtenberger. — P. 49, « pécurier »; p. 78, « encourreraient ». — L'appendice contient trente-deux pièces, surtout des lettres du nonce Bargellini et du cardinal Rospigliosi.

Après le gros volume de M. Rodocanachi<sup>1</sup>, il semblait que nous en eussions fini avec les « infortunes » de Marguerite d'Orléans, grande-duchesse de Toscane à son corps défendant. Il n'en était rien. M. C. DOUAI<sup>2</sup>, ayant retrouvé quelques lettres de M<sup>me</sup> Du Delfant, et surtout le second volume de la Relation du voyage de M. de Forbin-Janson auprès de la princesse (le premier est à la bibliothèque d'Albi), a écrit à nouveau un chapitre de cette histoire. La Relation, qui a pour auteur Jacques de Faur-Ferrières, cousin de Pellisson, n'ajoute rien, en somme, à ce que nous savions déjà, et c'est bien du talent, bien de la conscience dépensés pour une simple anecdote<sup>3</sup>.

La collection des livres de raison s'enrichit du *Journal*, ou plutôt des extraits du *Journal d'un chanoine au diocèse de Cavaillon (1664 à 1684)*<sup>4</sup>, publiés par M. Michel JOUVE. Ces notes présentent ceci d'intéressant que leur auteur, Gaspar de Grasse, est chanoine en terre papale et qu'il vit cette terre occupée par les soldats de Louis XIV. Cela ne le rend pas plus ultramontain, bien au contraire<sup>5</sup>.

M. A. DE SAINT-LÉGER, qui nous donnait, il y a quatre ans, une excellente histoire de *la Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française*, a entrepris de publier les documents du Public Record Office relatifs à Dunkerque. Ces documents vont de 1655 à 1744. M. de Saint-Léger ne peut reproduire aujourd'hui<sup>6</sup> qu'une trentaine de pièces<sup>7</sup> qui s'échelonnent entre 1712 et 1745. C'est pré-

1. Voy. *Revue historique*, LXXXII, p. 99.

2. *La Mission de M. de Forbin-Janson, évêque de Marseille, plus tard évêque de Beauvais, auprès du grand-duc et de la grande-duchesse de Toscane, mars-mai 1673. Récit d'un témoin*. Paris, Picard, in-8°, 204 p. Les pièces commencent à la p. 112; elles sont au nombre de quarante-deux.

3. Les lettres des p. 45 et 46, citées ici d'après du Faur, avaient déjà été données par M. Rodocanachi (p. 154) d'après l'original, et elles se trouvaient déjà dans les *Mémoires de Mademoiselle*. Que de documents de premier ordre qui n'ont pas eu autant de chance! De même la pièce XXVIII est dans Rodocanachi, p. 181, n. 2.

4. Nîmes, Debroas-Duplan, 1904, in-8°, 80 p., index.

5. Je signale à MM. Rodocanachi et C. Douais ce passage sur leur commune héroïne Marguerite d'Orléans (p. 37): « 1675. Environ le mois de juin de cette année, la fille de feu Mgr le duc d'Orléans... a passé par cette ville, revenant de Florence, après y avoir esté quatorze ans avec le duc avec qui elle estoit mariée, et ayant trois enfants, deux mâles et une fille. On parle diversement du divorce; mais la plus saine opinion est son inquiétude et de ne pas vouloir se soumettre à sa belle-mère. »

6. *Un chapitre des relations entre la France et l'Angleterre. La question de Dunkerque et du canal de Mardyck à la fin du règne de Louis XIV (1709-1715)*... Paris et Lille, Tallandier, 1904, in-8°, 111 p. (Extr. du *Bulletin de l'Union Faulconnier*.)

7. Numérotées I à XXII, mais il y a des *bis* et des *ter*.



cisément la période la plus importante, puisqu'elle comprend les négociations d'Utrecht, le comblement du port et le creusement du canal de Mardyck. Une substantielle introduction<sup>1</sup> commente ces précieux documents. Les deux gouvernements s'y montrent animés d'une égale mauvaise foi : S. M. Britannique fait preuve d'un acharnement barbare contre la cité des corsaires, exige la ruine de ses habitants, au risque d'inonder cette Flandre maritime si laborieusement conquise sur les flots; de son côté, le Très chrétien ruse avec la lettre et l'esprit des traités, ne démolit qu'en apparence et, à la barbe des commissaires anglais, réserve l'avenir de Dunkerque. — Souhaitons que l'Union Faulconnier, à qui nous devons ce fascicule, trouve les ressources nécessaires pour publier intégralement les quinze cartons signalés par M. de Saint-Léger<sup>2</sup>.

On connaît Théophraste Renaudot, le fondateur de la *Gazette*. On connaît moins son petit-fils, l'abbé Eusèbe Renaudot, qui dirigea la même *Gazette* et qui fut un des orientalistes les plus célèbres de son temps<sup>3</sup>. Sa science de linguiste lui permit de rajeunir l'étude des liturgies orientales et d'introduire ainsi un nouvel élément dans la controverse entre catholiques et protestants. Collaborateur et, — l'expression est de son biographe, — « disciple trop fidèle » de Bosquet dans ses luttes contre les pasteurs et contre Richard Simon, il conserve, en dépit de ses connaissances spéciales, les étroitesse d'esprit de son maître<sup>4</sup>. Non seulement il eut à dire son mot sur l'épineuse question des ordinations anglicanes, mais il joua même un certain rôle politique dans les négociations qui avaient pour objet le rétablissement de Jacques II. M. Ant. VILLIEN, qui s'occupe surtout de l'œuvre liturgique de Renaudot, passe trop rapidement sur cet

1. Les trente-neuf premières pages.

2. Et dont la préface donne l'état sommaire.

3. *L'Abbé Eusèbe Renaudot. Essai sur sa vie et sur son œuvre liturgique*. Paris, Lecoffre, 1904, in-12, xvi-288 p., bibliographie, index. La deuxième partie, qui sort du cadre de ce *Bulletin*, est consacrée à son œuvre liturgique (p. 171).

4. P. 101-102. A citer ces curieux passages, qui montrent bien où en était la critique au xviii<sup>e</sup> siècle, même chez les esprits les plus sérieux : « Avec un plus grand recueil de pareilles inscriptions, on ne ferait pas de grands progrès dans l'histoire de Palmyre, et c'est se tromper à plaisir que de supposer qu'il se puisse trouver en langue et en caractères du pays quelque chose de plus particulier que ce qui en reste dans les auteurs grecs et latins... Quand il y aurait eu des histoires écrites en langue palmyrienne, on ne doit pas s'imaginer qu'elles nous apprirent d'autres faits que ceux qui se trouvent dans les historiens grecs et latins. » C'est la méthode même du *Discours sur l'histoire universelle*; mais, chez un orientaliste, cela étonne.

intéressant épisode et l'étudie exclusivement d'après les papiers mêmes de Renaudot; quelques recherches aux Affaires étrangères l'auraient sans doute plus complètement instruit. A part cette lacune, l'ouvrage est solidement construit, et c'est une bonne contribution à l'histoire religieuse du xvii<sup>e</sup> siècle. Elle est écrite par un esprit libre, qui est loin de tout admirer dans l'œuvre des exégètes traditionalistes<sup>1</sup>.

Le *Port-Royal* de Sainte-Beuve et des travaux plus récents<sup>2</sup> nous avaient révélé l'importance hors ligne de ces *Mémoires* de Godefroi Hermant, qu'on appelait à tort *Histoire du jansénisme*, et qui « sont plus et mieux que cela » : à savoir, une histoire de l'Église au point de vue janséniste. Mais les cinq tomes du manuscrit autographe se défendaient « contre la curiosité des lecteurs » et contre la ténacité des éditeurs à la fois par leur étendue et par leur illisibilité. M. A. GAZIER, qui possède une copie lisible des *Mémoires*, a entrepris de les publier en entier, après avoir conféré son texte avec celui de la Nationale<sup>3</sup>. En entier, mais en prenant la sage liberté de ne pas reproduire les imprimés que le chanoine de Beauvais, pour les soustraire à une destruction possible, avait tantôt insérés tout au long, tantôt transcrits sous forme simplifiée dans son récit. C'est ainsi qu'il avait refait en style indirect les premières *Petites lettres* de Pascal!

On donnerait au travail de M. Gazier l'épithète de « bénédictin » s'il ne valait mieux lui réserver celle de « janséniste<sup>4</sup> ». Le tome I, qui va de 1630 à 1652, nous retrace le début des querelles sur la grâce. Il faut un certain effort pour se représenter qu'au milieu de la guerre de Trente ans et des troubles de la Fronde, des gens estimaient que les plus grandes affaires du monde étaient le voyage de M. de Saint-Amour ou celui de M. Bourgeois à Rome, la censure du P. Brisacier ou le conflit testamentaire de M. Singlin et de M<sup>me</sup> de Chavigny, « événement que l'on peut dire des plus fameux de notre siècle dans ce genre de direction ». Il faut aussi songer à l'honnêteté profonde des jansénistes, à cette sorte de naïveté probe qui s'oppose

1. P. 75 : « On ne saurait trop regretter les persécutions dont Richard Simon fut la victime. Il eût mieux valu réfuter ses prétendues erreurs ou ses allégations téméraires que supprimer ses œuvres... La sévérité de Bossuet fut grandement nuisible aux études bibliques chez les catholiques. »

2. Notamment le *Choix de Buzanval* de M. Gaillard et le *Pardailhan de la Mothe-Gondrin* de M. Dubois.

3. *Mémoires de Godefroi Hermant... sur l'histoire ecclésiastique du XVII<sup>e</sup> siècle (1630-1663)*, publiés pour la première fois sur le manuscrit autographe et sur les anciennes copies authentiques, t. I. Paris, Plon-Nourrit, 1905, in-8°, xv-717 p.

4. L'annotation est réduite au strict nécessaire. Il le fallait, pour une publication de texte qui comprendra déjà cinq ou six volumes.

à la déloyauté de leurs adversaires, pour pardonner à Hermant sa violence passionnée. On ne saurait être à un degré plus éminent dépourvu de toute charité chrétienne que ces apôtres de la charité<sup>1</sup>. Mais, en dépit de sa passion, Hermant est véridique et complet. Certains de ces chapitres<sup>2</sup> sont une véritable bibliographie de l'histoire de l'Église en ces années capitales. C'était donc nous rendre un très grand service que de publier ce texte. On pourra désormais opposer le livre d'Hermant au seul récit qui fût jusqu'à présent à la libre disposition des historiens, celui de Rapin; « le perfide Rapin », dit M. Gazier<sup>3</sup>.

Il ne faut assurément pas chercher l'ordre (même un ordre chronologique) dans *Marly-le-Roi; son histoire (697-1904)*<sup>4</sup> de M. C. Piron. Les cahiers de 1789 y voisinent avec la maison seigneuriale de Marly-le-Bourg au xv<sup>e</sup> s., les « globes de Marly » avec les rapports adressés par le duc d'Antin à Louis XIV et à Louis XV. Ce sont des milliers de fiches versées dans quatre compartiments<sup>5</sup>; encore est-il que plus d'une est venue s'égarer dans le compartiment voisin. Mais comme on est disposé à passer sur ce défaut en faveur des renseignements que nous apporte le laborieux fureteur! De la charte de l'abbé Vaudremer<sup>6</sup> jusqu'à l'acquisition de la maison des Blouin par M. V. Sardou, c'est tout un coin de la région parisienne que l'auteur fait revivre, et quel coin! Les années pendant lesquelles Marly et ses pavillons furent le séjour de repos où le Roi Soleil conviait des cour-

1. P. 176, un médecin de Troyes ayant donné à Richelieu, la bête noire des jansénistes, une pilule qui assoupit son mal, cela « fit croire qu'il était guéri. Mais la crainte que l'on en avait se trouva sans fondement ». La première rédaction était encore plus cruelle. A deux reprises, Hermant tient à nous rappeler que le grand cardinal avait le corps « tout pourri ».

2. Notamment, à la fin de presque chacun de ces six livres, un ou deux chapitres spécialement consacrés aux écrits publiés pendant l'année.

3. Les amateurs de pittoresque liront le passage sur la procession des jésuites de Mâcon (p. 522) en 1651 : « Une cinquantaine d'écoliers... travestis en tures, japonais, canadiens, allemands, anglais, suisses, etc.; un saint Augustin environné de quelques autres écoliers vêtus en maures, en sauvages et en diables, etc. » le tout destiné à symboliser le triomphe de la grâce suffisante. — Je ne trouve à relever que deux erreurs de lecture : p. 281, dernière ligne, « Marave » sans doute pour « Marane »; p. 396, « Berghes-sur-Winok » pour « Saint-Winox ».

4. Paris, Joanin et C<sup>ie</sup>, in-4°, 464 p., nombreuses gravures, planches et photographies. En dehors des collections imprimées (*Bâtiments du roi*, etc.) et des dépôts publics, M. C. Piron a utilisé les archives de M. V. Sardou.

5. I. Marly avant Louis XIV; II. Marly sous Louis XIV; III. Marly depuis Louis XIV; IV. Extraits des registres de la mairie de Marly.

6. Et même depuis l'ère préhistorique.

tisans de choix, ces années attirent tout particulièrement l'attention de M. Piton. Travaux du château, des aqueducs et de la machine, terrassiers normands et limousins, grèves à Marly (p. 406), épidémies à Marly, etc. « La vie à Marly sous Louis XIV » est un véritable calendrier de Marly de 1679 à 1745<sup>1</sup>, avec deux listes de « Marlis » publiées intégralement. Puis on suit cette histoire à travers le XVIII<sup>e</sup> siècle et la tourmente révolutionnaire (documents sur la vente de Marly en 1793, p. 234 et suiv.) jusqu'au rasement de 1810. — Le lecteur qui aura la patience de se retrouver dans le labyrinthe dessiné par M. Piton n'aura pas perdu sa peine. L'histoire de l'art, des mœurs, du travail y trouveront leur compte.

Les lettres écrites par M<sup>me</sup> de Maintenon à M<sup>me</sup> de Caylus entre le 44 septembre 1745 et le 28 juin 1748, et que publient MM. d'HAUSSONVILLE et HANOTAUX<sup>2</sup>, ne sont pas, à proprement parler, inédites. Non seulement La Beaumelle les avait publiées avec son infidélité ordinaire, mais le Catalogue Morisson les avait reproduites d'après les originaux, et M. Geffroy avait extrait de cette source dix d'entre elles, choisies parmi les plus importantes. On nous les donne aujourd'hui d'après une copie faite à Saint-Cyr. On y voit M<sup>me</sup> de Maintenon retirée du monde. Avec un tact parfait, elle se tient à l'écart de cette politique à laquelle elle avait pris une part si active, encore que discrète. C'est tant mieux pour sa renommée, mais c'est tant pis pour l'histoire. On ne trouve, en effet, dans ces lettres, comme le reconnaît M. d'Haussonville dans l'aimable préface qu'il a mise au volume<sup>3</sup>, que fort peu de renseignements sur les affaires du temps. Trois questions seulement paraissent préoccuper celle qui avait été une quasi-reine : la lutte de ses « enfants », les légitimés, de son cher duc du Maine, contre les princes du sang, contre

1. Mais pourquoi donner ailleurs (p. 153) les « Fêtes à Marly » ?

2. *Souvenirs sur M<sup>me</sup> de Maintenon*. III : *M<sup>me</sup> de Maintenon à Saint-Cyr. Dernières lettres à M<sup>me</sup> de Caylus*. Calmann-Lévy [1904], in-8°, LXXXIX-336 p., 2 portr., index et errata des trois volumes de *Souvenirs*.

3. Je ne saurais accorder à l'auteur (p. ix), à propos de la conversion de Marguerite de Murçay, « cet enlèvement d'une fillette de neuf ans, cette conversion opérée à l'insu des parents contre la volonté formelle de l'un d'eux », qu'on puisse dire « qu'elle [Maintenon] usait vis-à-vis de son cousin germain exactement du même procédé dont la sœur de son père avait usé vis-à-vis d'elle-même ». Françoise n'avait pas été enlevée par sa tante; on ne lui avait pas donné le choix entre le préche et le fouet; c'est volontairement qu'elle restait huguenote, et si l'on employa envers elle les mauvais traitements ce fut pour la rendre catholique. De sa mère ou de sa tante de Villette, laquelle respectait mieux ce « droit de l'enfant » dont M. d'Haussonville ne parle qu'avec un sourire ?

M. le duc; la succession d'Angleterre; enfin, la querelle de la *Constitution*. Jusque dans sa retraite, la gouvernante de Saint-Cyr se regarde toujours comme une « mère de l'Eglise ». Elle a bien de la peine à souffrir, même chez ses meilleurs amis, la moindre tache de jansénisme.

Cette mauvaise langue de Saint-Simon a écrit quelque part de M. de Rupelmonde, qui épousa en 1705 une d'Alègre, qu'il était le fils d'un forgeron. Le plaisir de confondre Saint-Simon a poussé M. Charles de VILLERMONT à nous conter, en un agréable volume<sup>1</sup>, l'histoire des Rupelmonde, qui étaient bien authentiquement des Lens de Recourt de Lieques, et qui s'allièrent non seulement aux d'Alègre, mais encore au Gramont. Nous les suivons à Versailles, sur le Rhin, en Bavière et finalement au Carmel. Des personnages épisodiques traversent le récit, et l'on serait en droit de s'étonner si l'on n'y démêlait le profil de Voltaire : non pas « le patriarche de Ferney », mais un Arouet de vingt-huit ans, qui accompagne en Belgique et en Hollande « la blonde » Rupelmonde et qui rime pour elle, entre deux voyages en chaise, l'audacieuse *Épître à Julie*<sup>2</sup>.

MM. O. HOMBERG et F. JOUSSELIN<sup>3</sup> ont mis la main sur la correspondance du chevalier d'Éon. Cela leur a été une occasion pour récrire, soixante-dix ans après Gaillardet<sup>4</sup>, l'histoire de ce mystificateur célèbre. Elle s'éclaire aujourd'hui du jour nouveau que projette sur elle notre connaissance du « secret du roi », dont le chevalier fut une pièce, sinon essentielle, du moins fort encombrante. Les auteurs auraient pu fortifier leur chapitre sur la mission de d'Éon à Saint-Petersbourg s'ils avaient connu le livre de M. Waliszewski sur Élisabeth<sup>5</sup>. Ils apportent surtout du nouveau sur la mission à Londres. L'audacieux chantage auquel s'y livre le chevalier, ses menaces de mettre le feu à l'Europe si on ne paie pas son silence, tout cela évoque irrésistiblement la figure d'un autre aventurier, réfugié, en d'autres temps, dans cette même capitale<sup>6</sup>. Les amateurs goûteront

1. *La Société au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Rupelmonde à Versailles (1685-1784)*. Paris, Perrin, 1905, in-16, II-11-334 p.

2. M. Desnoiresterres s'est porté garant de la parfaite innocence des rapports qui se nouèrent entre le poète et sa « Julie » pendant ce tête-à-tête de plusieurs mois. M. de Villermont est plus prudent.

3. *Un aventurier au XVIII<sup>e</sup> siècle : le chevalier d'Éon (1728-1810), d'après des documents inédits*. Paris, Plon, 1903, in-8°, iv-312 p., 2 portr.

4. Ils ont utilisé aussi le livre de Buchan-Telfer (Londres, 1885) et celui de Letainturier-Fradin (1901).

5. *La Dernière des Romanov*, p. 399 et 413. M. Waliszewski a utilisé la correspondance Douglas. Il cite une lettre de d'Éon à Maillé de 1756.

6. P. 108. — P. 96, « home rule » pour « habeas corpus ».

particulièrement le texte savoureux de la transaction par laquelle d'Éon s'engagea, le 5 octobre 1775, à ne plus appartenir au sexe où se recrutent à l'ordinaire les dragons. Et l'autre signataire de la pièce était Beaumarchais. L'auteur du *Barbier* ne se doutait pas que la « chevalière » venait de lui ménager un rôle dans une farce qui dépasse la plus audacieuse et la plus désopilante comédie. Mais, en vertu de ce petit papier, d'Éon dut rester bon gré mal gré « chevalière », au château de Dijon, dans sa ville natale de Tonnerre, à Versailles, puis de nouveau à Londres. En changeant de sexe et de costume, l'ancien agent secret était tombé au rang de simple curiosité.

Fidèle à son goût pour l'histoire galante du XVIII<sup>e</sup> siècle, M. Gaston MAUGRAS nous apporte deux volumes. *Les Demoiselles de Verrières*<sup>1</sup>, de leur vrai nom Marie et Claudine-Geneviève Rinteau, n'auraient sans doute pas laissé un nom plus retentissant que la foule des courtisanes du temps, si l'ainée d'entre elles n'avait eu la chance d'être aimée par d'Épinay, Marmontel et Colardeau<sup>2</sup>, après l'avoir été par Maurice de Saxe, et la chance plus rare encore de donner le jour à la grand-mère de George Sand. Les papiers de d'Épinay ont permis à M. Maugras d'écrire cette bluette, dont on ne saurait conseiller la lecture aux jeunes filles.

*La Cour de Lunéville*<sup>3</sup>, c'est surtout l'histoire amoureuse de la princesse de Beauvau-Craon, maîtresse déclarée de l'avant-dernier duc lorrain de Lorraine, suivie de celle de sa fille la marquise de Boufflers, titulaire de la même charge auprès de Sa Majesté Polonoise. Lunéville (mais aussi Nancy et Commercy) est le théâtre de leurs galants exploits. Comme la jolie Boufflers s'oublia parfois dans les bras de Saint-Lambert, comme Saint-Lambert sut toucher le cœur vide et les sens inoccupés de la « divine Émilie », c'est M<sup>me</sup> du Châtelet, c'est M<sup>me</sup> de Graffigny et sa séquelle, c'est surtout Voltaire qu'on voit passer dans ce livre. L'auteur nous promène de Lunéville à Cirey et nous montre le « patriarche » presque aussi cruellement berné que M. du Châtelet en personne. Grâce à ces détails, *la Cour de Lunéville* est une contribution, assurément point très neuve ni révélatrice, mais amusante et piquante, à l'histoire des mœurs du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>.

1. Paris, Plon, 1904, petit in-8°, II-286 p., 2 portr. (ayant appartenu à Aurore de Saxe).

2. Sans parler du duc de Bouillon... et de quibusdam aliis.

3. *La Cour de Lunéville au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les marquises de Boufflers et du Châtelet*, etc. Paris, Plon, 1904, in-8°, v-473 p., 1 héliogr.

4. La documentation est assez riche : Correspondance inédite de M<sup>me</sup> de Bouf-



Le mémoire posthume de Henri GRAVIER sur la *Colonisation de la Louisiane à l'époque de Law (octobre 1717-janvier 1721)* nous est présenté par le maître du jeune érudit, M. Marcel Dubois<sup>1</sup>. Gravier avait été frappé de la brièveté dédaigneuse avec laquelle les historiens résument la partie coloniale de l'œuvre de John Law<sup>2</sup>. Elle ne mérite pas ce dédain. Des efforts très sérieux furent faits pour introduire des colons au « Missisipi »<sup>3</sup>. En janvier 1721, la colonie comptait plus de 4,000 personnes et « de nombreux établissements qui seraient certainement devenus très florissants si Law avait pu conserver pendant plusieurs années la direction des affaires ». Le génial banquier avait, — l'avenir devait le prouver<sup>4</sup>, — admirablement choisi son terrain d'action, et ce n'est pas sa faute s'il n'a pu, en si peu de temps, « mener à bien une entreprise qui, pour réussir, demandait plus de dix ans ».

L'histoire de la *Compagnie française des Indes* (ou plutôt des Compagnies des Indes) n'a jamais été écrite d'une façon satisfaisante, et les chapitres qui lui sont consacrés dans le résumé général de Bonnassieux ne sauraient nous suffire. Il faut donc louer M. Henry WEBER de s'être attaqué à cet immense sujet et d'en avoir mené l'exposé depuis la création de la Compagnie de Saint-Malo en 1604 jusqu'à la liquidation finale de la Compagnie de Calonne en 1875<sup>5</sup>. M. Weber s'est documenté surtout aux Colonies, aux Archives nationales, à Lorient. On regrettera qu'il n'ait pas cru devoir compléter son travail par des recherches en Angleterre. On le regrettera d'autant plus que même les imprimés (documents ou travaux) anglais font absolument défaut dans sa bibliographie. On n'y trouve ni les

flers, Correspondance de Saint-Lambert et de M<sup>me</sup> du Châtelet, Archives nationales, bibliothèque de Nancy. Nous ne saurions exprimer assez vivement le regret que l'auteur n'ait pas cru devoir indiquer en note l'origine de chaque document.

1. Paris, Masson, 1904, in-8°, iv-78 p., 2 cartes du temps.

2. Gravier l'a surtout étudiée aux archives des Colonies.

3. Gravier (p. 36) place au 19 mai 1722 un arrêt déclarant « qu'il ne sera plus envoyé de vagabonds, etc., à la Louisiane », et il ajoute : « Law était près de sa chute. » N'y a-t-il pas là une faute d'impression ? La correction des épreuves n'a pas été faite avec tout le soin désirable. P. 3, dernière ligne, « Tarrière » pour « barrière ».

4. Contre les affirmations de plusieurs gouverneurs, par exemple Lamoignon-Cadillac. La Louisiane eut souvent à souffrir de la jalousie des Canadiens, qui craignaient de voir détourner par le Mississipi le commerce du castor. L'entreprise de Crozat avait misérablement échoué lorsque Law créa la Compagnie d'Occident.

5. Avec une préface de M. Levasseur. A. Rousseau, 1904, in-8°, xxxv-715 p., index et table analytique.

*Calendars (East Indies)*, ni Malleson, ni même Macaulay. M. Weber ne paraît avoir connu que le seul Rapson. Omission grave, puisque l'histoire de nos Compagnies s'explique en très grande partie par celle de leur grande rivale.

Il est fâcheux aussi que M. Weber ait trop souvent hésité entre deux plans : raconter les événements, ou démonter le mécanisme de l'établissement franco-indien. Ces hésitations l'entraînent à se répéter fréquemment. Et c'est justement quand M. Weber a pris le parti de considérer franchement l'histoire de la Compagnie comme l'histoire d'une institution, c'est alors qu'il nous apporte les résultats les plus solides et les plus nouveaux. Sur le gouvernement des possessions, l'administration de la Compagnie, ses rapports avec le pouvoir, son commerce (cargaisons et *retours*), ses finances, il a quelques chapitres intéressants. Mais ce qu'il nous donne, c'est surtout la peinture de la Compagnie défaillante. Sur la réforme de 1749, je ne trouve pas qu'il ait tiré, même de Du Fresne de Francheville, tout le parti qu'il eût fallu.

Il ne nous montre pas assez les hommes en action ; il ne mesure pas le degré d'attention que l'opinion française prêtait aux choses de l'Inde. Et ainsi nous sommes mal préparés à comprendre les controverses dont l'exposé occupe la dernière partie de l'ouvrage. Il n'a manqué à l'auteur, pour en faire un bon livre, que d'être exercé de plus longue main aux travaux historiques<sup>1</sup>. Tel qu'il est, il n'enlève pas aux successeurs de M. Weber la possibilité de reprendre un jour ce grand sujet.

C'est le sort commun des fondateurs ou des organisateurs de colonies d'être traités de concussionnaires ou de despotes durant leur vie, et présentés à l'admiration, voire même à l'imitation des hommes après leur mort. Warren Hastings, le véritable créateur de l'empire anglo-indien, ne pouvait échapper à cette loi de l'humaine sottise. Le « Verrès anglais » est devenu, chez ses derniers biographes britanniques, un des plus glorieux fils de l'Angleterre.

Nous n'avions rien en français sur Hastings depuis la traduction du célèbre essai de Macaulay. L'étude de M. Achille Biovès comble agréablement cette lacune<sup>2</sup>. Après un substantiel exposé de ce qu'étaient en 1772 l'Inde et l'*East India Company*, M. Biovès retrace les débuts du proconsul, puis son rôle jusqu'au *Regulating*

1. Il serait préférable de ne pas écrire (p. 100) que « Colbert... arrivait au pouvoir avec une ligne de conduite mûrement pesée... ».

2. *Les Anglais dans l'Inde. Warren Hastings (1722-1785)*. Paris, Fontemoing, 1904, petit in-8°, v-372 p., 1 portr.

Act, le procès de Nandkoumar, les démêlés du gouverneur avec les « triumvirs », l'affaire des Bégums d'Aoudh, enfin ce procès monstre qui, sept années durant, passionna l'Angleterre et l'Europe. S'il n'ajoute rien à ce que nous ont fait connaître les plus récents historiens anglais, il les résume avec clarté et fournit au lecteur français un excellent précis de la question. Ses sympathies pour Hastings ne l'aveuglent point, et, somme toute, le jugement final qu'il porte sur l'homme n'est pas, autant que l'on pourrait s'y attendre, différent de celui de Macaulay<sup>1</sup>.

M. Richard Waddington publie d'un seul coup les tomes II et III de son histoire de la guerre de Sept ans<sup>2</sup>. Le premier mène les événements depuis la veille de Crefeld jusqu'au lendemain de la victoire de Montcalm à Carillon (janvier-novembre 1758), le second de la bataille de Bergen à la capitulation de Québec et aux conférences de la Haye (février 1749-mai 1760). Avant tout, les archives de la Guerre, puis celles des Affaires étrangères<sup>3</sup>, de la Marine, la *Correspondance* de Frédéric, les *Newcastle Papers*, les archives de Berlin et de Vienne, etc., ont permis à l'auteur de nous donner des récits minutieux et détaillés des batailles de Bergen, de Minden, de Kunersdorf, de Maxen, de Crefeld, de Zorndorf, de Hochkirch, l'exposé des moindres démarches des armées, la critique des diverses relations. Certains de ces récits, Minden, Kunersdorf, sont d'un intérêt vraiment dramatique, d'autant plus que les cartes des archives de la Guerre reproduites à la fin des volumes permettent d'en suivre toutes les péripéties<sup>4</sup>.

M. Waddington ne se borne pas aux champs de bataille d'Allemagne, de la Westphalie à la Prusse orientale, de la Saxe au Hanovre.

1. M. Biovès a raison de dire, à propos des Compagnies anglaise et française : « La direction de l'une ne fut supérieure ni en intelligence ni en largeur de vues à la direction de l'autre... » — P. 26, « *quarter sessions* » ne saurait se traduire par « les quatre sessions », de même qu'on ne saurait être « docteur ès loi » (p. 357). M. Biovès (ou son prote) est fâcheusement brouillé avec l'accent circonflexe de l'imparfait du subjonctif.

2. *La Guerre de Sept ans. Histoire diplomatique et militaire*. T. II : *Crefeld et Zorndorf*. Paris, Didot [1904], in-8°, iii-488 p., 6 cartes. — T. III : *Minden, Kunersdorf, Québec*. 549 p., 6 cartes.

3. Celles-ci moins explorées que celles-là. Par exemple, M. Coquelle avait publié sur les projets de descente en Angleterre en 1759 (*Revue d'hist. dipl.*, 1902) et sur les conférences de la Haye (*l'Alliance franco-hollandaise*) des textes qui auraient pu figurer dans les chapitres correspondants de M. Waddington.

4. Pour certaines cartes d'origine allemande, la reproduction n'a pas dû être faite par des moyens mécaniques, car la lettre a été souvent reproduite d'une façon inexacte.

Il n'a garde d'oublier, à côté de la guerre continentale, la guerre coloniale et insulaire. Mais, tandis qu'il découpe les événements du Canada en tranches chronologiques qui viennent s'insérer à leur place, il accumule en un seul chapitre les descentes anglaises sur nos côtes, les grandes batailles navales, les campagnes de Lally aux Indes. M. Waddington a voulu éviter au lecteur l'essoufflement de courses continuelles de Lagos à Dresde, de Louisbourg à Pondichéry. Il n'empêche que les opérations maritimes et coloniales forment, avec les opérations européennes, un tout indivisible, que ces événements proches ou lointains réagissent, par exemple, sur la politique de l'Angleterre en Allemagne. Erreur plus grave, le récit des négociations ne fait pas corps avec celui des faits militaires. L'histoire diplomatique de 1758 forme un chapitre séparé du tome II, celle de 1759 deux chapitres du tome III. Malgré tous les soins que prend l'auteur de rétablir sans cesse le lien entre les deux séries d'événements, on aimerait à voir plus nettement comment telle défaite ou telle espérance de victoire modifie le ton des dépêches de Bernis ou de Choiseul. — Souhaitons de voir paraître d'un seul coup, comme ces deux tomes, ceux qui nous conduiront jusqu'à la paix de 1763. Ils achèveront l'œuvre monumentale qui s'ouvrait par *le Renversement des alliances*.

M. Louis DE LA TRÉMOILLE publie la correspondance de Philippe Walsh, plus tard comte de Serrant, entre 1767 et 1795<sup>1</sup>. On y relèvera surtout les lettres sur l'expédition de Corse, à laquelle prit part Walsh-Serrant. Il était à Londres pendant la guerre d'Amérique et s'y montrait curieux de nouvelles. Les dernières lettres datent de l'émigration<sup>2</sup>.

Encore qu'il ne soit pas d'usage de commencer un livre par la fin, personne ne se plaindra que M. Paul ARDASCHEFF, voulant mettre à la portée des lecteurs français son ouvrage sur *les Intendants de province sous Louis XVI*, ait débuté par le tome III, c'est-à-dire par les pièces justificatives<sup>3</sup>. Ce sont ses notes d'archives, fiches et copies prises dans la série H des Archives nationales, dans la série C des

1. Paris, Champion, 1904, in-4°, 216 p., 1 pl. (médaille frappée à l'occasion de la soumission de la Corse).

2. M. de la Trémoille, qui publie assez inutilement des pièces déjà connues, est assez chiche de références aux travaux imprimés (par exemple, p. 1, n. 1, sur le rôle du duc de la Trémoille aux états de Bretagne en 1767). — P. 70, revoir la ponctuation de la lettre en anglais.

3. *Les Intendants de province sous Louis XVI. Étude historique principalement d'après les documents inédits*. T. III : Appendice ; 1<sup>re</sup> partie : Pièces justificatives. Youriev (Dorpat), Mattiesen [1904], in-8°, xi-554 p., avec des tables alphabétique et chronologique.

archives de la Côte-d'Or, Ile-et-Vilaine, Basses-Pyrénées, etc., plus quelques fragments d'imprimés rares ou importants, le tout groupé sous un certain nombre de rubriques. Cet appendice constitue ainsi un véritable dossier (de 600 pièces) sur l'administration provinciale pendant les dernières années de l'ancien régime. Ce sont les notes autobiographiques d'un intendant du Roussillon<sup>1</sup>, excellente peinture des diverses attributions des « commissaires départis »; des instructions pour les subdélégués de Bretagne, véritable traité sur la fonction de ces agents subalternes<sup>2</sup>; des documents sur les assemblées provinciales<sup>3</sup>; des extraits de *cahiers* relatifs à la question des intendances<sup>4</sup>; des pièces sur la Révolution et les intendants, sur les intendants et le tribunal révolutionnaire, etc.

On a inséré au programme de la classe de « première » un paragraphe sur l'administration des intendants. Les professeurs de nos lycées n'auront, pour donner à leurs leçons du corps et de la vie, qu'à puiser dans le *spicilège* de M. Ardascheff. L'institution des intendants leur apparaîtra comme singulièrement active et souvent comme réellement bienfaisante; dans ce pays où la centralisation avait étouffé toute initiative, tout goût pour les affaires publiques, ils ont été les principaux, presque les seuls artisans de progrès en matière d'agriculture, de voirie, d'assistance<sup>5</sup>, etc. Cependant, ils sont détestés; presque tous les cahiers demandent leur suppression ou la réduction de leurs attributions. C'est qu'ils sont eux-mêmes responsables de cette centralisation qui fait leur raison d'être; leur autorité est arbitraire, toute puissante pour le mal comme pour le bien. Ils sont l'incarnation la plus parfaite de cet ancien régime que la nation rêve de détruire. Ce sont surtout leurs agents, subdélégués, secrétaires et commis qui ont mérité la haine populaire<sup>6</sup>. Nous attendons avec impatience la traduction du tome II de l'ouvrage, qui paraîtra avant le tome I<sup>er</sup>.

M. Hubert PIERQUIN étudie *la Juridiction du point d'honneur sous*

1. N° 161 et *passim*. Contient notamment un récit (n° 451) de la *Grand'peur* en Roussillon.

2. N° 34.

3. N° 119-126.

4. P. 397 et suiv. Ces extraits sont trop souvent empruntés à la source plus que suspecte (voy. une communication de M. A. Brette à la *Société d'hist. moderne*) des *Archives parlementaires*, mais quelques-uns à M. Loriguet.

5. Ateliers de charité, écoles de sages-femmes, nourrices (protection des nourrices contre la syphilis des nouveau-nés), etc.

6. Les pièces sur Turgot en Limousin (p. 515 et suiv.), quoique datées de 1781, ne devraient pas figurer à la suite d'une étude sur les intendants sous Louis XVI.

*l'ancien régime et le tribunal des maréchaux de France*<sup>1</sup>. S'il consacre des pages peu utiles à l'histoire du maréchalat, il élucide les origines de cette curieuse institution du tribunal du point d'honneur; il en retrace le fonctionnement et il nous montre que ce fameux tribunal n'a pas servi à grand'chose. Composé d'hommes qui avaient plus d'une « affaire d'honneur » sur la conscience, il ne pouvait se montrer trop sévère pour les amateurs de duels, et il n'a peut-être jamais accordé d'autre querelle « que le différend d'Alceste et d'Oronte ».

*La Milice en Lorraine au XVIII<sup>e</sup> siècle* de M. Pierre Boyé<sup>2</sup> a l'air, tout d'abord, d'une simple étude d'histoire provinciale. En réalité, « Louis XV et ses ministres imposèrent au pays, pendant le règne transitoire où il eût dû garder l'illusion de l'autonomie, l'une de ses plus lourdes charges », et l'histoire de la milice en Lorraine sous Stanislas n'est qu'un fragment de l'histoire générale de la milice. On peut même dire que Louis XV fut particulièrement dur pour les sujets de son beau-père. Aussi la milice était-elle chez eux autant et plus qu'ailleurs impopulaire, à tel point que des Lorrains s'engageaient dans les troupes réglées (p. 66) pour échapper à la milice. Cette institution, rudement maniée par La Galaizière, épuise à tel point le pays qu'il ne s'en est pas encore relevé à la veille de la Révolution. « Le cauchemar du billet noir affole toujours à ce point les esprits, que, sous un autre nom et n'existant plus guère que sur le papier, la milice continue de provoquer des fraudes, de soulever des révoltes et de disperser des fuyards. » La consciencieuse étude<sup>3</sup> de M. P. Boyé confirme donc les résultats auxquels, sur d'autres points, étaient arrivés d'autres érudits, notamment J. Gebelin.

Que Sheridan et Smollet, miss Austen et Defoe, Addison et Steele, Pope et Johnson, Burke, Gainsborough, Lawrence, Herschel et tant d'autres aient été soigner à Bath les mêmes rhumatismes ou le même désœuvrement; que Dickens y ait placé la scène de son *Pickwick*: cela justifie-t-il M. A. BARBEAU d'avoir écrit une thèse (?) sur *Une ville d'eaux anglaise au XVIII<sup>e</sup> siècle : la Société élégante et littéraire à Bath sous la reine Anne et sous les Georges*<sup>4</sup>? Le fil qui relie ses diverses études est bien ténu; les personnages qu'il met en scène

1. Paris, A. Picard, 1904, in-8°, xi-161 p. L'appendice contient, outre la bibliographie, de nombreux documents relatifs au tribunal du point d'honneur et aux duels.

2. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1904, in-8°, 112 p.

3. Préparée aux archives et à la bibliothèque de la Guerre, aux archives de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, à la bibliothèque de Nancy (*Journal de Nicolas Durival, secrétaire de La Galaizière*).

4. Paris, A. Picard, 1904, in-8°, viii-398 p.



n'ont bien souvent d'autre point de commun que d'avoir été à Bath. C'est moins un livre qu'une série d'articles de revue, comme on pourrait en faire sur « Plombières et la société du second Empire ». Cette question préalable une fois posée, il est agréable de constater que ces études sur la vie élégante et les plaisirs de Bath, sur l'arrivée inopinée, au milieu de cette société de libertins, de l'austère et grognon troupeau des méthodistes, sur le mariage de Sheridan et sur vingt autres sujets, ces études se lisent avec le plus grand plaisir et nous renseignent utilement sur l'Angleterre du siècle avant-dernier.

M. Gustave FAGNIEZ était, par ses études antérieures, mieux qualifié que personne pour tenter, en un juste volume, une hardie synthèse des *Corporations et syndicats*<sup>1</sup>. Des deux parties<sup>2</sup> du livre, c'est naturellement la première qui nous intéresse ici, et nous laisserons de côté les tendances personnelles qui se montrent, très discrètement d'ailleurs, dans l'exposé des faits contemporains. Mais les soixante pages consacrées à « la corporation » sont le résumé le plus clair, le plus compréhensif, le plus impartial qu'on puisse trouver sur la question. M. Fagniez a dû bannir de ce livre de vulgarisation tout appareil critique, toute discussion de faits et textes; mais on sent que chacune de ces affirmations ou de ses réserves s'appuie sur une documentation solide, et l'on prend plaisir à le voir retracer non pas précisément l'évolution économique totale, mais l'évolution d'une institution de la classe industrielle. Cette institution, il en voit surtout l'origine dans le *magisterium* domanial, dans les *camerae* et *gynecia* de l'époque barbare<sup>3</sup>. Il ne lui donne pas une extension démesurée : « Le régime corporatif (p. 34) n'était pas le droit commun dans notre pays; le droit commun, c'était la liberté professionnelle soumise à la réglementation et au contrôle des autorités locales. » Il aurait pu montrer, avec plus de netteté encore, que, dans les conceptions de l'ancien régime, liberté et réglementation du travail ne sont pas nécessairement deux termes qui s'excluent. J'aurais voulu aussi qu'en blâmant certains excès de Turgot (p. 58) ou même des constituants il rappelât que l'édit de 1776 et la loi de 1794 sont moins des innovations que l'aboutissant d'un monument législatif commencé par l'ordonnance de Villers-Cotterets.

Quant à la thèse de l'auteur, que le syndicat, malgré ses allures

1. Paris, V. Lecoffre, 1905, in-12, viii-198 p.

2. En réalité, il y en a trois : I. La Corporation; II. L'Association professionnelle depuis la Révolution jusqu'à nos jours (on ne voit pas nettement les limites chronologiques de cette partie très courte); III. Le Syndicat.

3. Il y a dans le texte les éléments d'une intéressante discussion des objections opposées à cette théorie.

ultra-modernes, n'en est pas moins relié par une filiation indirecte à l'ancienne corporation, je l'accepterais à une condition : c'est que le mot corporation fût employé ici dans un sens très large et non plus dans le sens précis qu'il revêt au début de l'ouvrage. Je dirais plus volontiers que le syndicat rappelle, par certains de ses traits, les multiples associations patronales et ouvrières du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'organisation sociale reconnue par le législateur de 1884 apparaît, en effet, comme l'héritière directe de ces sociétés de secours mutuels qui ont servi, pendant près de cent ans, de masque légal aux sociétés de résistance ; or, les sociétés mutuelles du premier Empire n'étaient bien souvent que la corporation de l'ancien régime, — ou le compagnonnage, — transformés. La seule faiblesse de la thèse de M. Fagniez, c'est qu'il n'étudie, sous l'ancien régime, qu'une seule forme de l'association professionnelle, tandis que le syndicat est à la fois le produit de types très divers et dont plus d'un s'est développé, non pas seulement en dehors de la corporation, mais en complet antagonisme avec elle<sup>1</sup>.

Le nouvel ouvrage de M. Th. FUNCK-BRENTANO, *les Sophistes français et la Révolution européenne*<sup>2</sup>, est une sorte de trilogie d'une simplicité déconcertante. Le XVII<sup>e</sup> siècle a porté Richelieu, Colbert, Bossuet, Descartes, Arnauld, Pascal, Domat ; ce furent des *hommes de génie*. Montesquieu, Voltaire, J.-J. Rousseau, Diderot, d'Alembert, Condillac ont vécu au XVIII<sup>e</sup> ; et ce furent, pour cette raison, des *hommes d'esprit* (Jean-Jacques transformé en homme d'esprit ! lui qui n'eut jamais que l'esprit de l'escalier), des « histrions de la pensée ». La Révolution eut Condorcet, Mirabeau, Danton, Robespierre ; et ce furent des *sectaires*. Le tout démontre que « la sophistique », depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, a mené la France à la décadence en attendant de conduire le monde civilisé aux abîmes<sup>3</sup>.

La *Revue historique* n'est guère qualifiée pour porter un jugement sur la philosophie sociale, sentencieuse et prétentieuse, qui circule à travers ces pages. Elle ne peut que signaler les à peu près historiques<sup>4</sup>.

1. Le titre complet de la première partie : « L'association professionnelle sous l'ancien régime ; la corporation, » est légèrement inexact, en ce sens qu'il établit une sorte d'identité, même quantitative, entre deux termes, dont le premier est plus grand que le second.

2. Paris, Plon, 1905, in-8°, 330 p. Trois appendices sur Bolingbroke, Puffendorf et les révolutions de l'ancienne Rome.

3. Ce volume fait suite aux *Sophistes grecs* et aux *Sophistes contemporains anglais*, aux *Sophistes allemands* ; il annonce un futur ouvrage sur les *Hommes de génie, les hommes d'esprit et les sectaires du régime nouveau*.

4. Richelieu pense du peuple (p. 16) « qu'il faut en soulager le plus possible

qui les déparent. Elle constate que l'auteur a des indulgences inattendues pour les *sectaires*, même pour le dernier d'entre eux. Il leur crée même, sans le vouloir, des circonstances atténuantes. Car il démontre que les sages intentions des « hommes de génie » sont généralement restées inefficaces et que leurs échecs ont rendu la Révolution nécessaire<sup>1</sup>. A quoi leur servit donc d'avoir du génie ? — Il nous en coûte de parler sévèrement d'un ouvrage signé d'un nom respecté, mais nous ne voyons pas ce que la science historique peut gagner à ces nuageuses élucubrations, à ces diatribes passionnées contre les précurseurs et les émules français du « philosophe de Königsberg ».

Les documents sur l'art à Toulouse du <sup>xv</sup>e au <sup>xviii</sup>e siècle, publiés

les charges ». — P. 41, si l'on « avait compris les ordonnances de Colbert et ses règlements pour les maîtres et les ouvriers, on aurait pu échapper à la question ouvrière ». — P. 121, la monarchie absolue ne pouvait lever l'impôt qu'avec « l'approbation des États provinciaux, parlements et cours souveraines » ; les intendants « se conformaient soigneusement aux lois et coutumes de leurs généralités, respectant les franchises locales » ; les maires étaient « nommés sur la demande des villes ». — P. 124, l'*Esprit des lois* rappelle le *Peter Schlemihl* de Chamisso, l'homme qui n'a point d'ombre ! — M. Funck-Brentano comprend-il, on peut se le demander, le texte de Montesquieu ? Lorsque celui-ci parle de lois « relatives au physique du pays », c'est-à-dire en rapport avec le climat, le peuplement, etc., il l'accuse d'avoir imaginé des lois « qui prescriraient les degrés de la température, la hauteur des montagnes, etc. ». — Il y a bien chez Montesquieu quelques observations neuves (p. 129), mais « elles ne sont jamais que la constatation d'un fait... ». Est-ce là un si grand défaut ? — P. 131 : « Nous sommes pauvres avec les richesses... », dit Montesquieu. A quoi M. Funck-Brentano répond triomphalement : « Ce ne sont pas la richesse et le commerce qui font la pauvreté... ; c'est la forme de leur répartition ». Il n'y a point contradiction. — P. 132, le passage sur les traités n'a pas été compris. — P. 169, lorsque Turgot supprime les corporations, il supprime les « privilèges » des artisans. Les statuts devaient empêcher (je cite, p. 171) « un membre d'une corporation de s'accaparer du monopole de la production ». On oublie de dire que c'était la corporation tout entière qui s'emparait de ce monopole. — P. 222, Condorcet considère la Déclaration comme « article de foi » ; on sait au contraire qu'il l'a vivement critiquée. C'est encore un à peu près (p. 224) de dire qu'« il vote pour la mort du roi, mais avec une application de cette peine qui ne serait pas la mort ». — P. 257, Danton « ordonne » les massacres de septembre, ce dont au reste M. Funck-Brentano le loue. — Je passe sur les coquilles : p. 178, la *prévision* (précession) des équinoxes. — P. 250, saint François de La Salle (est-ce François de Sales ou Jean-Baptiste de La Salle ?). — P. 263, comité de *sécurité* générale.

1. P. 26, 29, 50, on démontre que, pour accomplir l'œuvre des grands politiques du grand siècle, il faudra nécessairement la Terreur. Quant aux grands écrivains (p. 114), « leurs paroles s'étaient adressées à des sourds ; leurs écrits furent lus par des aveugles ».

par M. C. DOUAIS<sup>1</sup>, sont du plus haut intérêt. Dans ces « baux de besogne » ou dans ces adjudications revit l'histoire de la Dalbade, de la Daurade, de Saint-Étienne, de l'hôtel d'Assézat et de tant d'autres demeures élevées dans la grande cité pour le compte de riches marchands de pastel et de blé. On y trouvera aussi d'utiles renseignements pour l'histoire du travail et même pour l'histoire du droit commercial<sup>2</sup>.

XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. — Les *Études de littérature canadienne française*<sup>3</sup> de M. Charles AB DER HALDEN ont droit à une mention dans un *bulletin* sur l'histoire moderne de la France. Aussi bien cette littérature est-elle, en grande partie, un produit de l'histoire. En 1837, le rapport célèbre de lord Durham disait : « Les Canadiens-Français ne sont pas un peuple, ils n'ont pas de littérature. » Les Canadiens-Français voulurent avoir une littérature pour prouver qu'ils étaient un peuple, et leur première grande œuvre (celle de F.-X. Garneau, dont le tome I<sup>er</sup> est de 1845) fut consacrée à conter le passé de leur pays.

M. Ab der Halden a retracé, avec une sympathie qui n'exclut pas la liberté critique, les essais de ces Français d'outre-mer pour implanter dans l'Amérique du Nord une historiographie française, un roman français, une poésie française<sup>4</sup>. On le suit avec beaucoup d'intérêt, surtout lorsque, à propos de Gérin-Lajoie, il nous donne un excellent résumé des dix années pendant lesquelles s'établit au Canada le gouvernement responsable, de 1840 à 1850, entre le gouvernement de lord Durham et celui de lord Elgin. Il est assez piquant de constater que le système de gouvernement colonial où l'on s'accorde à voir le chef-d'œuvre de l'esprit anglo-saxon, a été inventé par des Français et pour des Français. Ce sont surtout nos congénères qui l'ont imposé, par la ténacité de leurs résistances légales, à l'impérialisme britannique.

1. *L'Art à Toulouse. Matériaux pour servir à son histoire du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Toulouse, Privat; Paris, Picard, in-8°, 214 p. Documents en latin, français et roman. Ils aident à mieux connaître certains artistes, comme Nicolas Bachelier.

2. P. 90-94, documents sur Jean de Bernuy (1504-1506, 1530-1538) : paiements aux foires de Lyon et de Medina del Campo; pouvoirs donnés par de Bernuy à une banque de Lyon.

3. Paris, de Rudeval, 1904, in-12, CIV-452 p., précédées d'une verveuse préface de M. Louis Herbet.

4. L'ouvrage est assez bizarrement composé. Après une étude générale sur le développement littéraire du Canada français viennent des monographies d'écrivains (de Gaspé, Crémazie, Gerin-Lajoie, Fréchette), ce qui oblige l'auteur à des redites. Plus quelques articles sur des auteurs tout à fait récents, dont le plus remarquable paraît être le Dr Choquette. L'auteur annonce de *Nouvelles Études*.

Les études de M. Ab der Halden ont encore l'avantage de nous renseigner pleinement sur la mentalité canadienne-française. De jalouses influences se sont employées et s'emploient à maintenir cette mentalité aussi différente que possible de la mentalité française moderne. On a évidemment enseigné aux Canadiens que la France d'Europe est une grande sœur qui a mal tourné, et ainsi s'expliquent les lettres, parfois si pénibles à lire pour nous, que Crémazie écrivait de Paris pendant la guerre de 1870. A certains indices, il est permis d'espérer que ce malentendu ne sera pas éternel. Des livres comme celui que nous analysons feront beaucoup pour raccourcir les distances entre la France et la partie de la nation canadienne qui parle français<sup>1</sup>.

Henri HAUSER.

#### ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Née en 1785 d'une vieille famille vendéenne, M<sup>lle</sup> DE LA BOUTETIÈRE émigra à l'âge de six ans avec ses parents, passa quelques années en Allemagne, termina ensuite son éducation à Vienne, revint en France en 1804, repartit en 1810 pour Vienne, où elle épousa M. du Montet, de noblesse lorraine, mais émigré passé au service de l'Autriche. Dame du palais de l'impératrice, la baronne du Montet fréquenta pendant quinze ans toute l'aristocratie de l'empire. Puis elle quitta l'Autriche en 1824 et revint se fixer à Nancy, où elle mourut en 1866. Vers la fin de sa vie, elle réunit, sur la demande des siens, « les petites feuilles de ses souvenirs, » pages écrites sans prétention à divers moments de sa vie « pour noter une anecdote, croquer un portrait, raconter un souvenir. » Dans sa pensée, il ne s'agissait que d'« une causerie de famille » destinée à ses petits-neveux et à ses petites-nièces. Tous les lecteurs de ces *Souvenirs*<sup>2</sup> seront reconnaissants à l'un d'eux, M. le comte DE LA BOUTETIÈRE, de les avoir présentés au grand public. C'est véritablement une charmante et séduisante figure de femme de l'ancien régime qui s'offre à nous. Légitimiste et catholique, M<sup>me</sup> du Montet avait pourtant des jours sur les transformations dont son siècle était le théâtre. Elle était bonne, spirituelle, indulgente et gaie, d'une jolie intelli-

1. M. Ab der Halden ne flatte-t-il pas un peu ses clients lorsqu'il écrit (p. 157) : « Le procédé qui consiste à coloniser avec des convicts et des forçats et à leur envoyer comme dignes moitiés d'anciennes pensionnaires de l'hôpital général ou des Madelonnettes ne trouva jamais son application au Canada » ? Certains mémoires donnent une impression quelque peu différente.

2. *Souvenirs de la baronne du Montet (1785-1866)*. Paris, Plon et Nourrit, 1904, 1 vol., vi-509 p.

gence claire, sinon profonde. Une séduction délicate se dégage de ces pages écrites sans aucune prétention, mais avec une grâce souriante et de bonne compagnie (il y a des conseils d'atèle qui sont un petit chef-d'œuvre d'émotion discrète). Au point de vue historique, elles ne sont pas négligeables. M<sup>me</sup> du Montet vit de près la plus haute compagnie de son temps et recueillit directement, ou à peu près, une foule de bons mots et d'anecdotes. Sur la société viennoise de 1815 à 1820, il y a dans ses mémoires des notes que les historiens pourront utiliser. Sans doute devront-ils le faire avec quelque critique, car M<sup>me</sup> du Montet écrivit à des dates variables, sa mémoire ne fut pas infailible, et peut-être ne fut-il pas impossible de surprendre sa bonne foi. Les érudits les plus sévères ne regretteront pas néanmoins d'avoir feuilleté son volume. Recommandons-leur, entre autres, un morceau qui offre les caractères de l'authenticité. A la nouvelle de Waterloo, une des dames d'honneur de Marie-Louise lui fit passer un billet qui racontait l'événement. Elle en reçut cette réponse, inédite jusqu'ici : « Je vous remercie, je savais la nouvelle que vous m'annoncez. J'ai envie de faire une promenade à cheval à Merkenstein; croyez-vous qu'il fasse assez beau pour la risquer? » (p. 444). M<sup>me</sup> du Montet et une de ses amies se partagèrent par moitié cet autographe.

Armand Marquiset eut une carrière modeste, puisque dans la hiérarchie administrative il ne s'éleva pas au-dessus du grade de sous-préfet; sa famille, honorable, n'eut point d'éclat; ses écrits furent peu connus en dehors d'un cercle d'amis; ses *Souvenirs*<sup>1</sup>, rédigés en général à des dates fort postérieures aux événements, n'empruntent donc pas à la personnalité de leur auteur une valeur exceptionnelle. Le lecteur les parcourra, sinon avec autant de profit que les précédents, du moins avec agrément. Franc-Comtois, né à Besançon en 1797, mort en 1859, Armand Marquiset ne fut dépourvu ni du talent de conter ni d'une certaine malice discrète, parfois savoureuse. Sous sa plume, les anecdotes gaillardes, sentimentales ou plaisantes se succèdent assez agréablement. Ayant vécu en Franche-Comté jusqu'au début de la Restauration, il nous a tracé des mœurs de sa province et des originaux de sa ville natale des silhouettes agréables. Secrétaire de préfecture à Versailles et homme du monde fort répandu, il approcha un assez grand nombre de personnages célèbres : le duc de Richelieu, dont la sœur était sa marraine, le général peintre Lejeune, le maréchal Jourdan, le comte Decazes, Rouget de l'Isle, à l'occasion le roi lui-même et son entourage. Mais tant de

1. Armand Marquiset, *A travers ma vie. Souvenirs classés et annotés par le comte Marquiset*. Paris, Champion, 1904, 1 vol. in-8°, xviii-293 p.



belles relations ne lui suffirent pas pour faire son chemin. Malgré bien des promesses et bien des visites, il n'obtint jamais d'être préfet. Un fond de philosophie et d'ironie volontiers narquoise l'empêcha de prendre au tragique ses déceptions. Il s'en consola en ne cessant pas de regarder autour de lui et toute sa vengeance se borna à noter avec quelque malice les petits traits de caractère de tous les protecteurs qui lui manquèrent de parole. Ce n'est guère que pour Guizot qu'il alla jusqu'à l'amertume.

Il faut savoir gré à M. THOMAS<sup>1</sup> de l'intéressante étude biographique et critique qu'il a consacrée à Pierre Leroux. Parmi les précurseurs plus ou moins directs du socialisme moderne, Pierre Leroux est peut-être un de ceux qui ont été le moins sérieusement étudiés. Sa religiosité d'une part, l'aspect plus ou moins baroque qu'il a donné par ailleurs à l'expression de ses idées ont écarté de lui les critiques. Il est l'homme de la *Triade*. On s'en tient assez volontiers à cette définition un peu sommaire. Pierre Leroux mérite plus d'attention. Il a écrit vingt volumes, dont plusieurs sont, sinon des chefs-d'œuvre, comme l'estime son biographe, au moins des ouvrages sérieusement composés et qui eurent parfois du retentissement. Il fut incontestablement une des personnifications les plus considérables et les plus typiques de l'état d'âme de 1848, c'est-à-dire du mouvement d'idées social, religieux, philosophique et optimiste qui caractérise cette période. Et, avec quelque bonne volonté, sa doctrine de la solidarité peut lui valoir la situation d'un précurseur. A tous égards donc, il valait d'être examiné de plus près. Le travail de M. Thomas, biographique d'abord et puis critique, est exactement le livre qu'il nous fallait pour connaître Leroux. Un assez grand nombre de correspondances inédites et de témoignages oraux ont permis à M. Thomas de reconstituer de la vie du philosophe un récit toujours intéressant et parfois émouvant ou touchant. L'inaltérable optimisme de Leroux y apparaît, selon les moments, presque comique ou digne de respect. Sa biographie aide à comprendre, non seulement sa propre physionomie, mais l'état de pensée, qui était celui de beaucoup de ces contemporains. D'autre part, M. Thomas donne une analyse sérieuse et serrée de sa doctrine. Un grand nombre de lecteurs, s'en tiendront à cet exposé. Quelques-uns y verront que sa philosophie mérite davantage et prendront ses ouvrages eux-mêmes. Tous seront reconnaissants à M. Thomas de leur en avoir donné la substance avec autant d'exactitude et de précision.

1. P.-Félix Thomas, *Pierre Leroux. Sa vie, son œuvre, sa doctrine*. Paris, Alcan, 1904, 1 vol., vi-340 p.

Malgré son sous-titre : « Lettres, notes, souvenirs, » la brochure que DORLISHEIM<sup>1</sup> a consacrée à M. de Falloux ajoute bien peu à la connaissance que nous avions déjà d'une des plus grandes figures du parti catholique et légitimiste en France au milieu du siècle précédent. C'est avant tout, à l'occasion des récents débats parlementaires qui ont mis en cause la loi Falloux, une biographie apologétique de son auteur. L'écrivain, légitimiste et catholique lui-même, a utilisé les principaux mémoires et ouvrages de seconde main publiés depuis une cinquantaine d'années et y a ajouté un petit nombre de lettres inédites. Son bref exposé, sans avoir les qualités d'un ouvrage objectif et le ton de l'histoire, se lit avec intérêt et confirme le lecteur dans la pensée que M. de Falloux fut effectivement un des cerveaux les plus politiques du parti de la légitimité.

Le second volume des mémoires du baron DE HUBNER<sup>2</sup>, ambassadeur d'Autriche à Paris dans les premières années du second empire, ne le cède pas en intérêt au premier. Si celui-ci offrait peut-être quelque chose de plus piquant pour l'histoire de la société et des mœurs de la cour impériale, le deuxième permet de suivre à peu près au jour le jour la succession d'événements qui depuis 1857 préparèrent peu à peu le conflit franco-autrichien qui éclata deux ans plus tard. On rendra la justice au comte Walewski, ministre des Affaires étrangères de France, et au représentant de l'empereur François-Joseph, qu'ils firent respectivement tous leurs efforts pour prévenir et éviter le conflit; le premier en contrebalançant auprès de Napoléon III l'influence de son cousin le prince Napoléon, ardent partisan du Piémont; le deuxième en palliant les procédés désagréables et les formes hautaines de son ministre, le comte Buol. Le comte de Hubner note à plusieurs reprises, avec beaucoup de justesse, combien il était difficile, à la cour de France, de prévoir la direction de la politique de l'empereur à cause de l'influence qu'avaient sur les déterminations de son gouvernement ses dispositions personnelles, toujours faciles à changer selon les impressions les plus légères.

Le quatrième volume de l'*Histoire de la guerre de 1870*, de M. LEHAUCOURT<sup>3</sup>, est entièrement digne des précédents. On y apprê-

1. Dorlisheim, *le Comte de Falloux. Lettres, notes, souvenirs*. Paris, Picard, 1904, 1 broch. in-8°, 58 p.

2. Comte de Hubner, *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire (1851-1859)*. T. II. Paris, Plon et Nourrit, 1 vol. in-8°, 431 p.

3. Pierre Lehautcourt, *Histoire de la guerre de 1870-1871*. T. IV : *la Retraite sur la Moselle; Borny*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1904, 1 vol. in-8°, vi-376 p.

ciera les mêmes qualités de solide documentation, de clarté et de précision. La retraite de l'armée française sur la Moselle et la bataille de Borny en forment la matière. M. Lehautcourt explique à merveille comment, imprudemment engagée par les Allemands et dans les plus mauvaises conditions, cette bataille fut perdue par l'incapacité et l'indécision des généraux français Bazaine et Ladmirault. Le rôle et le portrait du maréchal Bazaine sont d'ailleurs esquissés avec beaucoup de fermeté.

Peut-être, dans son prochain volume, M. Pierre Lehautcourt pourra-t-il utiliser, ne fût-ce que pour le contredire, le travail où M. Élie PEYRON<sup>1</sup> a tenté de reviser le procès de l'ex-maréchal et de réhabiliter sa mémoire. Bazaine fut-il un traître? se demande l'écrivain, et il conclut résolument par la négative. Tout en reconnaissant tout le mérite de sa dissertation, il ne paraît pas que l'historien puisse adhérer à ses conclusions. Bazaine fut un traître, sinon de propos délibéré, au moins par les attitudes successives qu'il prit dans l'enchaînement des circonstances avec lesquelles il fut aux prises. En revanche, il faut accorder à son biographe : 1° que sa totale incapacité d'exercer un grand commandement suffit à expliquer d'une manière plus plausible qu'une volonté arrêtée de trahir nombre des faits qui lui ont été reprochés; 2° qu'un très grand nombre des généraux qui l'entouraient et qui déposèrent contre lui témoignèrent d'une incapacité égale à la sienne et chargèrent avec complaisance leur ancien collègue en chef; 3° que pour une grosse part le procès de Bazaine fut un procès politique, dicté par la volonté de discréditer le parti impérial. Mais, ces réserves faites, il ne paraît pas que l'on puisse suivre plus loin M. Peyron dans ses conclusions. Comparer, comme il le fait, la défense de Gènes et celle de Metz fait sourire. Il demeure vrai que Bazaine, par sa conduite militaire et politique, a manqué à l'honneur militaire et à son devoir. Un petit nombre de documents inédits reproduits par l'historien n'apporteront que peu d'éléments nouveaux à notre connaissance.

Les souvenirs sur la Commune que M. Gaston DA COSTA a intitulés *la Commune vécue*<sup>2</sup> méritent de retenir l'attention du grand public et celle des historiens. M. Gaston Da Costa, quoique fort jeune au moment de la Commune, — il n'avait guère plus de vingt ans, — fut parmi les membres actifs du gouvernement insurrectionnel.

1. Élie Peyron, *Bazaine fut-il un traître? Étude sur la campagne de Lorraine en 1870 contenant des lettres inédites avec fac-similé de l'ex-maréchal*. Paris, Stock, 1904, 1 vol. in-8°, 170 p.

2. Gaston Da Costa, *la Commune vécue*. Paris, ancienne maison Mantin, 1903, 1 vol. in-12, xviii-474 p.

Comme substitut du procureur de la Commune de Paris, il participa à plusieurs actes importants; ce fut lui notamment qui présida au périlleux transfert des otages de Mazas à la Roquette dans les journées du 22 et 23 mai 1871. Il fut d'ailleurs condamné à mort par un conseil de guerre après la défaite de l'insurrection et fut déporté en Nouvelle-Calédonie. Le récit qu'il nous donne est d'un grand intérêt et pourra apporter des lumières sur plus d'un point important du mouvement révolutionnaire. Esprit violent, mais sincère, et non dépourvu de hauteur, M. Da Costa appartenait au parti blanquiste, qui fut incontestablement le plus actif, le plus dangereux et le plus intelligent. En dissidence violente avec nombre des hommes qui participèrent au mouvement insurrectionnel et avec la plupart de ceux qui dirigent actuellement le parti socialiste, M. Da Costa apporte dans ses jugements et dans ses dépositions une franchise âpre à laquelle il convient de rendre hommage. De toute évidence, l'historien sera amené, sur beaucoup de points, à contredire ses appréciations et à relever sous sa plume des détails erronés. Il devra néanmoins tenir le compte le plus sérieux d'une série de témoignages fournis par un homme intelligent, non dépourvu de sens critique, et qui a eu à cœur de compléter ou de rectifier ses souvenirs par une série d'informations soigneusement recueillies. Beaucoup sont devenues impossibles ou difficiles à contrôler. Elles ne sont pas pour cela entièrement négligeables.

Une préface de M. Hanotaux présente au public l'ouvrage fort sérieux que M. JARAY a écrit sur *la Politique franco-anglaise et l'arbitrage international*<sup>1</sup>. Une première partie examine les causes et la nature du rapprochement anglo-français; une deuxième reproduit les réponses adressées par un certain nombre de diplomates, d'écrivains, d'hommes politiques et de jurisconsultes à un questionnaire envoyé par l'auteur sur un projet de traité d'arbitrage permanent entre la France et l'Angleterre; dans une troisième partie, il se livre à une étude critique personnelle de l'arbitrage franco-anglais. Le texte d'un certain nombre de traités d'arbitrage permanents entre plusieurs États et des projets de traité d'arbitrage entre la France et l'Angleterre est utilement reproduit en annexes. Ce recueil de documents sera fructueusement consulté par tous ceux que préoccupe la question si actuelle des traités d'arbitrage. L'auteur se montre peu favorable aux traités d'arbitrage permanents, mais souhaite voir une série de traités spéciaux attester les dispositions pacifiques des deux

1. Gabriel-Louis Jaray, *la Politique franco-anglaise et l'arbitrage international*. Paris, libr. Perrin, 1 vol. in-16, xvii-332 p.

pays et préparer pour l'avenir des traités permanents. « Pour assurer, dit-il, le succès de l'arbitrage, on doit éviter de le déconsidérer en lui demandant trop ou en en voulant faire dès aujourd'hui le remède à tous les maux, le mode d'apaisement de toutes les rivalités internationales. » Il montre par ailleurs avec raison que quiconque voit dans l'arbitrage un moyen précieux de maintenir la paix et de résoudre des conflits doit prendre garde de ne pas mêler à cette idée celle de désarmement, qui lui est étrangère et qui peut lui nuire.

M. ROUARD DE CARD, à qui l'on doit déjà de bons ouvrages de droit international, particulièrement, si l'on peut dire, de droit international nord-africain, a publié sur les *Relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup> un ouvrage qu'une clause du récent accord franco-anglais rend d'une incontestable actualité. « Les deux gouvernements, » y est-il dit, « prennent en particulière considération les intérêts que l'Espagne tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine. » Quels sont ces intérêts? c'est ce que l'histoire seule des relations entre l'Espagne et le Maroc permet d'apprécier en permettant de vérifier « les droits historiques » souvent allégués par nos voisins. M. Rouard de Card donne de ces relations un exposé fort documenté, complet et précis qui sera utilement consulté par les publicistes et les hommes politiques. Il conclut que les résultats acquis par l'Espagne au Maroc au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles sont extrêmement minces. Elle a conservé les Présides sans les mettre sérieusement en valeur, s'est laissé devancer au point de vue commercial par la France et l'Angleterre et son influence morale ne s'est accrue en aucune mesure. L'auteur conclut nettement d'une manière défavorable quant à la légitimité des droits historiques invoqués par les juristes espagnols. On souhaiterait que cet ouvrage fût médité au delà des Pyrénées. On souhaiterait également qu'il ne détournât en rien nos hommes politiques d'accorder à une nation amie et voisine toutes les concessions que notre honneur tout aussi bien que notre intérêt, bien entendu, nous commande de faire aussi larges qu'elles peuvent être sans blesser nos droits essentiels.

Le volume où M. EISENMANN<sup>2</sup> a étudié le compromis austro-hongrois de 1867 est l'œuvre la plus importante et la plus documentée qui ait été depuis longtemps consacrée en France à l'histoire contemporaine de la vieille monarchie habsbourgeoise. La question d'Au-

1. E. Rouard de Card, *Les Relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Pedone, 1905, 1 vol. in-8°, 231 p.

2. Louis Eisenmann, *le Compromis austro-hongrois*. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1904, 1 vol. in-8°, xx-695 p.

triche s'impose à l'attention des diplomates et des hommes politiques. M. Eisenmann a estimé avec justice que l'état politique actuel de l'Autriche est en grande partie déterminé par le régime politique connu sous le nom de dualisme et instauré en 1867. En étudiant selon la plus stricte méthode historique et documentaire cet acte constitutif, en en exposant la formation, en en décrivant les institutions, en en dégagant le sens et l'esprit, il a apporté une contribution de première importance à l'histoire politique de l'Europe moderne. Constatant de quelle manière a évolué le régime institué par le compromis, il en estime néanmoins possible la continuation moyennant que les peuples qui forment la monarchie prennent davantage conscience de leurs besoins et de leurs intérêts et arrivent à se convaincre qu'il leur faut parvenir à une entente et se faire des concessions mutuelles. La monarchie austro-hongroise, par une combinaison judicieuse de centralisme, de dualisme et de fédéralisme, lui paraîtrait pouvoir donner le modèle d'une espèce de Suisse monarchique.

Après beaucoup d'autres écrivains, M. Albéric CANUET nous esquisse *la Question d'Orient dans l'histoire contemporaine*<sup>1</sup>. Son volume, que précède une préface de M. Frédéric Passy, n'apprendra rien aux historiens. Rédigé d'après des ouvrages de seconde main généralement bien choisis, il constitue un exposé clair et d'une lecture agréable des principales péripéties de la question d'Orient depuis 1821 jusqu'à l'heure actuelle. Bien que cet ouvrage puisse assurément être lu avec profit par ceux qui désirent prendre une connaissance rapide et pourtant suffisante du sujet, il est regrettable que l'auteur n'ait pas apporté à l'étude d'une question moins rebattue les très réelles qualités de critique et d'exposition dont il fait preuve.

Il existe environ un million et demi de Bulgares en Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople, c'est-à-dire sujets directs de l'empire ottoman. Une préface de M. Louis LEGER<sup>2</sup> signale à l'attention du public, en en garantissant l'exactitude, le mémoire anonyme où des patriotes bulgares ont tracé le tableau de la situation faite à leurs concitoyens sous la domination turque. Patiemment, sans déclamation, se bornant à citer des faits, ils l'envisagent au point de vue religieux et administratif, au point de vue de l'instruction publique et du droit civil, au point de vue économique, au point de vue de la sécurité publique continuellement enfreinte. Ils démontrent sans

1. Albéric Canuet, *la Question d'Orient dans l'histoire contemporaine, 1821-1905*. Paris, Dujarric, 1905, 1 vol. in-12, III-537 p.

2. *Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine*. Paris, Plon et Nourrit, 1904, 1 broch. in-8°, v-57 p.



peine la double oppression qui s'exerce sur eux : celle des Turcs, qui s'attaque à leur vie, à l'honneur de leurs femmes et à leurs biens ; celle des Grecs, qui, se considérant comme les héritiers nécessaires de la Turquie, traitent les Bulgares en intrus et s'en prennent à leur langue, à leur Église, à leur nationalité. Dans ces dernières années, le régime est devenu plus intolérable ; les pseudo-concessions du gouvernement turc ont masqué des abus et des violences encore plus criants. La guerre civile et l'émigration sont devenues les conséquences nécessaires d'un tel état de choses. Paraphrasant Montesquieu, M. Louis Leger conclut : « Les puissances de l'Europe qui font entre elles tant de conventions inutiles n'en feront-elles pas une en faveur de la justice et de l'humanité ? »

Sous le titre de : *Aperçu sur l'histoire de l'Asie en général et de la Chine en particulier*<sup>1</sup>, M. Henri CORDIER, ne faisant que reproduire une conférence donnée par lui au récent Congrès des arts et des sciences de Saint-Louis, a publié une brochure qu'il faut recommander à tous ceux qui désirent se faire une idée de ce qu'a été l'évolution historique de l'Asie et de ce qu'elle peut être dans l'avenir. Sinologue de tout premier ordre, M. Henri Cordier, dans ses très savants ouvrages, s'est montré plus soucieux d'ouvrir des jours aux travailleurs que d'attirer le grand public. Il faut lui savoir gré de s'être mis à la portée des ignorants et d'avoir, dans une cinquantaine de pages, tracé une esquisse infiniment intéressante de l'histoire d'Orient. Le lecteur y trouvera, étayées sur des faits précis, des considérations historiques qui, par la largeur de leurs vues et la science de celui qui les formule, commandent l'attention d'une mesure particulière au moment où les questions jaunes se rapprochent si singulièrement de nous et menacent de s'imposer encore davantage à la réflexion du monde.

La parfaite connaissance que possède M. CORDIER de la Chine moderne se manifeste d'autre part dans le très intéressant recueil diplomatique qu'il consacre à l'*Expédition de Chine franco-anglaise de 1857-1858*<sup>2</sup>. On se rappelle que, pour la France, le meurtre du missionnaire Chapdelaine fut le point de départ de la rupture et que la prise de Canton et l'enlèvement des forts de Tahou furent les faits essentiels des hostilités auxquelles mirent fin les traités de Tien-Tsin. Toute l'histoire diplomatique de cette affaire est assez

1. Henri Cordier, *Aperçu sur l'histoire de l'Asie en général et de la Chine en particulier*. Paris, libr. orientale et américaine, Guilmoto éditeur, 1 pl. in-8°, 52 p.

2. Henri Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858. Histoire diplomatique. Notes et documents*. Paris, Alcan, 1905, 1 vol. in-8°, 478 p.

compliquée grâce aux procédés dilatoires de la Chine, à la coopération anglaise et aux interventions des plénipotentiaires russe et américain. M. Cordier nous met à même d'en suivre le détail de la manière la plus précise et la plus aisée. Son volume consiste en un excellent choix de pièces diplomatiques et de documents de première importance reliés par des notices narratives aussi brèves que substantielles. Ce travail, qui rendra les plus grands services aux historiens, est également accessible au grand public. Sa consultation en est facilitée par un index des noms propres.

A l'occasion du récent Congrès socialiste international d'Amsterdam, le Secrétariat socialiste international, résidant comme on le sait à Bruxelles, a publié un recueil de rapports relatifs à l'état actuel du socialisme dans la plupart des pays civilisés<sup>1</sup>. On en trouvera concernant la Russie, l'Australie, l'Arménie, le grand-duché de Luxembourg, la Hongrie, la Finlande, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Norvège, les États-Unis, la Hollande, le Danemark, la Bulgarie, l'Angleterre, l'Italie, la Serbie, la France, la Bohême, la Pologne, l'Autriche, la Suède, le Japon, la Suisse et l'Argentine. Plusieurs rapports décrivent parfois les organisations distinctes d'un seul pays. Ils sont naturellement de valeur et de dimensions fort élevées. On remarquera parmi les plus intéressants ceux qui visent la Russie, la Finlande, l'Allemagne et la Suède. On regrette la brièveté de quelques-uns, notamment de ceux qui concernent le Danemark, dont l'organisation est si curieuse. D'une manière générale, il faut constater que l'ensemble de renseignements groupés est considérable et que ce volume est des plus précieux pour rendre compte de la situation actuelle du socialisme. A titre de renseignement (ces chiffres, d'ailleurs, n'ont sans doute qu'une valeur approximative), rapprochons les statistiques suivantes. A l'heure actuelle, les rédacteurs estiment le total des forces électorales socialistes dans le monde à 6,686,000 voix contre 30,000 en 1867 et 1,109,804 en 1889. Le nombre des travailleurs syndiqués est évalué à 7,528,380. La presse socialiste et syndicale comprend 134 journaux politiques quotidiens, 296 journaux politiques et autres périodiques, 289 organes professionnels ouvriers. En 1904, on comptait dans le monde 56,623 sociétés coopératives.

André LICHTENBERGER.

---

1. *L'Organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie*, par le Secrétariat socialiste international. Bruxelles, 1904, 1 vol. in-12, 524 p.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Richard SCHWEMER. *Papsttum und Kaisertum. Universalhistorische Skizzen.* Stuttgart, Cotta, 1899. In-8°, VIII-150 pages.

Ce petit volume, qui se lit agréablement, ne peut être présenté comme un livre de science. Il reproduit les traits principaux d'une série de conférences faites à Francfort devant un auditoire composé sans doute en majorité de personnes peu instruites que le conférencier cherchait évidemment à convertir à ses idées. M. S. est de ceux qui caressent le rêve d'une Europe unifiée, qui estiment que l'Europe est plus qu'une expression géographique, qui croient qu'il y a une civilisation européenne et qu'il est nécessaire aujourd'hui de développer entre les peuples européens une certaine communauté d'idées qui leur permettrait, en présence des progrès que font aujourd'hui les pays d'outre-mer, de conserver une hégémonie qui leur échappe de plus en plus. C'est donc avec une sorte de regret que M. Schwemer nous parle de l'unité qui existait au moyen âge, unité qui avait développé, dit-il, entre les peuples de l'Europe un sentiment de cohésion qui leur fait aujourd'hui défaut.

Et c'est d'ailleurs en excellents termes qu'il rappelle l'importance que prit, dans l'histoire du monde, la formation de l'empire romain, et montre quel retentissement ce grand fait historique eut pendant des siècles dans les esprits en insistant avec raison sur les conceptions nouvelles que le triomphe du christianisme introduisit dans l'humanité.

Mais est-il bien exact de prétendre que les peuples et les États en arrivèrent à ne plus former qu'une vaste république, et qu'en dépit de luttes intérieures terribles, il n'y avait plus qu'un grand corps social qui était la société chrétienne prise dans sa plus haute acception? En fait, l'empire n'a jamais pleinement réalisé les conceptions qui avaient présidé à la restauration de l'an 800.

M. S. le montre lui-même en étudiant les transformations successives de la conception impériale à l'époque d'Othon le Grand, puis sous les empereurs de la dynastie salique, par suite de l'influence des idées de Cluny, enfin à l'époque des Hohenstaufen, qui devinrent plus Italiens qu'Allemands. Frédéric Barberousse est bien plus le chef militaire de la féodalité qu'il n'est un empereur universel. C'est avec Frédéric II que la théorie impériale se présente sous un aspect nouveau qui ne peut manquer de rendre plus aiguës les inévitables conflits. C'est la question de l'unité italienne qui fait forcément du pape et de l'empereur deux adversaires irréconciliables.

C'est en vain qu'on essayera de ressusciter la théorie des deux glaives. Frédéric ne voudra pas s'y conformer. Dans quelle mesure était-il excusable? C'est une question que nous ne pouvons reprendre ici (voy. notre étude sur *la Politique de l'empereur Frédéric II en Allemagne*. Paris, 1892). Nous ne pouvons nous associer complètement au reproche que M. S. adresse à Innocent III, car les promesses que lui avaient faites Frédéric ne furent extorquées ni par la force ni par la ruse; leur légitimité est facile à établir, et l'empereur lui-même reconnu (lettre du 13 sept. 1220) qu'il avait mérité d'encourir les rigueurs de l'Église.

C'est surtout le moyen âge que M. S. a considéré, mais il a complété son travail par des considérations intéressantes sur la façon dont se dissocia peu à peu l'alliance entre l'empire et la papauté, qui avait dominé tout le moyen âge. Le changement qui s'opéra dans les idées est dû en grande partie aux progrès que fit alors la France. Ce sont deux nationalités bien tranchées qui, à partir du <sup>xiii</sup>e siècle, s'opposent l'une à l'autre. Et il n'est pas étonnant que Dante ait cherché à « ressusciter » l'idée de l'évangile de l'empire, car c'est l'Italie qui avait le plus souffert de l'abandon des conceptions anciennes. Ces efforts ne pouvaient aboutir. La réforme anéantit définitivement toute velléité d'unification européenne, et Charles-Quint fut impuissant à rajeunir des conceptions qui n'avaient plus de raison d'être. M. S. a cru devoir dire aussi quelques mots des conceptions de Louis XIV, mais celui-ci n'a jamais songé à une restauration impériale. Il en fut autrement de Napoléon I<sup>er</sup>, sur l'esprit duquel les formes anciennes ont exercé une profonde action.

Pourquoi l'auteur ne nous a-t-il pas dit en terminant ce qu'il pense de l'impérialisme germanique actuel et des théories de ceux qui déclarent que l'Allemagne est vraiment le « cœur de l'Europe », qu'elle a pour mission, comme le cœur qui fait circuler à travers les membres un sang qui renouvelle les parties vieillissantes, de « rajeunir par la diffusion du sang germanique les membres épuisés de la vieille Europe »?

Georges BLONDEL.

---

P. ALDINGER. *Die Neubesetzung der deutschen Bistümer unter Papst Innocenz IV (1243-1254)*. Leipzig, Teubner, 1900. In-8°, vi-494 pages.

Les questions qui touchent à l'histoire des rapports de l'Église et de l'État ont toujours offert un vif intérêt. Si brûlantes qu'elles nous paraissent aujourd'hui, elles l'étaient encore davantage au <sup>xiii</sup>e siècle, et la personnalité de l'empereur Frédéric II semble même avoir marqué d'un trait particulier les conflits qui se produisirent à cette époque. La question des élections épiscopales fut une des causes principales de ces conflits, cause d'autant plus aiguë que nulle part le haut clergé ne tenait alors dans la vie de la nation une plus grande place qu'en Allemagne. Dès le <sup>xi</sup>e siècle, la féodalité ecclésiastique possédait

presque la moitié du sol. Les archevêques et les évêques étaient princes de l'empire, quelques-uns avaient le titre de duc; tous étaient grands propriétaires fonciers et travaillaient ouvertement à se rendre indépendants. L'empereur, se considérant comme le protecteur né de l'Église, l'*advocatus ecclesiæ*, se croyait obligé à des ménagements envers les évêques. Tous les empereurs allemands, ceux même qui ont quelquefois persécuté le clergé, se sont montrés prodiges à leur égard et, avant même que le principe de l'hérédité fût devenu un principe constitutionnel, on avait reconnu aux seigneurs ecclésiastiques le droit de disposer des fiefs dépendant de leur seigneurie comme des charges de leur petite cour. Les grands ecclésiastiques étaient d'ailleurs plus instruits que les grands laïques; ils avaient maintes fois aussi prouvé leurs capacités administratives.

Les empereurs eurent soin seulement, en confiant des pouvoirs étendus à beaucoup d'ecclésiastiques, de les obliger à prendre part aux diètes impériales, et ils les astreignirent au service de l'ost. Aussi bien, les évêques allemands défendirent plus d'une fois énergiquement l'empereur contre le pape. Dans la fameuse dispute de Frédéric I<sup>er</sup> avec le légat à propos du mot *Beneficium*, les princes ecclésiastiques ne furent pas les derniers à s'élever contre les théories du cardinal-légat. Leur caractère religieux s'est effacé bien souvent devant leur caractère politique. Mais il faut dire que les empereurs avaient réussi, même après le concordat de Worms, à conserver une grande influence sur les nominations épiscopales. Ce fut précisément un des points principaux du programme de la papauté de reconquérir l'influence qu'elle avait perdue.

On a déjà publié de remarquables travaux sur les rapports d'Innocent III avec les évêques allemands<sup>1</sup>. Dès les premières années du xiii<sup>e</sup> siècle, on voit se produire une véritable révolution dans les rapports des évêques et des empereurs.

C'est au pontificat d'Innocent IV que se rattache le travail de M. Aldinger. La publication récente des registres de ce pape permet d'étudier avec une grande précision les rapports de deux hommes qui ont personnifié dans ses traits essentiels la lutte séculaire de la papauté et de l'empire. Bon nombre d'historiens se sont efforcés, depuis quelques années, de mettre en lumière l'intérêt de cette période et de marquer l'importance qu'elle a dans l'histoire générale du moyen âge. Le travail très consciencieux de M. Aldinger jette une vive lumière sur les prétentions de l'épiscopat allemand qui revêtent décidément, sous le pontificat d'Innocent IV, un aspect nouveau. Nous ne pouvons malheureusement que résumer les conclusions d'un livre très chargé de détails et difficile à analyser.

Les évêques des xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles étaient devenus presque auto-

1. Voir notamment R. Schwemer, *Innocenz III und die deutsche Kirche*.

nomes. Ils jouissaient, vis-à-vis de l'empereur, d'une situation supérieure à celle des seigneurs laïcs. Innocent III avait réussi à les rattacher plus étroitement à la cour de Rome et à étendre à l'Allemagne comme aux autres pays de la chrétienté la *plenaria dispositio*. Frédéric II avait d'abord accepté cette prétention, s'imaginant que les velléités d'indépendance des évêques pourraient être utilement contrebalancées par la puissance déjà considérable à laquelle certaines villes étaient parvenues.

Mais, comme le fait justement remarquer M. Aldinger, il s'était fait en Allemagne un grand changement dans les esprits. La féodalité laïque et la féodalité ecclésiastique s'étaient rapprochées.

Frédéric II, en concluant avec les grands ecclésiastiques la *conferentia* de 1220, avait permis d'ailleurs à l'opposition de ceux-ci de revêtir une apparence constitutionnelle. L'esprit féodal, qui est au fond un esprit d'individualisme et de décentralisation, avait pu prendre une nouvelle force et implanter dans l'organisation du pays des éléments nouveaux. La première manifestation de l'hostilité des grands ecclésiastiques envers l'empereur, ce fut l'alliance conclue entre les archevêques de Mayence et de Cologne, en 1241. Innocent IV voulut utiliser ces velléités d'indépendance. Il jugea que le moment était opportun pour donner à la cour de Rome une influence plus grande sur les élections épiscopales. Son pontificat est d'autant plus intéressant à étudier à cet égard que son successeur, Alexandre IV, renonça, au moins partiellement, à la politique qu'il avait adoptée. Les quarante élections d'évêques allemands qui ont lieu de 1246 à 1254, forment donc comme un groupe à part dans l'histoire ecclésiastique du XIII<sup>e</sup> siècle. M. Aldinger a étudié avec soin la procédure qui fut alors suivie. Sur ces quarante élections, vingt-six se sont effectuées sous l'influence directe du pape, et, même dans quinze d'entre elles, c'est lui qui a imposé son choix aux électeurs, cherchant à faire des évêques de véritables préfets : c'est l'expression même qui fut employée. Plusieurs textes nous disent bien qu'Innocent IV n'entendait pas abroger l'investiture royale, mais la façon même dont cette investiture fut alors donnée nous met en présence d'une royauté faible et d'une papauté très forte. L'empereur se contenta d'exprimer un désir, auquel le pape semble, pour la forme, empressé de donner son acquiescement.

Neuf fois au moins les chapitres de différentes cathédrales ont essayé de réagir contre ces procédés, leurs efforts n'ont été couronnés de succès que quatre fois seulement; il est permis de croire cependant qu'ils reconquirent à ce moment une puissance avec laquelle il fallut compter et que plusieurs fois la cour de Rome dut engager avec eux de véritables luttes. Ces recherches jettent un peu de lumière sur les dernières années, si difficiles à bien comprendre, du règne de Frédéric II. Celui-ci voulut conserver l'apparence d'un homme injustement persécuté. Des flatteurs lui firent croire qu'il parviendrait aisément à triom-



pher du pape; il fut en somme complètement vaincu. Sur les quarante élections qui eurent lieu à cette époque, il n'en est pas une qu'on puisse dire avoir été son œuvre.

Georges BLONDEL.

**Hansisches Urkundenbuch.** T. V : 1392-1414, publié par Karl KUNZE. T. VIII : 1451-1463, publié par Walther STEIN. Leipzig, Duncker et Humblot. Gr. in-8°, VIII-639 et XII-857 pages.

L'important recueil de documents relatifs à la ligue hanséatique, publié par la *Société pour l'histoire de la Hanse*, et dont quatre volumes avaient déjà parus de 1876 à 1896 (Buchhandlung des Waisenhauses, Halle) vient de s'enrichir d'un tome V et d'un tome VIII, qui, l'un et l'autre, renferment des documents fort intéressants. Il y en a en latin, en allemand, en flamand et en français, et ils traitent de questions si diverses qu'une analyse détaillée de ces deux volumes serait impossible. Les documents reproduits dans le tome V vont du 29 mars 1392 au 11 décembre 1414; ceux du tome VIII du 2 janvier 1451 au 23 juin 1463. La plupart des pièces reproduites par MM. Kunze et Stein étaient inédites ou n'avaient été données jusqu'ici que d'une façon fautive. Les deux éditeurs se sont contentés de résumer brièvement celles qui avaient été correctement reproduites dans des recueils faciles à consulter. Les sources auxquelles ils ont puisé sont nombreuses, et on ne peut que les féliciter de l'activité qu'ils ont déployée. Les archives de Lille, notamment, leur ont fourni bon nombre de pièces intéressantes, par exemple celles du recueil des baillis d'eau du port de l'Écluse (Sluys), qui va de 1389 à 1479. Les deux volumes sont l'un et l'autre accompagnés d'une double table : table des noms de lieux et de personnes, table des noms de choses (*Sachregister*), particulièrement utile en raison du grand nombre de termes techniques dont le sens exact ne s'éclaire souvent que par le contexte même des documents où ils figurent.

Nous ne pouvons que donner une idée de l'intérêt qu'offre ce recueil. Voici par exemple une série de chartes qui nous mettent au courant des faveurs accordées aux marchands de la Hanse par divers person-nages, le duc de Bourgogne, le grand maître de l'ordre teutonique, le duc de Brunswick-Lunebourg, le roi de Pologne, etc... Citons quelques spécimens : par un diplôme du 4 avril 1407, le duc de Bourgogne Jean (Sans-Peur), comte de Flandre, d'Artois et de Bourgogne, palatin, seigneur de Salins et de Malines, accorde certaines faveurs aux marchands de Kampen « pour consideration de la bonne continuacion par eux toujours faicte de fréquenter de leurs denrées, biens et marchandises notre pays de Flandres, et afin aussi qu'ilz aient greigneur et plus grand volenté et soient plus tenuz de y persévérer... par l'avis et deliberacion de notre conseil... promettons aux dessusdiz de la ville de

Campen que, se aux oosterlens nous baillons et consentons aucune greigneur franchise, que nous la baillerons et consentirons à iceux de Campen... » Un diplôme en latin, du 5 mai 1392, dont il existe d'ailleurs plusieurs copies, nous montre le roi de France, Charles VI, ordonnant, à la demande du duc de Bourgogne, que l'on juge immédiatement par tout le royaume ceux qui seraient accusés d'avoir fait tort à quelque marchand hanséate ou à ses gens : « ... Quocienscunque casus acciderint in futurum quod aliquis de mercatoribus Hansie vel de eorum servitoribus, familia vel famulis fuerint capti, interfecti, depredati vel alias injuriati seu dampnificati... recipiatur in omnibus curiis in judicio. »

D'autres pièces nous donnent une idée des diverses conventions analogues aux *Landfrieden* conclues par les Hanséates et surtout des faveurs que ces infatigables commerçants cherchaient à extorquer de tous côtés. Les villes allemandes leur adressent-elles quelque requête, vite ils se font octroyer des privilèges ou confirmer par elles ceux qu'ils ont obtenus des seigneurs. Qu'on se reporte, par exemple, aux chartes par lesquelles les villes de Bruges, Gand et Ypres confirment les privilèges du duc Jean. Très intéressantes aussi quelques conventions telles que le traité conclu à Hambourg en double original (latin et flamand) entre les députés des villes de Flandre et les plénipotentiaires de la Hanse, traité qui accorde de nouvelles faveurs aux commerçants allemands (12 mai 1392). L'une des pièces des archives départementales du Nord (Chambre des comptes, B. 1596) renferme sous la rubrique « des marchands de la Hanse d'Allemagne » le relevé de quelques-uns de ces privilèges.

La Hanse n'embrasse pas seulement d'ailleurs des villes maritimes (bien que celles-ci aient toujours dominé dans l'association). Elle s'étend à la Saxe, à la Westphalie, au Brandebourg, à la Thuringe. On détermine avec soin le mode d'expédition des affaires aussi bien que les rapports commerciaux avec l'Allemagne et l'étranger. L'activité des Hanséates nous apparaît essentiellement dans ces documents sous une double forme : 1° ils forment une sorte de société d'assurance mutuelle pour se soutenir sur terre et sur mer, s'affranchir de certains péages vexatoires, abolir le droit d'épave, lutter plus efficacement contre les chevaliers pillards et les pirates et protéger les relations commerciales avec l'Orient; 2° ils travaillent à maintenir la paix en Allemagne et à supprimer le *Faustrecht*, si préjudiciable au commerce. La fin du xiv<sup>e</sup> siècle marque précisément l'apogée de la ligue. C'est à ce moment que s'affirment le plus nettement ses prétentions à l'*imperium maris baltici*. C'est à ce moment que ses institutions atteignent leur plein épanouissement et qu'on peut affirmer qu'elle est la première puissance du nord de l'Europe. Pour monopoliser le commerce de l'Allemagne, les Hanséates mettent les villes en communication par des canaux. Ils servent surtout d'intermédiaires à une partie des nations de l'Europe. De la fête de saint Jacques à celle de saint

Michel (25 juillet-29 septembre), les villes de Skanor et de Falsterbö se transforment en immenses marchés où le commerce des harengs est particulièrement actif. Hambourg devient le centre des brasseries, tandis que les poissons et les viandes, conservés par des procédés dont ils avaient le secret, pénètrent sur tous les marchés.

Les documents contenus dans le tome VIII nous transportent déjà dans une autre période de l'histoire de la ligue. La situation a déjà été modifiée par l'avènement (janvier 1448) de Christian I<sup>er</sup>, le premier souverain de la maison d'Oldenburg, au trône de Danemark et de Norvège; elle va l'être surtout par la conquête qu'il fera des duchés de Schleswig et de Holstein en 1460. La Hanse est maintenant sérieusement menacée, et on voit poindre, au moins dans le Danemark, une politique économique et commerciale nouvelle. La rupture avec les Flandres a aussi de graves conséquences. Les marchands allemands quittent Bruges en 1451, et ce riche pays est mis, en quelque sorte, en interdit. Sans doute, l'insuccès de la ville de Gand dans sa lutte contre Philippe le Bon (1452) porte un coup à l'indépendance des villes flamandes. Ce sont les villes du Brabant et de la Hollande qui progressent alors le plus, et la Hanse, qui entretient avec ces dernières des relations suivies, retrouve là quelque compensation, mais sa vitalité n'en décline pas moins; du côté de la France, la guerre de Cent ans a été un obstacle dont le contre-coup se fait durement sentir. Du côté de l'est, Nowgorod est affaibli par une famine, par ses luttes avec Pskow et avec Moscou. Les diplômes publiés par M. W. Stein éclairent d'une vive lumière les difficultés avec lesquelles les Hanséates sont aux prises. On les voit lutter beaucoup plus pour obtenir la prolongation ou la confirmation de privilèges anciennement concédés que pour en acquérir de nouveaux. Quelques villes seulement, comme Rostock et Stettin, conquièrent divers avantages. Les conventions les plus importantes paraissent être celles qui concernent les villes du Brabant, notamment Anvers et Berg-op-Zoom. Citons aussi celle qui règle, en 1456, les rapports avec le Portugal et le renouvellement de traités conclus avec la Castille. Les documents des années 1459-1463 renferment des pièces fort intéressantes pour les rapports de Cologne avec la France; ces relations sont une préparation aux privilèges que Louis XI concèdera bientôt à la Hanse et qui seront reproduits au t. IX. De la correspondance de Cologne avec les villes des Pays-Bas et de la vallée du Rhin, on peut conclure que les pays baltiques avaient déjà à ce moment un peu perdu de leur importance. La vie commerciale se portait de plus en plus du côté de l'ouest. Mais les Hollandais ne tardèrent pas à se séparer de la ligue, tandis que les ravages des pirates (ceux des Vitaliens surtout) redoublaient d'intensité. Le marché anglais va être bientôt enlevé aux Hanséates par des compagnies de navigation privée soutenues par le gouvernement royal. Aussi, les grandes découvertes maritimes de la fin du x<sup>v</sup> siècle précipiteront-elles forcément la décadence.

Ce tome VIII a, plus que les précédents, nécessité de longues et minutieuses recherches dans un grand nombre d'archives, et encore a-t-on reporté à un volume ultérieur la publication des pièces contenues dans les archives de Reval et du Riga, qui sont indispensables pour la connaissance des rapports de la ligue hanséatique avec la Russie. Félicitons de nouveau la Société pour l'histoire de la Hanse du soin avec lequel elle publie les documents relatifs à cette ligue justement fameuse, qui n'a pas eu seulement une importance commerciale de premier ordre, mais qui a grandement contribué à l'œuvre de germanisation d'une partie de l'Europe.

G. BLONDEL.

---

Georges ESPINAS. *Les finances de la commune de Douai, des origines au XV<sup>e</sup> siècle.* Paris, A. Picard et fils, 1902. In-8°, XXIV-546 pages.

Paul SANDER. *Die reichsstädtische Haushaltung Nürnbergs dargestellt auf Grund ihres Zustandes von 1431 bis 1440.* Leipzig, B.-G. Teubner, 1902. In-8°, XXIX-938 pages.

Le livre de M. Espinas marque une date dans le développement des recherches consacrées, en France, aux institutions municipales du moyen âge. Sans doute, ce n'est pas la première fois qu'une monographie française prend pour sujet une branche spéciale de l'administration urbaine. Mais, jusqu'aujourd'hui, les érudits qui, de ce côté du Rhin, s'étaient attachés à l'étude de l'organisation interne des villes n'avaient point donné à leurs travaux l'ampleur désirable. On leur doit la mise au jour d'une quantité de matériaux utiles, la connaissance d'une foule de particularités locales, de bonnes remarques, des descriptions consciencieuses. Aucun d'eux cependant ne s'est élevé au-dessus du niveau de l'histoire provinciale; ils n'ont point reconnu la nature et l'originalité foncière des faits qu'ils exposaient, et, si consciencieux qu'ils soient, leurs ouvrages ne supportent point la comparaison avec les recherches pénétrantes que, depuis une trentaine d'années, les historiens et les économistes allemands ont entreprises avec tant d'ardeur et dont on peut citer comme exemples les belles études de M. Schoenberg sur Bâle, de M. Bücher sur Francfort, de MM. Knipping et Lau sur Cologne, etc. On devra, désormais, placer à côté de ces noms celui de M. Espinas. Son histoire des *Finances de Douai* ne fait pas seulement prendre place à l'érudition française dans un domaine où elle était restée à peu près inconnue jusqu'à présent. On peut espérer, à bon droit, que son influence sera féconde. Par sa riche bibliographie, elle initiera les travailleurs aux résultats acquis à l'étranger; par sa méthode, elle leur montrera comment des questions qui ne semblaient guère présenter qu'un intérêt archéologique possèdent au contraire une importance de premier ordre pour l'histoire sociale et économique. C'est à ma con-

naissance le premier livre français où l'histoire locale soit envisagée d'un point de vue réellement scientifique, c'est-à-dire non point comme formant son objet à soi-même, mais dans ses rapports avec le développement général de la civilisation urbaine du moyen âge. Admirablement au courant de tout ce qui a été écrit sur les institutions des villes médiévales, M. Espinas a pu apprécier à leur valeur les sources dont il disposait, distinguer l'accessoire du principal, reconnaître les causes et l'enchaînement des faits et déterminer exactement enfin les traits nouveaux et caractéristiques du type urbain sur lequel ont porté ses recherches. Bref, son livre est une preuve excellente des services que la « méthode comparative » peut rendre à l'histoire. Ajoutons qu'on n'y trouvera ni généralisations hâtives ni hypothèses téméraires. L'ouvrage est basé tout entier sur l'analyse patiente et minutieuse des sources. La comparaison n'y intervient que pour corroborer les résultats acquis, ou pour mieux faire ressortir, par contraste ou par analogie, la signification de ceux-ci.

L'histoire des finances de Douai pivote autour d'un événement central : la grande crise politique et sociale à laquelle toutes les villes flamandes ont été en proie à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et au commencement du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>. Avant cette époque, l'administration financière créée par la bourgeoisie pour subvenir à ses besoins propres et échappant complètement à l'ingérence du comte, passe peu à peu au pouvoir de l'échevinage patricien qui finit par se l'approprier tout entière et l'exerce enfin sans réserve comme sans contrôle. Les abus insupportables qui furent la conséquence de ce régime, les dettes énormes dont il écrasa la commune contribuèrent largement, à Douai comme à Bruges et à Gand, à l'insurrection du petit peuple contre le patriciat pendant les dernières années du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Gui de Dampierre tout d'abord, puis, bientôt après, Philippe le Bel, se montrèrent favorables aux revendications du « commun. » Dès 1280, le comte de Flandre introduit dans le régime financier de la ville deux modifications essentielles : l'établissement, à côté de l'échevinage, d'une commission de surveillance fiscale et le double contrôle de la communauté et du pouvoir souverain. M. Espinas montre avec une clarté parfaite comment cette victoire du « commun » se retourna à la longue contre l'autonomie urbaine. Passé sous l'autorité directe du roi de France (1305), puis sous celle de Louis de Male et des ducs de Bourgogne (1369), Douai vit grandir continuellement l'ingérence de l'État. Introduite dans la place, la puissance publique s'y attribue un rôle de plus en plus envahissant. Elle est à la fois salutaire et oppressive, car dans la même mesure où elle abolit les abus jadis reprochés à l'échevinage, elle soumet toute la gestion financière à son bon plaisir, si bien qu'au commencement du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, sous le gouvernement de Philippe le Hardi, l'impôt communal s'est presque transformé en impôt public.

L'intérêt du travail de M. Espinas est bien loin de résider uniquement dans l'histoire de cette évolution si instructive pour l'étude des

rapports entre le principe d'autonomie dominant au moyen âge et le principe centralisateur et monarchique qui est celui des temps modernes. L'auteur a consacré la plus grande partie de son livre à l'analyse du système financier douaisien du <sup>xii</sup><sup>e</sup> au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Un premier chapitre confirme, par l'exemple de Douai, les idées récemment émises sur la formation des villes flamandes nées de la juxtaposition à un château comtal d'un *portus* de marchands. Le contraste que présentent certains éléments primitifs se retrouve dans l'histoire même des finances. A côté, en effet, des *justices* et des vieux droits fiscaux du prince, la communauté bourgeoise se crée spontanément des recettes indépendantes. Elle a recours tout d'abord à l'impôt direct (*taille*), auquel elle substitue, à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, pour des raisons très finement analysées par M. Espinas, l'*assise* ou impôt indirect. De plus, à toutes les époques, elle a recours à l'emprunt. Les pages consacrées par l'auteur à l'histoire de la dette, soit flottante soit consolidée, comptent parmi les plus instructives du volume. On peut en dire autant d'ailleurs des développements relatifs à la perception et à l'affermage des impôts et surtout à l'assiette de la taille où M. Espinas, s'inspirant des travaux de M. Bücher, a apprécié d'une façon très heureuse et avec un sens remarquable des choses économiques, la notion particulière que l'on se faisait au moyen âge du capital et du revenu. Constatons enfin qu'un des grands mérites de l'ouvrage consiste à ne point considérer le système financier *in abstracto*, mais à tenir soigneusement compte de la nature sociale et économique de la population à laquelle il s'applique.

L'auteur a passé plus rapidement sur les dépenses que sur les recettes. Le résultat général qui se dégage ici de son étude confirme ce que nous avaient appris déjà des travaux antérieurs; je veux dire la part énorme prise par les dépenses de nature militaire dans l'ensemble du budget urbain. Seulement, ces dépenses, à partir du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, sont surtout imposées par le souverain qui, dans l'intérêt de l'État, oblige la ville à entretenir ou à construire de coûteuses fortifications.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré aux communautés financières spéciales (connétablies et confréries militaires). Un riche appendice de quatre-vingt-dix-sept pièces justificatives, très heureusement choisies et soigneusement éditées, termine le volume.

Le livre de M. Sander commence où celui de M. Espinas s'arrête et il en diffère complètement par le plan et par la méthode. Il appartient à l'histoire descriptive. L'auteur a eu en vue de fournir une description absolument complète de l'organisation politique et de l'administration de Nuremberg spécialement au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Son ouvrage suppose de longues années de consciencieuses recherches dans les archives. Mais ce travail préparatoire est soigneusement dissimulé. On ne rencontre pour ainsi dire aucune note dans ce gros volume de près de mille pages, on n'y trouve pas même un aperçu d'ensemble des sources consultées par l'auteur. On sent d'ailleurs, d'un bout à l'autre de l'ouvrage, que M. Sander n'avance rien qui ne soit solidement établi, et il témoigne d'une



telle minutie dans l'observation, d'un tel souci du détail et de l'exactitude, que l'on pourrait presque considérer son ouvrage comme une édition, sous forme abrégée et systématique, des archives nurembergeoises.

Le travail de M. Sander peut être réparti en trois divisions principales. Après une courte introduction destinée à fournir au lecteur les renseignements les plus indispensables sur la situation politique et économique de la ville ainsi que sur son système monétaire, l'auteur nous fait connaître la composition et les attributions du *Rat*, les fonctionnaires urbains, l'organisation de la guerre, de la justice, de la police et des finances. Puis, à partir de la page 286, il passe à l'examen approfondi de la comptabilité, des recettes et des dépenses. Nous sommes initiés ici, jusque dans le moindre détail, au mécanisme de l'institution si curieuse mais si compliquée des *Losunger*, nous pénétrons dans leur *Stube*, nous les voyons manier leurs registres, faire leur caisse, dresser leurs comptes. L'analyse des diverses sources de revenus de la ville, étonnamment multiples et complexes en comparaison du système financier, beaucoup plus simple et plus logique, des villes de l'Allemagne rhénane, des Pays-Bas ou du nord de la France, fourmille de renseignements neufs et précis. On ne lira pas avec moins de profit les développements, plus abondants encore, qui ont pour objet les dépenses. Cette longue revue des innombrables services qui incombent à la ville présente autant d'intérêt pour la connaissance des institutions municipales que pour l'histoire des mœurs et des usages à la fin du moyen âge. M. Sander aurait pu s'y éviter pourtant certaines répétitions, en rejetant, dans la partie de son ouvrage où il traite des fonctionnaires urbains, un certain nombre des détails relatifs aux attributions et au traitement de ces fonctionnaires. Les résultats généraux que l'auteur formule en terminant sa consciencieuse analyse peuvent se résumer en ces termes : presque tout le budget de Nuremberg (plus de 90 %) sert, directement ou indirectement, à payer les dépenses nécessitées par le besoin d'assurer la sécurité de la ville. Il constitue essentiellement le budget de la Guerre et de l'Intérieur. A peu près toutes les dépenses qui y figurent relèvent aujourd'hui de l'État. Les services proprement communaux n'y occupent qu'une place secondaire, soit parce que les uns, comme, par exemple, l'entretien de la voirie, sont à la charge des habitants, soit parce que les autres, comme la bienfaisance et l'instruction, sont exercés par l'Église ou par des associations charitables.

La dernière partie de l'ouvrage forme, à proprement parler, un hors-d'œuvre et ne répond pas au titre du volume. Mais c'est un hors-d'œuvre de la plus grande valeur et, à certains égards, la portion la plus précieuse du travail. Elle consiste en une série de tableaux soigneusement dressés et pourvus de notes explicatives, retraçant le mouvement des finances urbaines de 1377 à 1794. Le tout s'achève par un paragraphe où sont brièvement mais très heureusement exposés les changements introduits dans l'organisation de la ville en 1806, lors de son annexion au royaume de Bavière. En conduisant ainsi son sujet jusqu'à l'époque contempo-

raine, M. Sander a donné un exemple qui mériterait d'être imité. Rien n'est plus faux, en effet, que de considérer les institutions municipales comme cessant de présenter quelque intérêt après le moyen âge. Sans doute, avec le xv<sup>e</sup> siècle, leur épanouissement s'achève. Mais l'histoire n'a pas à s'occuper seulement des époques de progrès et de vigueur. La décadence d'un organisme est objet de science au même titre que sa formation et que sa croissance. C'est mutiler les recherches, d'ailleurs, que de leur appliquer les cadres arbitraires dans lesquels l'école renferme le développement historique. L'histoire municipale constitue un tout complet du xii<sup>e</sup> siècle à la fin du xvm<sup>e</sup>; pendant six cents ans, son évolution s'est accomplie d'un mouvement continu et sous l'action des mêmes causes profondes : le mot de moyen âge n'a pour elle aucune signification.

Le court résumé que l'on vient de lire n'indique naturellement que les membres les plus apparents de la charpente de l'ouvrage de M. Sander<sup>1</sup>. La valeur et la saveur de ce beau travail résident surtout dans le détail : c'est un livre à lire la plume à la main.

Je ne terminerai pas ce double compte-rendu sans indiquer la conclusion qui se dégage d'elle-même des deux ouvrages auxquels il se rapporte. Dans l'histoire des finances de Douai et de Nuremberg se projette pour ainsi dire, en raccourci, l'histoire générale de l'Allemagne et de la France. Ici, l'augmentation croissante du pouvoir de l'État ronge continuellement l'autonomie municipale et, à la longue, transforme presque l'impôt communal en impôt public. Là au contraire, la faiblesse du pouvoir central laisse la ville s'ériger en État dans l'État, et la fait se substituer, dans tous les domaines, à la puissance souveraine. Les représentants de l'empereur deviennent à Nuremberg des fonctionnaires municipaux; le *Reichssteuer* prend l'apparence d'une simple rente annuelle dont une partie, en 1433, est même rachetée par la commune. Bref, à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, Nuremberg se trouve à peu près, vis-à-vis de l'État, dans la situation qui était celle de Douai à la fin du xiii<sup>e</sup>.

H. PIRENNE.

---

**Paul VITRY. Michel Colombe et la sculpture française de son temps.** Paris, Librairie centrale des beaux-arts, 1904. In-4°, 531 pages, orné de 220 gravures et héliogravures, dont 46 hors texte.

Le magnifique volume de M. Paul Vitry est un modèle d'érudition

1. Parmi les appendices joints au volume, il importe de mentionner particulièrement celui qui est relatif à la population de la ville au xv<sup>e</sup> siècle. M. S. apporte des éléments nouveaux pour la critique du fameux dénombrement de 1449 qui constitue, on le sait, le point de départ des recherches aujourd'hui si actives en Allemagne, dans le champ de la démographie historique.

intelligente et de goût savant; c'est un recueil inestimable des monuments de la sculpture française à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, groupés avec ordre et logique par un esprit très clair et très prudent. Avant de paraître en librairie, il a été présenté, il y a quelques mois, en Sorbonne comme thèse de doctorat. Et c'est bien, en vérité, une thèse, dont le caractère est nettement affirmé du commencement à la fin.

Dès l'introduction, nous sommes prévenus. M. Vitry, critiquant la part de fantaisie romanesque introduite par tous les historiens précédents dans la biographie de Colombe, se défend avec énergie de donner à son étude un caractère monographique, et il écrit : « L'artiste du moyen âge (et pour nous Michel Colombe, né vers 1431, appartient encore à cette époque) n'a pas cette individualité nette et tranchée que nous sommes habitués à chercher ailleurs. Il appartient par toutes sortes de liens au milieu artistique. Il ne rompt jamais brusquement avec la tradition, et son génie, si novateur qu'il puisse être, ne s'affirme que lentement et parallèlement à toute une série de créations analogues. Il n'en a jamais été autrement d'ailleurs, aussi bien dans l'antiquité que dans les temps modernes, à toutes les grandes époques où l'art a su garder son unité, où chaque artiste ne s'est pas cru obligé, dans un effort exaspéré d'individualisme, d'avoir une formule, un art à lui. »

Il y a là une double thèse : une thèse générale, antiindividualiste, qui subordonne nettement les grandes personnalités artistiques à leur époque, thèse assez conforme à l'esprit de l'histoire générale, telle qu'on l'écrit aujourd'hui, et où la volonté légitime d'embrasser l'ensemble des phénomènes sociaux, de rendre à la démocratie des petits faits et des petites gens la place qui leur appartient dans la marche du monde, conduit, à notre sens, à beaucoup trop restreindre la place des grands hommes. Et il y a, de plus, une thèse spéciale, antiitalienne et gothique, qui nous montre Michel Colombe comme le dernier grand représentant artistique du moyen âge, et son histoire comme en opposition complète avec celle du pays de l'individualisme par excellence : l'Italie de la Renaissance.

Le livre de M. Vitry est beaucoup moins une étude de Colombe que de la sculpture de toute la région de la Loire, dont le monument de Nantes est le dernier mot et le plus parfait. Par région de la Loire, M. Vitry entend le pays qui aurait Tours pour centre et s'étendrait jusqu'à Orléans, Châteaudun, le Mans, Angers, Poitiers et Bourges. Là se développe, dans la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle, l'école de peinture de Fouquet et la dernière école de sculpture gothique. En elles se reflète la finesse nonchalante de la race, la douceur du climat et du cœur, le calme des horizons et de la pensée, la délicatesse voilée de la lumière; et l'on y retrouve, aussi bien dans les miniatures de Fouquet que dans les madones des tailleurs d'images, les jolis types féminins du pays, ces visages gracieux et peu accentués, au grand front bombé, aux yeux spirituels, au petit nez, au fin menton.

L'école de sculpture de la Loire, peu abondante en œuvres, mais d'un art très soigné, et moins industrielle que l'école troyenne du *xvi<sup>e</sup>* siècle, étudiée récemment par MM. Raymond Kœchlin et J.-J. Marquet de Vasselot, eut sa pleine floraison de 1480 à 1512. M. Vitry entreprend de prouver que, durant cette époque, elle resta indemne de toute influence italienne. Il retarde jusqu'aux dernières années de Louis XII l'invasion de l'italianisme, dont on voit d'ordinaire la marque dans toutes les œuvres françaises postérieures à l'expédition de Charles VIII. Il divise l'histoire des rapports artistiques de la France avec l'Italie en trois périodes : 1<sup>o</sup> avant 1495. L'influence italienne y est à peu près nulle; 2<sup>o</sup> de 1495 à 1505 ou 1510. Période d'incubation, où l'italianisme n'a d'influence que sur la décoration; 3<sup>e</sup> après 1510 ou 1515. Conquête progressive de la France par l'italianisme, qui triomphe définitivement vers 1530. Nous allons le suivre dans chacune de ces périodes.

1<sup>o</sup> Avant les guerres d'Italie. — L'art français est toujours très vigoureux. Dans l'architecture, surtout dans l'architecture civile, il y a une vie et un élan superbe, exubérant et joyeux. Les orfèvres, les émailleurs, les tapissiers gardent toute leur originalité, et, si la peinture est la première entamée avec Fouquet, qui fait le voyage de Rome et en rapporte des dessins de monuments antiques, ce n'est qu'à fleur de peau : l'esprit, les types, le style, la couleur restent français. La sculpture bourguignonne est encore florissante au milieu du *xv<sup>e</sup>* siècle; et, dans tout l'art français, vers 1470, on sent spontanément une sorte de « détente du gothique » et du réalisme bourguignon, une tendance à l'idéalisation gracieuse et délicate, à « la simplification des détails, au sentiment du repos, à la réserve, aux réticences, l'horreur de l'outrance, la crainte du réel s'il est laid, la fuite de l'effort. » M. Vitry voit là une sorte de réapparition naturelle de l'esprit national, un retour instinctif au *xiii<sup>e</sup>* siècle avec une élégance nouvelle. Il s'en faut pourtant que ce mouvement soit limité à une région, et M. Vitry lui-même, semblant un peu se contredire, note ailleurs une évolution semblable, non seulement dans la peinture française de Bourdichon et des successeurs de Fouquet, mais dans l'art flamand de la fin du *xv<sup>e</sup>* et du commencement du *xvi<sup>e</sup>* siècle, chez Memling, Gérard David et Metsys. — Et cela n'est point douteux. Mais le caractère universel et soudain de cette révolution artistique légitime-t-il les conclusions que M. Vitry en tire contre l'influence italienne? N'y pourrait-on pas voir, tout au contraire, la marque de l'influence italienne en Flandre comme en France? Ne connaissons-nous pas, depuis le milieu du *xv<sup>e</sup>* siècle, qui est justement l'instant où s'opère cette détente du réalisme flamand ou bourguignon, les innombrables rapports politiques, commerciaux et artistiques des Flandres et de la France avec l'Italie? M. Vitry combat la thèse des italianisants par un argument fort intelligent et qui frappe tout d'abord : il prend les grandes œuvres italiennes antérieures à l'expédition de 1495, qui existent encore en France, sur-

tout les fameuses sculptures de Laurana, et il montre que les Italiens d'alors n'apportaient chez nous que les violences d'expression et les gestes forcenés de certains successeurs de Donatello, mêlés au réalisme flamand : ce n'est donc pas d'eux que pouvait nous venir l'action modératrice et adoucissante. Cela est vrai. Mais il faut penser que, quand un peuple neuf est mis en présence de productions même médiocres d'un grand art étranger, il peut très bien y voir ce que n'y sentent plus les représentants dégénérés de cet art : le fond classique et sain, si dénaturée et si corrompue que soit devenue son expression. Malgré la pauvreté des œuvres italiennes exécutées en France avant 1495, malgré les exagérations de leur réalisme ou leur froideur conventionnelle et maniérée, un grand artiste français y devait retrouver la grandeur d'un idéal et d'un style différents des siens et séduisants en dépit de tout. Puis Laurana, ce Napolitain pénétré d'influences flamandes, suffit-il bien à résumer l'action italienne en France de 1460 à 1490? N'y avait-il pas au même moment une foule d'autres artistes ultramontains, en particulier ces médailleurs dont M. Vitry lui-même nous signale la présence et la popularité en France? N'y avait-il pas aussi très probablement, certainement, une multitude de petits objets de pacotille et de commerce : dessins, gravures, plaquettes, petits bronzes, etc., nécessairement disparus aujourd'hui, mais qui ont dû répandre alors dans toute la nation la douceur de style et d'émotion de l'école de Ghiberti et des della Robbia, si pénétrante, même au travers de copies de dixième ordre. Je n'affirme rien, mais je crois qu'il serait un peu imprudent d'affirmer le contraire.

2° Après l'expédition de Charles VIII, les rapports artistiques de la France avec l'Italie deviennent continuels et sont mieux connus. On sait qu'un certain nombre d'artistes italiens revinrent avec le roi en France. Mais M. Vitry fait remarquer qu'en 1496 Amboise est bâti en grande partie, le Sépulcre de Solesmes vient d'être mis en place, et Colombe a soixante-six ans. Les peintres italiens (Solario, Léonard) n'arrivent guère qu'une dizaine d'années plus tard. Les grands monuments de sculpture commandés à Gênes n'apparaissent en France qu'à partir de 1502 (tombeau de Louis d'Orléans). C'est à la même date environ que sont exécutés en France les premiers monuments importants de style italien (chapelle de Commines, tombeau des enfants de Charles VIII). Les Juste (Antoine et Jean) de Florence arrivent entre 1504 et 1507. L'italianisme ne se montre donc ouvertement que dix ou douze ans après le retour de Charles VIII. Et, comme le tombeau de Nantes par Colombe est commencé en 1502, il semble bien qu'il ait échappé totalement à l'influence étrangère. L'italianisme paraît limité à la décoration architecturale; c'est par là qu'il commence à séduire nos artistes et à s'infiltrer dans leur pensée. — Mais je crois bien que M. Vitry s'avance un peu trop quand il dit que « cette pénétration ne peut guère aller au delà du domaine de la décoration. » Ce serait une erreur de croire qu'imiter le style décoratif d'un pays n'amène pas à

changer le style même de la grande statuaire et peu à peu la pensée tout entière de tout l'art. M. Vitry a raison de dire que Colombe ne doit en aucune façon être rendu responsable de la décoration italienne du tombeau de Nantes, dont le plan est de Perréal et dont les pilastres à arabesques, moulures à l'antique, frises, entablements étaient exécutés par des ouvriers italiens. Mais il me sera bien difficile d'admettre que cette atmosphère italienne dont il était entouré n'ait pas influé sur la forme de son esprit. Et cela est si vrai que les statuettes des douze apôtres, faites par lui pour être encadrées dans des niches italiennes, sont d'un style que M. Vitry reconnaît lui-même pour « un peu plus avancé, » pour ne pas dire italianisant. Comment en aurait-il été autrement? Colombe avait beau être fort âgé et maître de son art : pour échapper à la séduction irrésistible de l'Italie, il eût fallu un génie plus intraitable que le sien, qui semble au contraire tout charme et toute douceur. J'imagine bien qu'un Sluter, travaillant côte à côte avec un Juste ou un Jérôme de Fiesole, n'eût rien cédé de son âpre personnalité, et probablement même eût imprimé sa marque sur ses collaborateurs italiens; mais un Colombe paraît avoir été d'une trempe plus flexible. Et qu'on ne m'objecte pas que, pour le bas-relief de Gaillon, il n'a pas quitté Tours, que c'est l'Italien Pacherot qui a transporté le bas-relief à Gaillon, que pour le tombeau de Nantes il travaillait aussi le plus souvent dans son atelier de Tours, qu'il n'aurait donc pas connu, pour ainsi dire, les travaux de décoration que les Italiens exécutaient pour encadrer ses statues. Il est inadmissible qu'un grand sculpteur, et surtout un grand tailleur d'images « du moyen âge, » qui avait si profondément le sens de la sculpture monumentale, de sa place dans l'ensemble de l'architecture, de sa liaison avec le reste de la décoration, n'ait pas cherché à connaître exactement quelle serait cette décoration et cette architecture, afin d'y adapter et d'y harmoniser son œuvre : ce qui n'offrait point d'ailleurs de grandes difficultés pour lui; car la grâce féminine et un peu molle de Colombe devait s'accorder sans effort avec la suavité délicate et froide de la décoration milanaise et florentine. Il ne dut pas être le seul sculpteur de ces premières années du xvi<sup>e</sup> siècle à se sentir en naturelle harmonie avec cet esprit italien. Combien d'œuvres à cette époque, dont on ne saurait affirmer si l'origine est italienne ou française! Et c'est ici que l'on voit comment, avec la plus sincère volonté d'impartialité, une thèse une fois adoptée transforme à son profit les faits qui pourraient la contredire. Quand une œuvre des dix premières années du xvi<sup>e</sup> siècle a, comme le bas-relief de la *Mort de la Vierge* au Louvre, des caractères à la fois italiens et français mêlés, M. Vitry l'attribue à des Italiens seulement, supprimant ainsi la possibilité d'un argument en faveur de l'influence italienne exercée sur des Français. Ou bien, lorsqu'il lui faut reconnaître, comme dans le tombeau de Guy de Blanchefort à Ferrières, le style de Français italianisés, il retarde la date d'exécution du tombeau de 1505 à 1520 environ.

Je ne suis donc pas tout à fait convaincu que M. Vitry n'ait pas



involontairement réduit la part légitime de l'influence italienne sur l'art français d'alors. En revanche, il a montré de la façon la plus intéressante la part de l'influence flamande, qui est encore considérable jusqu'après Louis XII. Les artistes flamands établis en France sont infiniment plus nombreux que les Italiens. On connaît à Tours les noms de Coppin Delf et de Jean Clouet, qui vient vers 1485. A Lyon, centre des rapports commerciaux et artistiques avec l'Italie, il y a au *xv<sup>e</sup>* siècle douze peintres flamands contre six italiens; au *xvi<sup>e</sup>* siècle, vingt-huit Flamands contre treize Italiens. L'influence flamande s'exerce de mille façons, par la hucherie, par la dinanderie, par les innombrables statuettes, bas-reliefs et retables en bois sculpté, peint et doré, par les marbres de la Meuse et les dalles funéraires. Et elle est partout sensible, dans l'architecture, dans la sculpture, dans l'iconographie artistique, dans les costumes, dans la complication des sujets et les habitudes de composition pittoresque. Tout ceci est fort juste et fort bien observé. Je relève seulement cette assertion, trop connue, que « l'influence flamande, au contraire de l'influence italienne, était naturelle et logique et fortifiait l'esprit national. » L'argument n'est pas neuf. Il est celui de tous les antiitalianisants et des gothiques. Mais c'est là pure affaire de goût et de tempérament personnel. Toute la France du Nord pensera peut-être ainsi. Mais toute une autre partie de la France pourra répondre, avec autant de justice, que l'influence naturelle et logique est l'influence latine. Pour ma part, je n'admettrai jamais qu'un Poussin, pénétré de l'esprit italien, ne soit pas un représentant aussi parfait et aussi sincère de la pensée française que l'auteur inconnu des statues de Chartres. Oserai-je dire d'ailleurs que notre sculpture idéaliste et classique du *xiii<sup>e</sup>* siècle français me paraît au moins autant éloignée, pour ne pas dire plus, du style réaliste flamand que de telles œuvres italiennes de Giovanni Pisano?

Après avoir étudié les diverses influences étrangères, M. Vitry examine les grandes œuvres françaises de la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle. Il consacre des pages intéressantes au sépulcre de Solesmes, de 1496, et à sa sublime statue de Madeleine, un des chefs-d'œuvre de notre art, inoubliable figure d'une douleur contenue et d'un calme sublime. Il en refuse l'attribution à Colombe, en faisant remarquer que le maître de Solesmes a un art plus robuste, des draperies plus amples plus de réalisme individuel (il est bon de noter, toutefois, que le sépulcre est antérieur d'une dizaine d'années au tombeau de Nantes, et que, pendant ce temps, Colombe a pu évoluer vers l'idéalisme). En tout cas, M. Vitry montre, par la comparaison de diverses statues du même temps, dont quelques-unes sont fort belles, comme la Vierge de douleur de Beaulieu-lès-Loches ou le petit Saint-Cyr de Jarzé, œuvre de Louis Mourier, que Colombe n'était point le seul grand sculpteur de son époque et qu'il n'y a aucune raison pour lui attribuer tous les beaux monuments anonymes de la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle.

Enfin, M. Vitry arrive à Colombe lui-même. Avec une belle rigueur,

bien différente de l'esprit qui portait autrefois les biographes d'un grand artiste à grossir démesurément son œuvre et, par tous les moyens, à augmenter l'intérêt de sa personnalité, il s'acharne à détruire la légende qui l'entoure. C'est à peine si une demi-douzaine de faits historiques échappent à la sévérité de sa critique : Colombe est né vers 1430, probablement en Bretagne. Le plus ancien travail dont fassent mention les archives est de 1473 (le bas-relief de Saint-Michel-en-l'Herm, où il avait représenté Louis XI sauvé d'un sanglier furieux par saint Michel). La première œuvre authentique que nous ayons conservée de lui est la médaille de Louis XII, de 1499-1500. Puis vient le tombeau de François II de Bretagne (1502-1507) et le saint Georges de Gaillon (1508-1509). Ensuite il travaille quelque temps pour le tombeau de Brou; puis son nom disparaît après 1512. — Mais de ces simples faits ressortent deux constatations importantes : la première, c'est que nous ne connaissons Colombe que par des œuvres exécutées après soixante-dix ans. Et ceci est capital; car, s'il est merveilleux qu'il ait conservé à cet âge une telle fraîcheur et une telle finesse d'exécution, ainsi s'explique une certaine froideur, qu'on serait tenté, sans cela, d'attribuer au tempérament et non à l'âge de Colombe. (De la même façon, dans un tout autre ordre artistique, il faut se rappeler, pour juger la musique d'un Rameau, que le premier opéra de lui que nous connaissions a été écrit et joué quand il avait plus de cinquante ans.) En second lieu, il ne faut jamais oublier que Colombe est, dans toutes ses grandes œuvres, subordonné à un peintre qui dessine et dirige l'ensemble de la construction (Jehan Fouquet, pour le projet perdu d'un monument de Louis XI, en 1474; un peintre de Tours, pour le tombeau de Louis de Rohault, en 1480; Jehan Perréal, pour le mausolée de Nantes, etc.). Par conséquent, il ne faut le juger que comme un grand ouvrier, à qui l'on impose un programme, « un pourtrait, » et qu'on ne doit apprécier que pour l'exécution. Je renvoie au livre de M. Vitry pour la fine analyse des trois œuvres qui nous ont été conservées de Colombe.

Colombe était entouré et secondé par des disciples français dont le plus important est Guillaume Regnault, l'auteur du tombeau des Poncher au Louvre. M. Vitry étudie cet atelier, qui continue les traditions du maître jusque vers 1525, et il montre dans une suite d'œuvres charmantes, comme la Vierge d'Olivet du Louvre, la persistance dans la région de la Loire, longtemps encore après la mort de Colombe, de son doux style français et de ses types aux sourires tendres et fins, aux gestes caressants, d'une mesure exquise. Qualités dont on retrouve d'ailleurs le rayonnement bien au delà de la Loire, dans le Bourbonnais, dans l'Île-de-France, dans la Champagne. Mais l'italianisme se glisse peu à peu dans toutes les écoles d'imagiers français. Depuis 1512, les Juste ont leurs ateliers dans le pays de la Loire; Martin Cloître, de Grenoble, propage le style ultramontain à Orléans, et, après 1530, l'italianisme est vainqueur; il triomphe définitivement dans l'œuvre de François Marchand, d'Orléans, vers 1540. Du reste, la cour

de François I<sup>er</sup> délaisse la Touraine après 1525; la prospérité de la région diminue et l'école de la Loire disparaît au moment où commence l'école de Fontainebleau.

J'ai essayé de montrer l'intérêt de ce remarquable ouvrage. Je m'excuse des quelques réserves que je me suis permis de faire sur certaines conclusions de l'auteur; mais je ne saurais trop louer son savoir, ses recherches patientes et son grand sens historique et artistique. Ce dont je ne puis malheureusement donner une idée, c'est de la beauté des reproductions qui remplissent le volume. C'est un trésor de formes et d'expressions gracieuses. Il faut remercier M. Vitry de nous avoir ainsi rassemblé ces belles images dispersées, où revit un âge charmant et trop bref, d'une délicatesse de fleur : derniers reflets de l'âme du moyen âge, qui s'atténuent peu à peu et s'éteignent avec une douceur musicale.

Romain ROLLAND.

---

D<sup>r</sup> Karl MUELLER. *Kirchengeschichte*. Zweiter Band, erster Halbband, mit einer Karte. Tübingen und Leipzig, Verlag von J.-G.-B. Mohr (Paul Siebeck), 1902. In-8°, xv-374 pages.

Le second volume de son *Histoire de l'Église* qu'a publié M. Müller se divise en deux parties. Nous ne nous occuperons pas de la première. L'auteur, à cause du caractère nettement distinct de la période qui faisait l'objet de cette portion de son volume, avait cru pouvoir la mettre au jour dès 1897, et nous-même en avons déjà parlé dans cette revue<sup>1</sup>. C'était, si l'on s'en souvient, l'exposé des transformations qu'éprouve l'Église depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du XVI<sup>e</sup><sup>2</sup>. On voit de reste ce que devait aborder ensuite M. Müller, et que nous voulons considérer uniquement aujourd'hui. Il s'agit de la Réforme et des bouleversements profonds qu'amène dans la constitution religieuse de l'Europe cette accumulation de faits extraordinaires. De la Réforme d'ailleurs, M. Müller n'a présenté cette fois que les origines en quelque

1. Voir année 1899, p. 142, 143, n° de mai-juin.

2. P. 1-176 du volume. Quatre ou cinq faits capitaux, qu'on nous permette de le rappeler, ont servi de points de repère à M. M. dans cette première partie de son ouvrage et lui ont permis de grouper les phénomènes d'ordre secondaire. C'est, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et aux premières années du XIV<sup>e</sup>, la lutte de la papauté et de la couronne de France; dans le courant du dernier de ces deux siècles, la sujétion à cette même couronne des souverains pontifes installés à Avignon; au XV<sup>e</sup> siècle, le Grand Schisme d'Occident et les hérésies, ainsi que les conciles et les concordats qui en sont les suites; dans ce siècle encore, la transformation définitive de la papauté en puissance temporelle sous des papes d'un caractère jusque-là inconnu.

sorte. Il s'est arrêté, pour les États germaniques, à la date de 1555, c'est-à-dire à la paix d'Augsbourg, où la lutte entre catholiques et protestants se calme pour un temps dans les territoires où elle a pris naissance. En ce qui concerne les autres pays de l'Europe, il n'est pas allé au delà de 1560 environ, moment où se ferme également pour la plupart d'entre eux une première époque dans le développement de la crise dont souffre alors le monde chrétien.

Nous n'entrerons pas dans le détail nécessairement très complexe d'une période aussi agitée et aussi féconde en événements d'importance capitale. Nous nous contenterons de marquer comment l'auteur en a conçu l'exposition et les divisions spéciales au moyen desquelles il a essayé d'y mettre l'ordre et la clarté.

Deux phases principales, selon lui, se partagent les trente-cinq ou quarante ans de la période dont il s'agit. La première, la plus courte, s'ouvre avec l'entrée en scène de Luther, en 1517, pour se terminer à sa mise au ban de l'Empire, à la diète de Worms, en 1521. Après une vue d'ensemble sur la constitution de l'Allemagne ainsi que sur l'humanisme allemand au début du xvi<sup>e</sup> siècle, M. Müller nous montre, dans cette phase préliminaire, Luther opposant ses thèses à celles de Tetzel, disputant avec le légat Cajetano, développant ses vues personnelles sur l'Église, la puissance pontificale, le sacerdoce, les sacrements, nouant une alliance plus étroite avec les humanistes de son temps, arrivant enfin à tracer un programme de réforme universelle, à la fois religieuse et sociale<sup>1</sup>.

Quatre ans ont suffi à rendre irrévocable la révolution qui a éclaté tout à coup et à en poser les principes essentiels. Ceux-ci vont recevoir leur application logique dans une nouvelle phase, qui ne s'arrêtera qu'à une première capitulation de la puissance impériale lors de la pacification d'Augsbourg de 1555. Mais, ici les événements sont trop multipliés et trop divers pour qu'on ne doive pas distinguer dans leur marche plusieurs étapes successives. Une première nous porte de 1521 à l'année 1525, date de la terrible guerre des Paysans. Durant ce temps-là, la Réforme se répand en Allemagne et dans les pays de langue allemande. Zwingle poursuit en Suisse une œuvre analogue à celle que Luther a inaugurée en deçà du Rhin. Les rapports se dessinent entre les puissances séculières et le mouvement évangélique<sup>2</sup>. Une seconde étape conduit de 1525 à 1529. Les quatre ans que la Réforme met à la fournir sont remplis du bruit que soulèvent deux grandes questions sur lesquelles semble se concentrer momentanément tout l'effort des controverses. Ce sont celles du Baptême et de la Cène. A propos de la dernière, une rupture se produit entre Wittemberg et Zurich. De 1529 à 1536, les idées nouvelles continuent leurs progrès

1. Voir *Erster Abschnitt*, ch. I et II, p. 189-253.

2. Voir *Zweiter Abschnitt*, ch. I, p. 254-327.

irrésistibles. La diète d'Augsbourg de 1530 témoigne de l'attention que sont obligés de lui accorder les États germaniques, la Ligue de Smalkalde, de la séduction qu'elles exercent jusque sur les princes. Deux graves échecs, la mort de Zwingli en 1531, la ruine des Anabaptistes à Münster en 1535, ne diminuent pas sensiblement leur force d'expansion. Les dix-neuf années qui suivent de 1536 à 1555 forment une dernière étape où ces mêmes idées s'acheminent à un succès chaque jour plus certain. Luther disparaît en 1546. Mais, avant de mourir, il a vu ses doctrines s'étendre indéfiniment et, lui mort, ses adhérents désormais innombrables imposent enfin à l'autorité impériale une première et solennelle reconnaissance de leur foi<sup>1</sup>.

Dans le même temps, du reste, et ailleurs qu'en Allemagne, la révolution religieuse n'a pas moins de puissance ni moins de succès. Au nord de l'Europe, elle pénètre les États scandinaves, la Pologne, la Lithuanie, la Livonie; au centre, la Moravie et la Bohême, la Hongrie et la Transylvanie; à l'est, les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Écosse; au sud, les pays latins eux-mêmes : France, Italie et Espagne<sup>2</sup>.

D'un si vaste ensemble de faits, dont la répercussion ébranle le monde européen tout entier, d'une période qu'il faut compter parmi les plus complexes de l'histoire moderne, on comprendra que M. Müller n'ait présenté qu'un tableau en réalité sommaire. Les proportions, la nature même de l'ouvrage où devait figurer ce tableau ne lui permettaient pas autre chose. Du moins y a-t-il mis, comme dans les premières portions de l'ouvrage dont il s'agit, toutes les qualités qu'on pouvait attendre de lui, le sens critique, la plus haute impartialité, la connaissance parfaite d'un sujet aussi difficile et de la littérature presque immense que l'étude en a déjà suscitée. Rien qu'à ce dernier point de vue, on ne saurait omettre sans injustice de mentionner les indications bibliographiques dont l'auteur a fait précéder chacune des divisions de son travail. Le plan observé jusqu'à présent par lui comportait, il est vrai, nécessairement des indications de ce genre. Mais l'étendue qu'il leur a donnée cette fois, des additions telles que la bibliographie pays par pays, ville par ville, du développement de la Réforme et de l'anabaptisme en Allemagne<sup>3</sup>, tout cela assure à de pareils renseignements une valeur considérable. Si nous ne nous trompons, la totalité en forme un répertoire aussi complet et aussi méthodique que possible des sources, où devront puiser tous ceux qui se proposeront d'éclaircir cette phase extraordinaire de l'histoire du christianisme.

Charles MOLINIER.

1. Voir *Zweiter Abschnitt*, ch. II, III, IV, p. 327-456.

2. Voir *Dritter Abschnitt*, p. 457-549.

3. Voir p. 179-188.

**The baronness de Bode (1775-1803)**, by William S. CHILDE-PEMBERTON. London, New-York, Bombay, Longmans, Green and Co. 1900.

M. William S. Childe-Pemberton a publié des fragments de lettres de la baronne de Bode, reliés par quelques réflexions et explications ou par l'analyse du *Récit d'aventures*, qu'elle a rédigé plus tard. Il a voulu contribuer ainsi à l'histoire de l'émigration. L'odyssée de cette anglaise, de bonne *gentry*, mariée à un des innombrables barons allemands, pauvres comme Job, qui pullulaient au XVIII<sup>e</sup> siècle, ne manque pas d'intérêt.

La première partie en est amusante. Dévouée à son mari, excellente ménagère, ayant complété, selon son expression, sa douzaine d'enfants, Marie Kinnersley, baronne de Bode, était une de ces mères de famille dont Talleyrand aurait pu dire qu'elles sont capables de tout. Elle cherchait dans toutes les branches des maisons régnantes de Hesse, de Nassau, de Bade, de Prusse, des parrains et des marraines pour ses filles et pour ses fils; elle empruntait de tous côtés, multipliait les entreprises industrielles, quémandait partout des terres, des résidences et des pensions; favorisée quelquefois, plus souvent malheureuse dans ses sollicitations, ballottée en tous sens par la fortune, jamais abattue, toujours prête à recommencer ses démarches, à travers chemins et périls.

La seconde partie de cette autobiographie commence en 1788; l'histoire sociale y trouve davantage à prendre. A cette époque, le baron de Bode, ancien officier au service de la France, dans le royal Deux-Ponts, venait d'acquérir le fief de Soultz-sous-Forêt. Il était à la fois vassal de l'archevêque de Cologne, archiduc d'Autriche, et du roi de France. La correspondance de la nouvelle suzeraine féodale nous montre (comme on l'a vu déjà dans les lettres du prince de Salm publiées par la *Revue historique*, tome LXXI) la singulière situation des princes possessionnés français, espagnols, allemands, russes, anglais, selon leurs intérêts du moment.

Le baron de Bode, fort brave homme d'ailleurs, « my goodman, » dit sa femme avec plus de bonhomie que de distinction, aurait volontiers sauvegardé sa fortune naissante, en restant neutre entre les partis. Mais il lui fallut jouer le rôle de l'émigré malgré lui. On ne pouvait guère user de compromis avec la Révolution. La baronne de Bode, absorbée dans ses devoirs de famille, n'a vu autre chose dans les événements contemporains que la perte de ses espérances. Chassée de Soultz, de Bergzabern, de Wissembourg, réfugiée avec tous les siens, près de Wetzlar, dans le couvent d'Altenberg, dont l'abbesse, sa belle-sœur, menait la vie la plus douce au milieu des bals et des mascarades, obligée de se sauver jusqu'en Russie, elle considère les patriotes français comme des *banditti*, massacreurs de femmes, d'enfants et de vieill-



lards, larrons des dîmes et des droits seigneuriaux de la pauvre noblesse, lâches, ivrognes, toujours battus, à moins d'être dix contre un.

Bien que cette Anglaise énergique soit une personne sensée, en lisant le récit de sa fuite au delà du Rhin et l'histoire de son dénûment, on comprend à la rigueur la dévotion avec laquelle elle souhaitait la conquête de l'Alsace par l'Autriche; mais il faut admettre aussi que la France n'avait pas tort de se mettre en garde contre des citoyens par trop cosmopolites.

Le séjour de la baronne de Bode à la cour de Catherine II, de Paul I<sup>er</sup>, d'Alexandre I<sup>er</sup>, et sur les bords du Dnieper, n'a pas tenu non plus tout ce qu'elle s'en promettait, avec un optimisme qui survécut aux pires catastrophes. Elle n'hésita pas à flatter Toubof, le répugnant favori de Catherine. Dans ses lettres, elle ne se permet pas d'allusions à l'immoralité de la haute société russe, auprès de laquelle elle vivait en parasite. A ce prix, qui devait coûter à sa conscience sans reproches, elle obtint des aumônes de tous côtés, et même des terres près d'Eka-therinoslav et en Crimée. Mais, après la mort de son mari, la malchance la poursuivit encore (1798); elle rentra en France, n'obtint aucune compensation pour le domaine de Soultz et revint mourir à Moscou, un peu avant l'entrée de Napoléon.

Il y a bien du roman d'aventures, dans l'histoire de la baronne de Bode. M. William S. Childe-Pemberton ne l'a que trop fait sentir dans les titres et les sommaires des chapitres, entre lesquels il a partagé les fragments de lettres publiés par lui. A la fin du sommaire, où est résumé le récit, d'ailleurs émouvant, de l'émigration de 1793, il y a un « Safe at last! » auquel il ne manque que le « Merci, mon Dieu! » des mélodrames de 1835.

L'éditeur n'a pas donné, de lui-même, beaucoup d'indications historiques, il les emprunte plutôt à Carlyle, à M. Waliszewski, à M. Masson. Il n'est pas non plus toujours très exact : Mirabeau n'a pas été ambassadeur en Prusse, mais chargé d'une mission secrète. Calonne est un intrigant intelligent et sans scrupules; mais ce n'est pas un éminent homme d'État.

P. BONDÉIS.

---

**L'Éducation militaire de Napoléon**, par J. COLIN, capitaine breveté d'artillerie à la section historique de l'État-major de l'armée. Paris, Chapelot, 1900.

Napoléon, dès sa prise de commandement, fait preuve de science et d'habileté tactique; il n'a donc pas seulement le génie, il a une méthode de guerre. Comment s'est formée cette méthode de guerre? C'est l'objet de l'étude très intéressante du capitaine Colin.

Ce qui a frappé l'historien, c'est l'esprit d'offensive de Napoléon. Il y a là plus qu'une qualité personnelle, il y a la caractéristique d'une stratégie nouvelle. Si l'auteur affirme qu'un homme de génie seul

pouvait donner le premier exemple d'un pareil changement, il ajoute qu'il est amené à penser que cette révolution a été préparée, permise par des modifications antérieures. Il s'élève contre la prétention de certains historiens qui déclarent que c'est la Révolution française qui a régénéré l'esprit de la guerre. Le désir de vaincre, dit-il, animait les soldats de la vieille France aussi bien que dans les moments du plus grand enthousiasme révolutionnaire. Nous nous permettrons de ne pas partager cette opinion. Les armées d'autrefois étaient composées presque uniquement de mercenaires levés un peu partout; les soldats de la Révolution, secoués par le souffle puissant de la liberté, remplacèrent l'ancienne passivité faite de résignation par une ardeur toute nouvelle. En face du péril national, tous les cœurs battent à l'unisson pour chasser l'envahisseur.

Pour l'auteur, si la guerre est lente au *xvii<sup>e</sup>* et au *xviii<sup>e</sup>* siècle, c'est qu'on y est rigoureusement forcé par l'état rudimentaire de l'armement; il admet que le perfectionnement des moyens matériels est le principal agent de transformation des procédés de guerre. C'est, pris dans un sens aussi absolu, une erreur. Si l'extension des moyens dont on dispose permet de donner une plus grande ampleur aux conceptions, les principes que nous révèlent la raison, le jugement, l'expérience, l'histoire sont éternels. Les procédés de guerre, a dit très justement un des meilleurs écrivains militaires de notre temps, se transforment avec la constitution politique et sociale des nations, ils ne subissent qu'à un degré secondaire l'influence des agents matériels.

L'auteur fait alors une étude très érudite des guerres d'autrefois. Il cherche à montrer quelles sont les idées dont Bonaparte a pu se pénétrer pendant ses années d'étude et d'où ont pu sortir les éléments de son système de guerre, et, d'autre part, les idées générales sur le but et l'esprit de la guerre qu'il a rencontrées dans les ouvrages militaires les plus répandus au *xviii<sup>e</sup>* siècle. Mais il écrit ici une phrase qui est en contradiction avec ce qu'il prétendait au début de son ouvrage, en ne voyant aucune différence entre les armées royales et les armées révolutionnaires. Il fallait aller lentement, dit-il, en étudiant les guerres du *xviii<sup>e</sup>* siècle, « car les mercenaires sans patrie qui composent les armées quittent le drapeau au premier sujet de plainte. »

C'est toujours l'armement qui, d'ailleurs, retient le plus l'auteur.

En résumé, dit-il, les écrivains du *xviii<sup>e</sup>* siècle avaient conçu les avantages du système divisionnaire, réparti l'armée en plusieurs corps sur un front étendu, affirmé la nécessité de la concentrer pour la bataille. Les changements apportés par Grébeauval à l'artillerie vont permettre à Napoléon d'introduire cette concentration des efforts que les écrivains préconisent dans leurs traités.

L'auteur en arrive ensuite à Bonaparte lui-même. Après avoir suivi sa vie dans ses jeunes années, il aboutit à cette conclusion que Bonaparte ne s'est pas adonné spécialement aux études militaires, mais qu'il s'est formé une conception plus ou moins complète de ce que sont

un combat, une armée et la guerre même dans Montesquieu et dans Machiavel.

Cependant, au point de vue de la grande tactique, le principe de la concentration des efforts et celui de la liaison des parties d'une armée étant le fondement de tout le système de guerre de Napoléon, et ces principes se trouvant dans du Teil, Guibert, Bourcet, il est naturel, nous dit l'auteur, de conclure qu'il s'est formé à leur école.

La période révolutionnaire que traverse Bonaparte le mûrit singulièrement. Dès lors, la raison est toute puissante en lui. Ce n'est pas par la toute-puissance de l'instinct qu'il discerne la vérité, c'est par l'application d'un principe abstrait au cas concret qu'il examine. Ce n'est donc pas l'inspiration, c'est un raisonnement. Ce n'est pas tout à fait exact. Le principe existe chez lui à l'état latent, et il l'applique pour ainsi dire inconsciemment quand le choc des circonstances fait jaillir de son cerveau la solution qu'il faut.

L'auteur suit ensuite Bonaparte au siège de Toulon, à la guerre d'Italie.

En résumé, nous dit-il, ce que sait Napoléon au début de ses campagnes, c'est la tactique française, ébauchée dans les guerres de Louis XV et développée par une pléiade d'écrivains qui ont posé et discuté presque tous les problèmes de l'art militaire. L'homme médiocre tend à retrouver les lois naturelles par des généralisations successives. Chez Napoléon, la réflexion est toute cartésienne. De son expérience et de ses lectures militaires, il retient quelques principes simples, les analyse, les approfondit jusqu'à ce qu'il y trouve un point d'appui solide.

Telle est la thèse du capitaine Colin, et elle est appuyée par tout son livre. A côté d'idées très justes, très intelligentes, nous y trouvons des erreurs, une argumentation parfois décousue.

Il est certain que Bonaparte avait beaucoup pensé, beaucoup réfléchi, car le génie ne saurait évidemment être une simple manifestation d'un instinct impulsif. Sa méthode est simple, basée sur un petit nombre de principes, dont un essentiel : l'économie des forces pour les utiliser au moment voulu et au point voulu. La conception est souvent grandiose, parfois démesurée, mais les moyens d'exécution sont toujours basés sur la raison, sur le jugement, enfin sur une étude approfondie des cas concrets.

Karl BUECHER. *Die Entstehung der Volkswirtschaft*. Vorträge und Versuche, 2<sup>e</sup> édit., considérablement augmentée. Tübingen, Laupp, 1898. In-8°, XII-395 pages.

— *Arbeit und Rhythmus*. 2<sup>e</sup> édit., considérablement augmentée. Leipzig, Teubner, 1899. In-8°, X-412 pages.

Le premier des deux ouvrages dont nous venons de reproduire le  
REV. HISTOR. LXXXVIII. 1<sup>er</sup> FASC.

titre est rapidement parvenu à sa seconde édition; il se compose essentiellement de conférences faites en diverses circonstances, dont chacune forme un tout, mais qui peuvent être aussi regardées comme les chapitres d'un seul et même livre, « qui aurait pour but d'apprendre à penser économiquement, c'est-à-dire à parler de ces choses sur lesquelles tout le monde se mêle de discourir aujourd'hui, avec une méthode et un esprit scientifique. » Si ce n'est pas un ouvrage d'histoire que M. Bücher a eu la prétention d'écrire, il a du moins le sens du développement historique à un tel point que son œuvre mérite d'être signalée aux lecteurs de cette *Revue*.

La première conférence a pour but de montrer que l'économie politique doit, à toutes les époques de l'histoire de la civilisation, s'appuyer sur cette idée que l'homme « veut obtenir la plus grande satisfaction possible avec le moins d'efforts possible. » Sans insister sur les considérations très ingénieuses qu'il présente sur la famille préhistorique, contentons-nous de dire que M. Bücher, s'efforçant de reconstituer la vie de l'humanité primitive, essaye de prouver que le mobile principal auquel elle obéit fut le soin de l'existence, l'instinct de la conservation, *Lebensfürsorge*. L'homme sauvage, dit-il, ne pense qu'au présent; l'idée de valeur qui suppose toujours une préoccupation d'avenir n'existe pas pour lui. A l'appui de sa thèse, il montre ce que sont encore aujourd'hui les peuples primitifs de l'Afrique et de l'Océanie; il oppose leur organisation familiale à leur organisation économique, et établit que, contrairement à l'opinion commune, ces deux organisations doivent être nettement distinguées.

Dans le chapitre qu'il a consacré à la formation de la vie économique, l'auteur reprend, en les soumettant à une critique pénétrante, les idées de List, qui croit qu'on peut distinguer dans l'évolution de l'humanité cinq périodes différentes : 1<sup>o</sup> une période où les hommes sont chasseurs; 2<sup>o</sup> une seconde où ils sont pasteurs; 3<sup>o</sup> une autre où ils sont cultivateurs; 4<sup>o</sup> la période des agriculteurs-manufacturiers; 5<sup>o</sup> enfin la période des agriculteurs-manufacturiers-commerçants. Ce qui, d'après M. Bücher, caractérise le mieux la progression économique de l'humanité, c'est le développement toujours croissant de l'échange. Il s'inspire ici visiblement des idées de Bruno Hildebrandt, qui avait proposé la classification si souvent reproduite : *Naturalwirtschaft*, *Geldwirtschaft*, *Kreditwirtschaft*. L'école anglaise, selon lui, n'a pas compris cette vérité : elle réduit l'économie politique à être la science de la circulation de la richesse. Cela n'est devenu exact que dans les civilisations déjà avancées où la richesse circule; les peuples primitifs ne pratiquaient même pas l'échange.

M. Bücher estime qu'il faut partager simplement en trois étapes l'histoire économique de l'humanité : 1<sup>o</sup> la période de l'organisation domestique fermée où l'on consomme sur place; 2<sup>o</sup> la période de l'économie urbaine où les producteurs vendent directement aux consommateurs; 3<sup>o</sup> la période de l'économie politique proprement dite, où la division

du travail est poussée plus loin et où des intermédiaires s'interposent entre les producteurs et les consommateurs. Le passage de la première à la seconde de ces périodes est surtout caractérisé par la rupture des cadres de l'organisation familiale, phénomène qui a eu pour conséquence une désagrégation très grande de la vie sociale antérieure<sup>1</sup>.

La deuxième période doit être étudiée surtout dans la vie économique du moyen âge et spécialement dans la vie urbaine de cette époque. M. Bücher a consacré quelques pages très suggestives et d'une lecture fort agréable aux changements intérieurs si curieux de cette vie urbaine. Ces changements se manifestent surtout par les mouvements de déplacement dans la population. Or, tout déplacement correspond à un progrès. Ainsi la première agriculture était nomade, le premier commerce était un commerce ambulancier, la première industrie était domestique : elle allait offrir ses produits d'un lieu dans un autre. C'est avec raison qu'on a parlé d'une mobilisation croissante de la société. A l'origine de l'histoire de l'humanité européenne, ces déplacements étaient des déplacements de peuples ; au moyen âge, ce sont des déplacements de groupes : on voit des chevaliers partant pour la croisade sous la bannière d'un seigneur, des marchands réunis en troupes et allant offrir leurs denrées de bourg en bourg, des ouvriers de métier, des compagnons, des apprentis faisant le tour du pays. De nos jours, au contraire, les déplacements sont individuels, inorganisés. Ainsi un commerçant voyage pour ses affaires, mais il voyage *seul*.

De toutes les manifestations de la vie sociale accessibles à la statistique, il n'en est pas une qui paraisse, autant que les déplacements de peuples ou de groupes, tomber sous la loi générale de la causalité. Comment, en effet, ces déplacements doivent-ils s'expliquer ? Les aspirations et les goûts individuels y sont sans doute pour quelque chose, mais on sent que ce sont surtout des raisons concrètes qui ont fait mouvoir les masses, les groupes, les individus. Ainsi au moyen âge les marchands se sont réunis en troupes uniquement pour se défendre contre les brigands

1. La division admise par Bücher se rapproche de celle qu'a suivie K. Lamprecht dans sa *Deutsche Geschichte*. Dans la période de l'économie familiale fermée, Lamprecht distingue : l'économie de la période d'occupation (*okkupatorische Wirtschaft*), l'économie des groupements constitués par les marches (*markgenössische Kultur*) et l'économie domaniale (*grundherrliche Kultur*). Schmoller avait, dès 1880, proposé une classification analogue montrant le rapport qui existe entre les institutions politico-sociales et les phénomènes économiques ; il avait considéré successivement comme fondements de l'organisation économique le clan, la famille, le village, la ville, la région, la nation, l'union douanière. Bücher ne paraît pas croire à l'existence prochaine d'une période d'économie internationale de *Weltwirtschaft*. Il estime qu'à l'heure actuelle, les esprits sont bien moins orientés du côté de la libre circulation des richesses que du côté de leur répartition au sein de la nation même. Nous n'assistons, d'après lui, qu'à de simples transformations de l'économie nationale.

féodaux qui rançonnaient les voyageurs. M. Bücher n'a point voulu discuter les opinions si contradictoires émises depuis quelques années au sujet de l'origine des villes. Il estime que ce sont les nécessités de la défense militaire qui ont joué dans leur formation le rôle prépondérant. Sans doute on ne peut nier l'influence des marchands; il est évident qu'un commerce aussi puissant que celui de l'Allemagne du moyen âge devait nécessairement se centraliser dans certains lieux avantagés par leur situation géographique. Mais il serait faux, à notre avis, de penser que sans le commerce les villes ne se seraient pas constituées. Beaucoup d'historiens, retrouvant sans cesse dans les anciens documents les mots *kaufmann* et *mercator*, ont cru les « marchands » proprement dits beaucoup plus nombreux et plus puissants qu'ils ne l'étaient en réalité. Ils n'ont pas vu que les mots *kaufmann* et *mercator* étaient pris dans un sens très large et désignaient parfois aussi bien de simples cultivateurs allant vendre leurs denrées en ville que de véritables négociants<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, il y eut en Allemagne, au moyen âge, une sorte de fièvre de fondation de ville. Plus de 3,000 localités d'importance très diverse y ont reçu jusqu'au xvr<sup>e</sup> siècle des *Stadtrechte*. Mais, en Allemagne comme en France, cette période d'organisation urbaine est restée inachevée. Il n'en est pas sorti d'organisation constitutionnelle. Ce fut peut-être là, dit Bücher, un bonheur pour nous. En Italie, le développement urbain fut si complet que le paysan se vit exproprié et réduit à la condition de *Halbpächter* misérable. En Allemagne, la noblesse en fit un serf (*Leibeigen*), mais non pas un prolétaire.

On lira aussi avec intérêt les réflexions de l'auteur dans sa cinquième conférence sur les origines du journalisme. Il est curieux de remarquer que cette belle invention de l'imprimerie n'a été que tardivement utilisée pour porter les « nouvelles » à la connaissance du public. Ce qui prouve, dit-il, combien les inventions techniques sont quelquefois longues, devant l'indolence de la nature humaine, à porter leurs fruits.

Le livre de M. Bücher, dont ces brèves indications ne donnent qu'une idée, est de ceux qui mériteraient qu'on s'y arrêtât longuement; il est fait, ce qui n'est pas un éloge banal, par un homme qui est à la fois historien, philosophe, économiste, que des spécialistes ont déclaré être sur les questions touchant à l'origine des peuples, plus pénétrant que les ethnographes eux-mêmes, et qui sait voir les choses de très haut.

Le second livre que nous signalons, sur le travail et le rythme, atteste d'une façon plus complète encore que le précédent la souplesse d'esprit

1. Les observations de Bücher sont plus exactes pour l'Allemagne qu'elles ne le seraient pour la France ou pour la Flandre, où des documents d'une précision incontestable signalent l'existence de vrais marchands dès le xi<sup>e</sup> siècle. Nous ne pouvons que renvoyer nos lecteurs à l'article de H. Pirenne publié ici même, t. LXVII, 1898, I, p. 64-65. Cf. son *Histoire de Belgique*, t. I, p. 158 et suiv.



de l'auteur. Ce ne sont pas seulement les historiens et les économistes qu'il intéressera comme le précédent; ce sont aussi les littérateurs, les poètes, les musiciens qui trouveront à sa lecture quelque profit.

M. Bücher a été conduit à l'écrire en étudiant les anciennes formes d'associations ouvrières et de travail en commun. Il avait eu d'abord l'idée d'entreprendre une recherche purement économique; peu à peu il a été amené à nous donner une véritable étude psychologique qui touche constamment à l'histoire de la musique, de la poésie et de la langue. Et c'est pourquoi le public a si fortement goûté cet ouvrage qui est rapidement parvenu à sa seconde édition. Il a été séduit par la nouveauté du sujet, par le nombre et le caractère curieux des documents qu'il avait à étudier. Il reconstitue d'anciennes et très gracieuses mélodies, cite des poésies naïves et charmantes, donne des détails de toute sorte sur le travail des peuples primitifs, notamment sur celui des peuples sauvages de l'Afrique, d'après des récits merveilleusement utilisés par lui. Il faut lire ses réflexions sur la musique, la danse, la poésie, et les arts du repos, tels que la peinture et la sculpture. Le rythme répond à la nature organique de l'homme; c'est un régulateur de la force humaine dont l'emploi découle du principe économique du moindre effort. Il joue un rôle plus considérable à mesure que le travail en commun prend de l'extension. Ce sont aujourd'hui les machines dont les mouvements sont saccadés, non rythmés, et de plus très bruyants, qui empêchent les ouvriers de chanter. C'est certainement un de leurs inconvénients : le travailleur est privé de cet appui bienfaisant dont l'emploi était pour lui un repos et un plaisir; il n'est plus le maître de son outil qu'il dirigeait jadis un peu plus à sa guise; il est l'esclave de la machine qui impose à son corps des attitudes forcées, et à laquelle il faut obéir au moment précis. Guidé par les voyageurs les plus dignes de foi depuis Mungo-Park jusqu'à Livingstone, il montre la « formation rythmique » du travail, il fait voir comment les chants dont il était accompagné chez les peuples anciens s'adaptaient à ses différentes modes. Les bateliers du Nil chantaient d'une manière différente quand ils naviguaient à la voile, quand ils employaient la rame, quand ils amarraient leurs bateaux, quand ils voyageaient la nuit au lieu du jour. M. Bücher, en citant de nombreux exemples empruntés aux peuples les plus divers, montre aussi comment le chant peut être employé pour diriger les grandes masses humaines. C'est une force ordonnatrice, un puissant moyen d'encourager et d'égayer. Les colonnes de soldats, les caravanes, les troupes d'émigrants ou de pèlerins ont toujours chanté dans leurs marches. Les économistes liront surtout avec intérêt le chapitre où l'auteur étudie le rythme comme principe du progrès économique. Le rythme est un trait d'union. Et il est certain que beaucoup de travaux de fabriques sont conciliables avec le chant. Les mouvements corporels, quels qu'ils soient, ont aussi une tendance naturelle à devenir rythmés.

Des recherches si pénétrantes de l'auteur, il résulte que le travail ne doit pas être uniquement envisagé comme une peine pour l'humanité, il est aussi une jouissance pour elle. Cette manifestation de l'activité de l'homme doit être rapprochée du jeu et de la danse, auxquels on aurait tort de l'opposer. L'étude de ces formes primitives permet aussi de mettre en évidence le côté esthétique qu'a eu dès les temps les plus reculés l'activité pratique de l'homme. Le travail à son tour a développé notre tendance naturelle au rythme et le chant est devenu un éducateur de la vie économique.

On trouvera dans le livre de M. Bücher des vues très ingénieuses sur les origines de la poésie et de la musique, sur leur alliance, sur les causes qui ont amené leur développement simultané. Peut-être est-il permis de penser que l'auteur rattache un peu trop complaisamment l'origine de la poésie au travail ou au moins au mouvement rythmé du corps. Il ne voit guère que la « forme » de la poésie et ne tient pas assez compte, à notre avis, des conceptions dramatiques et surtout épiques dans lesquelles le rythme ne joue aucun rôle. Mais son excellent travail est en définitive un essai fort heureux pour appliquer à l'étude de la vie économique du monde les procédés et les méthodes de l'ethnographie comparée. Cette méthode jette une vive lumière sur l'histoire du travail comme sur l'histoire de toute la civilisation.

G. BLONDEL.

---

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Études historiques.** 1904, nov.-déc. — Marc CHASSAIGNE. L'organisation de la famille et les lettres de cachet; fin en janvier-février 1905. — André DE MARICOURT. La succession de M<sup>me</sup> la duchesse de Vendôme (raconte les nombreux procès pour dettes qui grevèrent cette succession, ouverte en 1718; les procès durèrent jusqu'en 1772). — Max PRINET. Souvenirs et anecdotes de Joseph Bailly, 1801-1831 (souvenirs de la Révolution et de l'Empire). — Léon MIROT. Le Bernin, d'après un ouvrage récent (*Il Bernini*, par Stanislas Frascchetti, 1900). — 1905, janvier-février. Lucien MISERMONT. Le double bombardement d'Alger, par Duquesne, et la mort du consul Le Vacher; 1<sup>er</sup> art. (étude bien documentée). — Raymond TABOURNEL. La reine Louise et le prince Henri de Prusse.

2. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. VI, 1905, février. — H. SÉE. Les classes rurales en Bretagne, du xvi<sup>e</sup> siècle à la Révolution (il semble que l'exploitation des populations agricoles se soit aggravée vers la fin de l'Ancien régime; les rentes des fermages augmentèrent d'une façon anormale et les salaires s'élevèrent beaucoup moins que les prix; l'irritation des paysans bretons s'est manifestée dans les cahiers de paroisse). — H. HAUSER. De quelques sources de l'histoire des guerres d'Italie (1<sup>o</sup> le *Vergier d'honneur*; compilation bizarre, mais originale, qui est la source de Desrey et de la *Mer des hystoires*; 2<sup>o</sup> les plaquettes officielles du règne de Charles VIII; 3<sup>o</sup> les *Diari* de Marino Sanuto considérés comme source de l'histoire de France). — Mars. P. MURET. Les Mémoires du duc de Choiseul; suite et fin (parle ici plus de Choiseul que des Mémoires, ou plutôt essaie de tracer d'après les Mémoires un portrait aussi fidèle que possible du grand ministre). — Comptes-rendus : Ch. MARKI. La reine Margot et la fin de Valois (exposé consciencieux et exact). — J. JAURÈS. Histoire socialiste; t. III et IV (remarquable; met bien en lumière à la fois l'importance des idées et des passions des hommes, et celle des phénomènes économiques et des luttes de classes). — M. PERROD. F. X. MOISE, évêque du Jura, 1742-1813 (intéressant et utile). — P. FAUCHILLE. Une chouannerie flamande au temps de l'Empire, 1813-1814 : Louis Fruchart, dit Louis XVII (intéressant).

3. — **La Révolution française.** 1905, 14 février. — L. DUTIL. La circulation des grains dans l'Aude à l'époque révolutionnaire; fin le 14 mars. — A. BRETTE. La vie économique de la Révolution (dans ses rapports avec les colonies). — Henry POULET. Le département de la

Meuse à la fin du Directoire et au début du Consulat; fin. — J. TCHERNOFF. Rapport du procureur de la République de Caen sur l'état moral et politique de l'arrondissement, en juillet 1848. — Les dépenses de Marie-Antoinette à la Conciergerie (1,407 l. 6 s. pour 74 jours de nourriture et d'entretien). — Napoléon I<sup>er</sup> jugé par un franc-maçon (lettre de Reboul, lieutenant aide de camp du général Gruyer, de Bautzen, le 23 mai 1813; il n'y a rien d'ailleurs de proprement franc-maçon dans son jugement). — 14 mars. A. AULARD. Le doctorat du commandant Ernest Picard : Bonaparte et Moreau (résumé du livre qui vient de paraître sous ce titre, et que la Sorbonne a très favorablement accueilli. A la suite, une note critique sur les sources manuscrites existant aux archives de la guerre, sur la guerre de 1870, période impériale). — E. LE GALLO. Les Jacobins de Cognac pendant la période thermidorienne, d'après le registre de leurs délibérations. — Fr. MOURLOT. Une visite aux archives départementales de l'Orne. — A. MATHIEZ. Origine de la devise : « La liberté ou la mort » (elle était déjà, vers la fin de 1789, écrite sur le drapeau tricolore des fédérés du Dauphiné et du Vivarais). — C. P. La marquise de Chastenoy et Chateaubriand.

4. — **Mélanges d'histoire et d'archéologie.** 1904, sept.-déc. — S. GSELL. Chronique archéologique africaine; 9<sup>e</sup> rapport. — G. DE MANTEYER. Les manuscrits de la reine Christine aux archives du Vatican (identifie deux nouveaux mss. : les n<sup>os</sup> 821 et 777 de Montfaucon, aujourd'hui Arm. XV, vol. 149<sup>a</sup> et 149<sup>b</sup>. Du premier de ces mss., l'auteur a tiré cinq arrêts du Parlement de Paris en 1529; le second est un dépouillement, fait probablement par Fauchet, du registre *Pater* de la Chambre des comptes. Ce registre, d'autre part, a été transcrit de 1320 à 1330, en vertu de l'ordonnance de Vivier-en-Brie en 1320). — G. PÉRINELLE. Dépêches de Nicolas de Roberti, ambassadeur d'Hercule I<sup>er</sup>, duc de Ferrare, auprès du roi Louis XI, novembre 1478 à juillet 1480; fin. — Mgr L. DUCHESNE. L'auteur des *Mirabilia* (cet auteur paraît être Benoît, chanoine de Saint-Pierre, auteur d'un *Ordo* des cérémonies romaines écrit sûrement, comme les *Mirabilia*, avant 1143, date de la mort d'Innocent II). — E. ALBERTINI. Note sur le sarcophage à scène nuptiale de Saint-Laurent-hors-les-Murs. — L. HALPHEN. Bernard Monod; art. nécrologique.

5. — **Revue archéologique.** 4<sup>e</sup> série, t. V, 1905, janvier-février. — René DUSSAUD. La chronologie des rois de Sidon. — S. REINACH. Esquisse d'une histoire de la collection Campana; 3<sup>e</sup> art.; 4<sup>e</sup> art. en mars-avril. — Gabriel MILLET. L'Asie Mineure, nouveau domaine de l'histoire de l'art (à propos de l'ouvrage de Strzygowski; cet art appartient tout entier à l'époque byzantine). — ROSTOVITZEW. Interprétation des tessères en os avec figures, chiffres et légendes. — Mars-avril. Claudius CÔTE. Bagues romaines et mérovingiennes. — Jos. DÉCHELETTE. Le camp romain de Hofheim, d'après une publication de M. Ritterling (reproduit le dessin de nombreuses fibules). — J.-G. MILNE. Un

tas de monnaies du iv<sup>e</sup> s. av. J.-C. trouvées en Égypte. — A. BAROT. Les naviculaires d'Arles à Beyrouth (complète et commente une inscription sur bronze trouvée à Beyrouth en 1899 et publiée dans le *C. I. L.*, n<sup>o</sup> 141568; il faut y restituer le nom du préfet de l'annone en 204, qui s'appellait Claudius Julianus; l'inscription elle-même doit être postérieure d'une dizaine d'années). — E. CHABERT. Histoire sommaire des études d'épigraphie grecque en Europe.

6. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1904, sept.-déc. — A. COVILLE. Recherches sur Jean Courtecuisse et ses œuvres oratoires (biographie de Jean Courtecuisse, qui fut successivement chanoine de Poitiers, 1391, du Mans, puis de Paris, 1409; joua un rôle très actif dans les affaires du Grand Schisme de 1395 à 1410, fut doyen de la Faculté de théologie de 1416 à 1421, élu évêque de Paris; mais, par suite de l'opposition déclarée de Henri V, transféré à Genève, où il mourut en 1423. Mentionne ou analyse trente-trois sermons qu'il composa en latin ou en français et qui le mettent en bon rang à côté de Gerson). — J. CALMETTE. Les abbés Hilduin au ix<sup>e</sup> siècle (modifie le système présenté à ce sujet par F. Lot). — L. DELISLE. L'ancien bréviaire de Saint-Pol de Léon. — G. BOURGIN. Notice sur le manuscrit latin 870 de la reine Christine (publie, outre une décision de la Faculté de théologie de Paris touchant les pratiques des chercheurs de trésor, des poésies latines et françaises relatives à la condamnation de Jean de Montson). — N. VALOIS. Un ouvrage inédit de Pierre d'Ailly et le *De persecutionibus Ecclesiae* (traité écrit en 1418; c'est le dernier qu'il ait écrit. Il y traite de l'Antéchrist et de la fin du monde). — H. OMONT. Bulles pontificales sur papyrus, ix<sup>e</sup>-xi<sup>e</sup> siècles (catalogue des vingt-trois bulles de cette nature que l'on connaît aujourd'hui). — H. MORANVILLE. Observations sur un passage de la chronique de Jean le Bel (Jean le Bel paraît avoir puisé, pour la campagne de la succession de Bretagne, à la même source que l'auteur de la *Chronographia*). = Bibliographie : Colonel Borelli de Serres. Recherches sur divers services publics du xiii<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup> s.; t. II. — Jos. Combet. Louis XI et le Saint-Siège, 1461-1483 (des recherches; d'utiles documents signalés; mais fait trop vite et avec trop de négligence). — P. Richard. Une correspondance diplomatique de la curie romaine à la veille de Marignan, 1515 (intéressant). — Edm. Cabié. Ambassade en Espagne de Jean Ébrard, seigneur de Saint-Sulpice, 1562-1566 (analyse très insuffisante de documents intéressants). — L. Maître et P. de Berthou. Cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé; 2<sup>e</sup> éd. — Étienne Clouzot. Les marais de la Sèvre-Niortaise et du Lay, du ix<sup>e</sup> à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle (très bon). — J. Berthélé. Archives de la ville de Montpellier; t. III : le Cartulaire montpelliérain des rois d'Aragon et des rois de Majorque (bon et utile). — F. Mazerolle. Les médailleurs français, du xve siècle au milieu du xvii<sup>e</sup>. — N. Rondot. Les médailleurs et les graveurs de monnaies, jetons et médailles en France. — William Marçais. Les monuments arabes de Tlemcen (remarquable). — C. Vieillard. L'urologie et les

médecins urologues dans la médecine ancienne. Gilles de Corbeil (intéressant; mais l'auteur était mal préparé aux travaux d'érudition. Son édition du poème de Gilles de Corbeil est sans valeur; plus de quarante mss. lui ont échappé).

**7. — Revue des Études anciennes.** 1905, janv.-mars. — G. MAY. *Le flamen dialis* et la *Virgo vestalis*; étude de droit religieux. — M. BESNIER. Note sur une inscription de Pompéi (propose pour l'inscription *C. I. L.*, t. X, n° 931, une restitution très différente de celle de Minervini). — P. PERDRIZET. D'une croyance des Celtes relative aux morts (pourquoi les Celtes ne fermaient-ils pas les portes de leurs maisons? Pour permettre à des esprits d'y entrer; ces esprits, c'étaient les âmes des morts, de la maison, de ceux qui, leur vie durant, s'étaient assis et chauffés au foyer familial). — G. DOTTIN. La langue des anciens Celtes (dresse des listes de mots celtiques conservés dans les historiens de l'Antiquité, ou fournis par les inscriptions, des noms propres celtiques et de mots restitués par la linguistique. « L'étude des restes du celtique continental ne nous révèle que de misérables débris. Quels étaient donc ces Celtes, que nous nous plaisions à représenter comme les ancêtres de notre race et dont l'image s'atténue de plus en plus à mesure que nous l'examinons de plus près? Aux historiens de le dire. Il suffit aux linguistes d'avoir essayé de dissiper, pour leur part, le mirage celtique »). — C. JULIAN. Notes gallo-romaines; XX : Ulysse et les Phocéens, à propos de la fondation de Marseille. — A. DE SARRAU. *Episcopus ecclesiae Boiorum*; inscription d'Andernos (tiendrait à prouver que le pays de Buch correspond à l'ancienne « civitas Boiorum »).

**8. — Bulletin critique.** 1905, 5 février. — André Baudrillart. Saint Paulin, évêque de Nole, 353-431 (remarquable). — Leclerc. Les Martyrs; tome III : Julien l'Apostat, Sapor, Genséric (bon; beaucoup de textes authentiques fort bien commentés). — 15 février. *Lady Amherst of Hackney*. A sketch of Egyptian history (excellent résumé, bien illustré). — O. Houdas. L'Islamisme (intéressant; certains chapitres d'une érudition remarquable; mais était-il nécessaire de faire l'apologie de l'Islamisme pour le dresser contre le Christianisme?). — 25 février. V. H. Stanton. The Gospels as historical documents; I : The early use of the Gospels (excellent manuel). — P. Bourget et M. Salomon. Bonald (mettent bien en lumière le rôle de Bonald comme traditionaliste, continuateur des idées politiques de l'ancienne France; oublient de montrer qu'il fut avant tout un grand philosophe). — A. Lefèvre. L'Italie antique; origines et croyances (des connaissances précises et variées, des idées ingénieuses, mais aussi des partis pris qui lui ferment l'intelligence de quelques-uns des plus grands faits de la civilisation). — 5 mars. A. Cauchie et R. Maere. Recueil des Instructions générales aux nonces de Flandre, 1596-1635. — Aulard. Études et leçons sur la Révolution française. — *Id.* Paris sous le Consulat; t. II (important). —



15 mars. *Labourt*. Le Christianisme et l'empire persan sous la dynastie sassanide, 224-632 (bon). — *H. Lestère*. L'Immaculée-Conception et l'Eglise de Paris (bonne histoire des progrès qu'ont accomplis la croyance et le culte de l'Immaculée-Conception depuis le XII<sup>e</sup> siècle). — *H. Welschinger*. Le pape et l'empereur, 1804-1815 (brillant, assez bien documenté, pas très approfondi). = 25 mars. *P. Imbart de la Tour*. Les origines de la Réforme (excellente introduction à une histoire de la formation de la France moderne). — *Jos. Vianey*. Le bienheureux curé d'Ars, 1786-1859. — *Alfred Monnin*. Le curé d'Ars; vie du vénérable J.-B. Marie Vianney. — *Léon Gry*. Le millénarisme dans ses origines et son développement (bon). — *V. de Marolles*. Le cardinal Manning (bon). = 5 avril. *Adhémar d'Alès*. La théologie de Tertullien (très bon). — *A. David*. Le Conseil général de Seine-et-Marne sous le Consulat et l'Empire (bonne étude, qui est une condamnation de la centralisation impériale).

9. — **Polybiblion**. 1904, décembre. — *M. de Marcère*. L'Assemblée nationale de 1871 (intéressant). — *Le P. Bordebat*. N.-D. de Garaison, depuis les apparitions jusqu'à la Révolution française, 1500-1792 (bonne histoire du sanctuaire et de la congrégation de chapelains qui fut fondée par Pierre Geoffroy pour le desservir). — *Abbé Barnaud*. N.-D. de Romay et les souvenirs qui s'y rattachent (Romay est un hameau dépendant de Paray-le-Monial; l'histoire des deux sanctuaires est étroitement liée). — *E. Calvi*. Bibliografia analitica Petrarchesca, 1877-1904, in continuazione di quella del Ferrazzi (très utile). = 1905, janv. *G.-L. Jaray*. La politique franco-anglaise et l'arbitrage international (bon). — *J. Labourt*. Le christianisme dans l'empire perse sous la dynastie sassanide, 226-632 (excellent instrument de travail). — *P.-P. Plan*. Bibliographie rabelaisienne (remarquable). — *Marquis de Granges de Surgères*. Répertoire historique et biographique de la *Gazette de France*, 1631-1790; t. III. = Février. *H. Delassus*. Le problème de l'heure présente. Antagonisme de deux civilisations (la civilisation chrétienne battue en brèche depuis la Renaissance par la conception révolutionnaire. Des progrès du « culte satanique. » Étude sur les moyens d'une rénovation par un « retour complet à la vérité théologique, à la vérité économique et à la vérité sociale »). — *A. Vachez*. La chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez (bon). = Mars. *Abbé Eug. Martin*. Saint Léon IX, 1002-1054 (bon résumé). — *J. von Walter*. Die ersten Wanderprediger Frankreichs; I : Robert von Arbrissel (bon). — *J.-B. Couderc*. Victimes des Camisards (d'utiles recherches; mais l'auteur a par trop négligé les sources protestantes). — *M. Bauchond*. La justice criminelle du magistrat de Valenciennes au moyen âge (excellent). — *F. Des Robert*. Étude de droit coutumier; les seigneurs de Saulny, près de Metz, 1240-1789.

10. — **Revue critique d'histoire et de littérature**. 1905, 6 févr. — *Cheyne et Sutherland*. Encyclopaedia biblica; 4<sup>e</sup> partie (fin de cette remarquable publication qui, malgré son étendue, égale à 20 volumes

de 500 pages, a paru en un temps si court). — *Hommel*. Grundriss der Geographie und Geschichte des alten Orients; 1<sup>re</sup> Hælfte (beaucoup d'érudition; mais affirme trop aisément et donne pour certaines des données inadmissibles ou non démontrées). — *J. Lagrange*. Études sur les religions sémitiques; 2<sup>e</sup> éd. (c'est l'ouvrage le plus complet et le mieux documenté qui existe sur le sujet; laisse à désirer au point de vue de l'interprétation des faits). — *W. Krausse*. Die keltische Urbewölkerung Deutschlands (inutile; ne tient aucun compte de la méthode historique). — *P. Coquelle*. Napoléon 1<sup>er</sup> et l'Angleterre, 1803-1813 (intéressant). — *E. Levasseur*. Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France, de 1789 à 1870; 2<sup>e</sup> éd. (admirable collection de faits). = 13 février. *Tyrrell et Purser*. The correspondence of M. Tullius Cicero, arranged according to its chronological order (t. I d'une troisième édition, revue et mise au courant des plus récents travaux, d'une publication excellente et des plus utiles). — *Ingold*. Histoire de l'édition bénédictine de saint Augustin, avec le Journal inédit de dom Ruinart (très intéressant et neuf). — *G. Michaut*. La comtesse de Bonneval; lettres du XVIII<sup>e</sup> s. (bonne édition; la seule correcte qui existe). = 20 février. *L. Vanderkindere*. La formation territoriale des principautés belges au moyen âge; t. II (remarquable). — *E. Lintilhac*. Histoire générale du théâtre en France; I : le théâtre sérieux du moyen âge (bon). — *J. Combet*. Louis XI et le Saint-Siège (médiocre et très incomplet. Intéressantes pièces justificatives). — *K. Lamprecht*. Moderne Geschichtswissenschaft (très intéressant). = 4 mars. *Ad. Harnack*. Reden und Aufsätze (recueil important et intéressant de morceaux divers sur l'histoire religieuse). — *Fr. Ahrens*. Das Tyroler Volk in seinen Weisthümern (ouvrage consciencieux, mais trop abstrait et pas assez vivant). — *G. Weill*. Histoire du mouvement social en France, 1852-1902 (bonne histoire politique, destinée à montrer comment les questions ouvrières ont été posées ou résolues par les divers gouvernements et les divers partis. Bonne bibliographie). = 11 mars. *A. Solari*. Sulle relazioni diplomatiche fra la Grecia e la Persia, 480-362 (insuffisant). — *P. Foucart*. La formation de la province romaine d'Asie (important et nouveau). — *P. Gauthiez*. Lorenzaccio (biographie vivante et pittoresque de Lorenzino de Médicis, 1514-1548). = 18 mars. *L. W. King*. Records of the reign of Tukulti Ninib I, king of Assyria, about B. C. 1276 (texte et traduction d'une brève inscription qui nous fait connaître les campagnes d'un roi assyrien connu jusqu'ici seulement par son nom). — *J. Beloch*. Griechische Geschichte; Bd. III, 2<sup>e</sup> Abth. (fin de cet ouvrage remarquable). — *Eug. Hubert*. Le protestantisme à Tournai pendant le XVIII<sup>e</sup> s. Les états généraux des Provinces-Unies et les protestants du duché de Limbourg pendant la guerre de la Succession d'Espagne (important). — *P. Roussel*. Correspondance de Le Coz, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine; t. II (bon). = 25 mars. *A. Brückner*. Anakalypteria (étude sur le rite du « dévoilement de la fiancée », qui précède et annonce la consommation du mariage; faite surtout d'après les bas-

reliefs céramiques. Agréable, mais inadmissible). — *H. B. Wright*. The campaign of Plataea (bon). — *R. Rahrcht*. Regesta regni Hierosolymitani. Additamentum (excellent). — *K. Jacob*. Von Lützen nach Nördlingen, 1533-1634 (bon). — *J. Morvan*. Le soldat impérial, 1800-1814; t. II (intéressant, pittoresque et coloré, beaucoup de faits, mais ni nouveaux ni assez soigneusement contrôlés). — *Ch. Sellier*. Curiosités historiques et pittoresques du vieux Montmartre (intéressant; le chapitre sur les seigneurs de Clignancourt est neuf et fait entièrement d'après les sources). = 1<sup>er</sup> avril. *A. Gazier*. Les Mémoires de Godefroy Hermant sur l'histoire ecclésiastique du xvii<sup>e</sup> siècle (important). — *Sicard*. L'ancien clergé de France; III : les évêques pendant la Révolution, de l'exil au Concordat (beaucoup de travail sur de très nombreux documents. Très utile, mais à consulter avec circonspection, car l'érudition de l'auteur est très loin d'être impartiale et sereine). — *H. Schelenz*. Geschichte der Pharmazie (remarquable). = 8 avril. *G. Des Marez*. L'organisation du travail à Bruxelles au xv<sup>e</sup> s. (ouvrage des plus précieux où l'historien, l'économiste, le sociologue puiseront à pleines mains les renseignements les plus utiles et les mieux contrôlés). — *Bertin et Audier*. Adam de Crapponne et son canal (utile contribution à l'histoire sociale).

11. — **Bulletin de littérature ecclésiastique.** 1904, juin-juillet. — *J. ANNAT*. Les revisions du texte de Maldonat, d'après un document inédit (Maldonat mourut à Rome en 1583, après avoir terminé son Commentaire sur l'évangile de saint Mathieu; il fut imprimé beaucoup plus tard, après quatre revisions qui modifièrent notablement le fond de l'ouvrage. On n'a donc de ce dernier qu'un texte remanié par les Jésuites). = Oct. *J. CALVET*. De l'influence de saint Vincent de Paul sur la prédication. = Décembre. De la valeur historique du dogme, à propos de controverses récentes (critique surtout les théories de M. Blondel). — *Louis SALTET*. Luther et le Luthéranisme, par le R. P. Denifle (très bonne étude sur la manière dont se sont formées et développées les opinions théologiques de Luther. Critique dure, violente, souvent juste des travaux allemands sur Luther). = 1905, janvier. *A. DEGERT*. La plus ancienne mosaïque chrétienne de la Gaule, d'après un document inédit (analyse la description donnée par un savant bénédictin du xvii<sup>e</sup> s., dom Odon Lamothe, des célèbres mosaïques de la Daurade de Toulouse, détruites aujourd'hui). = Févr.-mars. La valeur historique du dogme; lettre de *M. Maurice BLONDEL*, et réponse. — *Louis HACKSPILL*. L'inspiration scripturaire, à propos d'un livre récent (celui du P. Hummelauer).

12. — **Bulletin hispanique.** T. VII, 1905, janv.-mars. — *M. R. DE BERLANGA*. Études de numismatique; deux monnaies fausses qu'on a attribuées à Malaga : l'une avec une légende romaine, l'autre avec une épigraphe grecque mutilée). — *H. DE LA VILLE DE MIRMONT*. Cicéron et les Espagnols (l'Espagne au temps de Cicéron et d'après ses œuvres).

— J. CALMETTE. Une ambassade espagnole à la cour de Bourgogne en 1477 (publie le texte des instructions données par Ferdinand le Catholique à ses ambassadeurs en Bourgogne, 3 août 1477). — A. MOREL-FATIO. Les origines de Lope de Vega. = Bibliographie : *Ed. Ibarra y Rodriguez*. Colección de documentos para el estudio de la historia de Aragón; I : Documentos correspondientes al reinado de Ramiro I, 1034-1063 (important). — Crónica de Enrique IV, escrita en latin por *Alonso de Palencia*; traducción castellana por *D. A. Paz y Méria*; t. I (bonne et utile traduction, en attendant le texte original, qui ne semble pas près de paraître).

**13. — Bulletin italien.** T. V, 1905, janv.-mars. — P. DUHEM. Albert de Saxe et Léonard de Vinci (les écrits théologiques du philosophe scolastique Albert de Saxe ont été une des sources intellectuelles de Léonard). — E. RODOCANACHI. Les nonnes en Italie, du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. — H. Notes sur les chroniqueurs Gino et Neri Capponi. — L. AUVRAY. Inventaire de la collection Custodi, conservée à la Bibliothèque nationale; 5<sup>e</sup> art.

**14. — Revue de l'histoire des religions.** T. L, 1904, nov.-déc. — M. REYON. Le shinntoïsme; 5<sup>e</sup> art. — Jean RÉVILLE. Les progrès de l'histoire ecclésiastique ancienne au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et son état actuel. = T. LI, 1905, janv.-févr. R. DUSSAUD. Questions mycéniennes (conceptions religieuses du second millénaire avant notre ère). = Comptes-rendus : H. Hubert et J. Lévi. Manuel d'histoire des religions, par Chantepie de La Saussaye; traduit de l'allemand. — M.-J. Lagrange. Études sur les religions sémitiques (important; nombreuses critiques par A. Lods). — Divers ouvrages sur le code de Hammourabi.

**15. — Nouvelle Revue historique de droit.** 1904, nov.-déc. — Adrien AUDIBERT. Nouvelle étude sur la formule des actions « *familiae erciscundae* » et « *Communi dividundo* »; fin. — Ed. MEYNIAL. Des renonciations au moyen âge et dans notre ancien droit; fin. — Maurice PROU. Concession des coutumes de Lorris aux habitants de Nibelle, en 1174 (d'après un vidimus donné sous le sceau de la prévôté d'Orléans le 17 nov. 1377). — Lucien BROCHE. Trois chartes inédites de Philippe de Beaumanoir, bailli de Vermandois, 1289-1291 (elles sont en français). — R. GENESTAL. Note sur les vicomtes fiefés de Normandie (ces vicomtes furent de simples fonctionnaires fiefés, ayant dans leur patrimoine la fonction et certains émoluments de la fonction). = Comptes-rendus critiques : F. Lot. Fidèles ou vassaux? (art. de P. Guilhermoz. Le critique estime que Lot a prouvé que les grands vassaux de la couronne de France ont été de tout temps les hommes liges du roi; mais qu'il s'est trompé en admettant que Jean Sans-Terre n'a pas été condamné à mort par la cour des pairs de France. Sur ce dernier point, il reprend la question en combattant de nouveau la thèse de MM. Bémont, Petit-Dutaillis et Lot). = Bulletin bibliographique; suite. = 1905, janv.-févr. Émile JOBBÉ-DUVAL. Explication du n° 173 du livre du De

*orateurs* de Cicéron; fin (sur la juridiction des centumvirs). — Félix SENN. Le *nexum*, contrat de prêt du très ancien droit romain. — Henri HAYEM. La renaissance des études juridiques en France sous le Consulat. = Bibliographie : Carlyle. Mediaeval political theory in the West (remarquable). — Ed. de Hinojosa. Estudios sobre la historia del derecho español (très intéressant). — J. FICKER. Untersuchungen zur Erbfolge der Ostgermanischen Rechte (remarquable).

**16. — Annales de Géographie.** 1904, 15 nov. — E. DE MARTONNE. Les enseignements de la topographie. — F. PRUDENT. La cartographie de l'Espagne. — Attilio MORI. Les Italiens en France; les Français et la langue française en Italie. = 1905, 15 janvier. E. DE MARTONNE. Le 8<sup>e</sup> Congrès international de géographie, Washington, 1904, et sa grande excursion dans l'Ouest et au Mexique. — Camille VALLAUX. L'évolution de la vie rurale en Basse-Bretagne. — H. HAUSER. Le commerce intérieur aux États-Unis. = 15 mars. B. AUERBACH. La population de l'Empire allemand, d'après le recensement de 1900. Phénomènes démographiques et industrie.

**17. — Revue de Géographie.** 1905, 1<sup>er</sup> janvier. — Jean IMBART DE LA TOUR. Le protectorat et les écoles d'Orient. — Ed. OLIVIER. La campagne des Coniagnis. — Albert HANS. Le Yucatan et le nouveau territoire de Quintana Roo. = 1<sup>er</sup> février. S. A. DE DUSE et E. AVENARD. La dernière expédition suédoise dans l'Antarctide, 1901-1902. — Ed. OLIVIER. La délimitation de la frontière Niger-Tchad. = 1<sup>er</sup> mars. PAULHIAC. Maures et Touareg.

**18. — Le Bibliographe moderne.** 1904, sept.-oct. — H.-Fr. DELABORDE. Nicolas Fouquet et le Trésor des chartes (montre le soin que prit Fouquet pour le bon ordre dans les archives royales, archives qui dépendaient de lui en sa qualité de procureur général). — Paul BERGMANS. Le premier imprimeur de Maestricht et de Dusseldorf : Jacques Bathen. — Léon LECESTRE. Table alphabétique de la *Chronologie militaire* de Pinard; lettres N à Z.

**19. — Revue des Bibliothèques.** 1905, nos 1-2. — Léon DOREZ. Rabelaesiana. Maître Jehan Lunel (maître Jean Lunel, docteur en théologie, qui, selon une inscription facétieuse de Rabelais, retoucha son *Pantagruel*, est un personnage réel; c'était un Manceau, prélat romain qui se trouvait à Rome lors du premier séjour de Rabelais, en 1534. Sa biographie, suivie de nombreux documents inédits et d'un tableau généalogique). — S. REINACH. Catalogue des manuscrits de Casanova conservés au château de Dux en Bohême.

**20. — Revue des Études rabelaisiennes.** 1905, 1<sup>er</sup> fasc. — Abel LEFRANC. Les dates du séjour de Rabelais à Metz, 1546-1547. — Dr DE SANTI. Rabelais et J.-C. Scaliger (réédite une série d'épigrammes satiriques et infamantes contre Rabelais, dont Scaliger travestit le nom en « Baryenus » ou « Barenus »). — Abel LEFRANC. Cours professé au

Collège de France en décembre 1904; première leçon (sur l'œuvre de Rabelais. Résumé; avec une vue de la Devinière, maison où naquit Rabelais).

**21. — Études.** Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1904, 20 décembre. — Paul DUPON. Le sacre de l'empereur (négociations préliminaires avec Rome; le pape ne donna son consentement au sacre que contre des engagements « positifs et formels »; mais lesquels au juste?); suite le 5 janvier 1905 : Pie VII et les évêques constitutionnels (cette question put être assez facilement réglée, parce que les deux pouvoirs tombèrent d'accord; le récit d'Haussonville et les Mémoires de Consalvi sur ce point sont faux et incomplets); suite le 5 février : Remontrances du pape à l'empereur (mémoire remis par le pape à l'empereur, le 21 février 1805, à la Malmaison; réponse faite au nom de l'empereur par son ministre des Cultes, Portalis. Cette réponse est mesquine, comparée surtout aux belles promesses du début). — Pierre SIAU. Saint François de Borgia; suite : l'Homme d'État, le vice-roi; suite le 20 janvier 1905 : le Duc de Gandie (créé duc de Gandia le 22 avril 1543; la mort de sa femme, en 1546, le détache du monde. Correspondance avec Ignace de Loyola); suite le 20 février. — Henri CHÉROT. Les seize Carmélites de Compiègne martyres sous la Révolution; suite et fin le 3 février 1905. = 1905, 5 janvier. Georges LONGHAYE. Sainte-Beuve critique; le genre et l'homme. — Joseph BRUCKER. Excursion archéologique de deux Français à Milo en 1735 (d'après les *Missions archéologiques* publiées par H. Omont). — Henri FOUQUENAY. Le dernier interrogatoire et l'exécution de Jean Chatel, d'après les procès-verbaux inédits (Chatel déclare dans ce dernier interrogatoire que, s'il a frappé le roi, « c'est par un désespoir auquel il est entré, n'ayant esté à ce faire incité par aucune personne. » A la demande : où avait-il appris « qu'il estoit loisible de tuer un tyran ? » il répondit : « Aux prédications de Garinus et d'autres qui l'ont presché; » et à cette autre : où il a appris la philosophie ? « Soubz le P. Guéret, au college des Jhesuites, et y a estudié deux ans et demy soubz luy. » Le P. Guéret, interrogé à son tour, fit de telles réponses qu'on se contenta de le garder en prison; il fut impossible d'établir que c'était aux Jésuites que Chatel devait ses idées sur le régicide). = 20 janvier. G. LONGHAYE. Louis Veuillot, de 1855 à 1869; suite le 20 février : l'Ouvrier en chambre, 1850-1867. = 5 mars. AL. FLEURY. Les plus anciens manuscrits et les deux écoles grégoriennes (étude sur la valeur rythmique des signes musicaux dans les manuscrits les plus anciens); suite le 20 mars (la doctrine rythmique générale des maîtres, du IV<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle). — Henri CHÉROT. La conquête maçonique. — Adhémar d'ALÈS. Un nouveau manuel de l'histoire des religions (celui de Chantepie de la Saussaye). = 5 avril. LÉONCE DE GRANDMAISON. Tertullien (à propos de la *Théologie de Tertullien*, par Adhémar d'Alès).

**22. — La Revue de Paris.** 1905, 1<sup>er</sup> février. — Comte DE RAMBU-



TEAU. A la préfecture de la Seine; février 1848 (fragment des mémoires de Rambuteau, qui était préfet de la Seine au moment de la Révolution de février. Nouveau témoignage constatant les illusions que se fit le gouvernement jusqu'à la dernière minute sur la gravité de la situation et les fautes politiques et militaires qu'il commit quand il essaya d'organiser la résistance). — Achille VIALATE. La première présidence de M. Roosevelt. = 15 février. SAINTE-BEUVE. Lettres à Victor Hugo et à M<sup>me</sup> Victor Hugo; fin. — Notes sur Pie X; 3<sup>e</sup> article. = 1<sup>er</sup> mars. Georges DE LA SALLE. En Mandchourie : Liaoyang et Tachitchao; fin le 1<sup>er</sup> avril : Entre Moukden et Kharbine (tableaux navrants de la vie à la suite de l'armée russe. Curieux spécimen des altérations que la censure inflige aux correspondances militaires). = 15 mars. Le Japon et l'Extrême-Orient (rapports nouveaux qui s'établissent entre le Japon et la Chine; la Chine se laissera-t-elle « régénérer » par le Japon?) = 1<sup>er</sup> avril. Louis BATIFFOL. La maison de Marie de Médicis (intéressant chapitre de l'histoire des institutions et des mœurs).

23. — **Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.** Comptes-rendus des séances de l'année 1904. Bulletin de novembre-décembre. — Henri WALLON. Notice sur la vie et les travaux de Charles-Marie-Vladimir Brunet de Presle. — Édouard CHAVANNES. Les prix de vertu en Chine. — Lettre de M. GAUCKLER à M. Cagnat sur l'emplacement du camp de la première cohorte urbaine à Carthage. — Maxime COLIGNON. Note sur les fouilles exécutées à Aphrodisia par M. Paul Gaudin. — Maurice HOLLEAUX. Rapport sur les travaux exécutés dans l'île de Délos par l'École française pendant l'année 1904.

24. — **Académie des Sciences morales et politiques.** Séances et travaux. Compte-rendu. 1905, février. — Albert SOREL. La guerre, de 1792 à 1815 (conclusion du tome VIII de *l'Europe et la Révolution française*). — Léon LALLEMAND. La lèpre et les léproseries du x<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle (chapitre détaché du tome III de *l'Histoire de la charité*). — P. IMBART DE LA TOUR. Les transformations sociales de la France à la fin du moyen âge. L'avènement de la bourgeoisie. — P. DE BOUTAREL. Quelques mots sur les finances de Louis XIV (variation sur le thème : faites-moi de bonne politique, je vous ferai de bonnes finances). = Mars. G. MONOD. Michelet et George Sand, d'après le Journal inédit de Michelet et leur correspondance. — A. LAIR. Les Universités allemandes en 1838, d'après les souvenirs inédits de M. Dubois, de la Loire-Inférieure.

25. — **Société nationale des Antiquaires de France.** Séances. 1905, 15 février. — M. A. BLANCHET fait une communication sur le château de Gentilly, ancienne propriété des comtes de Savoie, et sur plusieurs peintres italiens et français qui ont travaillé en 1316 pour le château. — M. Charles MAGNE communique une inscription hébraïque de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle trouvée à Paris, au coin de la rue d'Ulm et de

la place du Panthéon. — M. MAREUSE présente des photographies de la crypte de l'église de Maude. — M. ROMAN fait une communication sur le sceau des forestiers au moyen âge. = 22 février. M. MONGEAUX étudie des antiquités chrétiennes récemment découvertes dans la province de Constantine. = 8 mars. M. Jules MAURICE fait une communication sur un médaillon de Constantin conservé au Cabinet des médailles, qui représente l'empereur transmettant le pouvoir à ses fils. A ses pieds, une panthère figure le paganisme vaincu, et le phénix complète l'idée de survivance du pouvoir impérial. = 22 mars. M. CAGNAT communique, au nom de M. Gauckler, quelques inscriptions trouvées dans les ruines de l'ancienne Sezermes en Tunisie.

**26. — Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France.** Bulletin. 1904, 5<sup>e</sup> livr. — LÉON DOREZ. Dominique de Cortone et Pierre Chambiges. Lettres adressées au cardinal Du Bellay par Jean Tronson et Pierre Perdrier, septembre-octobre 1536 (il semble résulter de cette correspondance qu'en 1536 Dominique de Cortone, dit Boccador, était architecte de la ville, tandis que Chambiges était seulement chargé des fortifications. Le conseil voulait pousser activement le travail de l'Hôtel-de-Ville, et la royauté celui des fortifications). — H. STEIN. La vérité sur Boccador, architecte de l'Hôtel-de-Ville de Paris (Boccador est resté l'architecte en chef de l'Hôtel-de-Ville jusqu'en 1539 certainement, sans aucun doute au delà de la mort de Pierre Chambiges, arrivée en juin 1544, et très probablement même jusqu'à son propre décès, en 1549). — A. TUREY. Rapport au Comité des inscriptions parisiennes sur l'architecte de l'Hôtel-de-Ville (conclut pour Boccador). — E. MAREUSE. L'Hôtel-de-Ville et les plans de la tapisserie. — H. O. La grande chaise de la Sainte-Chapelle à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

**27. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest.** 1904, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres. — Commandant ROUSSEAU. Rapport sur la cachette de Curzay (on y a découvert des haches de bronze antérieures à l'époque celtique). — Le R. P. DE LA CROIX. Sur les fouilles de la rue Paul-Bert (vestiges de constructions romaines à Poitiers). — LÉO DESAUVRE. Le marquis de Chandenier à l'abbaye de Sainte-Geneviève, 1678-1696 (avec son testament). = 4<sup>e</sup> trimestre. Alfred RICHARD. M. Lot et l'histoire du Poitou (discute les conclusions présentées par Lot dans son *Hugues Capet* sur les cinq points suivants : 1<sup>o</sup> date de la mort d'Eudes, comte de Chartres; 2<sup>o</sup> campagne d'Audebert, comte de Périgord, en Poitou et en Touraine; 3<sup>o</sup> campagne de Robert II, roi de France, en Poitou; 4<sup>o</sup> date de la prise de possession du comté de Poitou par Renoul I<sup>er</sup>, fils de Gérard, comte d'Auvergne; sur tous ces points, M. Richard est en complet désaccord avec M. Lot). — M. DE LA BOURAILLIÈRE. L'ancien monastère de la Visitation de Poitiers.

**28. — Revue de l'Agenais.** 1904, septembre-octobre. — E. TRILLES. Historique succinct du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie. — L. GOUYBA. L'ody-

sée d'un curé agenais pendant la Révolution; suite en novembre-décembre. — LAUZUN. Lettres de Bory de Saint-Vincent; suite : 1814-1815; suite en novembre-décembre : 1815-1816. = Novembre-décembre. J.-R. MARBOUTIN. Le château de Savignac (commune du Castella, canton de Laroque-Timbaut; son histoire depuis 1253; beaucoup de faits et quelques documents inédits). — C. CHAUX. Le château de Xaintraillies pendant la Révolution. = 1905, janvier-février. P. DUBOUAG. Vie de messire Claude Joly, évêque et comte d'Agen, 1610-1678. — O. GRANAT. La révolution municipale d'Agen en 1789 et l'établissement de la Commune légale, juillet 1789 à février 1790 (présente cette révolution comme une des conséquences de l'état économique du pays. Étude faite à l'aide des archives locales). — Ph. LAUZUN. Une fête solaire en Agenais au v<sup>e</sup> siècle (réédite, avec un bref commentaire bibliographique, l'article que A.-E. Lièvre a publié en 1892 dans le Bulletin de la Faculté des lettres de Poitiers, article qui était un « Essai de restitution et d'interprétation d'un passage de la légende de saint Vincent d'Agen », *Acta SS.*, 9 juin).

29. — **Revue du Béarn et du pays basque.** 1904, décembre. — BATCAVE. Interprétation de la rubrique du For de Morlaas sur la clôture des maisons, au point de vue de la fortification; suite; fin en février 1905 (intéressant; beaucoup de faits). — BARRAU-DIHIGO et R. POUPARDIN. Cartulaire de Saint-Vincent de Lucq; fin. — Th. LEGRAND. Essai sur les différends de Fontarabie avec le Labourd, du xv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle; fin en janvier 1905. — J. DE JAURGAIN. A propos de l'attribution d'une chartre de Lucq à Centulle V, vicomte de Béarn. = 1905. M. LANORE. Notice historique et archéologique sur l'église Notre-Dame de Lescar; suite en février et mars. = Février. Ch. de LA RONCIÈRE. La France arctique ou les baleiniers basques au Spitzberg (au xvii<sup>e</sup> siècle); fin en mars.

30. — **Revue de Gascogne.** 1905, février. — A. DEGERT. Évêques gascons devant l'Inquisition romaine; fin (sentence du 11 décembre 1566, prononcée par le pape contre les évêques qui avaient été privés de leurs sièges comme ennemis de la religion chrétienne; mais des évêques, parmi lesquels Monluc, Albret et Caracciola, surent si bien intéresser à leur cause la cour et même le clergé de France que cette sentence resta sans effet pratique). — G. BALENCIE. Chronologie des évêques de Tarbes, 1227-1801; suite. = Mars. Abbé A. CLERGEAC. Jean I<sup>er</sup> d'Armagnac et les papes d'Avignon : Innocent VI et Urbain V (apporte quelques faits nouveaux tirés des archives du Vatican). — A. DEGERT. La célébration du décadi dans une commune rurale (celle de Gamarde, Landes). — C. CÉZÉRAC. A propos d'une lettre inconnue du maréchal Lannes (lettre écrite par le futur maréchal à son frère, Bernard, de Paris, le 15 floréal de l'an VIII, 5 mai 1800; notes biographiques sur ce frère Bernard, dont Bonaparte fit un moment un préfet, qu'il fallut rendre promptement à la vie civile, qui entra ensuite dans

les ordres et mourut curé d'Aubiet en 1829, après avoir été aussi bizarre comme curé que comme préfet). = Avril. Ch. SAMARAN. Blaise de Monluc défend son frère Jean devant l'Inquisition romaine. — C. DAUGÉ. Quelques comptes du vieux Lourdes (xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles). — P. COSTE. Comment se faisait un évêque constitutionnel (élection de Saurine comme évêque de Dax, le 16 février 1791; institution canonique et consécration).

**31. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne.** Bulletin archéologique et historique. 1904, 3<sup>e</sup> trimestre. — DELAVAL. Les anciennes fortifications de Montauban et le siège de 1621. — Abbé C. DAUX. L'Ordre franciscain dans le Montalbanais : sœurs Clarisses; suite et fin. — Abbé TAILLEFER. La lèpre au xv<sup>e</sup> siècle (publie un rapport médical en latin du 29 août 1457). — Jean DE SÉVERAC. Najac et Varen. — Fr. ESCAR. Une maison de charité au xv<sup>e</sup> siècle (construite par Nicolas Flamel pour les pauvres ouvriers de Paris; avec une planche).

**32. — Revue d'Alsace.** 1905, janvier-février. — H. HARDY. Les émigrés du district de Belfort en 1793 (liste datée du 27 août, avec des notes biographiques sur chacun des émigrés). — J. WIRTH. Le recteur Lefebvre, curé de Guémar, de 1760 à 1801 (c'était un oncle du futur duc de Dantzig). — A.-M.-P. INGOLD. Turenne et le lieutenant général Reinhold de Rosen (documents inédits sur Turenne en Alsace en 1647); fin dans mars-avril. — A. HANAUER. La Burg impériale de Haguenau (construite dans la première moitié du xi<sup>e</sup> siècle par Hugues d'Eguisheim; ses rapports avec les murs de la ville; sa distribution intérieure). — Mgr CHÈVRE. Les suffragants de Bâle au xvi<sup>e</sup> siècle; fin. — Id. Les suffragants de Bâle au xvii<sup>e</sup> siècle. — C. HOFFMANN. Les élections aux États généraux : Colmar, Belfort; suite. — C. OBERREINER. Essai sur la campagne de César contre Arioviste (l'Ochsenfeld réunit toutes les conditions indiquées dans les Commentaires de Jules César). — Soldats alsaciens : le colonel Dietrich (né en 1741, tué à Jemmapes, 1792). — Journal de M. de Latouche; souvenirs de 1815; suite.

**32 bis. — Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Literatur Elsass-Lothringens.** Jahrg XX. — E. EICHLER. Pour servir à l'histoire de la poste et des communications dans l'ancien Strasbourg (intéressant pour l'histoire économique, non seulement de Strasbourg, mais de toute l'Alsace). — STIEVE. Dagobert Sigismond, comte de Wurmser, 1724-1797 (biographie de ce brave officier alsacien, depuis son entrée dans l'armée française jusqu'à sa mort au service autrichien). — Ernest MARTIN. Herder (à l'occasion du centenaire de sa mort).

**33. — Historische Vierteljahrschrift.** 1904, Heft 4. — HAMPE. Aggressions allemandes contre le royaume de Sicile au début du

xiii<sup>e</sup> siècle (publie quatre lettres inédites du ms. de Paris, lat. 11867; deux lettres d'Innocent III, l'une de l'été 1205, où il somme l'évêque Léopold de Worms, légat impérial, de ne pas attaquer l'archevêque Nicolas de Salerne, l'autre d'avril ou mai 1211, où il encourage les habitants d'Aversa à résister à Otton IV; une lettre d'un ecclésiastique, peut-être de l'évêque d'Aversa, pour le même objet; une lettre de condoléance d'un sujet du comte Pierre de Celano adressée à son fils après la mort du comte). — G.-F. PREUSS. Mazarin et la candidature de Louis XIV à la couronne impériale, en 1657 (appuyé sur les lettres de Mazarin et les documents des archives des Affaires étrangères, M. Preuss montre que la candidature de Louis n'a été qu'un moyen d'action diplomatique pour Mazarin et qu'il ne l'a jamais sérieusement poursuivie). — HILLINGER. La valeur du schilling dans l'Ewa Chamavorum et la Lex Frisionum (contre un article de Heck dans la *Vierteljahrsschrift f. social-u. Wirthschaftsgesch.*, II, 3; les schillings de ces deux lois sont identiques aux sous d'or mérovingiens). = Comptes-rendus : *Norden*. Das Papsttum u. Byzanz (art. important de STERNFELD). — *Viollet*. Histoire des institutions politiques et administratives de la France; t. III (art. favorable de HOLTZMANN). — *Poupardin*. Le royaume de Provence (excellent). — *Goldmann*. Die Einführung d. d. Herzogsgeschlechter Kärntens in den slovenischen Stammesverband. — *Keutgen*. Atmter und Zünfte (critique assez vive de G. v. BELOW). — *Meyer v. Knonau*. Jahrb. d. d. Reiches u. Heinrich IV u. Heinrich V : Bd. IV, 1085-1096 (art. sévère). — The Pipe Roll of the bishopric of Winchester, p. 1208-1209. — *Schirmacher*. Gesch. v. Spanien, t. VII. — *Ellinger*. M. Melanchthon (inégal, mais vivant). — *K. Holtzmann*. Kaiser Maximilian II, bis zur seiner Thronbesteigung, 1527-1564. = 1905, Heft 1. *W. Stolze*. A propos des douze articles de 1528 (maintient contre Götze que les douze articles ont été écrits dans le sud de la Forêt-Noire par Balthazar Hubmaier de Waldshut et non en Haute-Souabe par S. Lotzer). — *GLAGAU*. Le landgrave Philippe de Hesse à la fin de la guerre de Smalcalde (depuis son retour de la campagne du Danube jusqu'à la capitulation de Halle; insiste sur ses relations avec la France et avec la noblesse hessoise; il s'est tourné trop tard vers Henri II, a manqué d'énergie et a été encouragé à accepter les propositions de Charles-Quint par le désir de ménager son peuple et par les déclarations des chevaliers et des députés des villes réunis au Landtag de Cassel). — *OHR*. Vieilles et nouvelles erreurs sur la politique ecclésiastique carolingienne (combat avec raison ceux qui, comme M. de la Servière dans son *Charlemagne et l'Eglise*, voient en Charlemagne un défenseur de la suprématie de l'Eglise et ceux qui, comme Lilienfein, dans son livre *Die Anschauungen von Staat u. Kirche im Reich der Karolinger*, font de Charlemagne le défenseur des droits de l'Etat germanique contre l'Eglise romaine. Le système carolingien était un dualisme naïf qui reposait sur l'union des deux pouvoirs). — *KALKOFF*. L'Edit de Worms dans les Pays-Bas (analyse les procédés par lesquels

Aleander publia dans les Pays-Bas l'Édit de Worms en quatre langues. La traduction flamande modifiée eut pour objet de la mettre en harmonie avec les coutumes du pays et d'en faire la base d'une politique ecclésiastique qui devait avoir de terribles conséquences). = Comptes-rendus : *Schulz*. Leben des Kaisers Hadrian (excellent). — *Andreas v. Regensburg* sämtliche Werke, hgg. v. *G. Leidinger*. — *Haller*. Papsttum u. Kirchenreform; 1<sup>er</sup> Bd. (comprend les deux premières parties de l'ouvrage : la Papauté d'Avignon et la Réforme de l'Église au xv<sup>e</sup> s.; l'origine des libertés de l'Église gallicane). — *A. Schultz*. Das häusliche Leben der europaischen Kulturvölker v. Mittelalter b. z. zweiten Hälfte des 18 Jahrh. (informe et utile amas de notes). — *A. Caspary*. Ludolf Camphausens Leben (lettres très intéressantes de Camphausen à son frère, sa femme et ses amis politiques). = *SEELIGER*. Histoire et ethnographie (à propos des théories de Ratzel, Wende, Günther).

**34. — Byzantinische Zeitschrift.** XIV (1 et 2), 28 février 1905. — *Max Freiherr von Oppenheim* et *Hans Lucas*. Inscriptions grecques et latines de Syrie, Mésopotamie et Asie Mineure (témoignages importants sur l'extension de l'hellénisme dans la région limitrophe entre l'Asie Mineure, la Syrie du Nord et la Mésopotamie; révèlent des monuments analogues à ceux du Hauran. Deux inscriptions (n<sup>os</sup> 88 et 89) sont relatives à l'architecte de Justinien, Isidore de Milet; plusieurs autres permettent de dater des monuments. L'étude est accompagnée d'une introduction, d'un index, de quatre planches et d'une carte). — *W. Fartz*. Lettres apocryphes de Synésius (lettres 157, 158, 159 de l'édition Hercher, *Epistolographi graeci*, Paris, 1873). — *GRAEBNER*. Une source de Zosime (les témoignages de Zosime sur les invasions des Goths au III<sup>e</sup> siècle ne dérivent pas de Dexippos, comme on le croyait généralement, mais d'un auteur anonyme originaire de Syrie qui vivait à la fin du III<sup>e</sup> siècle, avant l'avènement de Dioclétien; les renseignements de Zosime sur les Goths sont donc plus certains que ceux qui sont dus à Dexippos). — *A. HEISENBERG*. L'empereur Jean Vatatzès le Miséricordieux, légende grecque du moyen âge (publication du texte d'une vie de Jean Vatatzès, Cod. Vatican, gr. 579, composée entre 1365-1370. Au milieu des erreurs et des confusions dues à la déformation de la tradition, surnagent quelques détails authentiques et entièrement inédits : fondation du monastère de Sosandra, résistance du château de Cyzique après la prise de la ville par les Turcs en 1308. L'auteur est un moine du monastère de Magnésie; instruit, mais sans attaches avec le monde officiel, il représente l'esprit populaire et provincial à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle). — *Jean DRESEKE*. Athènes sous les Acciaiuoli (dernier éclat de l'hellénisme dans le Péloponèse et à Athènes au XV<sup>e</sup> siècle. Intérêt des lettres inédites de Michel Kalophrenas publiées par Lambros (voy. *Revue historique*, t. LXXXVII, p. 69, 204); elles complètent les détails fournis par la correspondance de Marcus Eugenius sur la question de l'union). — *K. PRÄCHTER*. Persistance à



l'époque byzantine de la version païenne du miracle de la *Legio fulminata*. — PAPADOPOULOS-KERAMEUS. Sur un manuscrit dont la copie est attribuée à tort à l'impératrice Marie, en l'an 800 (il s'agit d'une impératrice Marie qui vivait au XI<sup>e</sup> siècle et qui ne peut être que Marie, femme de Michel Ducas). — PRÆGER. Études sur la topographie de Constantinople (porte Myriandros et porte Impériale). = Comptes-rendus : *Leclercq*. L'Afrique chrétienne (montre les relations entre l'histoire religieuse et le milieu ethnique et politique). — *Labourt*. Le christianisme dans l'empire perse sous la dynastie sassanide (important pour l'histoire du nestorianisme). — *Simon Weber*. Die katholische Kirche in Armenien. — *A. Lombard*. Constantin V empereur des Romains (au courant des nouvelles données chronologiques, présente sous un nouvel aspect la figure de Constantin V). — *G. Schmitt*. The Chronicle of Morea. — *Rochol*. Bessarion. — *A. Rambaud*. L'empereur de Carthage. = Notices bibliographiques. Additions à la liste des diplômes (voy. *Byz. Zeit.*, XIII, 697 et suiv.; *Revue historique*, t. LXXXVII, p. 342-343).

**35. — Deutsche Rundschau.** 1904, octobre. — *J. von Verdy du Vernois*. Au quartier général de l'armée russe en Pologne sous les ordres du feld-maréchal général comte Berg, de septembre 1863 à novembre 1865. Souvenirs personnels (revue des événements politiques depuis le départ du grand-duc Constantin jusqu'à son rappel); fin en novembre (anecdotes concernant surtout le monde militaire). — *Ernst Bernheim*. La légende impériale en Allemagne; son origine et son importance (il s'agit de la légende qui se personnifia en Frédéric Barberousse). = Novembre. *H. Oldenberg*. Les études sur les religions de l'Inde ancienne (lecture faite au Congrès des arts et des sciences à Saint-Louis, sept. 1904). — *L. Blennerhassett*. Le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, 1747-1827. = Décembre. *E. Kuehnemann*. Les *Bri-gands* de Schiller et leur place dans la littérature mondiale. = 1905, janvier. *Otto Seeck*. Le musée de l'empereur Frédéric à Berlin. — *L. Blennerhassett*. Lord Acton, 1834-1902. = Février. *Fried. von Oppeln-Bronikowski*. Les fouilles récentes au Forum romain. = Mars. *Alfred Philippson*. La Grèce; le sol et la mer (influence du milieu sur le développement historique de la Grèce). — *W. Gensel*. Don Diego Velasquez.

**36. — Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Literaturen.** Bd. 112, Heft 3-4. — *Eugen Oswald*. Thomas Carlyle (ses rapports avec sa femme et ce qu'on en a dit).

**37. — Zeitschrift für ägyptische Sprache und Altertumskunde.** Bd. XLI, Heft 1. — *O. Rubensohn* et *F. Knatz*. Rapport sur les fouilles d'Abusir-el-Malaq en 1903 (Abusir est sur l'emplacement d'une localité antique où le culte d'Osiris a joué un rôle important; cette ville antique s'appelait probablement « Abydos du Nord ». On y a trouvé des momies, du mobilier funéraire, des vases, des bijoux; l'ob-

jet le plus remarquable est une figurine de bronze qui a servi de manche de miroir). — Georg SCHWEINFURTH. Un temple nouvellement découvert à Thèbes (petit sanctuaire du dieu Thot; cf. Maspero, dans le *Temps* du 15 août 1904). — W. BRIX. Une date de l'ère sothiaque dans un nouveau papyrus de Kahoun (elle est du temps du moyen empire; on peut admettre avec L. Borchardt que la septième année du règne de Senwosret III correspond à l'année 1875 av. J.-C., mais avec une marge de dix à vingt ans avant ou après). — Ludwig BORCHARDT. Les dates d'après la nouvelle lune qu'on trouve dans les papyrus d'Illahoun peuvent-elles être utilisées? (oui, mais avec grande précaution). — Kurt SETHE. Le nom de Sésostris. — Id. Schoinos et Dodekaschoinos. — Heinrich SCHAEFER. L'uraeus dans la coiffure royale (il est inexact de considérer l'uraeus comme le symbole particulier de la royauté égyptienne). — Id. Le papyrus magique de Harris VIII, 9-IX, 14 et le récit de Plutarque sur la mort d'Osiris (les deux passages n'ont absolument aucune ressemblance).

**38. — Berichte über die Verhandlungen der k. Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig.** Philologisch-historische Klasse. Bd. LVI, n° 1. — Richard MEISTER. Contributions à l'épigraphie et à la dialectologie grecques; IV : l'inscription de Sillyon et le dialecte de Pamphilie. = N° 2. Friedrich MARX. Le ms. de Filastrius à Trèves (ce ms., utilisé par Srichardus, qui édita le premier les Hérésies de Filastrius, et considéré depuis comme perdu, a été retrouvé en 1902 dans les papiers de Gœrres. Comparaison du manuscrit avec le texte qui a servi de base à l'édition de Vienne). = N° 3. Moritz VOIGT. Les systèmes officiels des calculs des fractions chez les Romains. — Albert HAUCK. Sur l'excommunication de Philippe de Souabe (Philippe a-t-il été excommunié « publice et solemniter »? Non, car les déclarations du pape Innocent III altèrent les faits et sont indignes de créance).

**39. — K. Gesellschaft der Wissenschaften in Leipzig.** Abhandlungen der philologisch-historischen Klasse. Bd. XXII, n° 4. — Franz STUDNICZKA. Tropæum Trajani; contribution à l'histoire de l'art à l'époque impériale (le trophée d'Adamklissi est sans doute un travail de soldats amateurs; néanmoins, c'est une œuvre caractéristique, non de l'art du temps d'Auguste, mais du « style baroque » qui se forma sous Néron et les Flaviens et qui prolongea au temps de Trajan et d'Hadrien les influences néo-classiques). = Bd. XXIV, n° 1. W.-H. ROSCHER. Les nombres sept et neuf dans le culte et la mythologie des Grecs. En appendice, additions aux « Périodes et semaines ennéadaires et hebdomadaires » (les nombres sept et neuf ont un caractère sacré, typique, plein de sens; leur importance dans le culte et la mythologie antiques; leurs rapports avec certaines divinités ou héros, tels qu'Apollon; des traces qu'ils ont laissées dans le culte d'autres peuples). = N° 2. Franz EULENBURG. La fréquentation des universités allemandes, depuis leur fondation jusqu'à nos jours (nombre des étu-

dants, durée des études, enseignement académique, division des facultés, professeurs d'université, promotions). = N° 3. Richard MEISTER. Doriens et Achéens; 1<sup>re</sup> partie (détermine la distribution des peuples à Lacédémone et en Argolide d'après le dialecte; montre que les Doriens s'établirent dans les principales villes comme race dominante, tandis que les terres des Périèques demeurèrent aux Achéens. Pour la Crète, même séparation des peuples d'après les dialectes; avant l'époque doriennne, on y parlait généralement l'achéen).

40. — *Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein, insbesondere die alte Erzdioezese Köln*. Heft 78. — Joseph GREVING. L'état des habitations et de la propriété dans les diverses classes de la population à Cologne, paroisse de Saint-Kolumba, du XIII<sup>e</sup> s. au XVI<sup>e</sup> (étude basée sur des listes de contributions; bien qu'il ne faille pas en généraliser les résultats, ceux-ci intéressent cependant l'histoire du morcellement de la propriété foncière et celle des groupements sociaux et économiques de la population dans les villes du moyen âge). — E. von OIDTMANN. Les portraits du général de cavalerie Jean de Werth. — Karl FUESSENICH. Les missions populaires dans les duchés de Juliers et de Berg au XVIII<sup>e</sup> s. (ces missions, organisées par les Jésuites, survécurent à l'abolition de l'ordre. La méthode de prédication pour le carême était autre au XVIII<sup>e</sup> s. que dans les siècles antérieurs; elle s'inspire surtout de modèles italiens).

41. — *Beiträge zur Bayerischen Kirchengeschichte*. Bd. X. — K. SCHORNBaum. Contributions à l'histoire de la Réforme en Brandebourg (traite en particulier de Séb. Franck. Lettres de Luther). — Karl KERN. Pour contribuer à la bibliographie de Luther (sur une édition de la traduction en allemand du traité de Luther intitulé : *De abroganda missa*).

42. — *Beiträge zur Geschichte des Niederrheins. Jahrbuch des Düsseldorfer Geschichtsvereins*. Bd. XVIII. — K. SALLMANN. Organisation de l'administration centrale de Juliers-Berg au XVI<sup>e</sup> s. (chap. iv : la Chancellerie; ch. v : la Cour des comptes. Le tableau de cette administration est caractéristique pour l'histoire administrative de l'époque). — Ernst BAUMGARTEN. La lutte du Palatin Philippe-Guillaume avec les États de Juliers-Berg, de 1669 à 1672 (d'après les actes des assemblées locales, qui se trouvent aux archives de l'État prussien à Dusseldorf).

43. — *Hansische Geschichtsblätter*. Jahrgang 1903 (paru en 1904). — Goswin von der ROPP. Constantin Hæhlbaum; art. nécrologique. — Ernst DÆNELL. La Hollande et la Hanse au XV<sup>e</sup> s. (la rivalité des Hollandais et de la Hanse ne conduisit pas seulement la Hanse à prendre des mesures rigoureuses, hostiles, à l'égard du commerce hollandais, mais à la guerre, notamment avec les villes wendes, dans la première moitié du siècle. La période décennale qui suivit la guerre ne fut pas un temps de prospérité, mais d'épuisement pour la Hollande. Cependant, le commerce hollandais avec l'Orient ne put être détruit

ni dans la première, ni dans la seconde moitié du siècle; au contraire, il s'établit de plus en plus solidement, d'autant plus que les villes orientales de la Hanse désapprouvaient les mesures de rigueur prises par les villes wendes). — **Friedrich TECHEN.** Les procès-verbaux des villes wendes concernant la monnaie (publie des documents qui ont été omis dans les procès-verbaux de la Hanse par Koppmann et von der Ropp). — **Karl KOPPMANN.** Additions aux procès-verbaux de la Hanse de 1407-1429, d'après les archives municipales de Lunebourg.

**44. — Jahrbuch des Geschichtsvereins für das Herzogtum Braunschweig.** Jahrg. II. — **S. ISSLEIB.** Philippe de Hesse, Henri de Brunswick et Maurice de Saxe, 1541-1547 (travail fait à l'aide des documents d'archives de Berlin, Dresde, Hanovre, Marbourg, Weimar et Wolfenbüttel; l'auteur en arrive en somme à condamner la conduite de Philippe à l'égard du duc Henri. Philippe a fait saisir Henri par un coup de force et s'est refusé à toute réconciliation, tout comme lui-même plus tard fut arrêté par l'empereur. Quant à Maurice, avant l'arrestation, il a joué le rôle d'intermédiaire, et, après l'arrestation, il a travaillé à la délivrance).

**45. — Mitteilungen des Vereins für Anhaltische Geschichte und Altertumskunde.** Bd. X, Heft 1. — **Albert HAASE.** Le « Städtebuch » de Braun et l'industrie au xvi<sup>e</sup> s. (décrit cet ouvrage de Braun-Hohenberg, paru en cinq volumes, à partir de 1572, et parle des métiers représentés par les gravures). — **Arthur KLEINSCHMIDT.** La mère du « vieux Dessau »; épisodes de sa vie (on trouvera dans cet article une partie de la correspondance de la duchesse Henriette-Catherine de Dessau, née princesse d'Orange, 1637-1708).

**46. — Neues Archiv für Sächsische Geschichte und Altertumskunde.** Bd. XXV. — **Oscar HUETIG.** Les bienfaits de la guerre de Sept ans pour la Saxe électorale (la guerre a été une source de progrès en ce qui concerne le bien-être général, l'augmentation de la population, l'instruction populaire et l'organisation militaire). — **K. HEBLER.** Le général de Thielmann (la découverte aux archives de l'État à Dresde d'un grand nombre de lettres, de pièces d'archives et autres documents permet de rectifier en beaucoup de points la biographie du général publiée en 1894 par H. de Petersdorff, de montrer en particulier que ses mérites ont été très exagérés). — **Woldemar LIPPERT.** Études sur la chancellerie wettinienne et ses registres au xiv<sup>e</sup> s. (2<sup>e</sup> et dernière partie de ce travail important). — **Arno GUENTHER.** L'armée suédoise en Saxe, 1706-1707 (travail important d'après des documents nouveaux trouvés dans les archives de Suède).

**47. — Schriften des Vereins für die Geschichte Leipzigs.** Bd. VII. — **F.-Max NÄBE.** Leipzig et ses environs aux temps préhistoriques (des populations qui habitaient ce pays). — **Ernst KROKER.** « Hans Pfriem » dans les contes et le jeu de Noël (cette légende se rencontre pour la première fois dans les Propos de table de Luther).

**48. — Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte.** Neue Folge. Jahrg. XIII. — B. KLAUS. Pour servir à l'histoire de la situation ecclésiastique dans l'ancienne ville impériale Schwäbisch-Gmünd et de son territoire (bien que la ville n'ait point, comme la plupart des autres villes impériales de la Souabe, adopté la nouvelle foi, la Réforme y a cependant laissé des traces. La lutte entre les deux confessions et la situation religieuse après la guerre de Trente ans sont exposées d'après des pièces d'archives). — RIEBER. Le père de la reine Hildegarde (le père de Hildegarde, femme de Charlemagne, fut sans doute le comte thurgovien Pabo, mentionné dans un texte de 744). — J. KAMANN. Les correspondances du conseil de Nuremberg pour servir à l'histoire de la guerre de Wurtemberg en 1519 et les Mémoires de Christophe Fürer sur la deuxième campagne de la ligue contre le duc Ulrich (ces documents, négligés jusqu'ici, sont tout à fait dignes d'attention; ils sont publiés en partie in extenso). — GMELIN. Relation du siège d'Ulm en 1552 (trouvée dans les archives de l'État à Stuttgart; la ville, étant restée fidèle à l'empereur, fut assiégée par Maurice de Saxe et ses alliés. La relation ne contient pas seulement les faits; elle donne encore un tableau des sentiments qui animaient la population; elle est reproduite intégralement).

**49. — Zeitschrift des Vereins für Geschichte und Altertum Schlesiens.** Bd. XXXVIII. — Colmar GRUENHAGEN. Breslau et les princes du pays; III : Sous le grand Frédéric (la domination prussienne a ouvert à beaucoup d'égards une ère de prospérité pour les villes silésiennes; elle leur a créé, d'autre part, une situation étroitement subordonnée; ce fut le cas, en particulier, pour Breslau. Cependant, Frédéric ne réussit pas à rétablir l'équilibre dans les finances, si bien que ses successeurs durent recourir à des mesures exceptionnelles pour éviter la banqueroute de la ville). — Gustav BAUCH. Pour servir à l'histoire littéraire de l'humanisme; VI : le Chapitre de Breslau et l'humanisme (des membres du chapitre qui se sont signalés comme humanistes; une fois de plus, ce chapitre « a rempli la noble mission de l'Eglise au moyen âge, qui était de favoriser le développement des sciences »). — Arnold-Oskar MEYER. Pour servir à l'histoire de la contre-Réforme en Silésie (d'après les archives du Vatican; publie un rapport de l'évêque de Breslau, André Jerin, sur la situation de l'Eglise catholique en Silésie en 1586, ainsi que des documents et des lettres pontificales pour servir à l'histoire de l'évêque de Breslau, Jean VI, 1603-1605).

**50. — Zeitschrift des Westpreussischen Geschichtsvereins.** Heft 47. — Max PERLBACH. Les sources pour l'histoire de l'ordre Teutonique (rapport sur les publications, déjà effectuées, des sources pour l'histoire des provinces de la Prusse orientale et occidentale et sur les projets de nouvelles publications. Appendice sur les ouvrages publiés par les sociétés historiques des deux provinces). —

Hermann FREYTAG. L'humanisme prussien jusqu'en 1550 (parle d'abord des hommes, nés dans les provinces prussiennes, qui ont pris part au mouvement humaniste dans les écoles supérieures de l'Allemagne et de l'étranger; les centres de l'humanisme dans les domaines de l'ordre Teutonique furent les cours du grand maître Frédéric de Saxe, de l'évêque Job de Dobeneck, du duc Albert, la cour de l'évêque de Heilsberg, les villes de Dantzic et d'Elbing et l'Université de Königsberg. En 1550, l'humanisme triomphait en Prusse). — Max BÄR. Les tribunaux prussiens au temps de la domination polonaise (expose l'organisation de ces tribunaux, exception faite des tribunaux ecclésiastiques et municipaux, ainsi que la justice en Ermland. On n'avait pas encore fait l'histoire de l'organisation judiciaire dans la Prusse polonaise). — Ferdinand HIRSCH. Le Grand Électeur et le Dr Ægidius Strauch (malgré l'abondance des matériaux, on n'a pas encore fait l'histoire de la conduite brutale de l'Électeur envers Strauch; ce dernier fut en partie compromis dans les troubles de Danzig en 1674-1676, où furent impliqués les Suédois et le Brandebourg; c'est pour ce motif que l'Électeur le fit arrêter sur la route de Hambourg et le tint en prison pendant trois ans pour avoir été favorable aux Suédois).

51. — *Jahrbuch für Landeskunde von Niederösterreich*. Neue Folge. Jahrg. II. — Josef LAMPEL. La marche orientale des Babenberg et ses « tres comitatus » (recherches juridiques et topographiques sur la question de savoir si, dans les trois grandes circonscriptions de ce qui fut plus tard l'Autriche, on peut retrouver la trace d'une organisation plus ancienne). — Victor BIBL. Les États de la Basse-Autriche et la Révolution française (Léopold II rétablit l'autonomie administrative supprimée par son frère Joseph; ainsi, les institutions du droit féodal, qu'on enterrait justement en France, ressuscitèrent en Autriche; cependant, les pensées de Joseph, favorables au droit populaire, survécurent parmi les membres du gouvernement jusqu'au temps de Metternich). — Id. Les États catholiques et protestants de la Basse-Autriche au xviii<sup>e</sup> s. (les luttes confessionnelles n'eurent pas seulement des motifs religieux, mais aussi politiques; c'est le catholicisme qui l'emporta). — Benedikt HAMMERL. Les archives du château de Weitra jusqu'en 1606 (catalogue de 122 documents, pour la plupart inédits, du milieu du xiv<sup>e</sup> s. à la fin du xvi<sup>e</sup>; beaucoup se rapportent à des ducs autrichiens et des empereurs d'Allemagne).

52. — *Wiener Studien. Zeitschrift für klassische Philologie*. Jahrg. XXVI, Heft 1. — Moritz WALSZ. Les rivages du Pont dans Sophocle (Sophocle connaissait bien la situation de Colchis; c'est donc avec raison qu'on lui a fait honneur de connaissances géographiques). — Johann ZAHLFLEISCH. La météorologie d'Aristote. — Aug. ENGELBRECHT. Un prétendu témoignage de Sénèque sur les écrits philosophiques de Tite-Live (dans la lettre 46 de Sénèque, Tite-Live n'est



pas, comme on l'a prétendu par erreur, désigné comme auteur d'écrits philosophiques). — Stephan BRASSLOFF. Contribution au commentaire de la *Lex Acilia repetundarum*. — Josef FUCHS. Hannibal dans l'Italie centrale (sur la situation des armées et sur les événements qui se sont accomplis près du lac Trasimène pendant la seconde guerre punique; les descriptions du pays par Polybe et par Tite-Live sont exactes et se correspondent parfaitement).

**53. — Zeitschrift des deutschen Vereines für die Geschichte Mährens und Schlesiens.** Jahrg. VIII, Heft 1-2. — Anton BREITENBACH. Comment furent occupés les évêchés de Prague et d'Olmütz jusqu'au moment où les deux chapitres commencèrent à exercer exclusivement le droit d'élire leur évêque (le principe de l'élection canonique des évêques en général, puis de l'élection par les chanoines exclusivement, n'a point sa source, pour Prague ni pour Olmütz, dans un règlement ecclésiastique déterminé; il s'est développé peu à peu et dans un étroit rapport avec la marche des choses en Allemagne; il a triomphé définitivement à Prague, aussi bien qu'à Olmütz, vers la fin du XIII<sup>e</sup> s.). — Gustav BAUCH. Augustinus Olomucensis (compléments à la biographie de cet humaniste morave publiée par Wotke dans la *Zeitschrift*, II, 47). — Karl BERGER. La croyance à la sorcellerie et aux vampires dans la Moravie septentrionale. — Heft 3-4. Max EISLER. Histoire de Bruno de Schauenburg (cet évêque d'Olmütz est important surtout pour l'histoire d'Ottocar II, ainsi que pour l'histoire de l'empire allemand au XIII<sup>e</sup> siècle). — A. RZEHAŁ. Instruments d'agriculture du pré-moyen âge (trouvés dans la Moravie méridionale; comparaison avec des trouvailles semblables faites dans les pays voisins).

**54. — Századok (les Siècles).** Mai. — Gy. LÁNCZY. Le troisième Congrès international d'histoire (exposé très détaillé des travaux présentés). — J. ILLÉSSY. Les archives de la Transylvanie en 1770 (le gouvernement avait demandé, en 1769, à chaque comitat de lui rendre compte de l'état de ses archives. Reproduction des réponses des comitats). — G. ÉBLE. Nos griefs concernant l'armée en 1758 (les magnats hongrois s'efforçaient de donner un caractère national aux régiments qu'ils recrutaient et commandaient. La cour viennoise vit cela de mauvais œil dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, et, toutes les fois qu'une vacance se produisit dans les rangs des officiers, elle y nomma des Allemands et changea l'uniforme des régiments. L'auteur publie une réclamation du comte François Károlyi adressée à Marie-Thérèse à ce sujet. La réponse fut évasive). — Comptes-rendus : E. Meyer. Zur Theorie und Methodik der Geschichte. — K. Breysig. Aufgaben und Maassstäbe einer allgemeinen Geschichtsschreibung (éloge). — S. Borovszky. Le comitat de Gömör-Kishont (fait partie des monographies des comitats et des villes de Hongrie. Critiques de détail). — V. Jászí, O. Polner, G. Ferdinandy, B. Schiller. La Pragmatique Sanction et les statuts de

la maison impériale et royale (plusieurs conférences ont été faites à la Société de jurisprudence à l'occasion du mariage de François-Ferdinand avec la comtesse Chotek. Il s'agit de savoir si les enfants issus de ce mariage pourront régner en Hongrie. La loi de 1900, art. 24, a tranché la question dans le sens négatif. Les discussions de ces savants ont principalement porté sur les mots de la Pragmatique Sanction : *legitimos, romano-catholicos successores utriusque sexus Austriae archiduces*). — A. Pierantoni. Il colonnello Alessandro Monti e la legione italiana in Ungheria, 1849. — Gli Ungheresi nelle guerre nazionali italiane, 1848-1866 (détails très intéressants, d'après les mémoires inédits de Monti, qui a pris part à la révolution hongroise et fut décoré par Kossuth). — F. Hanuy. Histoire des mariages mixtes au point de vue du droit magyar (quelques erreurs, mais l'ensemble est bon). — Répertoire historique slave. = Juin. G. TELEKI. La mère de Michel Teleki (Michel Teleki, 1634-1690, a joué un rôle important en Transylvanie comme conseiller du prince Apafy. La Société historique éditera prochainement sa correspondance. L'article donne une analyse des quatre-vingt-une lettres que sa mère lui adressa de 1656 à 1678). — M. SUFFLAY. Le fragment de la Chronique de Jean de Gercse (ce fragment, édité par Kercselics dans son : *De regnis Dalmatiae-Croatiae-Slavoniae notitiae praeliminares*, n'est pas l'œuvre d'un faussaire. L'auteur est bien Jean, prieur de Gercse, qui a utilisé pour son travail une chronique de Pécs du XI<sup>e</sup> siècle. Cette chronique est peut-être identique aux *Antiqui libri de gestis Hungarorum* mentionnés dans les sources magyares. Outre cette chronique, Jean a encore utilisé les Annales de Stade et une chronique inconnue du sud de la Dalmatie). — L. ZOLTAI. Les abbayes de Hortobágy (complément de l'ouvrage de K. Végh, qui porte le même titre). — V. FRANKOI. Le roi Mathias Corvin constructeur de villes (ajoute quelques documents à l'étude de M. Csánki. Voy. *Századok*, avril). = Comptes-rendus : Mittheilungen des k. und k. Kriegsarchivs. Dritte Folge; t. I et II (documents importants. L'apologie de Haynau, surnommé « la hyène de Brescia », tentée par Bartsch, ne convaincra personne). — J. Csoma. Les armoiries des grandes familles hongroises (comble une lacune. Voy. *Rev. hist.*, juillet-août 1904). — O. Redlich. Rudolf von Habsburg (éloge). — L. TOMANOVIC. Ivan Crnojevic (ouvrage écrit en serbe, d'après des documents conservés aux archives de Venise). — E. Reid et Ch. Coe. Captain Mayne Reid (l'analyse insiste sur les rapports de Mayne Reid avec Kossuth). — L. DÉZSI. Les méthodes de l'histoire littéraire (éloge). — S. MILHOFFER. Le comte Étienne Széchenyi. — Le baron Joseph Eötvös (pour le grand public). — Répertoire historique slave. = Septembre. Fascicule entièrement consacré à François II Rákóczi et à son temps (l'empereur-roi, par un rescrit daté du 18 avril 1904, a permis que les cendres de Rákóczi et des autres chefs du soulèvement national de 1703 soient ramenées en Hongrie. Le retour aura lieu au printemps 1905. Les cendres de Rákóczi et de ses chefs seront inhumées à la

cathédrale de Cassovie (Kassa), celles de Tököly à Késmárk. Voy. *Revue bleue*, 15 octobre 1904). — L. SZÁDECZKY. Souvenirs des Kouroucz, soldats de l'indépendance, en Turquie (décrit, d'après un récent voyage, la maison d'Émeric Tököly et de sa femme, Hélène Zrinyi, à Izmid, en Asie Mineure; puis les souvenirs de Rákoczi et de ses fidèles, conservés à Rodosto; enfin, la maison et le tombeau de Beresényi, général en chef des troupes de Rákoczi). — J. SZENDREI. L'exposition des reliques de Rákoczi à Kassa (cette exposition a eu lieu en 1903 pour fêter le deuxième centenaire de la prise d'armes contre les Habsbourg. Description détaillée des objets exposés). — I. KISS. Contributions à l'histoire littéraire de l'époque de Rákoczi (fait connaître un manuscrit conservé à Rugonfalva et qui contient plusieurs chants des Kouroucz. M. Coloman Thaly, le savant historien de cette époque, a publié, en 1872, deux volumes sur la littérature des Kouroucz). — S. TAKÁRS. Les traitres d'Ersekujvár. — G. ÉBLE. Alexandre Károlyi après la capitulation de Majtény (c'est Károlyi qui a conclu, en 1711, avec Pálffy, la paix de Szatmár, qui a mis fin au soulèvement. Publie une lettre inédite de Károlyi). — G. ÉBLE. Un Dessewffy, labancz (de la grande famille des Dessewffy, dont Éble a écrit l'histoire, il n'y en eut qu'un seul, Sigismond, qui combattit avec les Impériaux. On appelait ceux-là des « labancz »). — Comptes-rendus : E. Domján. L'autobiographie de François II Rákoczi, traduite du latin (peu réussie). — E. Jurkovich. François II Rákoczi et la ville de Besztercebánya. — E. Richter. Le temps des Kouroucz, 1703-1711 (la première publication est supérieure à la seconde; toutes deux sont intéressantes et nous montrent le rôle joué par deux villes minières, Besztercz et Selmecz, pendant l'insurrection). — D. Gagyhy. Les récits poétiques de l'époque de Rákoczi (rien de nouveau). — L. Dézsi. La prière de Rákoczi (description bibliographique des trois exemplaires, hongrois, allemand et latin, conservés à l'église protestante de Lőcse). — B. Baranyai. Bibliographie de l'époque de Rákoczi; suite en octobre, novembre et décembre. — Octobre. L. THALLOCV. Les Romains en Bosnie; suite en novembre et décembre (chapitre détaché d'une histoire de la Bosnie et de l'Herzégovine. Travail approfondi, utilisant toutes les sources connues et qui promet d'être définitif). — I. SZENTPÉTERY. Le Conseil du gouvernement en 1401 (le roi Sigismond ayant été emprisonné par les grands seigneurs, le pouvoir royal fut exercé par un conseil composé de magnats et de prélats. Fait connaître les actes de ce Conseil qui a exercé son pouvoir du mois d'avril au mois d'octobre 1471). — Comptes-rendus : V. FRANKOI. Le comte François Széchenyi, 1754-1821 (éloge. Voy. *Rev. hist.*, juillet-août 1904). — J. KELE. Le rachat du Jász-Kunság (ce district fut vendu par Léopold I<sup>er</sup> à l'ordre Teutonique en 1702 et racheté par Marie-Thérèse en 1745). — C. EUBEL. Bullarium Franciscanum; t. V-VII (éloge). — W. EBSTEIN. Die Krankheiten im Feldzuge gegen Russland, 1812 (intéressant). — B. DAUN. Veit Stoss und seine Schule in Deutschland, Polen und Ungarn (les trois fils de

l'artiste ont émigré en Transylvanie). — *L. Villari*. The Republic of Ragusa (quelques erreurs relevées et rectifiées par le critique M. Louis Kropf). — *A. Freeman*. The historical geography of Europe; Atlas to the historical geography of Europe (critique des parties concernant la Hongrie). — *I. Kont*. Un poète hongrois : Michel Vörösmarty, 1800-1855 (leçons détachées d'un cours libre à la Sorbonne). — *P. Korody*. Annuaire de la Société historique et archéologique du comitat Alsófehér; t. XII (intéressant). = Novembre. *J. Váczy*. Les œuvres politiques du baron Joseph Eötvös (à propos de l'édition des œuvres complètes d'Eötvös, poète, romancier, publiciste et homme d'État. Élève de l'école du libéralisme classique, il a combattu, avant la Révolution de 1848, pour les idées égalitaires, pour une centralisation du pouvoir législatif et administratif, pour la création d'un ministère responsable; après la Révolution, il a préparé, avec Deák, le compromis austro-hongrois. L'article ne parle pas de son ouvrage politique le plus important : *l'Influence des idées dominantes du XIX<sup>e</sup> siècle sur l'État*, accueilli avec beaucoup de faveur en France et en Allemagne). — *V. Csapó*. Le général Pierre Györy (a combattu dans l'armée de Rákoczi). — *F. Baumgarten*. Notes critiques (contributions à l'histoire de l'époque arpadienne : 1<sup>o</sup> le passage du ms. lat. 11018 de la Bibliothèque nationale de Paris sur le lieu de sépulture de saint Ladislas, 1077-1095, confirme l'opinion de F. Mátyás d'après laquelle le roi fut, en effet, enterré d'abord à Somogyvár, le monastère bénédictin de Saint-Gilles, fondé par lui en 1091 et où l'on ne recevait que des novices français; 2<sup>o</sup> le passage du ms. lat. 6238 sur les revenus du roi Béla III, 1173-1196, beau-frère de Philippe-Auguste, ne fut pas écrit pour le mariage du roi magyar avec la sœur du roi de France; c'est plutôt une liste des biens du haut clergé magyar faite pour la curie romaine). — *J. Bleyer*. Le poème de Michel Beheim sur Vlad Drakul (polémique contre l'article de Schullerus, paru dans le *Korrespondenzblatt des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde*). = Comptes-rendus : *M. Matunák*. La forteresse de Véghles (faible). — *W. Ketrzynski*. Der Deutsche Orden und Konrad von Masovien, 1225-1235 (éloge. L'ordre Teutonique a commis en Pologne les mêmes méfaits qu'en Hongrie; seulement, les Hongrois l'ont chassé de leur territoire, trouvant qu'il était *tamquam ignis in sinu, mus in pera et serpens in gremio*). — *S. Giesswein*. L'histoire de la philosophie et la sociologie (bon). — *E. Reich*. Foundations of modern Europe (généralisations trop hardies, comparaisons encore plus hardies. Critiques de détail). — *J. Schmitt*. The Chronicle of Morea (bon). — *G. Kossa*. Bibliographie hongroise des vétérinaires, 1472-1904 (utile). = Décembre. *S. Márki*. Saint Paulin et les Avars (biographie détaillée du patriarche d'Aquilée, né entre 726 et 730, mort en 804). — *A. Pón*. Relations des Magyars avec les Ruthènes au XIV<sup>e</sup> siècle (l'historien de Louis le Grand cherche dans les annales des Polonais les faits qui ont amené le roi magyar à conquérir la Galicie). = Comptes-rendus : *Z. Ferenczi*. Le baron Joseph Eötvös, 1813-1871 (bon). — *G. Voino-*

vich. Le baron Joseph Eötvös (étude serrée, mais peu exacte; se perd dans des généralités; aucune originalité). — *S. Apponyi*. Hungarica; t. II (ouvrage bibliographique d'une haute valeur). — *E. Armstrong*. The Emperor Charles V (pour le grand public; ne connaît pas les historiens magyars; s'appuie sur Huber). — *E. Berner*. Jahresberichte der Geschichtswissenschaft; t. XXV (relève les articles concernant la Hongrie). — Répertoire historique slave.

**55. — Budapesti Szemle.** Mai. — *L. Rácz*. Immanuel Kant (à propos du centenaire de sa naissance). — *G. Kautz*. Akos Beöthy sur le comte Étienne Széchenyi (contre Beöthy, qui, dans son ouvrage sur la constitution hongroise, a accusé Széchenyi d'utilitarisme. *Comp. Rev. hist.*, juillet-août 1903). = *Comptes-rendus* : *E. Veress*. La reine Isabelle, 1519-1559 (fait partie des monographies historiques. Éloge). — *O. Jászai*. La philosophie du matérialisme en histoire (clair et précis). — *G. Hanotaux*. L'énergie française (livre animé du plus pur esprit français). = Juin. *P. Gyulai*. En mémoire de François Deák (discours prononcé à la séance solennelle de l'Académie, à l'occasion du centenaire de la naissance de Deák. Esquisse de sa vie). — *L. Joob*. Les principes de la sociologie (d'après le livre de G. Palante : *Précis de sociologie*). — *B. Radvánszky*. Les poésies de Jean Rimay (les œuvres de ce poète du XVII<sup>e</sup> siècle, découvertes par Radvánszky, seront prochainement éditées par l'Académie). — *F. Gyulai*. L'avenir des bibliothèques hongroises (plaidoyer en faveur des bibliothèques populaires. L'auteur fait à l'Université de Kolozsvár le seul cours de bibliographie et de service des bibliothèques qui existe en Hongrie). = *Comptes-rendus* : *G. Gobineau*. La Renaissance (la Société Kisfaludy a fait traduire ces deux volumes par Étienne Székely). — *K. Fischer*. Francis Bacon und seine Schule (éloge). — *A. Riehl*. Zur Einführung in die Philosophie der Gegenwart (beaucoup de goût et de savoir). = Juillet. *L. Kropf*. L'Angleterre et la Révolution hongroise; fin en août (étude très détaillée d'après les *British and Foreign State Papers*, les *Parliamentary Debates*, les biographies de Palmerston et de Russell, les journaux anglais de l'époque. Rôle joué par l'ambassadeur anglais Ponsonby à Vienne. L'auteur cite les principaux discours prononcés à la Chambre anglaise en faveur des Hongrois). — *B. Radvánszky*. L'amitié de Balassa et de Rimay (Rimay peut être considéré comme le continuateur du premier poète lyrique hongrois Balassa). — *J. Ajtay*. Les nationalités en Hongrie au XVIII<sup>e</sup> siècle (après l'expulsion des Turcs, 1720, la Hongrie ne comptait que 2 millions et demi d'habitants, dont 46 % Magyars, 43 % Allemands, 17.8 % Slovaques, 4.2 % Serbes et 19 % Valaques; soixante ans plus tard, grâce aux nombreuses colonisations dans les contrées dévastées par les Turcs, on comptait 9 millions d'habitants, dont 29 % Magyars. Aujourd'hui, sur 17 millions d'habitants, 51.4 % sont des Hongrois). — *I. Hegedűs*. Les poésies latines de Pétrarque (étude accompagnée de la traduction

en vers hongrois de quelques élogues). — B. ALEXANDER. *Kantiana*. = Compte-rendu : M. Pollák. Jean Arany et la Bible (fait avec soin). = Août. M. KÁRMÁN. L'école confessionnelle et le contrôle de l'État dans l'enseignement primaire; suite en septembre et octobre (le nouveau projet de loi sur l'enseignement primaire, élaboré par le ministère hongrois, confère à l'État un certain contrôle sur les écoles confessionnelles. Ce projet amène l'auteur à examiner la situation de l'enseignement primaire dans tous les États de l'Europe. Étude très documentée, très au courant de l'organisation des écoles primaires dans tous les pays). — Jules HARASZTI. Portraits de la littérature française du xvii<sup>e</sup> s. (Bossuet, Pascal, Retz, M<sup>me</sup> de Sévigné). = Comptes-rendus : Jules Mandello. Contributions à l'histoire des salaires au moyen âge (d'après les documents des archives de Pozsony. Beaucoup de soin). — L. Láng. La politique douanière au dernier siècle (éloge). = Septembre. J. VARGA. Le système des deux enfants (les doctrines de Malthus commencent à se faire sentir en Hongrie; l'émigration en Amérique et la baisse dans la natalité menacent sérieusement certaines contrées. Il y a déjà mille communes où la population reste stationnaire ou diminue). = Comptes-rendus : L. Szádeczky. Les œuvres et la correspondance du baron Pierre Apor, 1676-1752 (éloge. Voy. *Rev. hist.*, juillet-août 1904). — Z. Beöthy. Jókai par lui-même (pages détachées des œuvres du grand romancier, où il rappelle ses souvenirs; l'introduction est par trop élogieuse). — I. Kiss. Le procès de Georges Radvászky, 1724-1725 (documents curieux sur le mariage d'un protestant avec une catholique). = Octobre. G. Kovács. Le développement historique de la propriété foncière en Russie; suite en novembre (étude détaillée d'après les travaux russes, allemands, français et anglais sur le système des « mirs » ou communauté rurale). = Compte-rendu : Charles Lyka. Sur l'art (analyse détaillée). = Novembre. Z. FERENCZI. François Deák, député à la Diète de 1833-1836 (chapitre détaché de la biographie de Deák, en trois volumes, qui vient de paraître. La carrière politique de Deák commença à cette Diète, où, d'emblée, il devint le chef de l'opposition libérale). — P. WOLFNER. Louis Napoléon, président de la République (explique les causes de la fortune de Napoléon. Étude intéressante. P. 209, Louis Blanc est confondu avec Blanqui). — M. Henz. L'art arabe en Égypte, 1250-1517. — L. KROFF. Sir John Bowring (a fait connaître, un des premiers, la poésie magyare en Angleterre). = Comptes-rendus : A. Schwegler. Histoire de la philosophie; trad. par Mitrovics. — L. Serédi. Histoire de la philosophie (rendra des services). — Nietzsche. *Gesammelte Briefe*; t. I et II (analyse). — Lescadio Hearn. Le Japon inconnu (éloge). — Francis Joseph of Austria (par l'auteur de *The martyrdom of an Empress*. Des anecdotes à contrôler). = Décembre. A.-P. VAY. La Chine et le Japon au commencement du xx<sup>e</sup> siècle. — Jules VIZOTA. La politique d'Étienne Széchenyi de 1842 à 1845 (après sa polémique retentissante



avec Kossuth, en 1841, et son discours sur les droits des nationalités, prononcé, l'année suivante, à l'Académie, le vide commença à se faire autour du grand réformateur. Széchenyi rechercha l'amitié de Deák; mais celui-ci se déroba. Vizsota publie plusieurs lettres inédites des deux hommes d'État qui le prouvent. Dans son *Journal*, Széchenyi nomme Deák « rustre ». Voyant que l'opposition magyare se détournait de plus en plus de lui, Széchenyi chercha un appui à Vienne, auprès de Metternich, et s'adonna exclusivement aux réformes économiques. En 1845, il fut nommé président de la Commission des voies et des communications et commença, en cette qualité, la régularisation de la Tisza). — Les mémoires d'Arminius Vámbéry (ils viennent de paraître, en anglais, sous le titre : *The Story of my Struggles*. 2 vol. Une édition hongroise est en préparation). = Comptes-rendus : Histoire universelle des littératures; sous la direction de G. Heinrich; t. I : les Peuples de l'Orient et les Grecs (le critique ne parle que des chapitres sur la littérature grecque qui ne sont pas exempts de bévues). — W. Duncan. Life of Joseph Cowen (Cowen, 1829-1899, était directeur du *Newcastle Chronicle* et grand ami des Hongrois).

---

56. — *The Athenæum*. 1905, 4 févr. — G. M. Trevelyan. England under the Stuarts (excellent; du nouveau, moins encore dans les faits que dans la manière de présenter les événements et les personnes). — E. S. Shuckburgh. Emmanuel College (bonne histoire d'un collège fondé à Cambridge, sous le règne d'Élisabeth, en vue de former des « prêcheurs de la parole divine »; l'esprit en était puritain). — G. W. Browne. Japan; the place and the people (intéressant, très bien illustré). — R. Fr. Harper. The code of Hammurabi (texte, reproduit en 99 planches, traduction, glossaire et index. Important). — C. H. W. Johns. Babylonian and Assyrian laws, contracts and letters (montre que le code de Hammurabi n'est qu'une compilation de lois antérieures). — Publications sur Dante. — The Philippine Islands, 1493-1898 (quelques détails sur la nature des documents qui paraissent dans ce recueil monumental). = 11 févr. Sir Robert K. Douglas. Europe and the Far East (bon tableau du développement de la Chine et du Japon contemporains; mais quelle sera la politique ultérieure du Japon? L'auteur ne nous en laisse rien entrevoir). — Chr. Wordsworth. An ancient kalendar of the University of Oxford (publie le texte d'un bref « Compotus manualis », qui fut imprimé à Oxford, en 1520, à l'usage des étudiants ès arts, et celui des principaux mss. de l'ancien calendrier de l'Université qui sont mentionnés dans les anciens livres des « proctors »). — Adventures of King James II (livre incomplètement informé et ennuyeux). — Alexander Knox. Glossary of geographical and topographical terms and of words of frequent occurrence in the composition of such terms and of place-names (utile). = 18 févr.

*C. Headlam*. Oxford and its story (très bon exposé, bien illustré). — *Sir Alfred Lyall*. The life of the Marquis of Dufferin and Ava (intéressant). — *Doubleday et Page*. A history of the county of Warwick; vol. I (remarquable). — *G. Goudie*. The celtic and scandinavian antiquities of Shetland (excellent). = 25 févr. *Fr. Penny*. The church in Madras (intéressant). — La Bretagne romaine en 1904 (compte-rendu, par *HAVERFIELD*, des antiquités romaines découvertes en Bretagne durant l'année passée). = 25 mars. *General MacLeod Innes*. The life and times of general Sir James Browne (sir James est mort en Belouchistan en 1897; il avait fait la plus grande partie de sa carrière dans les Indes; sa biographie importe à l'histoire de l'établissement des Anglais dans ce pays). — *S. Dill*. Roman society from Nero to Marcus Aurelius (très important; c'est de beaucoup le meilleur ouvrage qui ait paru en anglais sur ce sujet). = 1<sup>er</sup> avril. *W. H. Frere*. A history of the english church in the reigns of Elizabeth and James I (ouvrage étudié directement aux sources originales, et qui sera utile, mais singulièrement sec et privé de charme).

---

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — M. le baron Adolphe d'AVRIL est mort le 27 octobre dernier à l'âge de quatre-vingt-deux ans. On lui doit sur l'Orient musulman et sur les peuples balkaniques d'intéressants ouvrages de vulgarisation.

— M. Victor PIERRE, mort le 16 novembre, à l'âge de soixante-dix ans, s'était appliqué à l'histoire de la Révolution française, pour laquelle il professait de vifs sentiments d'hostilité au point de vue politique et surtout religieux; ses recherches, d'ailleurs approfondies et originales, se portèrent de préférence vers le Directoire. Il a été un des fondateurs et un des membres les plus actifs de la Société d'histoire contemporaine.

— M. Adrien ARCELIN, mort le 22 décembre dernier, à l'âge de soixante-six ans, avait été archiviste de la Haute-Marne; il publia les *Bulles pontificales* conservées dans son dépôt (1866) et des documents inédits sur *Morimond et les milices chevaleresques d'Espagne et de Portugal* (1866). Rentré dans son pays d'origine, le Mâconnais, il s'adonna désormais à l'histoire de sa province, surtout à l'époque préhistorique; en particulier, il écrivit plusieurs mémoires sur les objets trouvés à Solutré. Le *Polybiblion* (1905, p. 175-176) en a esquissé la bibliographie.

— M. Léopold DELISLE, mis brusquement à la retraite après cinquante-deux ans de services, a été remplacé comme administrateur de la Bibliothèque nationale par M. Henri MARGEL, ancien directeur des Beaux-Arts au ministère de l'Instruction publique; il emporte avec lui les regrets du monde savant. A son successeur incombe une lourde tâche; après un long règne, qui n'a pas manqué d'éclat, il y aura sans doute plus d'une réforme à réaliser dans cette grande maison.

— Le 4<sup>e</sup> fascicule du *Répertoire* de l'abbé Ulysse CHEVALIER, *Bibliographie*, vient de paraître (A. Picard). Il termine la lettre I et le tome I<sup>er</sup>.

— La seconde partie de l'*Essai d'armorial des artistes français* (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle), de M. L. DE GRANDMAISON, est consacrée aux sculpteurs, graveurs, dessinateurs, musiciens (Champion, 1905. In-8°, 198 p. Index des deux parties). A signaler les notices sur Mathieu Le Nain, Mignard, Edelinck, Coypel, les Roëttiers, Rigaud, de Troy, les Silvestre, les Van Loo, Natoire, Rameau, Pigalle, etc. A l'appendice, pièces intéressantes pour l'histoire de l'industrie, anoblissements de

directeurs de manufactures royales, des Gobelins, de Saint-Étienne (détails précis sur le fonctionnement de la fabrique d'armes, la création d'usines, la recherche des commandes à l'étranger, les mesures prises dans l'intérêt des ouvriers), d'Aubenas (filatures), de Saint-Gobain, de Sèvres (Antoine Régnier, 1784).

— M. I. LAMEIRE, dont nous avons signalé le remarquable travail sur *les Occupations militaires en Italie sous Louis XIV*, va sans doute se tourner vers l'Espagne, car il nous donne une brève et substantielle étude sur les « *Acorts de Vich* » relatifs à un type spécial de déplacement de souveraineté (extr. des *Studi in om. di Vit. Scialoja*, Prato, Giachetti, 1904, 11 p.). Il s'agit d'un cas très curieux, d'une petite ville catalane qui a été occupée par les troupes françaises et soumise à la souveraineté française postérieurement au traité de Ryswick (treize jours exactement après l'échange des signatures). Mais la nouvelle de la conclusion de la paix était-elle déjà parvenue à Vich? Quoi qu'il en soit, l'occupation se prolongea jusqu'au 20 novembre, et les stipulations de Ryswick ne furent que très imparfaitement respectées. Il faut donc « blâmer... ceux qui ne voudraient étudier le droit international ancien que dans les ouvrages des auteurs de droit des gens et dans le texte des traités ».

H. HR.

— L'intéressante brochure de M. Ph. POUZET, *les Anciennes confréries de Villefranche-sur-Saône* (Lyon, *Revue d'hist. de Lyon*, 1904, 99 p.), a été faite au moyen des archives de cette ville. L'auteur y établit que les confréries ne sont guère, à Villefranche, antérieures au xvi<sup>e</sup> siècle; la plupart datent du xvii<sup>e</sup>. Quoiqu'elles ne soient pas strictement la double religieuse et charitable des communautés de métiers, elles finissent par réunir presque exclusivement, sinon des gens du même métier, du moins des artisans appartenant à des métiers connexes. A Villefranche, « ville libre », comme Lyon, les divers droits perçus sur le travail vont à la « boîte » de la confrérie, tandis que, dans les villes jurées, une partie va au roi et à la jurande. C'est dans cette distinction, dans l'absence de chef-d'œuvre, dans des facilités plus grandes d'accès à la maîtrise, et non dans l'absence de toute organisation en communauté ou de toute réglementation du travail, que réside la différence entre ce que l'ancien régime appelle « travail libre » et le travail en jurandes. L'édit de 1776 supprime les confréries comme les communautés. A Villefranche, malgré l'édit de 1777, elles ne réussirent guère à se rétablir avant la Révolution. M. Ph. Pouzet étudie ensuite les confréries de pure dévotion.

H. HR.

— Nous ne pouvons qu'annoncer aujourd'hui le tome I de *Bismarck et son temps*, par Paul MATTER (Alcan, 1905, III-527 p. Prix : 10 fr. Bibliothèque d'histoire contemporaine). Ce premier volume est consacré à « la préparation, 1815-1862 », et contient les chapitres suivants : origines des Bismarck; heures d'enfance et d'études; Bismarck fon-

tionnaire et cultivateur (1835-1847); à la diète unie de 1847; la Révolution de 1848; la réaction de 1849-1850; le parlement d'Erfurt; d'Erfurt à Olmutz; nomination et débuts de Bismarck à Francfort (1851-1856); la guerre de Crimée; les dernières années de Francfort (1856-1859); Bismarck à Pétersbourg (1859-1862); ministre à Paris (1862). Très au courant de l'immense « littérature » publiée sur ce sujet, M. Matter nous en donne la substance dans un récit clair et vivant, toujours attachant.

— La librairie A. Colin a commencé de publier en livraisons une *Histoire de l'art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours*. L'ouvrage formera huit volumes; comme l'*Histoire générale* de Lavisse et Rambaud, il est l'œuvre de nombreux collaborateurs, sous la direction de M. André MICHEL, et, comme dans l'*Histoire générale*, la bibliographie est renvoyée à la fin des chapitres. Le tome I va des débuts de l'art chrétien à la fin de la période romane; les trois livraisons déjà parues contiennent : les Commencements de l'art chrétien en Occident, par André PÉRATÉ, et l'Architecture chrétienne en Occident avant l'époque romane, par Camille ENLART. De nombreuses gravures, d'après des photographies, et quelques dessins de monuments reconstitués ajoutent au texte leur indispensable commentaire.

— Le *Livre d'or de Sainte-Beuve*, publié à l'occasion du centenaire de sa naissance, 1804-1904 (Paris, aux bureaux du *Journal des Débats*, et chez Fontemoing, 1904. In-4°, xxi-462 p.), contient plusieurs articles intéressant l'histoire et en particulier l'histoire de l'enseignement en France au XIX<sup>e</sup> siècle : Sainte-Beuve et la Bibliothèque nationale, lettres à Jules Ravenel, 1845-1865, par Léon DOREZ; Sainte-Beuve à Lausanne, par Firmin ROZ, et à Liège, par Ch. DE THIER; Sainte-Beuve professeur au Collège de France, par Abel LEFRANC, et à l'Ecole normale, par Emmanuel DES ESSARTS; lettres de Sainte-Beuve à Prosper Enfantin, par E. SAKALLARIDÈS, et à Villemain, par Félix CAMBON; les logis parisiens de Sainte-Beuve, par F. BOURNON; les portraits et la bibliothèque de Sainte-Beuve, par Maurice TOURNEUX; bibliographie méthodique et descriptive des œuvres de Sainte-Beuve ou le concernant (on y trouvera même quelques documents inédits), etc. L'établissement de ce beau volume, qui est illustré avec goût, fait grand honneur au secrétaire du Comité chargé, au nom du *Journal des Débats*, d'organiser le centenaire, à M. Fernand BOURNON. Il a été à la peine, il est juste qu'il soit aussi à l'honneur.

— Nous avons reçu, tiré à part, l'article sur la Bourgogne, de M. KLEINCLAUSZ, qui a paru dans la *Revue de synthèse historique* sous la rubrique « les Régions de la France » (L. Cerf, 81 p. Prix : 3 fr.). — Ont déjà paru dans la même série, la *Gascogne*, par L. BARRAUD-HINGO (prix : 3 fr.) et le *Lyonnais*, par S. CHARLÉTY (prix : 2 fr.).

— La Société d'émulation de Cambrai a mis au concours pour 1905 les trois sujets suivants : 1° Histoire d'une institution civile ou judiciaire à Cambrai, dans le Cambrésis ou l'ancien Cambrésis. 2° Biographie d'un personnage célèbre, né dans le Cambrésis et mort avant 1830. 3° Une étude archéologique, historique et topographique sur une ville, un village, une abbaye, un couvent, un monument militaire ou civil quelconque de l'arrondissement ou de l'ancien Cambrésis (Solesmes, Beauvois, Villers-Outréau, Walincourt, Elincourt, Iwuy, Escaudœuvres, la citadelle de Cambrai, Forest et les prébendes canoniales de l'ancien chapitre métropolitain exceptés). Les manuscrits devront être parvenus au secrétaire de la Société avant le 1<sup>er</sup> septembre.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — Inventaire des archives modernes de la ville de Saint-Quentin, 1789-1898, par *Victor Dessein*. Saint-Quentin, impr. Poette, in-4° à 2 col., 266 p. — *J. Fayard*. Les cahiers des paysans beaulonais aux États généraux de 1789. Lyon, Rey, 67 p. Prix : 3 fr. — *Comte Bertrand de Broussillon*. Documents inédits pour servir à l'histoire du Maine au XIV<sup>e</sup> s. (Archives historiques du Maine, tome V). Le Mans, Société des Archives historiques du Maine, in-8°, xi-581 p. — Pouillé du diocèse de Verdun, commencé par l'abbé *Robinet*, continué par l'abbé *Gillant*. Tome II. Verdun, Laurent, viii-800 p. — *O. Bled*. Regestes des évêques de Thérouanne, 500-1553. Tome I. Champion. — *Comte Aug. de Loigne*. Le cartulaire du chapitre d'Arras, publié et analysé avec extraits textuels. Arras, impr. Rohard-Courtin, vi-137 p. — *J.-B. Giraud*. Documents pour servir à l'histoire de l'armement du moyen âge et à la Renaissance. Tome II. Lyon, impr. Rey, 477 p. Prix : 40 fr.

HISTOIRE LOCALE. — *E. Brémont*. Marseille au XIII<sup>e</sup> siècle. République de Marseille, 1211-1257; son origine, son organisation, sa fin. Marseille, Aubertin et Rolle, 79 p. — *G. Husson*. Histoire de Romainville. Plon et Nourrit, 1905, vii-356 p. Prix : 8 fr. — *Ch. Bellet*. Histoire de la ville de Tain, en Dauphiné. Tome I. Picard et fils, xii-511 p. — *J. de Kersauzon*. Notes historiques sur la commune et paroisse d'Avessac. Vannes, Lafolye; Paris, Champion, 61 p. (Revue de Bretagne). — *Abbé R. Roussel*. Histoire de l'abbaye des Célestins de Ville-neuve-lès-Soissons. Soissons, Nougarede, iv-270 p. — *Jean Reybaud*. Histoire des grands prieurs et du prieuré de Saint-Gilles. Tome I. Nîmes, imp. Chastanier, 446 p.

**Belgique.** — M. L. LECLÈRE, professeur d'histoire du moyen âge à l'Université de Bruxelles, nous adresse la lettre suivante : « Monsieur le Directeur. Le fascicule de janvier de la *Revue historique* contient (p. 215) un résumé d'une étude que j'ai consacrée au couronnement de l'an 800, dans les *Mélanges Paul Fredericq*. La première partie de ce résumé, relative à l'attitude de Charlemagne, est très exacte. Il n'en est pas de même de la seconde. Je ne pense pas, comme on me le fait dire, que, « si le pape donna un si grand éclat à la cérémonie et s'il « n'en prévint pas Charlemagne, c'était pour manifester aux yeux la « suprématie de l'Église sur la société laïque ». Je pense au contraire, — et j'ai écrit, — que le pape n'a vraisemblablement pas songé à affirmer, en couronnant Charles, la suprématie pontificale sur le pouvoir



impérial; mais qu'il a voulu procéder, sans un trop grand éclat, sans un cérémonial trop caractéristique, au couronnement, pour que celui-ci ne manifestât pas trop évidemment la suprématie de l'empereur sur le pape; et que c'est dans ce but qu'il a, sans prévenir Charles, improvisé en quelque sorte cet acte solennel. »

— M. P. DE PELSMAEKER a publié dans la « Revue du droit international et de législation comparée » un article, dont il nous a envoyé un tirage à part, sur *Des formes d'association à Ypres au XIII<sup>e</sup> siècle* (15 p.); il y publie le texte de trois contrats pour associations de commerce et de trois contrats pour associations d'artisans (1273-1288), avec un utile commentaire et une abondante bibliographie.

**Allemagne.** — Nous venons d'avoir la douleur de perdre notre collaborateur, M. Hermann HUEFFER, mort à Bonn, le 15 mars, à l'âge de soixante-quatorze ans. Né à Münster, le 24 mars 1830, M. Hueffer se voua tout d'abord à l'étude et à l'enseignement de l'histoire du droit, qu'il a enseignée à Bonn depuis 1855 jusqu'à sa mort. Ses deux premiers ouvrages sont relatifs à l'*Histoire du droit ecclésiastique et du droit romain au moyen âge* (1862) et à l'*Histoire du droit ecclésiastique français et rhénan* (1863). Mais, à partir de 1868, il se consacra presque entièrement à l'histoire diplomatique et militaire de l'époque révolutionnaire. Ses ouvrages ont, par l'étude approfondie des documents originaux et par la haute impartialité de ses jugements, renouvelé à bien des égards l'histoire des années 1792 à 1802. Les principaux de ces ouvrages sont : *Oesterreich und Preussen bis zum Abschluss des Friedens von Campo-Formio* (1868); *Die Politik der deutschen Mächte im Revolutionskrieg* (1869); *Der Rastatter Kongress und die zweite Koalition* (2 vol., 1878-79); *Der Rastatter Gesandtenmord* (1896); *Quellen zur Gesch. des Zeitalters der französischen Revolution* (1900; deux vol. sur la campagne de Marengo ont déjà paru); *Der Krieg des Jahres 1795 und die zweite Koalition* (2 vol., 1904). Récemment enfin on a pu lire de lui, dans la *Revue historique* (t. LXXXIII et LXXXIV), un article sur la fin de la République napolitaine, où il se flattait d'avoir déterminé d'une façon décisive les causes qui amenèrent la capitulation, et surtout les responsabilités de ceux qui en violèrent les conditions.

— Le 14 février est mort à Berlin le Dr Bruno GEBHARDT, auquel on doit un bon Manuel de l'histoire d'Allemagne; il avait seulement quarante-sept ans.

— Le Dr Benediktus NIESE, professeur d'histoire ancienne à Marbourg, a fêté le vingt-cinquième anniversaire de sa nomination comme professeur ordinaire.

— L'égyptologue Georg STEINDORFF, professeur à Leipzig, va se rendre en Égypte pour y reprendre ses fouilles dans le grand cimetière du Caire.

— Le Dr A. WAHL a été nommé professeur extraordinaire d'histoire à Fribourg-en-Bade; le Dr K. KOETZSCHKE à Leipzig; le Dr A. BOECKENHOFF professeur extraordinaire d'histoire ecclésiastique à Strasbourg.

— Nous avons reçu la dernière livraison (septième du tome II) des *Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz, 517-1496*, publiés par la Commission d'histoire de Bade (Innsbruck, Wagner, 1905). Elle comprend quelques additions, une liste de corrections, la table générale des noms de personne et de lieu, enfin une table des matières. M. Karl RIEDER peut se féliciter d'avoir terminé à bien ce long et méritoire travail.

— Le « Bibliographisches Institut » (Leipzig et Vienne) commence la troisième édition remaniée du *Hand-Atlas* de Meyer; il contiendra 115 feuilles et cinq sections pour le texte explicatif. Il en paraît simultanément deux éditions; la seconde (40 livraisons à 30 Pf.) se distingue par une table complète des noms de lieu que la première (28 livraisons à 30 Pf.) ne possède pas. Les cartes de cet atlas sont détachées du *Grosses Konversationslexicon*, dont la publication se poursuit régulièrement. Du *Grosses Konversationslexicon*, nous avons reçu les tomes VII à IX, ce dernier volume consacré aux lettres H et I, de *Hautgewebe* à *Ionicus*. Si l'on veut constater la conscience avec laquelle a été revue cette nouvelle édition, on pourra prendre la bibliographie du mot *Historische Geographie* et, au mot *Herrero*, le récit du soulèvement de l'année 1904.

— La librairie Böhmert, à Dresde, se propose de publier une revue bibliographique et critique des travaux relatifs à la sociologie : *Kritische Blätter für die gesamte Sozialwissenschaften*; le directeur, M. Hermann BECK, de Berlin, s'est associé MM. H. DORN, de Munich, et O. SPANN, de Berlin. La revue paraîtra par fascicules mensuels au prix de 24 m. par an. La bibliographie, paginée à part, formera chaque année un *Bibliographisches Jahrbuch*, avec une table détaillée.

**Bohême.** — Nous avons reçu la première livraison du *Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae*, publié aux frais du gouvernement (t. I, fasc. 1. Prague, Wiesner, 1904, 160 p. in-4°). Elle commence par la « Constitutio de negotiatoribus qui ad partes Slavorum et Avarorum pergunt » de l'an 805 et s'arrête au n° 156, qui est une charte de Henri II, évêque d'Olmutz, datée de 1143 à 1148. Les textes sont publiés en très beaux caractères et avec tout l'appareil critique obligatoire.

**Grande-Bretagne.** — Le tome III de la *Cambridge modern history*, intitulé *The wars of religion*, contient les chapitres suivants : ch. I, les guerres de religion en France, par A. J. BUTLER; ch. II, l'humanisme français et Montaigne, par A. TILLEY; ch. III, la réaction catholique en Pologne; les élections de Henri de Valois et de Bathory, par R. NISBET BAIN; ch. IV, la puissance ottomane à son apogée, par Moritz BAOSCH; ch. V, l'Empire sous Ferdinand I<sup>er</sup> et Ferdinand II, par A. W. WARD;

ch. vi et vii, l'insurrection des Pays-Bas et Guillaume le Taciturne, par G. EDMUNDSON; ch. viii, Marie Stuart, par feu Th. Gr. LAW; ch. ix, la marine sous Élisabeth et la guerre avec l'Espagne, par J. K. LAUGHTON; ch. x et xi, les dernières années d'Élisabeth; la littérature anglaise sous son règne, par Sidney LEE; ch. xii, Toscane et Savoie, par E. ARMSTRONG; ch. xiii, Rome sous Sixte-Quint, par le comte Ugo BALZANI; ch. xiv, la fin de la Renaissance italienne, par A. J. BUTLER; ch. xv et xvi, l'Espagne sous Philippe II et Philippe III, par Martin HUME; ch. xvii, la Grande-Bretagne sous Jacques I<sup>er</sup>, par feu S. R. GARDINER; ch. xviii, l'Irlande jusqu'à la colonisation de l'Ulster, par R. DUNLOP; ch. xix, la République néerlandaise, par G. EDMUNDSON; ch. xx, Henri IV, par Stanley LEATHES; ch. xxi, l'Empire sous Rodolphe II, par A. W. WARD; ch. xxii, les théories politiques au xvi<sup>e</sup> siècle, par J. Neville Figgis (Cambridge, at the University press, 1904, in-8°, xxvii-914 p.).

— Sir William Monson a été un amiral médiocre; mais il servit à l'âge héroïque des Drake, des Hawkyns, des Frobiser, des Essex. Né vers 1567 ou 1568, il leur survécut pendant longtemps (il mourut en février 1643). Sur le tard, il se mit à raconter leurs exploits; il est le premier en date des amiraux anglais qui nous aient laissé non seulement le récit des événements auxquels ils ont pris part, mais aussi un jugement critique sur les marins de leur temps. Le livre I de ses *Naval tracts* fut écrit en 1624; Monson en ajouta cinq autres vers la fin de sa vie. L'ensemble de ses travaux est connu depuis longtemps; mais on ne les trouve que dans des éditions devenues rares (la meilleure est celle qui parut chez Churchill en 1704 et à laquelle on a dit souvent, mais sans cause, que collabora John Locke) et qui ne sont pas toujours conformes aux manuscrits. La *Navy Records Society* a confié à M. OPPENHEIM le soin d'en donner une édition vraiment critique. Deux volumes, attribués à l'exercice de 1902, contiennent le texte du premier livre, qui est une sorte d'histoire de la marine militaire de l'Angleterre de 1585 à 1603; le savant éditeur y a ajouté une biographie de sir William, une érudite introduction au premier livre et des notes abondantes (*The naval tracts of sir William Monson in six books*). C'est un document capital pour l'histoire de la marine anglaise au temps d'Élisabeth.

— J. S. NICHOLSON, *The history of the English Corn laws*. Londres Swan Sonnenschein, 1904, in-8°, viii-188 p. — Les leçons professées à Cambridge par M. Nicholson et réunies en ce volume ont pour objet principal de montrer que les lois céréales anglaises ne sauraient être étudiées avec fruit que si on les rattache à tout l'ensemble de la politique économique, dont elles sont une partie. Vouloir les isoler de l'organisation mercantiliste, c'est se condamner à ne pas les comprendre. D'autre part, le retentissement historique du grand « rappel » de 1846 nous a habitués à considérer dans les lois céréales surtout les mesures prises pour prohiber ou restreindre l'importation des grains étrangers.

En réalité, c'est toute la législation sur les grains (très semblable en Angleterre à ce qu'elle était chez nous, inspirée des mêmes préoccupations sociales) qu'il faut examiner d'un seul regard.

M. N., au lieu d'un exposé chronologique, a préféré nous donner trois études parallèles. Il recherche les résultats obtenus par cette législation céréale en ce qui concerne : 1° le consommateur; 2° le producteur; 3° l'intérêt public. Ce plan l'oblige, assurément, à des répétitions, mais il a l'avantage de mettre fortement en lumière les caractères de cette législation, non seulement protectionniste, mais protectrice.

Les conclusions de cette enquête sont nettement défavorables à la politique céréale de l'ancien régime anglais. Elle n'a pas arrêté le dépeuplement des campagnes. Elle n'a pas relevé les salaires ruraux, du moins les salaires réels. Elle n'a pas encouragé le petit cultivateur. Même pour les *landlords*, il est douteux qu'ils aient gagné quelque chose à une hausse des revenus qui n'a commencé d'être sérieuse que le jour où les effets des lois céréales, devenus intolérables pour la masse du peuple, en amenèrent la suppression. Les *corn laws* n'ont pas empêché l'Angleterre d'importer du blé, bon gré mal gré, dans les mauvaises années; elles ont seulement « accru les difficultés de l'importation quand celle-ci était vraiment nécessaire ». List lui-même, l'apôtre de la *Nationalökonomie*, estimait que l'Angleterre aurait dû « rappeler » les lois céréales dès 1815. Elles ont été, en somme, « ou inutiles ou nuisibles ».

De nouvelles lois céréales n'auraient pas, écrit M. N., de plus heureux résultats. D'ailleurs, « les vieilles *corn laws* faisaient partie d'un système et furent détruites avec ce système... Une nouvelle *corn law*, ou une *corn law* ressuscitée, ne peut être qu'une partie d'un système général de protection ou de préférence ».

Henri HAUSER.

— Nous avons reçu une nouvelle édition, révisée avec soin, de *The holy roman Empire*, l'ouvrage aujourd'hui classique de James Bryce (Macmillan, 1904, in-8°, lix-571 p. Prix : 7 sh. 6 d.).

— M. Robert STEELE a publié chez Alex. Moring un premier fascicule d'Œuvres inédites de Roger Bacon : *Metaphysica fratris Rogeri, ord. fr. Min., De viciis contractis in studio theologiae* (viii-56 p.). C'est un fragment tiré d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale de Paris (lat. 7440). Si la présente publication, dit M. Steele, paye l'impression et le papier, il donnera ensuite les *Communia naturalium* et les fragments connus des *Communia mathematica*.

— Un ouvrage de très grand luxe, *Concerning the true portraiture of Mary, queen of Scots*, par M. J.-J. FOSTER, a paru chez Sampson Low (45 exemplaires de l'« édition royale » à 25 guinées; 175 exemplaires de l'« édition de luxe » à 10 guinées).

— *The reformed breviary of cardinal Tommasi*, edited... by J. Wick-

ham Legg (Londres, Society for promoting christian knowledge, 1904. In-4°, 62 p. Prix : 3 sh.). — Giuseppe-Maria Tommasi, né en 1649 en Sicile, créé cardinal par Clément XI en 1712, mort en 1713, passe pour le plus remarquable des ritualistes qu'aient possédés l'Eglise romaine depuis le moyen âge. Ses travaux sur la liturgie ont été publiés en 1747 par Vezzosi. Dans le nombre, se trouve le texte du Bréviaire romain que Tommasi s'efforça de ramener à sa simplicité primitive, en élaguant résolument les additions qui s'y étaient peu à peu introduites depuis le temps de saint Grégoire le Grand. Tommasi alla beaucoup plus loin dans la voie de l'épuration que l'avait fait au siècle précédent le cardinal Quignon, auteur lui aussi d'un Bréviaire réformé qui servit de modèle au *Prayer Book* anglais. C'est ce texte dont M. Legg a donné une édition critique, travail remarquable auquel devra se référer toute personne qui étudiera désormais l'origine et le développement du Bréviaire romain.

— L'honorable F. W. FORTESCUE a donné une sorte de supplément à sa remarquable Histoire de l'armée anglaise en publiant le texte de quatre conférences professées au collège d'État-major et à l'École de cavalerie : *The British army, 1783-1802* (Macmillan, 1905, xn-148 p. Prix : 4 sh. 6 d.). Ces conférences ont pour objet : 1° l'organisation de l'armée anglaise de 1783 à 1803; 2° une esquisse de la cavalerie anglaise depuis le moyen âge jusqu'en 1815 et du rôle auquel on l'employa sur le continent en 1793 et 1794; 3° les opérations militaires à Sainte-Lucie en 1778, et 4° une histoire du train et de l'intendance militaire depuis la guerre civile au xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours.

— La librairie Longmans va faire paraître une Histoire d'Angleterre en 12 vol., un peu sur le modèle de l'Histoire de France de Lavisse. L'entreprise est dirigée par MM. William HUNT et R. LANE POOLE. Le premier volume à paraître est le tome X (1760-1801), par M. HUNT; en mai prochain paraîtra le tome II (1066-1216), par M. G. B. ADAMS. M. Th. HODGKIN est chargé du tome I (jusqu'en 1066), qui est à l'impression.

**États-Unis.** — Les lecteurs français connaissent déjà (*Revue du droit public*, XIX, 193-213) la plus grande partie de l'étude de M. Charles H. HUBERICH, *The transisthmian Canal : a study in American diplomatic history, 1852-1904*. Austin, Texas, 1904. In-8°, 31 p. On sait que l'intéressante thèse de M. Huberich est la suivante : les Américains n'ont attaché qu'une médiocre importance au canal tant que cette question est restée purement internationale; le développement des états et territoires du Pacifique a fait du canal le plus court chemin de New-York ou de la Nouvelle-Orléans à San-Francisco. C'est donc une question nationale, et c'est pourquoi le canal devient « une part du littoral des États-Unis ».

H. HR.

**Espagne.** — Dans la troisième série de ses belles *Études sur l'Espagne* (E. Bouillon, 1904, 438 p.), M. Alfred MOREL-FATIO s'adresse à la fois aux littérateurs et aux historiens. Ceux-ci trouveront plaisir et profit à lire ses études sur la lettre du roi Sanche IV à Alonso Pérez de Guzman sur la défense de Tarifa (2 janvier 1295); sur les soldats espagnols du xvii<sup>e</sup> siècle, d'après trois autobiographies récemment publiées; sur le duc de Caminha, grand d'Espagne et agent politique de Louis XIV, etc. Il n'y a pas une de ces études où l'auteur n'apporte des documents inédits et des points de vue originaux.

**Suède.** — Le 11 juin 1904 est mort à Stockholm M. C. T. ODHNER, le dernier en date des savants suédois qui aient entrepris et mené à bien un important travail de synthèse historique. Né à Alingsås en 1836, professeur à l'Université de Lund (« adjoint » 1865-71, professeur 1871-87), auteur de solides travaux relatifs à l'histoire du droit municipal suédois et à l'histoire intérieure de la Suède pendant la minorité de la reine Christine, M. O. avait entrepris de retracer l'histoire politique de la Suède sous Gustave III, et donné un remarquable premier volume<sup>1</sup>, lorsqu'il fut nommé directeur des Archives du royaume à Stockholm (1887); les obligations de ces nouvelles fonctions (il dirigea l'emménagement des archives dans leur nouveau et confortable palais, prépara la réforme des archives provinciales, etc.) ralentirent son travail; un second volume parut en 1896; retraité depuis 1901, il eut le temps d'achever un troisième volume, dont on attend l'apparition et qui embrassera sans doute la fin du règne. L'œuvre de M. O. continue exactement celle de C. G. Malmström; conçue sur un plan très large, exécutée avec une grande rigueur de méthode, elle constitue le premier tableau vraiment scientifique d'une période discutée, et le plus ample répertoire de faits méthodiquement classés que l'on puisse consulter sur la situation intérieure de la Suède à la fin du xviii<sup>e</sup> s. L. M.

— Homme d'État, le comte Magnus-Gabriel de La Gardie (1622-86) a toujours été jugé avec sévérité par les historiens suédois; protecteur des arts et des lettres, « mécène », intelligent intermédiaire entre une France parvenue au plein épanouissement d'une culture raffinée et une Suède aux mœurs guerrières et rudes, il ne recueille que des éloges. Une de ses plus heureuses entreprises fut assurément la restauration de l'église du monastère cistercien de Varnhem (1653-73), restauration à laquelle la Suède doit d'avoir conservé jusqu'à nos jours un des plus intéressants monuments du moyen âge scandinave. Faisant l'histoire de ce « sauvetage » en une intéressante brochure, M. A. Hahr<sup>2</sup>, docent

1. *Sveriges politiska historia under konung Gustav III:s regering* (Första del 1771-1778, Stockholm, in-8°, 1885; andra del 1779, Stockholm, 1896).

2. Auguste Hahr, *Magnus Gabriel de la Gardie och Varnhems klosterkyrka; några konst- och kulturhistoriska anteckningar* (Upsal, 1904, in-8°, 19 p.; extrait de la revue *Kyrkohistorisk årsskrift*, 1904).



d'histoire de l'art à l'Université d'Upsal, retrouve la trace des concours français que le comte de La Gardie avait coutume d'utiliser; de ses recherches, il semble bien résulter en effet que plusieurs statues du chœur de l'église de Varnhem sont l'œuvre d'un sculpteur français, Jean-Baptiste Dieussart. Dieussart demeura plusieurs années au service du comte, concurremment avec d'Ammoureux et l'Italien Carlo Carove, et exécuta pour son protecteur un grand nombre de travaux de sculpture destinés à orner notamment les célèbres jardins de Jakobsdal (Ulriksdal), le palais de La Gardie à Stockholm et le parc de Ladugårdsland, etc.; il est l'auteur des statues allégoriques qui se dressent actuellement encore aux angles du toit de Riddarhuset (palais de la noblesse à Stockholm).

L. M.

— On sait avec quel succès M. E. W. DAHLGREN, l'éminent directeur de la Bibliothèque royale de Stockholm, a étudié l'histoire du commerce et des armements malouins au début du XVIII<sup>e</sup> siècle; continuant ses recherches en vue d'une édition française (et considérablement développée) de son beau livre sur les *Voyages des marins français à la mer du sud*<sup>1</sup>, M. Dahlgren a rencontré l'étrange figure d'un aventurier ecclésiastique dont il conte l'odyssée en une alerte brochure<sup>2</sup>. Né en 1672 ou 1673 à Saint-Malo, l'abbé Noël Jouin, bachelier et peut-être docteur en droit canon, manifesta les talents les plus divers; théologien, marchand, financier, marin, explorateur, et, à l'en croire, missionnaire, audacieux flibustier, plaideur incomparable et malheureux, filou, « homme d'esprit », on le voit diriger une expédition commerciale aux ports du Brésil et du Chili (1706-09) pour le compte de la Compagnie de la mer du sud, échapper à la prison où ses malversations l'avaient conduit, obtenir les titres d'archidiacre de Dol, prieur de Boussac et de la Roche-Montboucher, chapelain de Madame, « maître d'oratoire » du futur régent (1711), organiser l'escadre (1714) qui sous les ordres de Martinet devait anéantir le commerce illicite et fructueux des Malouins dans les colonies espagnoles, retomber à la prison, aux ténèbres d'une fin insaisissable. Ses procès, l'infortune de sa sœur, « éternelle fiancée », auxiliaire inconsciente de machinations et de duperies, l'histoire de certaines caisses séquestrées plusieurs années durant, et dans laquelle un or illusoire se trouva métamorphosé en cuivre, la fuite en Espagne du metteur en scène de tout ce roman de finance et de police suggèrent un rapprochement avec une « affaire » récente, d'où le sous-titre de cette brochure. Les historiens qui ne

1. *De franska sjöfärderna till Söderhafvet i början af adertonde seklet. En studie i historisk geografi* (Stockholm, 1900, 1 vol. in-8°). La Société de géographie de Paris a décerné à l'auteur le prix Jomard.

2. *Abbé Noël Jouin, En Humbert-historia från Ludwиг XIV's tid.* [Une affaire Humbert au temps de Louis XIV] (Stockholm, in-8°, 120 p. Tiré à 300 exemplaires.

lisent pas le suédois parcourront avec profit les nombreux documents justificatifs, français et espagnols, tirés des Archives nationales, des Archives du ministère des Colonies, des Archives de la marine de Saint-Servan, du British Museum, etc., dont M. Dahlgren a fort heureusement fait suivre son intéressant travail.

L. MAURY.

**Serbie.** — Le centenaire de la première révolution serbe a donné lieu à deux publications de M. NOVAKOVITCH, historien serbe très connu : *Insurrection contre les dahies en 1804* (critique des sources, caractère de la révolution, campagne de 1804, avec une carte du pachalik de Belgrade au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle). Belgrade, 1904, 208 p., in-8°. Ce livre n'est que l'introduction à un ouvrage sur les révolutions serbes que l'auteur prépare depuis des années et dont la publication est attendue avec impatience. Néanmoins, on est consolé de cette attente par un précis de cette publication future, précis que M. Novakovitch nous a donné sous le titre : *Fondation de l'état serbe (1804-1813)*. Belgrade, 1904, 252 p., in-8°. Dans ce livre, M. Novakovitch a utilisé des documents inédits conservés aux archives russes, et il a jeté des lumières nouvelles sur beaucoup de points restés obscurs jusqu'aujourd'hui.

— L'Académie royale de Belgrade a publié à la fin de l'année 1904 un recueil de documents : *Actes et fragments relatifs à l'histoire de la première révolution serbe (1804-1814)*, tirés des archives de Paris, par M. GAVRILOVITCH. Impr. de l'État, 842 p., in-8°. Nous avons eu jusqu'aujourd'hui deux recueils semblables : celui de M. Ivan Pavlovitch, publié en 1890, et celui de M. Auguste Boppe (*Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon I<sup>er</sup>, 1809-1814*), publié en 1888. Ces deux publications déjà épuisées ont été refondues dans le recueil de M. Gavrilovitch, qui en a, en outre, comblé de nombreuses lacunes.

---

ERRATUM DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

Page 449, ligne 16, le titre de l'ouvrage de M. Bouzeskoul doit être rectifié comme suit : *Vredenie v istorious Gretzii*.

---

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

